

Rapport annuel Jahresbericht

—

2017



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Conseil de la magistrature	7
1.1	Conseil et secrétariat	7
1.2	Activités	7
1.2.1	Séances	7
1.2.2	Plan directeur 2017-2021	7
1.2.3	Elections	8
1.2.4	Pouvoir de surveillance	8
1.2.5	Nominations	16
1.2.6	Postes de juge professionnel de faible pourcentage	17
1.2.7	Juge conciliateur	17
1.2.8	Communication	17
1.2.9	Divers	18
2	Les autorités judiciaires	34
2.1	Tribunal cantonal	34
2.1.1	Partie générale	34
2.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2017	58
2.1.3	Partie statistique	61
2.2	Le Ministère public	93
2.2.1	Partie générale	93
2.2.2	Tableaux statistiques	103
2.3	Les Tribunaux d'arrondissement	117
2.3.1	Partie générale	117
2.3.2	Partie statistique	177
2.4	Juge itinérante	195
2.4.1	Partie générale	195
2.5	Tribunal des mesures de contrainte	199
2.5.1	Partie générale	199
2.5.2	Partie statistique	207
2.6	Les Justices de paix	211
2.6.1	Partie générale	211
2.6.2	Partie statistique	249

2.7	Tribunal pénal des mineurs	254
2.7.1	Partie générale	254
2.7.2	Partie statistique	262
2.8	Commissions et autres autorités	273
2.8.1	Préfectures	273
2.8.2	Commission de recours de l'Université	302
2.8.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	305
2.8.4	Commission de recours en matière de premier relevé	308
2.8.5	Commission d'expropriation	310
2.8.6	Autorité de surveillance du registre foncier	313
2.8.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	316
2.8.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	318
2.8.9	Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine	321
2.8.10	Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac	323
2.8.11	Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	325
1	Justizrat	22
1.1	Rat und Sekretariat	22
1.2	Tätigkeit	22
1.2.1	Sitzungen	22
1.2.2	Leitplan 2017-2021	22
1.2.3	Wahlen	23
1.2.4	Aufsicht	23
1.2.5	Ernennungen	31
1.2.6	Berufsrichterstellen mit niedrigem Arbeitspensum	32
1.2.7	Richter für Schlichtungsverhandlungen	32
1.2.8	Mitteilungen	32
1.2.9	Verschiedenes	33
2	Die Gerichtsbehörden	46
2.1	Kantonsgericht	46
2.1.1	Allgemeiner Teil	46
2.1.2	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2017	58
2.1.3	Statistischer Teil	61
2.2	Staatsanwaltschaft	105
2.2.1	Allgemeines	105

2.2.2	Statistische Tabelle	115
2.3	Bezirksgerichte	148
2.3.1	Allgemeiner Teil	148
2.3.2	Statistischer Teil	177
2.4	Gerichtsunabhängige RichterIn	197
2.4.1	Allgemeiner Teil	197
2.5	Zwangsmassnahmengericht	203
2.5.1	Allgemeiner Teil	203
2.5.2	Statistischer Teil	207
2.6	Friedensgerichte	229
2.6.1	Allgemeiner Teil	229
2.6.2	Statistischer Teil	249
2.7	Jugendstraengericht	258
2.7.1	Allgemeiner Teil	258
2.7.2	Statistischer Teil	262
2.8	Kommissionen und andere Behoerden	273
2.8.1	Oberaemter	287
2.8.2	Rekurskommission der Universitaet	302
2.8.3	Rekurskommission fuer Bodenverbesserungen	305
2.8.4	Rekurskommission fuer die Ersterhebung	308
2.8.5	Enteignungskommission	310
2.8.6	Aufsichtskommission ueber das Grundbuch	313
2.8.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	316
2.8.8	Schlichtungskommission fuer Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	318
2.8.9	Schlichtungskommission fuer Mietsachen des Saanebezirks	321
2.8.10	Schlichtungskommission fuer Mietsachen des Sense- und Seebezirks	323
2.8.11	Schlichtungskommission fuer Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks	325

Avant-Propos

Depuis dix ans maintenant, le Conseil de la Magistrature, organe constitutionnel indépendant, exerce sa mission de surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire et du Ministère public. Il préavise en outre à l'intention du Grand Conseil les candidatures aux fonctions judiciaires. Chargé par la loi de faire des propositions au Grand Conseil en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice, il a élaboré sa vision pour le pouvoir judiciaire 2017-2021. Dans ce plan directeur, il décrit la manière dont il envisage le développement de la justice du canton au cours des cinq prochaines années afin de répondre au postulat suivant :

La Justice fribourgeoise est une institution moderne qui a la volonté et la capacité de réagir aux changements sociaux et législatifs. Elle est à même d'assurer en tout temps des prestations rapides et de haute qualité.

Le Conseil de la magistrature se concentre sur quatre projets concrets, à savoir le dossier électronique, la création d'autorités régionales de conciliation, la suppression des fors civils et pénaux en première instance et l'instauration d'un centre de compétences chargé des finances et des ressources humaines (<https://www.fr.ch/cmagg/files/pdf96/plan-directeur-2017--20212.pdf> - voir annexe au verso « Vision pour le pouvoir judiciaire - Plan directeur 2017- 2021/Leitplan 2017-2021 »). La mise en œuvre de ces projets se fera conformément aux résultats de l'analyse du pouvoir judiciaire commanditée par le Conseil d'État et actuellement en cours.

En 2017, la Justice fribourgeoise a dans l'ensemble bien travaillé. Aucun incident particulier n'est à signaler.

La charge de travail des tribunaux reste élevée. La plupart d'entre eux enregistre même une légère augmentation du nombre des nouvelles entrées. Les tribunaux d'arrondissement totalisent 10'341 nouveaux dossiers en matière civile, prud'homale et de bail (2016 : 10'100) et ont liquidé 10'505 procédures (2016 : 9'923). Sur le plan pénal, le nombre de personnes jugées par ces autorités (1'212) est quant à lui en nette augmentation par rapport à l'année précédente (991). Les nouvelles affaires enregistrées par les commissions de conciliation en matière de bail sont également sur une pente ascendante (2017 : 892, 2016 : 752). Quant aux justices de paix, avec 7'834 nouvelles entrées contre 7'987 en 2016, leur charge de travail est en léger retrait. Celle-ci demeure néanmoins lourde, sachant que le nombre d'affaires pendantes de ces autorités a augmenté de 228 unités. Le même constat peut être fait pour le Tribunal des mesures de contrainte et le Tribunal pénal des mineurs.

Alors que le volume de travail du Tribunal cantonal reste considérable, certaines cours sont confrontées de surcroît à une très forte hausse de nouvelles affaires. La plus haute instance judiciaire du canton a pour l'heure pu maintenir son taux de liquidation grâce au grand engagement des juges et de tous ses collaborateurs ainsi qu'à l'implication accrue des juges suppléants. Cependant, elle ne pourra à l'avenir assurer le même niveau de qualité sans l'octroi de ressources rédactionnelles supplémentaires.

Avec 802 cas supplémentaires par rapport au précédent exercice, ce qui porte les nouvelles procédures à 14'093, le Ministère public doit lui aussi faire face à une augmentation de sa charge de travail. Les efforts conjugués de l'ensemble du personnel ont toutefois permis à cette autorité de continuer à liquider 64% des procédures dans les trois mois.

La gestion et l'équilibre de la charge de travail demeurent un défi. Si la création en 2016 d'une cellule judiciaire itinérante permet certes d'apporter rapidement une aide ponctuelle aux autorités judiciaires de première instance en difficulté, elle n'a pas dispensé le Conseil de nommer à plusieurs reprises des juges ad hoc pour six mois. Le pouvoir judiciaire souffre du gel de l'engagement du personnel. Il doit non seulement rendre des jugements mais également les motiver et ne dispose pas de suffisamment de greffiers pour le faire.

En parallèle à la gestion de ses dossiers judiciaires, la Justice se modernise et les avancées en matière informatique dans les tribunaux sont réjouissantes. Une commission informatique des autorités judiciaires a été créée afin de répondre de manière adéquate à l'objectif de digitalisation « Fribourg 4.0 » que s'est fixé le gouvernement dans son plan 2017-2021. Quant au projet cantonal "E-Justice", il est d'ores et déjà en cours. Le transfert des données Tribunaux V3 entre le Ministère public et les Tribunaux lors de dessaisissement de dossiers constitue un premier pas important sur la voie du succès. La Justice fribourgeoise est ainsi parée pour faire face aux nouveaux défis et au projet d'envergure nationale « Justitia 4.0 ».

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité. Le présent rapport comporte deux parties. La première est consacrée à l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature, la seconde porte sur l'administration de la justice dans le canton.

1 Conseil de la magistrature

1.1 Conseil et secrétariat

Au cours de ce 10^{ème} exercice, la composition du Conseil de la magistrature (ci-après le Conseil) a subi plusieurs changements. Au 1er janvier M. Maurice Ropraz, Conseiller d'Etat directeur de la justice a succédé à M. Erwin Jutzet. 2017 a en outre marqué la fin du second mandat consécutif de deux membres de la première heure. C'est tout d'abord Me Dominique Morard, avocat qui, en mars, a quitté les rangs de l'autorité de surveillance, suivi en juin par Michel Chevalley, membre coopté. Qu'ils soient ici tous deux chaleureusement remerciés pour leur engagement sans faille et l'énergie consacrée pendant une décennie au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu en mars sur proposition de l'Ordre des avocats, Me Nicolas Charrière puis en mai M. Damien Colliard, Syndic de Châtel-Saint-Denis, proposé par le Conseil lui-même. C'est par conséquent dans une composition entièrement renouvelée depuis sa création que le Conseil a fonctionné dès le mois de juillet.

Les commissions du Conseil ont également été remaniées. M. Urwyler, élu par ses pairs à la commission des élections, a démissionné de la commission de surveillance administrative. Lui a succédé au sein de cette dernière M. Maurice Ropraz. M. Charrière a repris quant à lui la présidence de la commission de surveillance disciplinaire dont M. Colliard est par ailleurs devenu membre.

A l'issue d'un premier mandat, Mme Wanda Suter a été reconduite dans sa fonction par le Grand Conseil pour une nouvelle période de cinq ans. En août, les membres du Conseil ont réélu pour trois ans Mme Nadine Gobet à la vice-présidence.

Le secrétariat, composé de Mmes Christine Keller, Secrétaire générale et Yolande Brünisholz, Secrétaire, est quant à lui resté stable.

Le Conseil est représenté au sein de la Commission informatique des autorités judiciaires par Mme Christine Keller.

1.2 Activités

1.2.1 Séances

En 2017, le Conseil a tenu 16 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, des délégations ont été formées pour les auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et pour les inspections.

1.2.2 Plan directeur 2017-2021

Fort de la mission dont l'investissent la Constitution et la loi sur la justice (qui l'autorise à faire des propositions au Grand Conseil en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice), le Conseil a formalisé et communiqué sa vision du pouvoir judiciaire pour les cinq prochaines années. Après avoir mis ce document en consultation auprès de toutes les autorités judiciaires du canton, il l'a présenté à la Commission de justice et l'a transmis au Grand Conseil et au Conseil d'Etat au début de l'automne. Ce plan directeur analyse la situation actuelle du pouvoir judiciaire et fixe les axes prioritaires de l'action du Conseil au cours des cinq prochaines années. Aux termes de celui-ci, le Conseil retient quatre projets concrets, à savoir la préparation à l'E-dossier, la création d'autorités de conciliation régionales, la suppression des fors en matière civile et pénale s'agissant des tribunaux de première instance ainsi que la mise en place d'un centre de compétences chargé des finances et des ressources humaines. Ce document peut être consulté sur le site du Conseil (<https://www.fr.ch/cmag/files/pdf96/plan-directeur-2017--20212.pdf>) et au verso du présent rapport imprimé.

1.2.3 Elections

Au cours de l'année 2017, le Conseil a préavisé 46 élections, dont 5 pour des postes à titre professionnel.

Dans un souci d'amélioration de son processus de recrutement, le Conseil a, d'entente avec le Service du personnel et d'organisation, introduit un test de personnalité pour les candidats à un poste de magistrat professionnel. Ce test, évalué et commenté par un consultant externe, est validé par les intéressés en présence de la commission des élections. Dans certains cas, il peut constituer un outil supplémentaire permettant d'affiner la sélection des candidats. Le Conseil déterminera à l'avenir les circonstances dans lesquelles il entend y recourir, sachant que la procédure s'en trouve quelque peu allongée et l'oblige à anticiper davantage encore les mises au concours pour éviter des vacances de poste.

1.2.4 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.2.4.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Tribunaux d'arrondissement de la Singine, de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye, de la Veveyse ainsi que les présidents civils du Tribunal de la Sarine et les Justices de paix de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse. Il a également procédé aux inspections de deux Procureurs, du Procureur général et de ses deux adjoints, du Tribunal des mesures de contrainte, du Tribunal pénal des mineurs, de la Juge itinérante, des Préfectures de la Singine, de la Broye et de la Veveyse, de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac, ainsi que de la Commission de recours en matière de premier relevé.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 2.1.1.2.1.3).

Faute d'affaires, l'inspection de l'Autorité de surveillance du registre foncier a été annulée.

1.2.4.1.1 Tribunal cantonal

Charge de travail – organisation

D'une manière générale, la charge de travail de la plus haute instance du canton est toujours plus importante. Ce sont surtout la 2^{ème} Cour d'appel civil, la Cour d'appel pénal, la 1^{ère} Cour administrative et les Cours des assurances sociales qui enregistrent les augmentations les plus sensibles de leur volume d'affaires. Cette hausse des entrées se double pour l'heure d'une augmentation des liquidations mais le Tribunal cantonal ne pourra plus à l'avenir maîtriser sa charge de travail avec la même efficacité sans l'octroi de ressources, notamment rédactionnelles, supplémentaires.

Cours civiles

La charge de travail de la 1^{ère} Cour d'appel civil qui a explosé entre 2015 et 2016, se maintient à un niveau très élevé. Quant à celle de la 2^{ème} Cour d'appel civil, elle a subi une augmentation significative de 34%. Si le taux de liquidation demeure très bon, les juges ont cependant moins de temps à consacrer à l'examen des rapports de leurs collègues, ce qui augmente le risque d'erreur.

Cours pénales

La Cour d'appel pénal est quant à elle confrontée à une très nette hausse et à une complexification des affaires. La charge de travail du greffier est très lourde et pour l'heure peut difficilement être allégée par les juges suppléants dont la disponibilité pour la rédaction de rapports est limitée. La forte augmentation des affaires enregistrée l'an dernier par la Chambre pénale se confirme en 2017.

Les autres cours n'appellent pas de remarques particulières.

Cours administratives

La très nette augmentation des affaires de la Ière Cour administrative observée en 2016 se confirme. Cette cour ne pourra à long terme y faire face avec sa dotation actuelle. La charge de la IIème Cour administrative se maintient également à un niveau élevé. Quant aux deux Cours des assurances sociales, elles enregistrent une hausse de 12% des recours par rapport à l'année précédente. Elles peuvent heureusement compter sur l'aide de juges suppléants disponibles et compétents pour la rédaction d'arrêts.

Personnel – formation

Le personnel est stable.

Le Tribunal cantonal, soulignant l'augmentation constante du prix des formations, a interpellé le Conseil sur les moyens limités mis à disposition des juges pour se former.

Juges et juges suppléant-e-s

Mme Daniela Kiener, Juge cantonale, est entrée en fonction le 1^{er} janvier 2017. Quant à Mme Ursula Schneider Schüttel, Juge suppléante, elle a démissionné pour le 31 décembre suivant. Elle sera remplacée au début de l'année 2018.

1.2.4.1.2 Ministère public

D'une manière générale, le Ministère public fonctionne bien et son personnel est stable. Cette autorité a néanmoins exprimé des préoccupations concernant la sous-dotation de la cellule économique qui doit traiter des affaires importantes ainsi que l'augmentation des délits commis par informatique. Le Procureur général Gasser assume la présidence de la Conférence des procureurs de Suisse qui l'occupe à hauteur de 20 à 30%. L'aide de ses adjoints et la parfaite organisation du Ministère public lui permettent de gérer sa tâche.

En novembre, le Procureur général a avisé le Conseil de sa récusation s'agissant d'une procédure pénale instruite à l'encontre de la Conseillère d'Etat Marie Garnier et lui a demandé de confier le dossier à un autre procureur. Le Conseil a transmis la requête de récusation à la Chambre pénale du Tribunal cantonal compétente en la matière. Cette affaire est toujours pendante.

1.2.4.1.3 Tribunal pénal économique

Le Tribunal pénal économique fait face à un important volume de travail. En dépit de nombreuses démarches entreprises par le Conseil, il n'a pas encore été possible de repourvoir la suppléance du président. Afin de décharger le titulaire qui sera mobilisé par une très volumineuse affaire au début de l'année prochaine, il a nommé M. Michel Morel Président ad hoc (art. 22 al. 4 LJ) pour le traitement de plusieurs dossiers.

Ayant atteint la limite d'âge, M. Jean-Daniel Grand a terminé son mandat d'assesseur au Tribunal pénal économique au 31 décembre 2017. Le Conseil l'a toutefois autorisé à fonctionner au-delà de cette date pour terminer un dossier (art. 6 al. 2 LJ).

1.2.4.1.4 Tribunaux d'arrondissement

En 2017, ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Pierre Bossart, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Nicolas Gisler, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Jean-Marc Kuhn, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Patrick Déneraud, Assesseur suppléant au Tribunal des prud'hommes de la Sarine
- > Christian Brique, Assesseur au Tribunal des baux de la Sarine
- > Anton Ruffieux, Assesseur au Tribunal des prud'hommes de la Singine
- > Daniel Zinder, Assesseur au Tribunal d'arrondissement du Lac
- > Astrid Oberson, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Glâne
- > Heinz Krattinger, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Glâne
- > Jeannine Pittet-Dougoud, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Glâne
- > Nicolas Emery, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Broye
- > Yvette Jolliet, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

Sur demande de cette autorité, son équipe d'assesseurs a été sensiblement renforcée. Sont entrés en fonction cette année MM. Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Renato Iliescu, Bernard Lauper, Damiano Lepori Gauthier, Paul Quartenoud, Samuel Rar, Gilles Schorderet, Louis Singy et José Uldry ainsi que Mmes Dominique Haller Sobritz, Anne Jochem Camarena, Barbara Moigno, Anne-Colette Schmutz et Sophie Tritten.

a) Tribunal civil

Au cours de cet exercice, tant la charge de travail de ce tribunal que le nombre de décisions rendues par rapport l'an dernier ont augmenté de manière significative. Une cellule, qui comptabilise des dossiers très lourds et accumule des retards, a demandé l'aide de la juge itinérante. A la fin du printemps, la Juge Marlène Collaud a ainsi déchargé le président titulaire de ses affaires courantes pendant deux mois pour lui permettre de se concentrer sur la préparation d'un dossier très chronophage. Le Conseil continuera de suivre attentivement l'évolution de la situation de cette cellule et lui accordera au moment opportun les mesures qui s'imposent.

En mai, aussitôt connue la démission du Président du Tribunal des baux Pascal Terrapon pour la fin de l'année, le Tribunal de la Sarine a annoncé sa volonté de le remplacer par le Président José Rodriguez. C'est par conséquent le poste de ce dernier, soit un poste de Président pénal à 70% et des prud'hommes à 30%, qu'il a demandé au Conseil de repourvoir. Considérant qu'une telle rocade outrepassait les compétences du Tribunal, le Conseil en a référé à la Commission de justice. Après que celle-ci eut confirmé son point de vue, il a mis au concours un poste de Président du Tribunal civil avec spécialisation en matière de bail et prud'homale. Lors de sa session d'octobre, le Grand Conseil a élu Mme Ariane Guye à la succession du Président Terrapon. Son entrée en fonction aura lieu le 1^{er} janvier 2018. Cette procédure d'élection a malheureusement été ternie par l'ingérence du Tribunal de la Sarine qui non seulement a remis en cause auprès de la Commission de justice le préavis du Conseil mais a également dénigré publiquement un candidat en lice. Cette démarche pour le moins inopportune a donné lieu à une réaction du Conseil qui a convoqué la commission administrative de cette autorité pour lui signifier sa réprobation.

Le 31 décembre 2017, le Président Pascal Terrapon a mis un terme à 25 ans d'exercice de la magistrature pour raison d'âge. Soucieux de permettre à son successeur de commencer sur des bases saines, il a toutefois souhaité pouvoir terminer certaines affaires en cours au-delà de cette date. Le Conseil l'y a autorisé conformément à l'art. 6 al. 2 LJ. Il adresse à ce magistrat ses plus sincères remerciements pour tout le travail accompli au service de la justice du canton et lui souhaite une retraite épanouissante.

b) Tribunal pénal

Malgré une charge de travail soutenue qui oblige ses présidents à travailler à flux tendu, la section pénale fonctionne bien.

c) Tribunal des prud'hommes

Suite à son élection en qualité de juge de paix de la Singine, Mme Caroline Gauch a démissionné de sa fonction de Présidente (10%) au 30 juin 2017. Ce poste, qui est lié à celui de greffier et ne bénéficie par conséquent d'aucun budget propre, s'adresse à une personne germanophone ou bilingue. Il n'a pour l'heure pas encore pu être repourvu. Pour permettre le traitement des dossiers en allemand de cette autorité, le Conseil a nommé en septembre Mme Seraina Rohner Présidente suppléante. Une solution définitive devra être trouvée au cours de l'année prochaine.

d) Tribunal des baux

Sur demande du Président Rodriguez, le Conseil l'a nommé président suppléant du Tribunal des baux en février. Ce magistrat a démissionné de cette fonction en novembre suivant.

2. Tribunal d'arrondissement de la Singine

La charge de travail de ce tribunal, qui fonctionne bien, est stable même si elle se situe à un niveau élevé.

A la fin de l'été, l'absence pour raison de santé du Président Reinold Raemy a été palliée par le Président Peter Rentsch. Pour soulager ce magistrat qui est très chargé et assume de nombreuses suppléances, en Gruyère et en Sarine notamment, le Conseil a nommé Mme Pascale Vaucher Mauron Présidente ad hoc (art. 91 al.1 let. d LJ) du 18 septembre 2017 au 31 décembre 2017.

3. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

L'aide apportée par le Président ad hoc Michel Morel à cette autorité au cours des cinq premiers mois de l'année s'est avérée efficace puisqu'elle a permis une diminution des affaires pendantes. Nommé pour s'occuper prioritairement des procédures de conciliation, ce magistrat s'est toutefois très rapidement saisi d'autres affaires, le volume des premières étant insuffisant pour l'occuper à hauteur de son taux d'engagement. La situation de ce tribunal demeurant toutefois précaire, le Conseil a estimé qu'un soutien de plus longue durée s'avérait nécessaire pour lui permettre d'assainir durablement son stock de dossiers en souffrance. Il a par conséquent fait usage de l'art. 91 al. 1 let d bis LJ et prolongé le mandat de Michel Morel de six mois, soit du 1^{er} juin au 31 décembre 2017, le mois d'août excepté. Le grand Conseil a dûment validé cette prolongation.

Le bilan de cet exercice est positif puisqu'il se solde par une stabilisation de la situation de ce tribunal. Ses présidents appellent toutefois de leurs vœux une augmentation de la dotation de leur autorité tant au niveau du personnel de greffe et de secrétariat que des magistrats. Il convient toutefois d'attendre les conclusions de l'analyse du pouvoir judiciaire mandatée par le Conseil d'Etat pour se déterminer à ce sujet.

Au cours cet exercice, M. Patrice Morand est entré en fonction en qualité d'assesseur.

4. Tribunal d'arrondissement du Lac

Le volume des affaires ne cesse d'augmenter, plus particulièrement en langue française. En dépit de l'augmentation de 10% du taux d'activité de la Présidente Sandrine Schaller Walker cette année, le nombre de ses dossiers en suspens continue de croître. Le Tribunal appelle de ses vœux l'engagement sur le long terme d'un stagiaire francophone pour la soulager. D'une manière générale, la charge de travail des magistrats, qui totalisent un nombre d'heures supplémentaires important, est très soutenue.

5. Tribunal d'arrondissement de la Glâne

Le volume de travail de cette autorité, qui reste conséquent, est pour l'heure maîtrisé.

Au cours de cet exercice sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs M. Christophe Girard ainsi que Mmes Maja Fontaine et Muriel Joye.

MM. Christian Deillon, Sébastien Jaquier et Jacques Terrapon sont quant à eux entrés en fonction en qualité d'assesseurs suppléants représentant les employeurs au sein du Tribunal des prud'hommes.

6. Tribunal d'arrondissement de la Broye

Au cours de ces dernières années, ce tribunal a bénéficié de plusieurs mesures de soutien, notamment l'aide du Président ad hoc Michel Morel et de la Juge itinérante. Sa dotation a également été revue à la hausse puisqu'avec l'entrée en fonction de la Présidente Virginie Sonney le 1^{er} juillet 2017, il compte 0,5 EPT de magistrat supplémentaire. Il est réjouissant de constater que ces mesures ont porté leurs fruits puisque cette autorité est désormais à jour.

Au cours de cet exercice sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs Mmes Jennifer Renevey et Irène Rüssi.

7. Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

En mai, le Grand Conseil a élu le greffier-chef de cette autorité, M. Romain Lang, en qualité de Président du Tribunal des prud'hommes à 10%. Le Conseil a renoncé à mettre au concours ce poste d'un très faible pourcentage, qui est lié à celui de greffier-chef et ne dispose par conséquent pas d'un budget propre. La Commission de justice a avalisé cette manière de procéder mais demandera toutefois une modification de la loi sur la justice pour permettre formellement au Conseil de déroger à l'obligation de mises au concours pour les petits taux d'activité de postes judiciaires.

1.2.4.1.5 Tribunal des mesures de contrainte

La surcharge de son secrétariat sous-doté, déjà évoquée dans le précédent rapport, a continué de préoccuper cette autorité. La demande d'aide adressée à la Direction de la sécurité et de la justice en avril lui a heureusement permis d'obtenir au cours de l'été un renfort en personnel à hauteur de 30%. Pour ce tribunal qui assure une permanence sept jours sur sept tout au long de l'année et pour ses juges qui travaillent sans greffier, il est d'autant plus important que ces mesures soient pérennisées que le nombre de dossiers augmente de manière constante chaque année.

Au 31 juillet, le Juge Michel Wuilleret a fait valoir son droit à la retraite. Qu'il soit ici vivement remercié pour l'engagement dont il a fait preuve durant près de trente ans au service de la justice fribourgeoise. Mme Delphine Maradan lui a succédé dès le 1^{er} août suivant.

1.2.4.1.6 Tribunal pénal des mineurs

Au cours de cet exercice, cette autorité a été confrontée à de nombreux aléas en matière de personnel. La flexibilité et l'engagement du greffe et du secrétariat lui ont néanmoins permis de continuer à bien fonctionner.

Au 31 janvier 2017, le Président Julien Aubry a terminé son mandat ad hoc. Le titulaire Arthur Lehmann a repris sa fonction le 1^{er} février au terme d'une année sabbatique. A son retour et vu la très nette diminution des affaires en allemand, les juges ont procédé à un rééquilibrage interne de la charge de travail en constante augmentation.

M. Claude Rey, Assesseur, a atteint la limite d'âge au 31 décembre 2017.

1.2.4.1.7 Justices de paix

Le Conseil se réjouit de constater que désormais, à l'instar des tribunaux de première instance, les Justice de paix sont toutes dotées d'un greffier-chef.

En 2017 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Andrea Bertoni, Assesseur à la Justice de paix de la Sarine
- > Véronique Blanc-Audergon, Assesseure à la Justice de paix de la Sarine
- > Monique Piller Trüssel, Assesseure à la Justice de paix de la Sarine
- > Laurence Genoud, Assesseure à la Justice de paix de la Gruyère
- > Jean-Pierre Levrat, Assesseur à la Justice de paix de la Gruyère
- > Prisca Grandgirard, Assesseure à la Justice de paix de la Broye
- > Gérard Pillonel, Assesseur à la Justice de paix de la Broye
- > Michel Seydoux, Assesseur à la Justice de paix de la Glâne

1. Justice de paix de la Sarine

La charge de travail de cette justice de paix, qui s'est stabilisée, est maîtrisée en dépit d'une complexification des affaires. Cette autorité salue la pérennisation des postes de travail de son personnel qui a contribué au bon climat de travail régnant en son au sein.

Mme Marie Schaefer est entrée en fonction en qualité d'assesseure.

2. Justice de paix de la Singine

La Juge de paix Béatrice Kaeser, en incapacité de travail partielle depuis l'année précédente, a repris son activité à temps plein en février. Avec l'entrée en fonction le 1^{er} juillet 2017 de Mme Caroline Gauch, nouvelle Juge de paix à 60%, elle a réduit de 10% son taux d'activité. Souhaitant donner une nouvelle orientation à sa vie professionnelle, elle a finalement annoncé dans le courant de l'automne sa démission pour la fin avril 2018. Son poste sera repourvu au début de l'année prochaine.

Malgré une charge de travail élevée et de nombreux changements de personnel survenus au cours de l'année, la Justice de paix est à jour. Les locaux sont entièrement utilisés et n'offrent plus aucune possibilité de réserve.

3. Justice de paix de la Gruyère

On observe une nette augmentation de la charge de travail et une complexification des dossiers de cette autorité qui néanmoins fonctionne bien. Cette justice de paix obtiendra un demi-poste de magistrat supplémentaire à compter de 2018. L'élection d'un nouveau juge de paix aura lieu au début l'année prochaine.

Sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs M. Philippe Maradan ainsi que Mmes Liliana Chiacchiari et Elisabeth Dunand.

4. Justice de paix du Lac

Les nouveaux locaux dans lesquels la justice de paix est installée depuis l'été donnent entière satisfaction. Le personnel de cette autorité est demeuré stable et la collaboration avec les assesseurs est bonne. Si la charge de travail demeure toujours élevée, elle est pour l'heure maîtrisée grâce à l'engagement de tous les membres de cette autorité.

5. Justice de paix de la Glâne

A compter du 1^{er} janvier, le Juge de paix Marc Butty travaille à plein temps. Au cours de cet exercice, cette autorité a notamment procédé à la rationalisation de certains processus en matière de contrôle des comptes et à la mise à jour d'anciens comptes en déshérence.

6. Justice de paix de la Broye

Si la charge de travail demeure importante, elle s'est toutefois stabilisée. Cette autorité a accueilli avec soulagement et grande satisfaction la pérennisation des postes de greffe et de secrétariat. Elle est désormais animée d'un état d'esprit très positif et fonctionne bien.

Sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs M. Bruno Castrovinci ainsi que Mmes Cristina Boffi, Nathalie Corminboeuf et Sylvie Uebelhart.

7. Justice de paix de la Veveyse

La charge de travail de cette autorité, qui fonctionne bien, est variable selon les périodes de l'année.

Sont entrées en fonction en qualité d'assesseuses Mmes Séverine Maillard et Christine Michel.

1.2.4.1.8 Cellule judiciaire itinérante

Après deux ans d'activité, cette autorité s'avère réactive et peut intervenir rapidement dans les causes qui s'y prêtent. La juge ne parvient cependant pas à dégager suffisamment de temps pour traiter certains dossiers civils compliqués et chronophages. Le laps de temps entre la demande d'appui du magistrat jusqu'au moment où la juge itinérante est saisie est d'un mois, voire un mois et demi. Au cours de cet exercice, la cellule itinérante a travaillé pour cinq autorités.

Le Conseil souhaitant centraliser certaines tâches, les procédures de mises à ban ont été confiées à la Cellule judiciaire itinérante. Cet essai s'est révélé concluant.

Au début de l'été, le Conseil s'est inquiété auprès de la Commission de justice de la pérennisation de cette structure judiciaire dont le fonctionnement a été originellement limité à trois ans, soit jusqu'à fin 2018. A son tour, cette commission a attiré l'attention du Directeur de la sécurité et de la justice sur l'échéance prochaine des contrats des trois membres de cette cellule. Au cours de l'automne, avec la démission de la Juge itinérante Marlène Collaud pour le 28 février 2018, cette question s'est posée avec d'autant plus d'acuité qu'il s'agissait de repourvoir son poste. Le Conseil d'Etat ayant accepté de prolonger jusqu'à fin 2020 l'octroi des crédits nécessaires au financement des postes du personnel, le ou la successeur-e de la Juge Collaud sera élu lors de la session du mois de mars 2018. Afin d'assurer l'intérim jusqu'à l'entrée en fonction du ou de la nouvelle élu-e, le Conseil a nommé M. Ludovic Farine Juge itinérant ad hoc à 80% du 15 février au 15 août 2018.

Pour l'heure, la suppléance du juge itinérant n'est pas assurée, ce qui peut poser problème en cas d'absence du ou de la titulaire.

1.2.4.1.9 Préfectures

Cette année sont entrés en fonction MM. Manfred Raemy, Nicolas Kilchoer et François Genoud, respectivement Préfets de la Singine, de la Broye et de la Veveyse. Ils ont succédé à MM. Nicolas Bürgisser, Christophe Chardonnens et Michel Chevalley.

Le Conseil constate avec satisfaction que ces autorités fonctionnent bien malgré une charge de travail importante. D'une manière générale, il salue le grand travail de conciliation effectué par l'ensemble des préfectures du canton et se réjouit de la création d'un poste de conseiller juridique auprès de la Conférence des préfets. Il a pris acte de la volonté de celle-ci d'avoir des rapports accrus avec le pouvoir judiciaire.

1.2.4.1.10 Commission de recours de l'Université

Mme Géraldine Pontelli Barras a remplacé M. Michel Wuilleret à la vice-présidence à compter du 1^{er} août 2018.

1.2.4.1.11 Commissions de conciliation en matière de bail

La charge de travail des commissions de la Sarine et du sud a sensiblement augmenté tandis que celle de la Singine et du Lac a enregistré une légère baisse. La gestion des dossiers de ces autorités, qui fonctionnent bien, ne suscite pas de remarque particulière.

La Commission du sud a souhaité voir son secrétariat renforcé. En Sarine, M. Jean-Pierre Kappeler a démissionné de sa fonction d'assesseur représentant les propriétaires. Son remplacement sera assuré au tout début de l'année 2018.

1.2.4.1.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

En février, le Grand Conseil a élu M. René Nicolet, Assesseur représentant les travailleurs, afin de rétablir l'égalité entre les sexes au sein de la commission conformément à l'art. 62 al. 4 LJ (cf. point 2.2.1.13 du rapport 2016). Quant à M. Jean-Jacques Marti, Assesseur représentant les employeurs démissionnaire au 30 juin 2017, il a été remplacé par M. Reto Julmy.

Le fonctionnement de cette autorité, qui n'a enregistré qu'une seule nouvelle affaire cette année, n'appelle pas de remarque particulière.

1.2.4.1.13 Commission d'expropriation

Cette commission fonctionne bien en dépit d'une complexification croissante des affaires et d'une lourde charge de travail qui mobilise beaucoup son président. Elle signale que la loi cantonale sur l'expropriation n'est plus adaptée aux exigences actuelles et demande sa mise à jour.

Le Vice-président Bernard Loup a démissionné de sa fonction pour le 31 décembre 2017. Sa succession sera assurée au début de l'année prochaine.

1.2.4.1.14 Commission de recours en matière d'améliorations foncières

Cette commission fonctionne bien. Son activité n'appelle pas de remarque particulière.

1.2.4.1.15 Commission de recours en matière de premier relevé

Cette commission, anciennement Commission de recours en matière de nouvelle mensuration parcellaire, n'a pas fonctionné pendant plusieurs années faute d'affaires. Elle est actuellement occupée par trois dossiers.

Les fonctions de Mme Marguerite Giner et Dieter Stauffacher, Assesseurs démissionnaires, n'ont pas pu être repourvues en dépit de trois mises au concours successives. Partant au 1er janvier 2018, la composition de cette autorité ne répondra plus aux exigences de l'art. 6 de la loi sur la mensuration officielle. Le Conseil entreprendra toutes les démarches nécessaires pour régulariser la situation dans les meilleurs délais.

1.2.4.1.16 Autorité de surveillance du registre foncier

Cette autorité fonctionne bien. Son activité n'appelle pas de remarque particulière.

M. Ludovic-Jean Egger a démissionné de sa fonction de membre suppléant au 31 mai 2017. Il n'a malheureusement pas été possible de trouver des candidats répondant au profil très spécifique recherché, de sorte que cette fonction sera à nouveau mise au concours l'an prochain.

1.2.4.1.17 Remerciements

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes mentionnées dans ce rapport, qui ont quitté leur fonction judiciaire accessoire au cours de cet exercice. Il les remercie pour leur travail et leur engagement, indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

1.2.4.1.18 Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échange écrit ou enquête	Dossiers reportés à l'année suivante
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1

La procédure préliminaire ouverte en 2016 s'est soldée par un classement sans autre suite.

Le Conseil a par ailleurs traité huit dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités, dont cinq émanant d'un même justiciable. Une affaire est toujours pendante.

1.2.5 Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ).

En 2017, le Conseil a nommé 4 magistrats ad hoc. Ces nominations ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 1.2.2.1.3/3 et 6) concernant M. Michel Morel au Tribunal de la Gruyère et de la Broye, 1.2.2.1.3/2 concernant Mme Pascale Vaucher Mauron au Tribunal de la Singine et 1.2.2.1.7 concernant M. Ludovic Farine à la Cellule judiciaire itinérante. Il a en outre nommé M. Yann Hofmann président suppléant de la Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac pour remplacer la titulaire, Mme Sarah Reitze, durant son congé maternité l'an prochain.

Il a par ailleurs fait usage de l'art. 22 LJ à cinq reprises s'agissant des Présidents José Rodriguez, Michel Morel et Seraina Rohner (cf. points 1.2.2.1.3/1b, c et d) ainsi que de la Présidente Virginie Sonney nommée suppléante du président du Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse.

1.2.6 Postes de juge professionnel de faible pourcentage

Au cours de cet exercice, lors de l'élection de M. Romain Lang, s'est posée la question de la mise au concours ou non de postes professionnels dont le taux d'activité est particulièrement bas. D'entente avec la Commission de justice, il a été admis que le Conseil peut déroger à l'obligation de mise au concours externe (art. 11 LJ) lorsque le poste à pourvoir n'excède pas 10%. Par souci de clarification, la Commission de justice a proposé de modifier la loi dans ce sens (cf. point 1.2.2.1.3 ch. 7 Tribunal de la Veveyse ci-dessus).

1.2.7 Juge conciliateur

L'expérience menée pendant une année avec le Président Michel Morel dans les Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère et de la Broye (cf. point 1.2.2.1.3 ch. 3 ci-dessus) s'est avérée convaincante. Ce magistrat émérite a d'une part déchargé de manière appréciable les autres présidents qui ont ainsi pu se concentrer sur de volumineux dossiers en souffrance. D'autre part, étant libéré de la gestion quotidienne d'une autorité, il a pu consacrer toute son énergie aux préoccupations des parties.

Fort de cette expérience et convaincu de l'efficacité d'un tel modèle, le Conseil a fait de la création d'autorités de conciliation régionales l'un des projets prioritaires de son plan directeur 2017-2021.

1.2.8 Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a donné lieu à une conférence de presse le 14 juin 2017.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil, lors de la session du mois de juin.

Pour marquer ses dix ans d'activité, le Conseil a organisé une cérémonie réunissant des représentants du Grand Conseil, du Conseil d'Etat ainsi que les magistrats professionnels et diverses autres personnalités du canton au Musée d'art et d'histoire le 23 juin 2017. Ce fut l'occasion de dresser le bilan de sa première décennie d'activité au cours de laquelle pas moins de 23 personnalités du monde judiciaire, politique et universitaire se sont succédées pour veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du pouvoir judiciaire. Le Conseil en a profité également pour évoquer les défis auxquels le pouvoir judiciaire devra faire face à l'avenir et les ajustements qu'il faudra entreprendre dans un futur proche pour y répondre.

Invité par la commission thématique des affaires judiciaires du canton de Vaud, le Président Urwyler a présenté le modèle fribourgeois du Conseil de la magistrature aux députés vaudois en mars 2017.

1.2.9 Divers

1.2.9.1 Consultation

Le Conseil a été consulté sur la modification de la loi sur la justice, l'ordonnance modifiant le règlement sur la justice, l'avant-projet de règlement sur l'archivage, l'avant-projet de loi modifiant la loi sur les préfets ainsi que sur la révision partielle de la loi fédérale sur l'expropriation. A la demande du Conseil d'Etat, il s'est par ailleurs déterminé sur l'application du système d'évaluation des prestations prévue par l'ordonnance Perséval aux magistrats et au personnel de l'ordre judiciaire.

Vorwort

Seit nunmehr 10 Jahren übt der Justizrat als unabhängiges, verfassungsmässiges Organ die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus und verantwortet die Wahlvorschläge für Richterschaft und Staatsanwaltschaft. Es gehört auch zu seinen Aufgaben, dem Grossen Rat Anträge hinsichtlich Verbesserung und Arbeitsweise der Justiz zu stellen (Art. 114 JG). Der Justizrat hat daher mit der „Vision pour le pouvoir judiciaire“ seinen Leitplan 2017-2021 erarbeitet und beschrieben, wie sich die Freiburger Justiz in den nächsten fünf Jahren weiterentwickeln sollte, um folgendem Leitbild zu entsprechen:

Die Freiburger Justiz ist eine zeitgemäss organisierte Institution, die bereit und in der Lage ist, auf die gesellschaftlichen und gesetzlichen Veränderungen zu reagieren und jederzeit eine rasche und hochwertige Rechtspflege sicherstellt.

Der Justizrat beabsichtigt, sich auf vier konkrete Projekte zu konzentrieren, nämlich das elektronische Dossier, die Bildung von regionalen Schlichtungsbehörden, die Aufhebung des zivil- und strafgerichtlichen Gerichtsstandes bei den erstinstanzlichen Gerichten sowie die Einführung eines Kompetenzzentrums für die Finanzen und Human Resources (<https://www.fr.ch/cmrag/files/pdf96/plan-directeur-2017--20212.pdf> - vgl. rückseitige Beilage « Vision pour le pouvoir judiciaire - Plan directeur 2017- 2021/Leitplan 2017-2021 »). Die Umsetzung wird im Einklang mit den Ergebnissen der laufenden, vom Staatsrat in Auftrag gegebenen Analyse der Gerichtsbehörden erfolgen.

Die Freiburger Justiz hat im Jahr 2017 insgesamt gut gearbeitet; es sind keine besonderen Vorkommnisse zu verzeichnen.

Die Arbeitslast der Gerichtsbehörden bleibt allgemein hoch, mehrheitlich ist eine leichte Zunahme der Neueingänge festzustellen. Die Bezirksgerichte haben in Zivilsachen, arbeits- und mietgerichtliche Verfahren inbegriffen, insgesamt 10'341 neue Angelegenheiten verzeichnet (2016: 10'100) und 10'505 Verfahren erledigt (2016: 9'923). Die Zahl der von den Bezirksstrafgerichten abgeurteilten Personen (1212) ist hingegen im Vergleich zum Vorjahr (991) deutlich gestiegen. Bei den Schlichtungskommissionen für Mietsachen haben die Neueingänge ebenfalls wieder zugenommen (2017: 892; 2016: 752). Die Friedensgerichte verzeichnen mit 7'834 Neueingängen (2016: 7'987) eine leichte Abnahme. Ihre Arbeitslast bleibt hoch, dies zeigt sich auch daran, dass die Zahl der hängigen Angelegenheiten erneut um 228 Angelegenheiten zunahm. Gleiches gilt für das Zwangsmassnahmengericht und das Jugendstrafgericht.

Das Arbeitsvolumen des Kantonsgerichts bleibt insgesamt erheblich, einzelne Höfe verzeichneten einen starken Anstieg der Neueingänge. Das Gericht konnte zwar seine Erledigungsquote dank dem grossen Einsatz der Richterschaft, aller Mitarbeitenden und dem vermehrten Einbezug von Ersatzrichtern beibehalten; das Kantonsgericht weist zu Recht darauf hin, dass es ohne zusätzliche redaktionelle Kräfte schwierig wird, die erwartete Qualität zu erreichen.

Bei der Staatsanwaltschaft ist die Anzahl der registrierten Verfahren um 802 Einheiten auf 14'093 gestiegen, entsprechend erhöhte sich auch die Zahl der hängigen Verfahren um 317 Einheiten. Dank den Anstrengungen der gesamten Belegschaft konnte die Staatsanwaltschaft wie bisher rund 64% der Verfahren binnen 3 Monaten abschliessen.

Die Bewältigung und ausgeglichene Verteilung der Arbeitslast bleibt eine Herausforderung. Die 2016 eingeführte Institution „Gerichts unabhängige Richter/ Gerichts unabhängiger Richter“ erlaubt zwar kurzfristig auf Engpässe zu reagieren, trotzdem sah sich der Justizrat vermehrt gezwungen, ad hoc Richter für 6 Monate zu ernennen. Die Gerichtsbehörden leiden unter dem Personalstopp. Urteile müssen nicht nur gefällt, sondern auch begründet werden; für diese wichtige Aufgabe stehen nicht genügend Gerichtsschreiber zur Verfügung.

Erfreulich sind die Fortschritte im Bereich der Gerichtsinformatik. Um dem im Regierungsprogramm 2017–2021 vorgesehenen Digitalisierungsziel «Fribourg 4.0» mit Blick auf die Besonderheiten der Justiz Rechnung zu tragen, wurde die Informatikkommission für die Gerichtsbehörden (IKGB) eingesetzt. Die Umsetzung des kantonalen

Projekts «E-Justiz» wurde in Angriff genommen und mit der Einrichtung des «Überweisungs dossiers» zwischen der Staatsanwaltschaft und den Bezirksgerichten erfolgte ein erster wichtiger Schritt auf dem Weg zur elektronischen Aktenverwaltung. Damit ist die Freiburger Justiz gewappnet, die neuen Herausforderungen und das landesweite Projekt «Justitia 4.0» in Angriff zu nehmen.

Einleitung

Gemäss Art. 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg informiert der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit. Der vorliegende Bericht beinhaltet zwei Teile. Der erste Teil betrifft die Tätigkeit des Justizrates, der zweite Teil umfasst die Tätigkeit der kantonalen Gerichtsverwaltung.

1 Justizrat

1.1 Rat und Sekretariat

Die Zusammensetzung des Justizrates (hiernach Rat) hat sich in seinem 10. Tätigkeitsjahr wie folgt geändert: Am 1. Januar ist Maurice Ropraz, Sicherheits- und Justizdirektor, als Nachfolge an die Stelle von Erwin Jutzet getreten. Zwei Mitglieder, die seit Gründung des Rates dabei waren, haben ihre zweite Amtsperiode beendet. Rechtsanwalt Dominique Morard ist im März aus dem Rat getreten, gefolgt von Michel Chevalley, der ursprünglich als ein vom Justizrat vorgeschlagenes Mitglied in den Rat gewählt wurde. Er hat den Rat im Juni verlassen. Der Rat spricht den beiden an dieser Stelle seinen aufrichtigen Dank aus für den unermüdlichen Einsatz und die Energie, die sie während einem Jahrzehnt für das gute Funktionieren der Freiburger Justiz eingesetzt haben. Als Nachfolge hat der Grosse Rat im März auf Vorschlag des Freiburger Anwaltsverbandes Nicolas Charrière und im Mai den durch den Rat selbst vorgeschlagenen Damien Colliard, Ammann von Châtel-Saint-Denis, gewählt. Das Gremium setzt sich somit seit Juli erstmals seit Gründung des Justizrates insgesamt neu zusammen.

Die internen Kommissionen des Rates haben sich ebenfalls neu gebildet. Adrian Urwyler wurde von seinen Ratskollegen in die Wahlkommission des Rates gewählt und ist aus der Kommission für die Administrativaufsicht ausgeschieden. An seine Stelle ist Maurice Ropraz getreten. Nicolas Charrière wurde zum Präsidenten und Damien Colliard zum Mitglied der Kommission für die Disziplinaufsicht des Rates gewählt.

Der Grosse Rat hat Wanda Suter nach Ablauf ihrer ersten Amtsperiode für eine weitere Dauer von fünf Jahren in ihr Amt gewählt. Im August haben die Ratsmitglieder Nadine Gobet für drei weitere Jahre zu ihrer Vizepräsidentin ernannt.

Das Personal des Sekretariates, bestehend aus Christine Keller, Generalsekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, bleibt unverändert.

Christine Keller vertritt den Rat in der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden.

1.2 Tätigkeit

1.2.1 Sitzungen

Im Geschäftsjahr 2017 hat der Rat 16 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Wie bereits in den vergangenen Jahren wurden Delegationen für die Vorstellungsgespräche mit den Kandidatinnen und Kandidaten für die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

1.2.2 Leitplan 2017-2021

Der Rat hat gestützt auf die Verfassung und das Justizgesetz - welche ihn befugen, beim Grossen Rat Anträge hinsichtlich Verbesserung und Arbeitsweise der Justiz zu stellen - einen Leitplan erstellt, in dem er beschreibt, wie sich die Freiburger Justiz in den nächsten fünf Jahren weiterentwickeln sollte. Nachdem der Rat dieses Dokument bei den kantonalen Gerichtsbehörden in Vernehmlassung gegeben hat, hat er seine Vision Anfang Herbst der Justizkommission vorgestellt und an den Grossen Rat sowie den Staatsrat weitergeleitet. Der Leitplan analysiert die aktuelle Situation der Freiburger Justiz und legt die Schwerpunkte des Rates für die nächsten fünf Jahre fest. Der Rat wird sich demzufolge auf vier konkrete Projekte konzentrieren. Es sind dies die Vorbereitung auf das elektronische Dossier, die Bildung von regionalen Schlichtungsbehörden, die Aufhebung des zivil- und strafgerichtlichen Gerichtsstandes bei den erstinstanzlichen Gerichten sowie die Einführung eines Kompetenzzentrums für die Finanzen und Human Resources. Der Leitplan kann auf der Webseite des Rates eingesehen werden (<https://www.fr.ch/cmagg/files/pdf96/plan-directeur-2017--20212.pdf>).

1.2.3 Wahlen

Im Verlauf des Jahres 2017 hat der Rat zu 46 Wahlen Stellung genommen, 5 davon betrafen hauptberufliche Ämter. Zur Verbesserung seines Auswahlverfahrens für Berufsrichterstellen hat der Rat in Absprache mit dem Amt für Personal und Organisation einen Persönlichkeitstest für die Bewerber/innen eingeführt. Dieser Test wird von einem externen Fachberater ausgewertet und interpretiert und im Beisein der Wahlkommission durch die Bewerberinnen und Bewerber validiert. Der Test ist ein zusätzliches Hilfsmittel, das in gewissen Fällen eine verbesserte Auswahl der Kandidatinnen und Kandidaten ermöglichen kann. Der Rat wird die künftige Anwendung dieses Verfahrens noch genau festlegen, da diese neue Vorgehensweise den ganzen Anstellungsprozess verlängert und die Stellenausschreibungen frühzeitiger erfolgen müssen.

1.2.4 Aufsicht

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaraufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

1.2.4.1 Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Bezirksgerichte Sense, Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach, die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks sowie die Friedensgerichte des Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks inspiziert. Er hat ferner zwei Staatsanwälte, den Generalstaatsanwalt und seine beiden Stellvertreter sowie das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht, die gerichtsunabhängige Richterin, das Oberamt des Sense-, Broye- und des Vivisbachbezirks, die Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks sowie die Rekurskommission für die Ersterhebung geprüft.

Die Inspektion der weiteren Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 2.1.1.2.1.3).

Bei der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch hat keine Inspektion stattgefunden, weil diese keine Fälle zu verzeichnen hatte.

1.2.4.1.1 Kantonsgericht

Arbeitslast - Organisation

Die Arbeitslast der höchsten kantonalen Gerichtsinstanz nimmt weiter zu. Der II. Zivilappellationshof, der Strafappellationshof, der I. Verwaltungsgerichtshof und die Sozialversicherungsgerichtshöfe sind besonders betroffen. Im Moment kann parallel zur Zunahme der Neueingänge eine Steigerung der Erledigungsrate verzeichnet werden. Ohne zusätzliche Arbeitskräfte, insbesondere auf Ebene der Gerichtsschreiber/innen, wird das Kantonsgericht jedoch künftig nicht mehr in der Lage sein, seine Arbeitslast mit derselben Effektivität zu bewältigen.

Zivilrechtliche Höfe

Das Arbeitsvolumen des I. Zivilappellationshofes, das zwischen 2015 und 2016 explosionsartig zugenommen hat, bleibt weiterhin sehr hoch. Der II. Zivilappellationshof verzeichnet einen signifikanten Anstieg seiner Geschäftslast um 34%. Die Erledigungsrate bleibt sehr hoch. Den Richterinnen und Richtern bleibt jedoch weniger Zeit für die Prüfung der Urteilstvorschläge ihrer Kolleginnen und Kollegen, wodurch das Fehlerrisiko steigt.

Strafrechtliche Höfe

Der Strafpellationshof sieht sich mit einer markanten Zunahme der Zahl und Komplexität seiner Fälle konfrontiert. Die Arbeitslast der Gerichtsschreiberei ist beträchtlich und die Ersatzrichter/innen, deren Verfügbarkeit für die Redaktion von Urteilsvorschlägen beschränkt ist, vermögen diese kaum zu mindern. Der durch die Strafkammer im Vorjahr verzeichnete starke Zuwachs der Neueingänge hat sich auch für 2017 bestätigt.

Die übrigen Höfe geben keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Verwaltungsrechtliche Höfe

Der 2016 vom I. Verwaltungsgerichtshof festgestellte starke Anstieg der Fälle hat sich auch in diesem Jahr bestätigt. Dieser Gerichtshof wird seine Arbeitslast mit der aktuellen Dotierung langfristig nicht mehr bewältigen können. Auch das Arbeitsvolumen des II. Verwaltungsgerichtshofes bleibt hoch. Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe verzeichnen im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme der Neueingänge um 12 %. Sie können für die Urteilsredaktion auf die Unterstützung fachkundiger und zeitlich verfügbarer Ersatzrichter/innen zählen.

Personal - Ausbildung

Beim Personal hat es keine wesentlichen Änderungen gegeben.

Das Kantonsgericht weist auf die konstante Erhöhung der Ausbildungskosten hin und ist hinsichtlich der limitierten Mittel, die für die Weiterbildung der Richter/innen zur Verfügung stehen, an den Rat gelangt.

Richter/innen und Ersatzrichter/innen

Daniela Kiener hat ihre Tätigkeit als Kantonsrichterin am 1. Januar 2017 aufgenommen. Ersatzrichterin Ursula Schneider Schüttel hat ihr Amt per 31. Dezember 2017 niedergelegt. Ihre Nachfolge wird Anfang 2018 bestimmt.

1.2.4.1.2 Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft funktioniert gut und verzeichnet im Personalbereich keine wesentlichen Änderungen. Nichtsdestotrotz zeigt sich diese Behörde besorgt über die zunehmenden Computerkriminalität und ihre Unterdotierung im Wirtschaftsstrafbereich, dessen Team umfangreiche Fälle zu behandeln hat. Generalstaatsanwalt Fabien Gasser ist als Präsident der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz tätig. Sein diesbezügliches Pensum bewegt sich zwischen 20% und 30%. Die Unterstützung seiner Stellvertretenden Generalstaatsanwältin und seines Stellvertretenden Generalstaatsanwaltes und die gute Organisation der Staatsanwaltschaft erlauben es ihm, diese Lücke zu füllen.

Im November hat der Generalstaatsanwalt dem Rat mitgeteilt, dass er in dem von ihm gegen Staatsrätin Marie Garnier eröffneten Verfahren in den Ausstand tritt. Der Rat hat dieses Gesuch an die zuständige Strafkammer des Kantonsgerichts weitergeleitet. Die Angelegenheit ist noch offen.

1.2.4.1.3 Wirtschaftsstrafgericht

Das Wirtschaftsstrafgericht hat ein bedeutendes Arbeitsvolumen zu bewältigen. Trotz der zahlreichen Interventionen des Rates war es noch nicht möglich, eine Nachfolge für die vakante Stellvertretung des Präsidenten zu finden. Der Rat hat zur Entlastung des Präsidenten, der anfangs 2018 einen sehr umfangreichen Fall zu behandeln hat, Michel Morel zwecks Bearbeitung mehrerer Dossiers zum Präsidenten ad hoc ernannt (Art. 22 Abs. 4 JG).

Jean-Daniel Grand hat die gesetzlich festgelegte Altersgrenze erreicht und sein Amt als Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht per 31. Dezember 2017 niedergelegt. Der Rat hat seine Amtszeit über diesen Termin hinaus verlängert, damit er ein Dossier abschliessen kann.

1.2.4.1.4 Bezirksgerichte

Folgende Personen haben 2017 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Pierre Bossart, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane
- > Nicolas Gisler, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane
- > Jean-Marc Kuhn, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane
- > Patrick Déneraud, Ersatzbeisitzer beim Arbeitsgericht des Saanebezirks
- > Christian Brique, Beisitzer beim Mietgericht des Saanebezirks
- > Anton Ruffieux, Beisitzer beim Arbeitsgericht Sensebezirks
- > Daniel Zinder, Beisitzer beim Bezirksgericht See
- > Astrid Oberson, Beisitzerin beim Bezirksgericht Glane
- > Heinz Krattinger, Beisitzer beim Bezirksgericht Glane
- > Jeannine Pittet-Dougoud, Beisitzerin beim Bezirksgericht Glane
- > Nicolas Emery, Beisitzer beim Bezirksgericht Broye
- > Yvette Jolliet, Beisitzerin beim Bezirksgericht Vivisbach

1. Bezirksgericht Saane

Auf Antrag dieser Behörde wurde die Zahl der Beisitzer/innen massgebend erhöht. Folgende Personen haben dieses Jahr ihr Amt als Beisitzer/in aufgenommen : Dominique Haller Sobritz, Anne Jochem Camarena, Barbara Moigno, Anne-Colette Schmutz, Sophie Tritten, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Renato Iliescu, Bernard Lauper, Damiano Lepori Gauthier, Paul Quartenoud, Samuel Rar, Gilles Schorderet, Louis Singy und José Uldry.

a) Zivilgericht

Sowohl die Arbeitslast als auch die Zahl der Entscheide dieses Gerichts haben im Vergleich zum Vorjahr erheblich zugenommen. Eine Einheit, die sehr umfangreiche Dossiers zu bewältigen hat und bei der sich Rückstände häufen, hat die Hilfe der gerichtsunabhängigen Richterin beantragt. Ende Frühling hat die gerichtsunabhängige Richterin Marlène Collaud den betroffenen Gerichtspräsidenten zudem während zwei Monaten von seinen laufenden Geschäften entlastet, damit er sich auf die Vorbereitung eines äusserst zeitaufwendigen Dossiers konzentrieren konnte. Der Rat wird die Entwicklung dieser Situation aufmerksam weiterfolgen und allenfalls weitere Massnahmen ergreifen.

Im Mai, nachdem der Rücktritt des Präsidenten Pascal Terrapon per Ende Jahr bekannt wurde, hat das Bezirksgericht Saane den Wunsch geäussert, den scheidenden Präsidenten durch den Gerichtspräsidenten José Rodriguez zu ersetzen. Das Gericht hat deshalb beim Rat die Ausschreibung der Stelle des Präsidenten José Rodriguez verlangt, d.h. eine Stelle als Präsident/in des Strafgerichts 70% und Präsident/in des Arbeitsgerichts 30%. Der Rat war der Meinung, dass dies die Kompetenzen des Gerichts überschreitet und hat die Angelegenheit der Justizkommission zur Stellungnahme unterbreitet. Die Justizkommission teilte den Standpunkt des Rates, so dass die Stelle des Gerichtspräsidenten des Zivilgerichts mit Spezialgebiet Miet- und Arbeitsgericht zur Bewerbung ausgeschrieben wurde. Der Grosse Rat hat anlässlich der Oktobersession Ariane Guye als Nachfolge des scheidenden Präsidenten Pascal Terrapon gewählt. Sie wird ihr Amt am 1. Januar 2018 antreten. Dieses Wahlverfahren wurde leider durch die Einmischung des Bezirksgericht Saane getrübt. Das Gericht hat bei der Justizkommission nicht nur die Stellungnahme des Rates in Frage gestellt, es hat auch einen potenziellen Kandidaten öffentlich angeschwärzt. Der Rat hat auf diese unangebrachte Vorgehensweise reagiert und seine diesbezügliche Missbilligung klar zum Ausdruck gebracht.

Am 31. Dezember 2017 hat Präsident Pascal Terrapon sein Richteramt nach 25 Jahren niedergelegt und ist in den Ruhestand getreten. Er wird über diesen Termin hinaus noch gewisse Dossiers erledigen, um bestmögliche Voraussetzungen für den Amtsantritt seiner Nachfolge zu schaffen. Der Rat hat den entsprechenden Antrag gestützt auf Art. 6 Abs. 2 JG gutgeheissen. Er dankt Pascal Terrapon aufrichtig für seine Arbeit im Dienst der Freiburger Justiz und wünscht ihm alles Gute für seinen Ruhestand.

b) Strafgericht

Die anhaltende Arbeitslast zwingt die Gerichtspräsidenten zu einem hohen Arbeitsrhythmus. Das Strafgericht funktioniert jedoch gut.

c) Arbeitsgericht

Caroline Gauch ist aufgrund ihrer Wahl zur Friedensrichterin des Sensebezirks per 30. Juni 2017 von ihrem Amt als Präsidentin (10%) zurückgetreten. Dieses Amt ist mit der Gerichtsschreiberstelle verknüpft und folglich nicht separat budgetiert. Es richtet sich an eine deutsch- oder zweisprachige Person. Bislang konnte für dieses Amt noch keine Nachfolge gefunden werden. Um die Bearbeitung der deutschen Dossiers sicherzustellen, hat der Rat im September Seraina Rohner zur Stellvertretenden Präsidentin ernannt. Eine definitive Lösung muss im Lauf des nächsten Jahres gefunden werden.

d) Mietgericht

Der Rat hat im Februar Präsident José Rodriguez auf dessen Antrag zum Stellvertretenden Präsidenten des Mietgerichts ernannt. Im November ist José Rodriguez wieder von diesem Amt zurückgetreten.

2. Bezirksgericht Sense

Dieses Gericht funktioniert gut. Seine Arbeitslast ist hoch, kann aber als stabil bezeichnet werden.

Ende Sommer war Gerichtspräsident Reinold Raemy aus gesundheitlichen Gründen abwesend. Während dieser Zeit wurde seine Stellvertretung durch Gerichtspräsident Peter Rentsch gewährleistet. Zur Entlastung dieses äusserst engagierten Richters, der überdies zahlreiche Stellvertretungen im Greyerz- und Saanebezirk wahrnimmt, hat der Rat Pascale Vaucher Mauron für die Dauer vom 18. September 2017 bis 31. Dezember 2017 zur Präsidentin ad hoc ernannt (Art. 91 Abs.1 Bst. d JG).

3. Bezirksgericht Greyerz

Im Verlauf der ersten fünf Monate wurde dieses Gericht durch den Präsidenten ad hoc Michel Morel unterstützt, so dass eine Abnahme der offenen Angelegenheiten verzeichnet werden konnte. Michel Morel wurde hauptsächlich für die Behandlung von Schlichtungsverfahren ernannt. Da die Schlichtungsangelegenheiten sein vorgesehene Arbeitspensum nicht ausfüllten, hat er sich auch anderer Fälle angenommen. Nichtsdestotrotz bleibt die Situation dieses Gerichts prekär. Der Rat erachtet eine langfristige Unterstützung als notwendig, damit die unerledigten Dossiers nachhaltig abgebaut werden können. Er hat folglich das Mandat von Michel Morel in Anwendung von Art. 91 Abs. 1 Bst. d bis JG um sechs Monate verlängert, d.h. vom 1. Juni bis 31. Dezember 2017, ohne Monat August. Der Grosse Rat hat diese Verlängerung gutgeheissen.

Insgesamt kann für 2017 eine Stabilisierung der Situation dieses Gerichts festgestellt und damit eine positive Bilanz gezogen werden. Die Gerichtspräsidenten beantragen dennoch eine zusätzliche Verstärkung für ihre Gerichtsschreiberei, das Sekretariat sowie den Magistratsbereich. Bevor umfangreiche Massnahmen eingeleitet werden, gilt es, die Ergebnisse der durch den Staatsrat in Auftrag gegebenen Untersuchung der Gerichtsbehörden abzuwarten.

Patrice Morand hat in diesem Jahr neu seine Tätigkeit als Beisitzer aufgenommen.

4. Bezirksgericht See

Das Arbeitsvolumen nimmt weiter zu, vor allem im französischsprachigen Bereich. Die Zahl der pendenten Dossiers der Gerichtspräsidentin Sandrine Schaller Walker nimmt weiter zu, dies trotz der Erhöhung ihres Arbeitspensums um 10%. Das Gericht beantragt eine Entlastung in Form einer langfristigen Anstellung eines französischsprachigen Praktikanten. Die allgemeine Arbeitslast der Magistratspersonen an diesem Gericht lässt nicht nach. Beide verzeichnen eine beachtliche Zahl an Überstunden.

5. Bezirksgericht Glane

Die nach wie vor hohe Arbeitslast dieses Gericht kann zurzeit bewältigt werden.

Maja Fontaine, Muriel Joye und Christophe Girard haben im Verlauf des Jahres ihr Amt als Beisitzer/in aufgenommen.

Christian Deillon, Sébastien Jaquier und Jacques Terrapon haben beim Arbeitsgericht mit ihrer Tätigkeit als Ersatzbeisitzer (Arbeitgebervertreter) begonnen.

6. Bezirksgericht Broye

Dieses Gericht wurde in den vergangenen Jahren verschiedentlich durch den Präsidenten ad hoc Michel Morel sowie die gerichtsunabhängige Richterin unterstützt. Seit dem Amtsantritt der Gerichtspräsidentin Virginie Sonney am 1. Juli 2017 verfügt das Gericht ferner über eine zusätzliche Dotierung von 0.5 VZÄ. Der Rat stellt mit Freude fest, dass diese Massnahmen Früchte tragen und diese Behörde nunmehr "à jour" ist.

Im Verlauf dieses Jahres haben Jennifer Renevey und Irène Rüssi ihr Amt als Beisitzerin angetreten.

7. Bezirksgericht Vivisbach

Im Mai hat der Grosse Rat Chefgerichtsschreiber Roman Lang zum Präsidenten des Arbeitsgerichts mit einem Pensum von 10 % gewählt. Dieses Amt ist mit der Chefgerichtsschreiberstelle verknüpft und nicht individuell budgetiert. Der Rat hat deshalb auf die Ausschreibung dieses niedrigen Pensums verzichtet. Die Justizkommission hat diese Vorgehensweise unterstützt und wird eine Anpassung des Justizgesetzes beantragen, um den Rat von der öffentlichen Ausschreibungspflicht für Magistratsstellen mit einem solch niedrigen Arbeitspensum zu entbinden.

1.2.4.1.5 Zwangsmassnahmengericht

Die Überlastung und Unterbesetzung seines Sekretariats, die bereits im letzten Tätigkeitsbericht thematisiert wurden, beschäftigen diese Behörde nach wie vor. Aufgrund des im April an die Sicherheits- und Justizdirektion gerichteten Antrages wurden dieser Behörde im Sommer im Personalbereich 30 zusätzliche Stellenprozente in Form eines zeitlich beschränkten Anstellungsvertrages zugesprochen. Das Arbeitsvolumen an diesem Gericht, das ganzjährig einen täglichen Bereitschaftsdienst gewährleistet, nimmt stetig zu. Die Richter/innen des Zwangsmassnahmengerichts arbeiten ausserdem ohne Gerichtsschreiber/in. Es ist deshalb wichtig, dass hier die personelle Verstärkung in Form einer Festanstellung sichergestellt wird.

Richter Michel Wuilleret ist per 31. Juli in den Ruhestand getreten. Der Rat dankt ihm an dieser Stelle herzlich für seinen Einsatz, den er während dreissig Jahren im Dienst der Freiburger Justiz geleistet hat. Frau Delphine Maradan hat sein Amt am 1. August als Nachfolgerin übernommen.

1.2.4.1.6 Jugendstrafgericht

Diese Behörde wurde im Verlauf dieses Jahres mit Änderungen im Personalbereich konfrontiert. Dank der Flexibilität und des Einsatzes der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats konnte der gute Betrieb am Gericht jedoch gewährleistet werden.

Präsident ad hoc Julien Aubry hat sein Mandat per 31. Januar beendet. Der ordentliche Richter Arthur Lehmann hat seine Tätigkeit am 1. Februar nach einem Sabbatjahr wieder aufgenommen. Angesichts des deutlichen Rückgangs der deutschen Fälle und des stetig steigenden allgemeinen Arbeitsvolumens haben die Richter/in die interne Arbeitsaufteilung angeglichen.

Beisitzer Claude Rey hat per 31. Dezember 2017 die gesetzlich festgelegte Altersgrenze erreicht.

1.2.4.1.7 Friedensgerichte

Der Rat stellt mit Freude fest, dass die Friedensgerichte nunmehr wie die erstinstanzlichen Gerichte alle über eine/n Chefgerichtsschreiber/in verfügen.

Folgende Personen haben 2017 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Andrea Bertoni, Beisitzer beim Friedensgericht des Saanebezirks
- > Véronique Blanc-Audergon, Beisitzerin beim Friedensgericht des Saanebezirks
- > Monique Piller Trüssel, Beisitzerin beim Friedensgericht des Saanebezirks
- > Laurence Genoud, Beisitzerin beim Friedensgericht des Greyerzbezirks
- > Jean-Pierre Levrat, Beisitzerin beim Friedensgericht des Greyerzbezirks
- > Prisca Grandgirard, Beisitzerin beim Friedensgericht des Broyebezirks
- > Gérard Pillonel, Beisitzerin beim Friedensgericht des Broyebezirks
- > Michel Seydoux, Beisitzerin beim Friedensgericht des Glanebezirks

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Die Arbeitslast dieses Friedensgerichts hat sich stabilisiert und wird trotz zunehmender Komplexität der Fälle bewältigt. Es freut sich über die Festanstellung seiner Mitarbeitenden, welche zum guten Arbeitsklima am Gericht beigetragen hat.

Marie Schaefer hat neu ihr Amt als Beisitzerin aufgenommen.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Friedensrichterin Béatrice Kaeser, die ihr Amt seit 2016 nur im Teilzeitpensum ausüben konnte, hat ihre Tätigkeit im Februar wieder vollzeitlich aufgenommen. Im Juli hat sie ihr Arbeitspensum mit Amtsantritt der neuen Friedensrichterin Caroline Gauch, die im 60%-Pensum arbeitet, um 10 % reduziert. Im Herbst hat Friedensrichterin Kaeser ihren Rücktritt per Ende April 2018 bekanntgegeben, weil sie sich beruflich neu orientieren will. Die Nachfolge für ihr Amt wird Anfang 2018 bestimmt.

Das Friedensgericht ist trotz der hohen Arbeitslast und der zahlreichen Wechsel im Personalbereich "à jour". Die Räumlichkeiten werden voll ausgenutzt und bieten keine Erweiterungsmöglichkeiten mehr.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Dieses Gericht funktioniert gut, es verzeichnet jedoch eine deutliche Zunahme des Arbeitsvolumens und eine zunehmende Komplexität der Dossiers. Ab 2018 erhält dieses Friedensgericht eine zusätzliche Magistratsstelle. Die Wahl der neuen Friedensrichterin oder des neuen Friedensrichters findet Anfang Jahr statt.

Liliana Chiacchiari, Elisabeth Dunand und Philippe Maradan sind neu in ihr Amt als Beisitzer/in getreten.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Das Friedensgericht hat im Sommer die neuen Räumlichkeiten bezogen; diese bewähren sich zur vollsten Zufriedenheit des Gerichts. Im Personalbereich ist die Situation stabil und die Zusammenarbeit mit den Beisitzerinnen/Beisitzern wird als gut bezeichnet. Die anhaltend hohe Arbeitslast kann dank dem Einsatz aller Mitarbeitenden dieser Behörde gemeistert werden.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Friedensrichter Marc Butty arbeitet seit Januar im Vollzeitpensum. Das Friedensgericht hat 2017 gewisse Verfahren im Bereich Rechnungsprüfung angepasst und alte Konten aufgearbeitet.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Die Arbeitslast an diesem Gericht ist nach wie vor erheblich, hat sich jedoch stabilisiert. Das Friedensgericht freut sich über die erlangte Festanstellung für die Stellen der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats und empfindet diese als Erleichterung. Es herrscht nunmehr eine positive Einstellung in dieser Behörde, die gut funktioniert.

Cristina Boffi, Nathalie Corminboeuf, Sylvie Uebelhart und Bruno Castrovinci haben neu ihr Amt als Beisitzer/innen aufgenommen.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Das Friedensgericht des Vivisbachbezirks funktioniert gut. Seine Arbeitsbelastung variiert je nach Jahresperiode. Séverine Maillard und Christine Michel sind neu in ihr Amt als Beisitzerin getreten.

1.2.4.1.8 Gerichtsunabhängige Richter/gerichtsunabhängiger Richter

Diese Behörde hat ihre Tätigkeit vor zwei Jahren aufgenommen. Sie bewährt sich als anpassungsfähig und kann rasch eingesetzt werden. Die aktuelle Organisation erweist sich jedoch als ungeeignet, um komplizierte und aufwendige Zivildossiers zu behandeln, weil die Richter/innen nicht die zur Vorbereitung nötige Zeit aufbringen kann. Die Zeitspanne zwischen dem Antrag auf Unterstützung eines Richters oder einer Richterin und dem Zeitpunkt, in dem die gerichtsunabhängige Richter/innen den Auftrag erhält, beträgt ungefähr ein bis eineinhalb Monate. Die gerichtsunabhängige Richter/innen hat in diesem Jahr für fünf Behörden gearbeitet.

Der Rat möchte gewisse Aufgaben zentralisieren. Er hat deshalb die Verfahren für gerichtliche Verbote der gerichtsunabhängigen Richter/innen übertragen. Dieser Versuch hat sich bewährt.

Die Tätigkeit dieser Behörde wurde ursprünglich auf eine befristete Dauer von drei Jahren, d.h. bis Ende 2018 festgelegt. Der Rat hat sich anfangs Sommer hinsichtlich der Erhaltung dieser neuen Gerichtsstruktur an die Justizkommission gewandt. Die Justizkommission hat ihrerseits die Sicherheits- und Justizdirektion auf den baldigen Ablauf der Anstellungsverträge der drei in dieser Behörde tätigen Personen aufmerksam gemacht. Im Herbst, als Marlène Collaud ihren Rücktritt per 28. Februar 2018 bekanntgegeben hat und es galt, diese Stelle neu zu besetzen, rückte diese Frage umso mehr in den Vordergrund. Da der Staatsrat die nötige Anstellungsfinanzierung der betroffenen Mitarbeitenden bis 2020 verlängert hat, kann die Nachfolge von Richter/innen Marlène Collaud anlässlich der Märzsession 2018 bestimmt werden. Um die Übergangszeit bis zum Amtsantritt der Nachfolge sicherzustellen, hat der Rat für die Dauer vom 15. Februar bis 15. August 2018 Ludovic Farine zum gerichtsunabhängigen Richter ad hoc mit einem 80%-Pensum ernannt.

Momentan gibt es für die gerichtsunabhängige Richter/innen/den gerichtsunabhängigen Richter keine Stellvertretung. Dies kann bei Abwesenheit der oder des ordentlichen Richter/innen/Richters ein Problem darstellen.

1.2.4.1.9 Oberämter

In diesem Jahr haben folgende Oberamtämänner ihr Amt neu aufgenommen: Manfred Raemy, im Sensebezirk, Nicolas Kilchoer, im Broyebezirk und François Genoud im Vivisbachbezirk. Sie ersetzen die abgetretenen Nicolas Bürgisser, Christophe Chardonnens und Michel Chevalley.

Diese Behörden funktionieren trotz ihres bedeutenden Arbeitsvolumens gut. Der Rat begrüsst die Arbeit, die die kantonalen Oberämter im Schlichtungsbereich leisten und freut sich über die neu eingeführte Stelle eines juristischen Beraters bei der Oberamtämännerkonferenz. Letztere hat gegenüber dem Rat den Wunsch geäussert, intensivere Kontakte mit den Gerichtsbehörden zu pflegen.

1.2.4.1.10 Rekurskommission der Universität

Géraldine Pontelli Barras hat am 1. August 2018 das Amt des zurückgetretenen Vizepräsidenten Michel Wuilleret übernommen.

1.2.4.1.11 Schlichtungskommissionen für Mietsachen

Die Arbeitslast der Schlichtungskommission des Saanebezirks sowie diejenige des Greyerz-, Glâne-, Broye- und Vivisbachbezirks hat markant zugenommen, während die Schlichtungskommission des Sense- und Seebezirks eine leichte Abnahme verzeichnet. Diese Behörden funktionieren gut. Ihre Dossierverwaltung gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Die Schlichtungsbehörde des Greyerz-, Glâne-, Broye- und Vivisbachbezirks beantragt eine personelle Verstärkung seines Sekretariats. Im Saanebezirk ist Jean-Pierre Kappeler aus seinem Amt als Beisitzer und Eigentümervertreter zurückgetreten. Seine Nachfolge wird Anfang 2018 festgelegt.

1.2.4.1.12 Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

Im Februar wurde René Nicolet zum Beisitzer Arbeitnehmervertreter gewählt und damit der in Art. 62 Abs. 4 JG vorgesehene Geschlechterausgleich bei dieser Kommission wiederhergestellt (vgl. Punkt 2.2.1.13 des Tätigkeitsberichts 2016). Reto Julmy ist an die Stelle des per 30. Juni zurückgetretenen Beisitzers und Arbeitnehmervertreter Jean-Jacques Marti getreten.

Diese Behörde hat in diesem Jahr eine einzige neue Angelegenheit verzeichnet und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

1.2.4.1.13 Enteignungskommission

Die zunehmende Komplexität der Fälle und die bedeutende Arbeitslast nehmen den Präsidenten dieser Kommission stark in Anspruch. Die Enteignungskommission funktioniert jedoch gut. Sie weist darauf hin, dass das kantonale Gesetz über die Enteignung den aktuellen Anforderungen nicht mehr entspricht und beantragt eine entsprechende Anpassung.

Vizepräsident Bernard Loup hat sein Amt per 31. Dezember 2017 niedergelegt. Seine Nachfolge wird Anfang 2018 bestimmt.

1.2.4.1.14 Rekurskommission für Bodenverbesserungen

Diese Kommission funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

1.2.4.1.15 Rekurskommission für die Ersterhebung

Diese Kommission, früher Rekurskommission für neue Parzellarvermessung, war in den letzten Jahren mangels neuer Angelegenheiten nicht mehr aktiv. Momentan behandelt sie drei Dossiers.

Die Ämter der zurückgetretenen Marguerite Giner, Beisitzerin und Dieter Stauffacher, Beisitzer, konnten trotz drei Ausschreibungen nicht neu besetzt werden. Die Behörde wird folglich per 1. Januar 2018 die Bedingungen des Art. 6 des Gesetzes über die amtliche Vermessung nicht mehr erfüllen. Der Rat wird die Situation rasch möglichst regeln.

1.2.4.1.16 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Diese Behörde funktioniert gut. Ihre Tätigkeit gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Ludovic-Jean Egger ist per 31. Mai 2017 als Ersatzmitglied zurückgetreten. Leider konnten keine Kandidatinnen oder Kandidaten gefunden werden, die dem gesuchten fachspezifischen Profil entsprechen. Das Amt wird deshalb im kommenden Jahr ein weiteres Mal ausgeschrieben.

1.2.4.1.17 Verdankungen

Der Rat spricht an dieser Stelle allen in diesem Bericht erwähnten Personen, die ihr nebenberufliches Amt im Verlauf des Jahres niedergelegt haben, seinen aufrichtigen Dank aus. Er bedankt sich für ihre Arbeit und ihren Einsatz, die für das gute Funktionieren der Freiburger Justiz unerlässlich sind.

1.2.4.1.18 Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom Vorjahr übertragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weitergeleitete Dossiers	Ohne Schriftenwechsel abgeschlossene Dossiers	Nach Schriftenwechsel/Untersuchung abgeschlossene Dossiers	Dossiers reportés à l'année suivante
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1

Das 2016 eröffnete Vorverfahren wurde ohne weitere Folge geschlossen.

Der Rat hat ausserdem acht Beschwerden betreffend die administrative Tätigkeit einiger Gerichtsbehörden behandelt, fünf davon sind von derselben Person eingereicht worden. Eine Angelegenheit ist noch offen.

1.2.5 Ernennungen

Der Rat kann ausnahmsweise in dringenden Fällen Richter/innen für eine Maximaldauer von sechs Monaten ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Bei einer voraussichtlich längeren Verhinderung einer Magistratsperson kann er eine Ersatzperson für eine Maximaldauer von zwölf Monaten ernennen. Diese Ernennungen müssen vom Grossen Rat nach Stellungnahme der Justizkommission genehmigt werden (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

2017 hat der Rat vier Richter ad hoc ernannt. Diese Ernennungen wurden bereits hiervoor erwähnt. Es wird deshalb betreffend die Ernennung von Michel Morel beim Bezirksgericht Greyerz und Broye auf die Punkte 6) und 1.2.2.1.3/3, betreffend Pascale Vaucher Mauron beim Bezirksgericht Sense auf Punkt 1.2.2.1.3/2 und betreffend Ludovic Farine als gerichtsunabhängiger Richter ad hoc auf Punkt 1.2.2.1.7 verwiesen. Er hat ausserdem Yann Hofmann zum Stellvertretenden Präsidenten der Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks ernannt, um die Vertretung der ordentlichen Stellvertretenden Präsidentin Sarah Reitze während ihres Mutterschaftsurlaubs sicherzustellen.

Weiter hat der Rat in Anwendung von Art. 22 JG fünf Ernennungen betreffend die Präsidentin Seraina Rohner, die Präsidenten José Rodriguez und Michel Morel (vgl. Punkte 1.2.2.1.3/1b, c und d) sowie Präsidentin Virginie Sonney vorgenommen. Letztere hat er zur Stellvertretenden Präsidentin des Mietgerichts des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks ernannt.

1.2.6 Berufsrichterstellen mit niedrigem Arbeitspensum

Anlässlich der Wahl von Romain Lang (vgl. Punkt 1.2.2.1.3 Ziff. 7 hiervoor) hat sich die Frage gestellt, ob Berufsrichterstellen mit einem ausgesprochen niedrigem Arbeitspensum zur Bewerbung ausgeschrieben werden müssen. In Übereinkunft mit der Justizkommission wurde dem Rat die Möglichkeit eingeräumt, auf eine externe Ausschreibung zu verzichten, wenn der Beschäftigungsgrad einer zu besetzenden Berufsrichterstelle 10 % nicht übersteigt. Um Klarheit zu schaffen, hat die Justizkommission vorgeschlagen, das Gesetz in diesem Sinne anzupassen.

1.2.7 Richter für Schlichtungsverhandlungen

Die in diesem Bereich während einem Jahr mit Präsident Michel Morel an den Bezirksgerichten Greyerz und Broye gemachten Erfahrungen (vgl. Punkt 1.2.2.1.3 Ziff. 3 hiervoor) haben sich bewährt. Dieser herausragende Richter hat die betroffenen Gerichtspräsidentinnen und -Präsidenten spürbar entlastet und ihnen ermöglicht, sich auf ausstehende umfangreiche Dossiers zu konzentrieren. Von den übrigen Pflichten des Tagesgeschäfts einer Gerichtsbehörde entbunden, konnte er seine ganze Energie für die Anliegen der Parteien einsetzen.

Der Rat ist aufgrund der gemachten Erfahrungen überzeugt von der Effizienz eines solchen Modells. Die Schaffung von regionalen Schlichtungsbehörden gehört deshalb zu den in seinem Leitplan 2017-2021 festgelegten Schwerpunkten.

1.2.8 Mitteilungen

Am 14. Juni 2017 hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Rates eine Medienkonferenz stattgefunden.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Ratspräsident der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt.

Anlässlich seines 10-jährigen Bestehens hat der Rat die Vertreter des Grossen Rates, des Staatsrates, die Berufsrichterinnen und Berufsrichter sowie verschiedene andere Freiburger Persönlichkeiten zu einer Feierlichkeit beim Museum für Kunst und Geschichte eingeladen. Ein guter Zeitpunkt, um Bilanz zu ziehen und auf zehn Jahre Ratstätigkeit zurückzublicken, in denen sich nicht weniger als 23 Persönlichkeiten aus Justiz, Politik und Universität abgewechselt haben, um sich für das gute Funktionieren und die Aufsicht der Justizbehörden einzusetzen. Der Rat hat gleichzeitig auf die Herausforderungen und Anpassungen hingewiesen, die in naher Zukunft auf das Gerichtswesen zukommen werden.

Auf Einladung der Gerichtskommission des Kantons Waadt hat Justizratspräsident Adrian Urwyler das Freiburger Modell im März 2017 den Waadtländer Grossratsmitgliedern vorgestellt.

1.2.9 Verschiedenes

1.2.9.1 Vernehmlassung

Der Rat hat zur Abänderung des Justizgesetzes, zur Verordnung zur Abänderung des Justizreglements, zum Vorentwurf des Reglements über die Archivierung, zum Vorentwurf zum Gesetz zur Abänderung des Gesetzes über die Oberamtänner sowie zum Vorentwurf über die Teilrevision des Bundesgesetzes über die Enteignung Stellung genommen. Auf Anfrage des Staatsrates hat sich der Rat ferner zur Anwendung der Personalbeurteilung, die in der Verordnung Perseval für Magistratspersonen und Mitarbeiter/innen des Gerichtswesens vorgesehen ist, geäussert.

2 Les autorités judiciaires

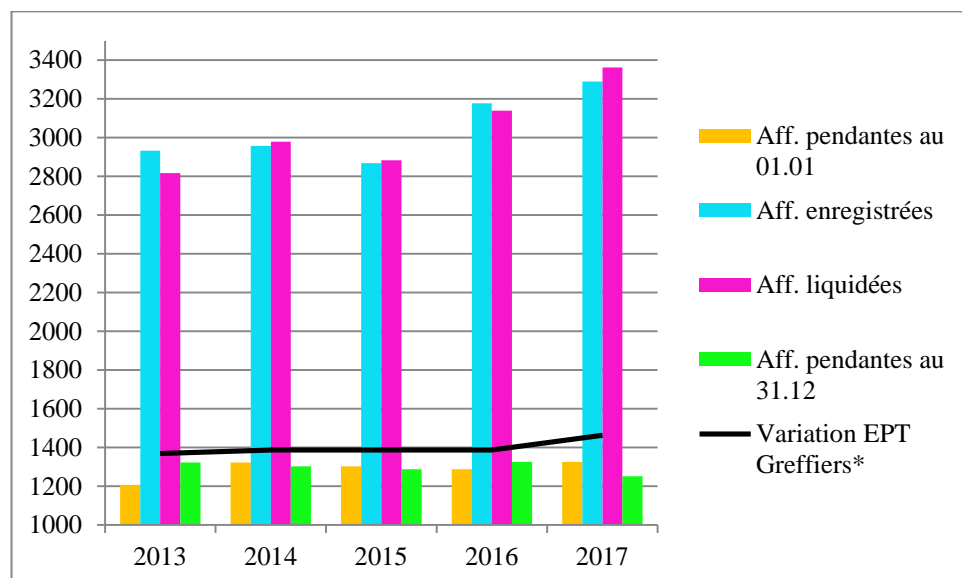
Considérant que le rapport annuel sur l'administration de la justice a valeur de document d'archive reflétant la marche de la justice du canton, le Conseil de la magistrature y insère désormais les rapports des différentes autorités in extenso.

2.1 Tribunal cantonal

2.1.1 Partie générale

2.1.1.1 Remarques générales

En 2017, le Tribunal cantonal a rendu 3363 arrêts, soit 19.4 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2016 : 3139; 2015 : 2883; 2014 : 2978; 2013 : 2817). Le travail important de l'ensemble des collaborateurs et des juges suppléants, encore davantage sollicités, et les mesures organisationnelles ont contribué à cette forte augmentation du taux de liquidation. Il a ainsi été possible de faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3289 en 2017, 2933 en 2013) sans ressources rédactionnelles supplémentaires (à l'exception d'un transfert de poste en 2016 à la suite de la nouvelle compétence du Tribunal cantonal s'agissant de la suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel de l'Etat). Toutefois, en dépit des apparents bons résultats statistiques, le Tribunal cantonal est parvenu à la limite de ses capacités. Ainsi, même si le nombre total des dossiers pendants au Tribunal cantonal a diminué (1251 en 2017; 1325 en 2016; 1287 en 2015; 1302 en 2014; 1323 en 2013), celui de certaines de ses Cours a fortement augmenté (en particulier auprès de la Cour d'appel pénal, de la II^e Cour d'appel civil et de la I^e Cour administrative) et l'accroissement des nouvelles entrées auprès des Cours des assurances sociales est préoccupant, malgré le travail effectué. Par ailleurs, l'équilibre entre quantité de travail et qualité attendue d'une 2^{ème} instance – de contrôle – devient précaire. Le temps disponible pour traiter les dossiers s'amenuise d'année en année, ce qui met logiquement en péril la mission attendue de la part du Tribunal cantonal. Il est dès lors indispensable que le Tribunal cantonal bénéficie de forces rédactionnelles supplémentaires par l'octroi des postes fixes de greffiers qu'il réclame en vain depuis plusieurs années.



* 2016 : transfert d'un EPT CE (DSJ) -> TC (recours directs du personnel de l'Etat au TC)

2.1.1.1.1 Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 8 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 30 consultations législatives. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la septième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Le Tribunal cantonal a également reçu plusieurs délégations, que ce soit sur le plan national ou international avec la venue d'une Délégation de l'Ecole nationale française de la magistrature de Bordeaux. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles, sur délégation du Conseil de la magistrature.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont fixés dans le règlement du 22 novembre 2012 (RTC; RSF 131.11). La composition de la Commission administrative, limitée à trois juges depuis 2016, s'est avérée concluante puisque elle permet de régler efficacement les questions d'administration, tout en limitant l'implication des autres juges qui peuvent se consacrer pleinement à leurs affaires juridictionnelles.

Le **plan directeur du Tribunal cantonal**, présenté dans le rapport 2016, est suivi. Pour rappel, les cinq projets suivants ont été priorisés:

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorisés	
Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en oeuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Le **développement informatique**, prévu dans le portefeuille des projets priorisés, a été intimement lié à celui des autres autorités judiciaires.

Ainsi, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) – avec des représentants des différentes instances, du Conseil de la magistrature, du Service de la justice et du SITel – a été formellement institutionnalisée. Dite Commission fonctionne sous la présidence de Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qui est membre de la Commission informatique de l'Etat. La Commission est soutenue sur le plan opérationnel par le Bureau informatique des autorités judiciaires.

S'agissant de la mise en oeuvre dudit plan directeur, en lien également avec les contraintes légales et la volonté plus générale de digitaliser les prestations des services publics, y compris de la Justice (projets cantonaux et supra-cantonaux), le Tribunal cantonal, en collaboration avec la CIAJ, la DSJ et le SITel, a défini les contours suivants de la mise en oeuvre du projet eJustice pour le Pouvoir judiciaire :

1. La mise en œuvre du projet eJustice est indispensable au bon fonctionnement du Pouvoir judiciaire et plus largement de l'administration. Il est inscrit dans le plan gouvernemental 2017-2021.

Il s'agit de pouvoir exécuter électroniquement, à tous les niveaux et au travers de chaque instance, les différentes prestations en matière de justice, afin de suivre l'évolution technologique de notre société et permettre, à terme, une simplification du travail des autorités.

Cela comprend :

- l'impression et la notification centralisées des décisions;
- la possibilité de communiquer et de consulter les dossiers pour les différentes parties et intervenants de façon électronique;
- la gestion électronique des dossiers par les autorités;
- le transfert informatique de données inter et intra autorités dans le but d'abolir le papier et de ne garder qu'un seul dossier électronique;
- la publication électronique de jugements et l'archivage électronique des dossiers.

2. En outre :

- sur le plan fédéral, ce projet se conforme à l'obligation d'introduire l'eJustice pour les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives ainsi que pour les autorités de poursuite pénale et d'exécution des peines. Le canton de Fribourg est directement impliqué dans plusieurs groupes de travail visant la mise en œuvre de cette introduction, qu'il s'agisse par exemple du projet HIJP (Harmonisation de l'Informatique de la Justice Pénale) ou du projet e-dossier Tribunaux mené par le Tribunal fédéral.

- sur le plan cantonal, il s'inscrit notamment dans l'introduction du guichet de cyberadministration de l'Etat de Fribourg.

Concrètement, des premières mesures ont été prises, en particulier en lien avec le matériel informatique. Une salle de démonstration (« salle EUDE », Environnement Utilisateur de Demain) a été mise en place au SITel et a permis de montrer aux collaborateurs des possibilités nouvelles pour les places de travail informatiques. Il est en conséquence prévu de changer le matériel informatique en 2018.

Par ailleurs, toujours dans le domaine informatique, le SITel et le fournisseur de logiciel du Pouvoir judiciaire (Deltalogic) ont finalisé un nouvel outil d'aide à la recherche dans Tribuna (moteur de recherches), lequel a été mis en production durant le mois de décembre.

Enfin, le Tribunal plénier a adopté en septembre un règlement sur la communication électronique dans le cadre des procédures de droit administratif. Ce règlement a pour base le point 1.1 al. 4 de l'Annexe 1 du code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1) réglant le traitement électronique des données dans la procédure administrative. Il fixe les modalités de la communication entre les parties et les autorités suivantes :

- a) le Tribunal cantonal;
- b) les commissions de recours instituées par la loi;
- c) la Commission d'expropriation;
- d) les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales;
- e) le Tribunal des mesures de contrainte s'agissant du droit des étrangers.

Ce règlement est entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour le Tribunal cantonal. Pour les commissions de recours instituées par la loi, la Commission d'expropriation, les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales et le Tribunal des mesures de contrainte, un délai de mise en œuvre est fixé au 1er janvier 2019.

En relation avec l'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal, il est par ailleurs procédé aux constats suivants :

En ce qui concerne les activités juridictionnelles

Comme relevé dans les remarques générales, la **charge de travail globale est très importante**. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées a fortement augmenté, de plus de 12 % sur les 5 dernières années (2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2933). Si le taux de liquidation des affaires est également en hausse, il faut toutefois souligner que la situation est préoccupante : le Tribunal cantonal est arrivé à la limite de ses capacités et la rupture est à craindre sans augmentation de taux d'activité de greffiers.

Le Tribunal cantonal se voit dès lors contraint de demander du personnel supplémentaire dans le cadre de la procédure budgétaire 2019, avec une demande de soutien de deux postes de greffiers.

En ce qui concerne le greffe, les infrastructures et les autres tâches d'administration de la justice

- > Les processus de travail ont continué d'être améliorés au sein du Tribunal. A l'interne, la communication a été privilégiée avec le développement de l'intranet (bilingue). Sur le plan externe, en particulier en relation avec la jurisprudence du Tribunal cantonal, le moteur de recherche « Tribuna Publication » (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=fr>) dispose de nouvelles fonctionnalités qui permettent de retrouver les arrêts publiés dans la Revue Fribourgeoise de Jurisprudence (RFJ).
- > Le Tribunal cantonal, en collaboration étroite avec l'archiviste judiciaire engagé par le Service de la justice, a poursuivi ses tâches d'archivage en lien avec ses responsabilités de contrôler, prendre en charge, traiter, garder, conserver et gérer les archives judiciaires courantes, intermédiaires et historiques. Les buts principaux sont de maîtriser le volume des documents produits ainsi que d'assurer la pérennité, l'accessibilité, l'intégrité et la communicabilité des archives judiciaires.

2.1.1.1.2 Volume des affaires

Le tableau ci-dessous (statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal) démontre que le nombre de dossiers enregistrés a sensiblement augmenté sur 5 ans (+ 12.5 %). Dans le même temps, la hausse des taux de liquidation (+ 19.5 %) a été considérable. Malgré le travail effectué, le nombre d'affaires pendantes a cependant fortement augmenté dans certaines cours (Cour d'appel pénal, II^e Cour d'appel civil, 1^e Cour administrative) et le nombre de dossiers enregistrés demeure préoccupant auprès des Cours des assurances sociales. Compte tenu de la charge de travail et des ressources à disposition, le Tribunal cantonal est arrivé à saturation.

Pour des explications complémentaires, il convient également de se référer aux données ci-après (explications par Cour et données statistiques).

2.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.1.1.2.1 En général

2.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1251	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a augmenté, en rappelant également la complexité et le volume important des dossiers à traiter.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2803 décisions en français et 530 en allemand, sans compter les 30 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	177	183	163	192	216

Le nombre d'affaires inscrites au rôle de la I^e Cour en 2017 (388 affaires) a quelque peu baissé par rapport à 2016 (450), mais reste très élevé. Celui de la II^e Cour d'appel civil a augmenté de 29.4 % (576 nouvelles affaires en 2017, dont 201 demandes d'entraide judiciaire internationale; 445 nouvelles affaires en 2016 dont 166 demandes d'entraide judiciaire). Le nombre des nouvelles entrées a également augmenté auprès de la Chambre des poursuites et faillites (+ 17.4 %). Il est stable dans la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (130 nouvelles affaires en 2017, 131 en 2016).

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1130 décisions en français et 139 en allemand.

Cours pénales	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	179	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal a augmenté (+ 6.6 % par rapport à 2016), celui de la Chambre pénale est stable (330 nouvelles affaires en 2016 et en 2017). La hausse globale des affaires enregistrées est de plus 4 % par rapport à 2016.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 461 décisions en français et 88 en allemand.

Cours administratives	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	890	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2017 auprès des cours administratives est en légère baisse par rapport à 2016 (- 22 dossiers [- 1.5 %]). Les dossiers inscrits au rôle des I^e et II^e Cours administratives sont stables (+ 4 dossiers et - 9 dossiers) Les affaires de la III^e Cour administrative ont diminué (- 27 dossiers, [- 11.6 %]). Il en va de même pour les nouvelles affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale (- 37 dossiers [- 18.2 %]). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une nouvelle augmentation des entrées, à hauteur de 8 % (+ 45 dossiers).

Il est relevé que le nombre d'affaires liquidées par l'ensemble des cours administratives a encore augmenté et de manière importante (+ 95 dossier en 2017; + 141 dossiers en 2016; + 32 dossiers en 2015; + 34 dossiers en 2014) grâce à l'effort considérable de tous les juges, collaborateurs et à l'utilisation régulière des juges suppléants. La situation demeure toutefois préoccupante dès lors que le nombre d'affaires pendantes est élevé, avec 890 dossiers non liquidés au 31 décembre 2017.

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1212 décisions en français et 303 en allemand.

2.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	186	103	60	42	8	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	348	141	51	15	7	0
Chambre des poursuites et faillites	119	32	13	4	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	48	62	28	0	0	0
Cour d'appel pénal	61	24	20	58	25	2
Chambre pénale	147	103	60	25	4	1
I ^e Cour administrative	52	52	32	56	49	2
II ^e Cour administrative	30	24	39	20	29	2
III ^e Cour administrative	61	90	22	20	10	8
Cour fiscale	33	49	35	41	68	0
I ^e Cour des assurances sociales	26	37	32	118	144	13
II ^e Cour des assurances sociales	22	59	36	101	91	12

2.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté une partie du Ministère public (10 procureurs) et du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents); le Tribunal d'arrondissement du Lac; les Justices de paix de la Gruyère, du Lac, de la Sarine et de la Singine; les Préfectures de la Glâne, de la Gruyère, du Lac et de la Sarine; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions d'expropriation, de recours de l'Université, de recours en matière d'améliorations foncières, de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de conciliation en matière d'abus dans le secteur locatif (à l'exception du Lac et de la Singine).

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept offices des poursuites.

2.1.1.2.2 I^{er} Cour d'appel civil

Les craintes d'une augmentation des recours compte tenu des incertitudes liées à l'application du nouveau droit relatif aux contributions d'entretien pour les enfants et au partage des avoirs de prévoyance en cas de divorce, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2017, ne se sont pas réalisées. Au contraire, le nombre d'affaires inscrites au rôle de la Cour en 2017 (388 affaires) a quelque peu baissé par rapport à 2016, mais reste très élevé (pour mémoire, 100 affaires avaient été enregistrées en 2010). Grâce notamment au soutien de juges cantonaux suppléants et de greffiers expérimentés, le taux de liquidation est resté lui aussi très élevé, de sorte que le nombre de dossiers pendants en fin d'année est inférieur à 80. La situation de la Cour reste néanmoins délicate, en particulier en ce qui concerne le traitement des recours sur mesures provisionnelles et mesures protectrices de l'union conjugale, qui prend parfois trop de temps.

2.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite principalement les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et d'assistance judiciaire ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 280 à 375 par rapport à l'année précédente, ce qui signifie une augmentation de la charge de travail de 34 % en 2017. Il y a lieu de constater que la II^e Cour d'appel civil ne peut pas absorber cette hausse importante de nouvelles affaires avec les moyens actuels; le nombre d'affaires pendantes a en conséquence augmenté de 26 % à la fin de l'année par rapport à l'année précédente. À moyen terme, une solution doit être trouvée.

La II^e Cour d'appel civil est de surcroît compétente pour examiner et transmettre les demandes d'entraide internationale en matière civile et commerciale. 201 demandes d'entraide ont été traitées durant l'année 2017. La Cour a ainsi dû faire face à une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente. Les retards ont toutefois pu être évités dans ce domaine grâce au travail efficace du greffe.

2.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

2.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2017, si le nombre de dossiers entrés est resté stable (125 dossiers en 2015, 131 en 2016, 130 en 2017), la complexité et l'urgence des dossiers ont augmenté, s'agissant aussi bien des faits que des aspects juridiques qui sont soumis à la Cour. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 9 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens, à l'HFR ou à l'Unité Time Out pour procéder à des auditions.

2.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

En 2017, la Cour a connu pour la 6^{ème} année consécutive une nouvelle et sensible augmentation du nombre de nouveaux dossiers (+ 6,6 %). Cette augmentation s'ajoute à celle de 10 % déjà survenue en 2016. Entre 2012 et 2017, le nombre de nouvelles affaires est passé de 164 à 225 (+ 37 %). Malgré l'intégration systématique dans la composition de la Cour d'un juge suppléant pour les affaires se déroulant en procédure orale et la désignation, dans la mesure de leur disponibilité, de juges rapporteurs suppléants dans les procédures écrites, le nombre d'affaires pendantes a fortement augmenté, passant de 85 à fin 2016 à 120 à fin décembre 2017 (+ 41 %). Sans forces de travail

supplémentaires, les limites de ce que la Cour d'appel pénal est en mesure d'absorber comme nouveaux cas en une année ont maintenant été atteintes.

L'augmentation concerne non seulement le nombre de nouveaux dossiers, mais également l'ampleur des procédures. De plus, fréquemment, encouragés par le fait que le code de procédure pénale n'impose pas de motiver par écrit un appel, les recourants ne se limitent pas à contester un point précis du jugement de première instance, mais le contestent dans son intégralité, tant en ce qui concerne l'établissement des faits qu'en ce qui concerne la qualification juridique et la fixation de la peine. L'absence totale de motivation des appels implique pour les juges et pour le greffier, en particulier lorsqu'il s'agit de réexaminer l'ensemble des faits d'une procédure volumineuse, une augmentation très importante du temps de préparation des séances par rapport à celui qui serait nécessaire pour préparer une audience sur la base d'un recours motivé, exigence standard dans les autres domaines du droit.

2.1.1.2.7 Chambre pénale

Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure pénale en 2011, le nombre des affaires enregistrées en Chambre pénale, qui s'était accru de 197 à 333 l'an dernier - soit une augmentation de 69% - s'est maintenu à ce niveau en 2017 (330 nouvelles causes). Compte tenu de leurs objets, la plupart de ces causes ont un degré de priorité élevé. A cet égard, il est en particulier relevé que les recours touchant aux détentions - au degré de priorité le plus élevé qui soit, qui nécessite par ailleurs la mise en place d'une permanence en cas de week-ends prolongés - sont passés de 17 en 2011 à 34 en 2016 et se sont élevés à 38 en 2017. Cette situation demeure préoccupante, d'autant que la célérité exigée rend plus difficile de recourir aux juges suppléants. Pour rappel, les trois juges de la Chambre pénale, outre qu'ils sont membres ordinaires d'autres Cours, traitent aussi toutes les demandes de révision inscrites au rôle de la Cour d'appel pénal.

2.1.1.2.8 I^e Cour administrative

A la suite de la hausse très importante de nouvelles affaires constatée en 2016 (par rapport à 2015 + 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 62.5 %) qui se retrouve dans le domaine des étrangers et des recours en matière de personnel, le nombre d'affaires pendantes a, en conséquence, augmenté (à fin 2017, + 30.4 % par rapport à fin 2016).

2.1.1.2.9 II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2017 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2017 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.11 Cour fiscale

Le nombre de nouvelles causes en 2017 (166) est revenu à un niveau proche de celui de 2013 (161) et 2014 (177), après deux années où les enregistrements ont été plus nombreux (2015 : 212; 2016 : 203). La quantité de dossiers liquidés (226) est plus importante que celle des nouvelles entrées, réduisant de façon significative le nombre de procédures pendantes (79 à fin 2017). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

2.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2017, sans changement des taux d'activité des collaboratrices et collaborateurs, les deux Cours des assurances sociales ont poursuivi leurs efforts, sur la lancée des années précédentes. Ses greffiers et juges ordinaires ont maintenu et même augmenté la cadence, comme également les juges suppléants, dont le concours s'est encore avéré précieux.

Il est ainsi réjouissant de constater que le taux de liquidation a pu être augmenté de 24 %, grâce, notamment, aux mesures prises à l'interne, et tout particulièrement la politique de liquidation des assistances judiciaires (AJT) dans l'arrêt au fond, introduite en 2016, et qui permet de réduire sensiblement la durée des procédures. La plupart des dossiers se liquident désormais dans l'année-même de leur entrée. Les dossiers pendants ont, dans ces conditions, globalement été réduits, de 532 à 448.

Il est, cela étant, assez improbable que l'augmentation du taux de liquidation se poursuive en 2018.

La situation des deux Cours reste en effet inquiétante. Depuis l'année 2014, on observe une augmentation constante du nombre d'entrées dans le domaine des assurances sociales (2013 : 457 entrées, 2014 : 522, 2015 : 536, 2016 : 562, 2017 : 607; soit une augmentation de plus de 30 % entre 2013 et 2017), signe évident de la précarité et du désarroi qu'elle engendre auprès d'une partie défavorisée de la population, également toujours plus nombreuse et vindicative.

La masse de dossiers à juger devient toujours plus importante et le traitement des affaires se complexifie. Les exigences introduites par la jurisprudence relative à la preuve de l'existence d'un état de santé invalidant entraînent un accroissement d'avis divergents entre les différents experts médicaux consultés, avis dont la valeur probante doit être appréciée par les deux Cours.

Particulièrement préoccupante est à cet égard la situation en matière d'assurance-accidents, dont le nombre d'affaires ne cesse d'augmenter : les assurés ne parvenant plus à s'acquitter de leur franchise d'assurance-maladie, ils sollicitent la prise en charge, plus avantageuse pour eux, de l'assurance-accidents pour des atteintes dont il devient de plus en plus difficile à déterminer si elles sont ou non en lien avec l'accident. La SUVA étant peu encline à prester dans ce genre de cas litigieux, les assurés ne le comprenant pas, les experts ne parvenant pas pour leur part à se prononcer, la plupart de ces dossiers font désormais de réguliers allers-retours au TF.

Tout cela pour dire qu'en dépit des apparents bons résultats statistiques, les deux Cours sont parvenues à la limite de leur capacité, au-delà de laquelle, sans augmentation prochaine des taux d'activité, la rupture est à craindre.

2.1.1.3 Personnel

2.1.1.3.1 Juges

Daniela Kiener, élue Juge cantonale à 50 % en remplacement d'Hugo Casanova, a débuté son activité le 1^{er} janvier 2017.

Il n'y a pas eu de changement parmi les juges suppléants.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour les formations de postgrade EMBA et CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon est membre de la Commission du barreau. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du

registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature et était Président de la direction de l'Académie suisse de la magistrature jusqu'en juin 2017. Il est membre de la Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR). Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg. Elle est en outre nouvellement membre suppléante de la Commission du barreau.

2.1.1.3.2 Greffe

Etat de situation

Actuellement, 66 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

15	Juges cantonaux
1	Secrétaire général
24	Greffiers
19	Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 16 secrétaires - y compris comptables -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
5	Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
<u>2</u>	Apprentis employés de commerce

Total 66

En 2017, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué, selon positions budgétaires 2017, de 32.75 postes d'équivalents plein temps (1 EPT de secrétaire général, 19.25 EPT de greffiers, 12.5 EPT de personnel administratif) (27.3 EPT selon comptes 2016). L'augmentation d'équivalents plein temps est liée à la transformation des contrats de durée déterminée – sur crédits forfaitaires (huissier, secrétaires; team informatique rattaché au SITel) – en engagements de durée indéterminée ainsi qu'à l'octroi d'un poste fixe de greffier pour la gestion des recours du personnel de l'Etat (suppression du recours au Conseil d'Etat en matière de personnel).

Pour 2018, le Tribunal cantonal a demandé, sans succès, deux postes supplémentaires de greffier.

Départs-arrivées

S'agissant des greffiers, à la suite des départs de Sandra Martins et de Frédérique Riesen, Isabelle Schuwey et Jessica Koller ont débuté leur activité en janvier 2017. Pour pallier les absences de Catherine Faller et Cornelia Thalmann El Bachary, en congé maternité, le Tribunal cantonal a par ailleurs procédé aux engagements d'Elsa Gendre, d'Elodie Surchat, de Franziska Waser et de Sonia Gerber (périodes déterminées; temps partiels). Enfin, à la suite de l'engagement pour une année de Myriam Brodbeck auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, Frédérique Jungo a été engagée pour la remplacer durant l'année 2017.

Au sein du secrétariat, Ophélie Carrel a quitté le Tribunal cantonal et a été remplacée par Fabienne Andrey.

La forte charge de travail n'a pas empêché le Tribunal cantonal de poursuivre ses tâches de formation. Ainsi, dans le cadre de leur formation d'avocat/e, douze personnes ont accompli un stage de greffier/ère. Le Tribunal cantonal forme également des apprentis employés de commerce.

Des félicitations sont enfin adressées à Mirjam Brodbeck, greffière-rapporteuse, qui a réussi le Certificate of Advanced Studies pour la Médiation (CAS) délivré par la Haute Ecole de Lucerne (*Lucerne University of Applied Sciences and Arts*).

Suivi du personnel

Il est rappelé que le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

2.1.1.4 Autres activités

Le Président et Anne-Sophie Peyraud ont participé le 28 avril 2017 à la Journée des Tribunaux des assurances, à Bâle.

Ils ont également participé à la Conférence juridique du Tribunal administratif fédéral à Saint-Gall intitulée « 10 ans d'activité du TAF – la justice en dialogue », le 23 mars 2017.

Les 23 mars et 9 juin 2017, la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte et la Cour d'appel civil ont rencontré la direction et les collaborateurs du Point Rencontre Fribourg.

Le Président, des juges, le secrétaire général et ses suppléants ont assisté à la manifestation organisée le 23 juin 2017 pour les 10 ans du Conseil de la magistrature.

Le Président et le secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

La Vice-présidente a participé à la septième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lausanne, le 27 octobre 2017.

Les juges et les greffiers de la Cour d'appel pénal ont organisé à Fribourg la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Vaud, Neuchâtel et Fribourg.

Des juges ont participé aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à Genève ainsi qu'à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM).

Michel Favre ainsi que des greffiers des cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Genève.

Le 21 novembre, le Tribunal cantonal a reçu une Délégation de l'Ecole nationale française de la magistrature de Bordeaux.

Dina Beti a reçu des étudiants dans le cadre du programme Erasmus de l'Université de Fribourg.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les juges au cours de l'année 2017 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Dina Beti a procédé à des présentations en faveur d'étudiants de l'Université de Fribourg.

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Il a donné une conférence sur le thème du nouveau régime des sanctions pénales à l'occasion de la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois. Il a donné des cours aux avocats-stagiaires fribourgeois sur la question de l'appel pénal.

Christian Pfammatter a animé le 27 avril 2017 un workshop sur l'effet suspensif dans le cadre de la Biennale de droit administratif à Nottwil. Il a donné le 21 septembre 2017 un cours bloc en aménagement du territoire pour les étudiants en master, à l'Université de Fribourg ainsi qu'une conférence sur la qualité pour recourir des associations lors du Colloque de procédure publique à l'Université de Neuchâtel en date du 21 novembre 2017.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Pour la Fondation pour la formation continue des juges, il a coorganisé un séminaire sur le thème « audiences de conciliation : trouver des solutions, favoriser l'acceptation », à Gerzensee. Pour la même fondation, il a également codirigé la deuxième Biennale du droit administratif, à Nottwil.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale.

Dans le cadre de la formation continue, depuis le mois d'octobre, chaque vendredi, les juges et greffiers des cours pénales ont pu accompagner durant toute une nuit une patrouille de la gendarmerie.

2 Die Gerichtsbehörden

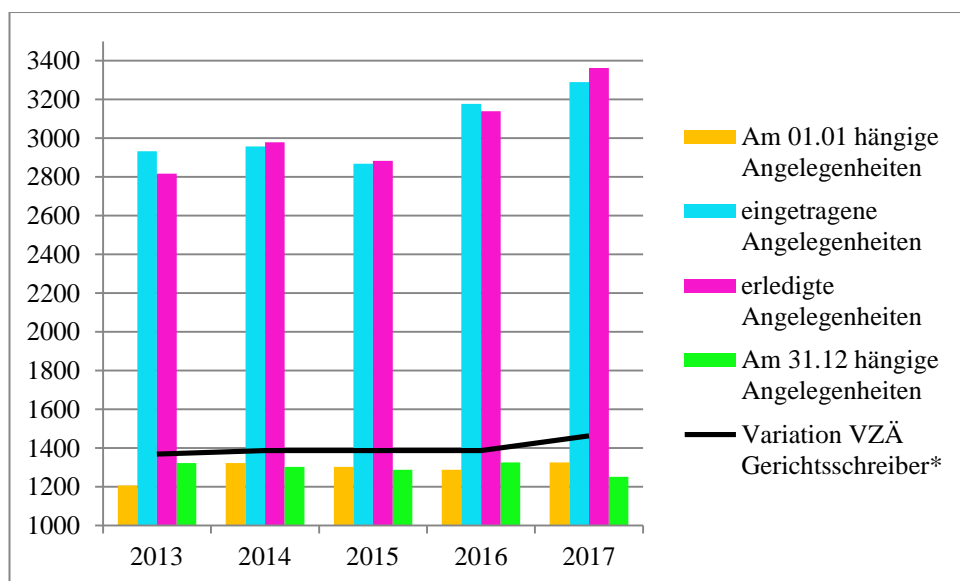
Der Justizrat erachtet den Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden als Archivadokument, das den Betrieb des kantonalen Gerichtswesens widerspiegelt. Er gibt daher in diesem Bericht die Jahresberichte der verschiedenen Behörden in extenso wieder.

2.1 Kantonsgericht

2.1.1 Allgemeiner Teil

2.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2017 fällte das Kantonsgericht 3363 Urteile, und somit 19.4 % zusätzliche Entscheide gerechnet auf die letzten 5 Jahre (2016: 3139; 2015: 2883; 2014: 2978; 2013: 2817). Zu dieser starken Zunahme der erledigten Fälle haben der beträchtliche Einsatz aller Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, die verstärkt beigezogen wurden, sowie die organisatorischen Massnahmen beigetragen. So war es auch möglich, die steigende Zahl der Neueingänge (3289 im Jahr 2017, 2933 im Jahr 2013) ohne Inanspruchnahme zusätzlicher redaktioneller Ressourcen (mit Ausnahme der Übertragung eines Postens im Anschluss an die neue Zuständigkeit des Kantonsgerichts nach der Aufhebung der Beschwerdemöglichkeit an den Staatsrat im Personalwesen) zu bewältigen. Trotz der scheinbar guten Statistiken ist das Kantonsgericht jedoch an die Grenzen seiner Kapazitäten gestossen. Auch wenn die Gesamtzahl der beim Kantonsgericht hängigen Angelegenheiten rückläufig war (1251 im Jahr 2017; 1325 im Jahr 2016; 1287 im Jahr 2015; 1302 im Jahr 2014; 1323 im Jahr 2013), ist diese bei gewissen Höfen (insbesondere Strafappellationshof, II. Zivilappellationshof und I. Verwaltungsgerichtshof) stark angestiegen und die Zunahme der Neueingänge bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen trotz der geleisteten Arbeit besorgniserregend. Ausserdem wird das Gleichgewicht zwischen Arbeitsumfang und der von einer zweiten «Kontroll»-Instanz erwarteten Qualität prekär. Die für die Behandlung der Dossiers verfügbare Zeit nimmt von Jahr zu Jahr ab, was logischerweise die vom Kantonsgericht erwartete Mission gefährdet. Es ist daher unerlässlich, dass das Kantonsgericht über zusätzliche redaktionelle Kräfte verfügen kann, indem ihm Gerichtsschreiberstellen als Fixposten zugesprochen werden, was seit mehreren Jahren vergeblich gefordert wird.



* 2016: Übertragung einer VZÄ SR (SJD) -> KG (direkte Beschwerden des Staatspersonals an das KG)

2.1.1.1.1 Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 8 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 30 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich einer Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat an der siebten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen. Das Kantonsgericht hat ausserdem mehrere Delegationen empfangen, dies auf nationaler oder, mit dem Besuch einer Delegation der nationalen französischen Richterschule aus Bordeaux, auf internationaler Ebene. Schliesslich haben die Kantonsrichter auf Delegation des Justizrates hin verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Die seit 2016 auf drei Richter beschränkte Zusammensetzung der Verwaltungskommission hat sich bewährt, da sie es erlaubt, Fragen der Verwaltung effizient zu regeln, ohne jedes Mal alle Richter aufzubieten. Diese können sich unterdessen voll und ganz ihren richterlichen Aufgaben widmen.

Der **Leitplan des Kantonsgerichts**, der im Bericht 2016 vorgestellt wurde, wird weiterverfolgt. Zur Erinnerung: Folgende fünf Projekte sind priorisiert worden:

Leitplan 2017-2021: Portfolio von fünf priorisierten Projekten	
Projekt	Kurzbeschreibung
1) Zentralisierte Zustellung	Einführung eines zentralisierten Zustellungssystems, mit integrierter zentraler Druckerei. Heranführung an das elektronische Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim Verwaltungspersonal.
2) Organisation und Anforderungen an das Verwaltungspersonal	Die Einführung des zentralisierten Zustellungssystems erfordert eine Anpassung der Arbeitsmethoden des Verwaltungspersonals. Überlegungen zu Struktur und Organisation dieser Einheit.
3) Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch die Umsetzung verschiedener Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek und des Archivs.
4) Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Arbeitslastverhältnisse unter Berücksichtigung der Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Arbeitslast adäquat verteilen zu können.
5) Teilzeit- und Telearbeit	Ausarbeitung der Rahmenbedingungen mit Hilfe einer Richtlinie für Teilzeit- und Telearbeitende.

Die im Portfolio der priorisierten Projekte vorgesehene **Entwicklung der Informatik** wurde eng mit jener der anderen Gerichtsbehörden verbunden.

Die Informatikkommission für die Gerichtsbehörden (IKGB) - bestehend aus Vertretern verschiedener Instanzen, des Justizrates, des Amtes für Justiz und des ITA - wurde amtlich institutionalisiert. Diese Kommission steht unter dem Präsidium von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, die Mitglied der Informatikkommission des Staates ist. Sie wird auf operativer Ebene durch das Informatikbüro der Gerichtsbehörden unterstützt.

Was die Umsetzung des genannten Leitplans anbelangt, die auch verbunden ist mit gesetzlichen Vorgaben und allgemein dem Willen, die öffentlichen Dienstleistungen, einschliesslich der Justiz (kantonale und überkantonale Projekte) zu digitalisieren, hat das Kantonsgericht in Zusammenarbeit mit der IKGB, der SJD und dem ITA folgende Ausrichtungen der Umsetzung des Projekts eJustice für die Gerichtsbehörden bestimmt:

1. Die Umsetzung des Projekts eJustice ist für die ordnungsgemässe Arbeitsweise der richterlichen Gewalt und weiter gefasst der Verwaltung unerlässlich. Es ist in der Legislaturplanung 2017-2021 aufgenommen worden.

Es geht darum, dass die verschiedenen Dienstleistungen im Justizbereich auf allen Ebenen und über alle Instanzen hinweg elektronisch erbracht werden können, um der technologischen Entwicklung unserer Gesellschaft zu folgen und längerfristig die Vereinfachung der Arbeit der Behörden zu erlauben.

Dies umfasst:

- die Zentralisierung von Druck und Zustellung der Entscheide;
- die Möglichkeit, für die verschiedenen Parteien und Intervenienten, die Dossiers elektronisch einzureichen und einzusehen;
- die elektronische Führung der Dossiers durch die Behörden;
- die elektronische Übermittlung von Daten von einer Behörde zur anderen und innerhalb der Behörden mit dem Ziel, das Papier abzuschaffen und nur ein einziges, elektronisches Dossier zu behalten;
- die elektronische Veröffentlichung der Urteile und die elektronische Archivierung der Dossiers.

2. Ausserdem:

- Dieses Projekt richtet sich auf nationaler Ebene nach der Verpflichtung, eJustice für die zivilrechtlichen, strafrechtlichen und verwaltungsrechtlichen Gerichtsbehörden sowie für die Strafverfolgungs- und die Strafvollzugsbehörden einzuführen. Der Kanton Freiburg ist direkt beteiligt an mehreren Arbeitsgruppen, die die Umsetzung dieser Einführung anstreben, sei dies beispielsweise das Projekt HIS (Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz) oder das vom Bundesgericht geführte Projekt eDossier-Gerichte.
- auf kantonaler Ebene reiht sich dieses Projekt namentlich ein in die Einführung des E-Government-Schalters des Staates Freiburg.

Konkret wurden insbesondere im Zusammenhang mit dem Informatikmaterial erste Massnahmen getroffen. Beim ITA wurde ein Vorführraum («Saal EUDE», Environnement Utilisateur de Demain) eingerichtet, der es erlaubte, den Mitarbeitenden die neuen Möglichkeiten für die Informatik-Arbeitsplätze zu zeigen. Demnach ist vorgesehen, das Informatikmaterial 2018 auszuwechseln.

Zudem haben, immer noch im Informatikbereich, das ITA und der Softwarelieferant der Gerichtsbehörden (Deltalogic) ein neues Hilfswerkzeug für die Suche in Tribuna (Suchmaschine) fertiggestellt, das während des Monats Dezember 2017 in Produktion gegeben wurde.

Schliesslich hat das Gesamtgericht im September ein Reglement über den elektronischen Rechtsverkehr im verwaltungsrechtlichen Verfahren verabschiedet. Dieses stützt sich ab auf Punkt 1.1 Abs. 4 im Anhang 1 des Gesetzes vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG, SGF 150.1), der die elektronische Bearbeitung von Daten im verwaltungsrechtlichen Verfahren regelt. Es legt die Modalitäten des elektronischen Rechtsverkehrs zwischen den Parteien und den folgenden Behörden fest:

- a) dem Kantonsgericht;
- b) den gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen;
- c) der Enteignungskommission;
- d) den Schiedsgerichten im Sozialversicherungsbereich;
- e) dem Zwangsmassnahmengericht beim Ausländerrecht.

Dieses Reglement ist, was das Kantonsgericht anbelangt, am 1. Januar 2018 in Kraft getreten. Für die gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen, die Enteignungskommission, die Schiedsgerichte im Sozialversicherungsbereich und das Zwangsmassnahmengericht wurde eine Umsetzungsfrist bis 1. Januar 2019 festgesetzt.

Im Zusammenhang mit der Organisation und der Arbeitsweise des Kantonsgerichts wird ausserdem Folgendes festgestellt:

Die Gerichtstätigkeit betreffend

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben, ist die **gesamte Arbeitslast sehr hoch**. Die Verwaltungskommission ermittelt sie regelmässig anhand von Statistiken. Sie konnte demnach feststellen, dass für das Gericht insgesamt die Zahl der Neueingänge stark angestiegen ist, nämlich um mehr als 12 % innerhalb der letzten 5 Jahre (2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957; 2013: 2933). Auch wenn der Satz der erledigten Angelegenheiten ebenfalls zunimmt, ist dennoch zu betonen, dass die Situation besorgniserregend ist: Das Kantonsgericht ist an die Grenzen seiner Leistungskraft gestossen und, ohne Erhöhung des Beschäftigungsgrades der Gerichtsschreiber, ist ein Zusammenbruch zu befürchten.

Das Kantonsgericht sieht sich daher gezwungen, im Rahmen des Voranschlagverfahrens 2019 zusätzliches Personal in Form von zwei Gerichtsschreiberstellen zu beantragen.

Was die Gerichtsschreiberei, die Infrastruktur und die übrigen Verwaltungsaufgaben des Justizwesens anbelangt

- > Die Arbeitsprozesse innerhalb des Gerichts sind weiterhin verbessert worden. Intern wurde die Kommunikation mit der Entwicklung von Intranet (zweisprachig) privilegiert. Auf externer Ebene verfügt die Suchmaschine «Tribuna Publikation» (<https://publicationtc.fr.ch/?locale=de>) insbesondere in Bezug auf die Rechtsprechung des Kantonsgerichts über neue Funktionen, die das Finden von Urteilen, die unter anderem in der Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung (FZR) veröffentlicht wurden, erlaubt.
- > Das Kantonsgericht hat seine Archivierungsaufgaben im Zusammenhang mit seiner Verpflichtung zur Kontrolle, Übernahme, Bearbeitung, Aufbewahrung und Verwaltung des laufenden, des Zwischen- und des historischen Gerichtsarchivs in enger Zusammenarbeit mit dem vom Amt für Justiz angestellten Gerichtsarchivar weitergeführt. Hauptzweck ist die Bewältigung des Volumens der erstellten Dokumente und die Sicherstellung der langfristigen Aufbewahrung, des Zugangs, der Integrität und der Kommunizierbarkeit der Gerichtsakten.

2.1.1.1.2 Arbeitsvolumen

Die Tabelle weiter unten (allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht) zeigt, dass die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten innert 5 Jahren beträchtlich gestiegen ist (+ 12.5 %). In der gleichen Zeitspanne ist eine wesentliche Zunahme der erledigten Angelegenheiten zu verzeichnen (+ 19.5 %). Trotz der geleisteten Arbeit ist die Zahl der hängigen Angelegenheiten in einigen Höfen jedoch stark gestiegen (Strafappellationshof, II. Zivilappellationshof, I. Verwaltungsgerichtshof), und die Zahl der bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen eingetragenen Dossiers bleibt besorgniserregend. In Anbetracht der Arbeitslast und der zur Verfügung stehenden Ressourcen hat das Kantonsgericht die Belastungsgrenze erreicht.

Für ergänzende Erläuterungen kann auf die Daten weiter unten (Bemerkungen der einzelnen Höfe und Statistik) Bezug genommen werden.

2.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.1.1.2.1 Allgemeines

2.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1251	1325	1287	1302	1323

Ganz allgemein ist zu bemerken, dass die Zahl der neuen Angelegenheiten gestiegen ist, wobei wiederum hervorzuheben ist, dass zahlreiche zu behandelnde Dossiers sehr komplex und umfangreich sind.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2803 Urteile in französischer und 530 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 30 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	177	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs im Jahr 2017 (388 Angelegenheiten) ist gegenüber 2016 (450) leicht rückläufig, aber immer noch sehr hoch. Jene des II. Zivilappellationshofs hat um 29.4 % zugenommen (576 neue Angelegenheiten im Jahr 2017, wovon 201 internationale Rechtshilfegesuche; 445 neue Angelegenheiten im Jahr 2016, wovon 166 Rechtshilfegesuche). Die Zahl der neuen Angelegenheiten bei der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer ist ebenfalls gestiegen (+ 17.4 %). Beim Kindes- und Erwachsenenschutzhof ist sie stabil geblieben (130 neue Angelegenheiten im Jahr 2017, 131 im Jahr 2016).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Zivilrechtlichen Höfe haben 1130 Urteile in französischer und 139 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	179	154	156	134	155

Die Zahl der beim Strafappellationshof eingetragenen Angelegenheiten ist gestiegen (+ 6.6 % gegenüber 2016), jene bei der Strafkammer stabil geblieben (330 neue Angelegenheiten in den Jahren 2016 und 2017). Die Gesamtzunahme erhebt sich gegenüber 2016 um 4 %.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Strafrechtlichen Höfe haben 461 Urteile in französischer und 88 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	890	986	965	974	949

Die Zahl der 2017 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber 2016 leicht rückläufig (- 22 Dossiers [- 1.5 %]). Die beim I. und II. Verwaltungsgerichtshof eingetragenen Angelegenheiten sind stabil (+ 4 Dossiers und - 9 Dossiers). Die Zahl der Angelegenheiten beim III. Verwaltungsgerichtshof ist rückläufig (- 27 Dossiers, [- 11.6 %]). Dasselbe gilt für die neu eingetragenen Angelegenheiten beim Steuergerichtshof (- 37 Dossiers [- 18.2 %]). Bei den Dossiers der Sozialversicherungsgerichtshöfe ist eine erneute Zunahme der Neueingänge von 8 % (+ 45 Dossiers) zu verzeichnen.

Es wird hervorgehoben, dass die Zahl der gesamten, durch die Verwaltungsrechtlichen Höfe erledigten Angelegenheiten nochmals stark gestiegen ist (+ 95 Dossier im Jahr 2017; + 141 Dossiers im Jahr 2016; + 32 Dossiers im Jahr 2015; + 34 Dossiers im Jahr 2014), dies dank der enormen Anstrengungen aller Richter und Mitarbeitenden und des regelmässigen Beizugs von Ersatzrichtern. Die Situation ist jedoch weiterhin besorgniserregend, ist doch die Zahl der hängigen Angelegenheiten mit 890 offenen Dossiers per 31. Dezember 2017 hoch.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die Verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1212 Urteile in französischer und 303 in deutscher Sprache gefällt.

2.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	186	103	60	42	8	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	348	141	51	15	7	0
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	119	34	13	4	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	48	62	28	0	0	0
Strafappellationshof	61	24	20	58	25	2
Strafkammer	147	103	60	25	4	1
I. Verwaltungsgerichtshof	52	52	32	56	49	2
II. Verwaltungsgerichtshof	30	24	39	20	29	2
III. Verwaltungsgerichtshof	61	90	22	20	10	8
Steuergerichtshof	33	49	35	41	68	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	26	37	32	118	144	13
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	59	36	101	91	12

2.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht einen Teil der Staatsanwaltschaft (10 Staatsanwälte) und des Bezirksgerichts der Saane (4 Präsidenten), das Bezirksgericht des Sees, die Friedensgerichte des Greyerz, des Sees, der Saane und der Sense, die Oberämter der Glane, des Greyerz, des Sees und der Saane, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Enteignungskommissionen, die Rekurskommissionen der Universität so wie für Bodenverbesserungen, die Schlichtungskommissionen für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und jene für Missbräuche im Mietwesen (mit Ausnahme jener des Sees und der Sense) inspiziert.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde hat es ebenfalls das Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert.

2.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Die Befürchtungen hinsichtlich einer Zunahme der Beschwerden in Anbetracht der Ungewissheit im Zusammenhang mit der Anwendung des neuen, am 1. Januar 2017 in Kraft getretenen neuen Rechts in Bezug auf den Kindesunterhalt und den Vorsorgeausgleich bei Scheidung haben sich nicht bewahrheitet. Im Gegenteil ist die Zahl der 2017 beim Hof eingetragenen Angelegenheiten (388) gegenüber 2016 leicht zurückgegangen; sie bleibt dennoch hoch (zur Erinnerung: 2010 waren 100 Angelegenheiten eingetragen worden). Namentlich dank der Unterstützung durch Ersatzrichter und erfahrene Gerichtsschreiber ist auch die Erledigungsrate sehr hoch geblieben, sodass die Zahl der auf Ende Jahr hängigen Fälle unter 80 liegt. Die Situation des Hofes bleibt jedoch heikel, insbesondere was die Behandlung der Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen und gegen Eheschutzmassnahmen anbelangt, die manchmal zu viel Zeit einnehmen.

2.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt hauptsächlich die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und der unentgeltlichen Rechtspflege sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr von 280 auf 375 gestiegen, die Geschäftslast hat damit 2017 um 34% zugenommen. Der II. Zivilappellationshof kann diese Geschäftslast mit den derzeitigen Mitteln nicht absorbieren; die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten hat sich daher gegenüber dem Vorjahr um 26% erhöht. Mittelfristig muss hier eine Lösung gefunden werden.

Der II. Zivilappellationshof ist zudem zuständig für die Prüfung und die Weiterleitung der eingehenden internationalen Rechtshilfesuche in Zivil- und Handelssachen. Im Jahre 2017 wurden 201 Rechtshilfeersuche behandelt, der Hof hat hier einen Anstieg von 21% gegenüber dem Vorjahr verzeichnet. Dank effizienter Mitarbeit der Gerichtschreiberei sind in diesem Bereich keine Verzögerungen eingetreten.

2.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2017 die Zahl der Dossiers stabil geblieben ist (125 Dossiers im Jahr 2015, 131 im Jahr 2016, 130 im Jahr 2017), haben die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers zugenommen, sowohl was die Sachlage wie die juristischen Aspekte, die dem Hof unterbreitet werden, anbelangt. Die Arbeitslast bleibt demnach hoch, müssen diese Dossiers doch vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem neunmal ins Behandlungszentrum in Marsens, ins HFR oder in eine Einrichtung von Time Out begeben, um Anhörungen durchzuführen.

2.1.1.2.6 Strafappellationshof

2017 verzeichnete der Hof das sechste Jahr hintereinander eine erneute und beträchtliche Zunahme der Zahl neuer Dossiers (+ 6,6 %). Diese Zunahme fügt sich jener von 10 % hinzu, die bereits 2016 eingetreten war. Zwischen 2012 und 2017 ist die Zahl der neuen Angelegenheiten von 164 auf 225 (+ 37 %) übergegangen. Trotz der systematischen Beanspruchung eines Ersatzrichters in der Zusammensetzung des Hofes in Fällen, in denen eine mündliche Verhandlung stattfindet und je nach ihrer Verfügbarkeit von Ersatzrichter-Berichterstattem in schriftlichen Angelegenheiten, ist die Zahl der hängigen Dossiers stark gestiegen, nämlich von 85 Fällen Ende 2016 auf 120 Ende Dezember 2017 (+ 41 %). Ohne zusätzliche Arbeitskräfte ist der Strafappellationshof nun an die Grenzen dessen gestossen, was in einem Jahr an neuen Fällen bewältigt werden kann.

Die Zunahme betrifft nicht nur die Zahl der neuen Dossiers, sondern auch das Ausmass der Verfahren. Ausserdem beschränken sich die Beschwerdeführer, bestärkt durch den Umstand, dass die Strafprozessordnung keine Begründungspflicht für eine Berufung enthält, nicht nur darauf, einen bestimmten Punkt des erstinstanzlichen Urteils anzufechten, sondern sie fechten das gesamte Urteil an. Dies betrifft sowohl die Ermittlung des Tatbestandes, wie die rechtliche Qualifikation und die Festsetzung des Strafmasses. Das völlige Fehlen der Begründung von Berufungen bedeutet für die Richter und die Gerichtsschreiber, namentlich wenn die gesamten Tatsachen in einem voluminösen Verfahren neu überprüft werden müssen, eine beträchtliche Verlängerung der Vorbereitungszeit für die Sitzungen. Dies wäre anders, wenn eine Verhandlung gestützt auf eine begründete Beschwerde durchgeführt werden könnte, so wie dies in anderen Rechtsgebieten standardmässig gefordert wird.

2.1.1.2.7 Strafkammer

Seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung im Jahr 2011 hat sich die Zahl der bei der Strafkammer eingetragenen Angelegenheiten, die im letzten Jahr von 197 auf 333 gestiegen war – somit eine Zunahme um 69% - 2017 auf diesem Niveau stabilisiert (330 neue Fälle). Sachbedingt sind die meisten dieser Fälle mit einem hohen Prioritätsgrad zu behandeln. Diesbezüglich ist insbesondere hervorzuheben, dass die Beschwerden im Bereich der Inhaftierungen – die absolute Priorität haben, und für die im Übrigen während verlängerten Wochenenden eine Permanenz eingerichtet werden muss – von 17 Fällen im Jahr 2011 auf 34 im Jahr 2016 und auf 38 im Jahr 2017 gestiegen sind. Diese Situation ist besorgniserregend, dies umso mehr, als wegen der erforderlichen Raschheit der Behandlung der Fälle sich der Beizug von Ersatzrichtern schwieriger gestaltet. Es sei ausserdem daran erinnert, dass die drei Richter der Strafkammer abgesehen davon, dass sie als ordentliche Richter in anderen Höfen tagen, zudem alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingetragen werden, behandeln.

2.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Nach der 2016 eingetretenen Zunahme der neuen Angelegenheiten (gegenüber 2015 + 107 zusätzliche Fälle, also eine Zunahme um 62.5 %) in den Bereichen Ausländerwesen und Beschwerden im Personalwesen ist konsequenterweise auch die Zahl der hängigen Fälle gestiegen (Ende 2017, + 30.4% gegenüber Ende 2016).

2.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2017 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt für 2017 zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Zahl der neuen Fälle im Jahr 2017 (166 Fälle) hat sich, nach zwei Jahren grösseren Anstiegs (2015: 212 Fälle; 2016: 203 Fälle) nahezu auf das Niveau von 2013 (161 Fälle) und 2014 (177 Fälle) eingependelt. Die Zahl der erledigten Dossiers (266 Fälle) ist grösser als jene der Neueingänge, was die Zahl der hängigen Angelegenheiten bedeutend reduziert (79 Fälle Ende 2017). Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe haben 2017, wie auch in den Jahren zuvor, ohne Änderungen des Beschäftigungsgrades der Mitarbeitenden ihre Bemühungen fortgesetzt. Ihre Gerichtsschreiber und ordentlichen Richter haben die Erledigungsrate halten und sogar steigern können, ebenso wie die Ersatzrichter, deren Mitwirkung sich wiederum als sehr hilfreich erwiesen hat.

Es ist daher erfreulich festzustellen, dass die Erledigungsrate um 24 % gestiegen ist. Dies ist namentlich den intern getroffenen Massnahmen zu verdanken, besonders aber der 2016 eingeführten Vorgehensweise bei Fällen von unentgeltlicher Rechtspflege, die in der Sache selber behandelt werden. Dies führte zu einer deutlichen Verkürzung der Dauer der Verfahren. Die meisten Dossiers können nunmehr im Jahr ihres Eingangs abgeschlossen werden. Die Zahl der hängigen Dossiers konnte unter diesen Bedingungen insgesamt reduziert werden, von 532 auf 448.

Es ist indessen unwahrscheinlich, dass die Erledigungsrate 2018 weiter steigt.

Die Situation ist in beiden Höfen besorgniserregend. Seit 2014 kann man eine konstante Zunahme der Zahl der Neueingänge im Bereich der Sozialversicherungen beobachten (2013: 457 Eingänge, 2014: 522, 2015: 536, 2016: 562, 2017: 607; somit eine Zunahme um mehr als 30 % zwischen 2013 und 2017), was ein offensichtliches Zeichen ist für die Armut und die Verzweiflung eines benachteiligten Teils der Bevölkerung, die ständig wächst und immer mehr ihren Unmut zeigt.

Die Masse an Dossiers, die zu beurteilen sind, wird immer grösser und die Behandlung der Angelegenheiten komplexer. Die von der Rechtsprechung eingeführten Anforderungen in Bezug auf den Beweis des Bestehens eines behindernden Gesundheitszustandes ziehen eine Zunahme von abweichenden Meinungen zwischen den angerufenen verschiedenen medizinischen Sachverständigen nach sich, deren Gutachten von den beiden Höfen auf ihre Beweismässigkeit hin gewürdigt werden müssen.

Besonders besorgniserregend ist diesbezüglich die Situation im Bereich der Unfallversicherungen, wo die Zahl der Angelegenheiten unaufhörlich steigt: Da die Versicherten nicht mehr in der Lage sind, den Selbstbehalt ihrer Krankenversicherung zu bezahlen, beantragen sie die Erstattung durch die für sie günstigere Unfallversicherung, wobei es sich immer schwieriger gestaltet zu bestimmen, ob die Beeinträchtigungen mit dem Unfall zusammenhängen oder nicht. Da die SUVA wenig dazu geneigt ist, in solchen Streitfällen Leistungen zu erbringen, die Versicherten kein Verständnis dafür haben und die Sachverständigen ihrerseits auch zu keinem Ergebnis gelangen, findet für die meisten dieser Dossiers vor dem Bundesgericht ein regelmässiges Kommen und Gehen statt.

Damit soll gesagt werden, dass trotz der scheinbar guten Statistik die beiden Höfe an ihre Kapazitätsgrenzen gestossen sind, bei deren Überschreitung, ohne eine rasche Erhöhung der Beschäftigungsgrade, der Zusammenbruch zu befürchten ist.

2.1.1.3 Personal

2.1.1.3.1 Richter/innen

Daniela Kiener, die in Ersetzung von Hugo Casanova für die 50 %-Stelle als Kantonsrichterin gewählt wurde, hat ihre Tätigkeit am 1. Januar 2017 begonnen.

Bei den Ersatzrichtern ist keine Änderung eingetreten.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW- Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen EMBA und CAS (public management). Neben seiner Halbeztätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon ist Mitglied der Anwaltskommission. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «les Buissonnets». Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nun auch Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung Le Bosquet in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident des Justizrates und war bis Juni 2017 Präsident der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Er ist Mitglied der Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt (FRSA). Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision für die Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg. Sie ist ausserdem neu Ersatzmitglied der Anwaltskommission.

2.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Personalbestand

Beim Kantonsgericht arbeiten gegenwärtig 66 Personen:

- 15 Kantonsrichter
- 1 Generalsekretär
- 24 Gerichtsschreiber
- 19 Mitarbeitende des Verwaltungspersonals (1 Bürochefin, 16 Sekretärinnen – einschliesslich für die Buchhaltung -, 1 Weibel, 1 juristischer Archivar zu 10 % [vom Amt für Justiz angestellt])
- 5 Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (in der Regel 10 über das Jahr verteilt)
- 2 Kaufmännische Lernende

Insgesamt 66

2017 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, gemäss Voranschlagsposten 2017 32.75 Vollzeitäquivalenzen (1 VZÄ für den Generalsekretär, 19.25 VZÄ für die Gerichtsschreiber, 12.5 VZÄ für das Verwaltungspersonal) (2016 waren 27.3 VZÄ verbucht). Die Zunahme der Vollzeitäquivalenzen hängt zusammen mit der Umwandlung der mittels Pauschalkrediten abgeschlossenen befristeten Arbeitsverträge (Weibel, Sekretärinnen, dem ITA angeschlossenes Informatikteam) in unbefristete Anstellungen sowie der Gewährung eines Gerichtsschreiber-Fixpostens für die Bewältigung der Beschwerden des Staatspersonals (nach Aufhebung der Beschwerden an den Staatsrat im Personalwesen).

Für 2018 beantragte das Kantonsgericht ohne Erfolg zwei zusätzliche Gerichtsschreiberstellen.

Weggänge-Neuzugänge

Was die Gerichtsschreiber anbelangt, haben nach dem Weggang von Sandra Martins und Frédérique Riesen Isabelle Schuwey und Jessica Koller ihre Tätigkeit im Januar 2017 begonnen. Um die Absenzen durch den Mutterschaftsurlaub von Catherine Faller und Cornelia Thalmann El Bachary zu überbrücken, hat das Kantonsgericht ausserdem Elsa Gendre, Elodie Surchat, Franziska Waser und Sonia Gerber angestellt (befristeter Zeitraum, Teilzeit). Schliesslich wurde nach der Anstellung von Myriam Brodbeck beim Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte für die Dauer eines Jahres Frédérique Jungo angestellt, um sie für 2017 zu ersetzen.

Beim Sekretariat hat Ophélie Carrel das Kantonsgericht verlassen; sie wurde ersetzt durch Fabienne Andrey.

Die grosse Arbeitslast hat das Kantonsgericht nicht daran gehindert, seine Ausbildungstätigkeit fortzuführen. So haben im Rahmen ihrer Ausbildung zur Anwältin bzw. zum Anwalt zwölf Personen ein Gerichtsschreiber-Praktikum absolviert. Ausserdem bildet das Kantonsgericht kaufmännische Lernende aus.

Gratulationen gehen schliesslich an Mirjam Brodbeck, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin, die das durch die Hochschule Luzern (Lucerne University of Applied Sciences and Arts) verliehene Certificate of Advanced Studies für Mediation (CAS) erworben hat.

Personalbetreuung

Es wird daran erinnert, dass für das Personal jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung stattfindet.

2.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident und Anne-Sophie Peyraud haben am 28. April 2017 an der Jahreskonferenz der Versicherungsgerichte in Basel teilgenommen.

Am 23. März 2017 nahmen sie ebenfalls teil an der Juristischen Konferenz des Bundesverwaltungsgerichts in St. Gallen, die unter dem Tagungsmotto «10 Jahre BVGer – Justiz im Dialog» stand.

Der Präsident, einige Richter, der Generalsekretär und seine Vertreter haben am 23. Juni 2017 an der zum 10-jährigen Jubiläum des Justizrates organisierten Veranstaltung teilgenommen.

Am 23. März und 9. Juni 2017 hat der Kindes- und Erwachsenenschutzhof sowie der I. Zivilappellationshof die Direktion und Mitarbeiter der begleiteten Besuchstage Freiburg getroffen.

Der Präsident und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichtes der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der westschweizer Kantone anwesend.

Die Vizepräsidentin hat am 27. Oktober 2017 an der siebten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Lausanne teilgenommen.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs haben in Freiburg das jährliche Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg organisiert.

Einige Richter haben an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Genf sowie am Tag der Richterinnen und Richter der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) teilgenommen.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf teilgenommen.

Am 21. November hat das Kantonsgericht eine Delegation der französischen nationalen Richterschule von Bordeaux empfangen.

Dina Beti hat im Rahmen des Erasmus-Programms der Universität Freiburg Studierende empfangen.

Der Präsident, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2017 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Dina Beti hat für Studierende der Universität Freiburg Vorführungen veranstaltet.

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen. Er hat an der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbandes eine Konferenz über das Thema neues Strafsanktionenrecht abgehalten. Er hat den freiburgischen Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten einen Kurs zum Thema Strafappellation erteilt.

Christian Pfammatter hat am 27. April 2017 im Rahmen der Biennale des Verwaltungsrechts in Nottwil einen Workshop zum Thema aufschiebende Wirkung bearbeitet. Er hat am 21. September 2017 für Masterstudierende der Universität Freiburg einen Blockkurs zum Thema Raumplanung erteilt sowie am 21. November 2017 anlässlich des Kolloquiums über öffentlichrechtliche Verfahren an der Neuenburger Universität eine Konferenz zum Thema Beschwerdelegitimation von Vereinen abgehalten.

Im Rahmen des Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen, das von der Schweizerischen Richterakademie angeboten wird, hat Marc Sugnaux einen Kurs über die Mitteilung im Entscheidungsfindungsprozess erteilt. Er hat für die Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter ein Seminar zum Thema «Vergleichsverhandlungen - Lösungen finden, Akzeptanz erreichen» in Gerzensee mitorganisiert. Ausserdem hat er für dieselbe Stiftung an der Leitung der zweiten Biennale des Verwaltungsrechts in Nottwil mitgewirkt.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich.

Im Rahmen der Weiterbildung konnten die Richter und die Gerichtsschreiber der Strafrechtlichen Höfe seit dem Monat Oktober jeweils am Freitag während der ganzen Nacht eine Patrouille der Gendarmerie begleiten.

Annexe / Beilage

2.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2017 Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2017

Président / Präsident

Vice-présidente / Vizepräsidentin

Membres / Mitglieder

Johannes Frölicher

Catherine Overney

Dina Beti

Marc Boivin

Hubert Bugnon

Jérôme Delabays

Michel Favre

Dominique Gross

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Marc Sugnaux

Adrian Urwyler

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Georges Chanez

Pierre Corboz

Francine Defferrard

Omblin de Poret Bortolaso

Caroline Gehring

Susanne Genner

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Yann Hofmann

Christophe Maillard

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

André Riedo

Armin Sahli

Hans-Jürg Schläppi

Ursula Schneider Schüttel

Daniel Schneuwly

Laurent Schneuwly

Erika Schnyder

Kurt Schwab

Pascal Terrapon

Catherine Yesil- Huguenot

Cours civiles / zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti Hubert Bugnon Sandra Wohlhauser

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident	Adrian Urwyler
Membres / Mitglieder	Dina Beti Michel Favre Catherine Overney

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Dina Beti Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Michel Favre Catherine Overney

Cours pénales / strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Dina Beti Catherine Overney Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Hubert Bugnon
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud Christian Pfammatter Dominique Gross

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Membres / Mitglieder	Dominique Gross Marianne Jungo Marc Sugnaux

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Membres / Mitglieder	Daniela Kiener Anne-Sophie Peyraud Marc Sugnaux

2.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

2.1.3.1 Cours civiles / zivilrechtliche Höfe

2.1.3.2 Cours civiles / zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	89	76
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	388	450
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	399	437
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	78	89

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	73	108
Singine / Sense	18	10
Gruyère / Greyerz	29	36
Lac / See	14	16
Glâne / Glane	11	7
Broye / Broye	31	31
Veveyse / Vivisbach	15	23
Justice de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	2	-
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	1	-
Justice de paix de la Singine / Friedensgericht des Sensebezirks	1	-
Autres / Andere	204	206
Total	399	437

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	32	44
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	63	91
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	78	71
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	37	46
Retirés / <i>Rückzug</i>	15	5
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	25	36
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	106	99
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	22	21
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	1	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	6	7
Décharge / <i>Entlastung</i>	0	1
Désignation (récusations) / <i>Bezeichnung (Ausstände)</i>	2	7
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	-
Total	399	437

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	2
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	88	101
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	51	47
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	4	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	6
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	20	27
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	0	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	13
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	4	2
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	2	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	7
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	5	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	6	1
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	6	5
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	46	55
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	37	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	10	15
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	142	141
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	5	-
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	2	4
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0
Total	399	437

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	54	62
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	*576	**445
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	*562	**453
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	68	54

* Sont incluses 201 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 201 internationale Rechtshilfen

** Sont incluses 166 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 166 internationale Rechtshilfen

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	135	90
Singine / Sense	9	8
Gruyère / Greyerz	41	34
Lac / See	18	10
Glâne / Glane	12	14
Broye / Broye	15	33
Veveyse / Vivisbach	12	14
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	201	166
Autres / Andere	119	84
Total	562	453

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016	
Admis / <i>Gutheissung</i>	55	36	
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	8	14	
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	6	
Rejetés / <i>Abweisung</i>	87	90	
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	111	85	
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	5	
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	2	
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	4	
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	1	0	
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	6	
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	1	
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	7	1	
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	55	29	
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	13	6	
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0	
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	1	2	
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	0	
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	1	0	
Transmission des entrades judiciaires / <i>Übermittlung der Rechtshilfen</i>	201	166	
	par arrêt / <i>mit Urteil</i>	6	8
	par transmission simple / <i>ohne Urteil</i>	195	158
Total	562	453	

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	5	2
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	19	21
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	2	-
Travail / <i>Arbeit</i>	14	4
Mandat / <i>Auftrag</i>	1	0
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	21	23
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	167	147
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	31	35
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	130	107
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	74	54
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	8	7
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	0
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	2	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	0	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	9	3
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	1	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	2	4
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	3	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	1
Révision / <i>Revision</i>	1	2
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	3	1
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	0	1
Séquestre / <i>Arrest</i>	9	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	5	3
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	201	166
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	6	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	1	1
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	2
Total	562	453

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	13	9
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	169	144
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	170	140
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	12	13

Provenance / Herkunft	2017	2016
Sarine / Saane	35	23
Singine / Sense	11	10
Gruyère / Greyerz	6	10
Lac / See	2	8
Glâne / Glane	0	1
Broye / Broye	2	2
Veveyse / Vivisbach	4	1
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	93	66
Autres / Andere	17	19
Total	170	140

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	102	74
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	4	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejet / Abweisung	27	32
Irrecevables / Nichteintreten	14	7
Sans objet / Gegenstandslos	13	15
Retrait / Rückzug	4	6
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	1
Total	170	140

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	55	52
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	0
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	5	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	92	61
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	3	7
Séquestre / <i>Arrest</i>	2	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	3
Total	170	140

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2017	2016
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	106	77
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	12	24
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	20	23
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	32	16
Total	170	140

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	27	14
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	130	131
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	138	118
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	19	27

Provenance / Herkunft

	2017	2016
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	43	33
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	6	7
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	11	19
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	10	3
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	4	5
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	8
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	7	12
Autres / Andere	48	31
Total	138	118

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admis / Gutheissung	14	15
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	16	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	0
Irrecevables / Nichteintreten	19	17
Rejetés / Abweisung	39	48
Retirés / Rückzug	1	3
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	25	14
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	4	3
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	1
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	10	8
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Total	138	118

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Recours / <i>Beschwerde</i>	81	81
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	10	18
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	33	27
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	38	36
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	34	18
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	1	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	13	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / <i>Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	0
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	0
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	4	0
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	0	1
Total	138	118

2.1.3.3 Cours pénales / strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	85	99
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	225	211
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	190	225
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	120	85

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2017	2016
Sarine / Saane	29	29
Singine / Sense	3	6
Gruyère / Greyerz	17	10
Lac / See	7	9
Glâne / Glane	5	3
Broye / Broye	8	7
Veveyse / Vivisbach	4	0
Total	73	64

Juge de police / Polizeirichter

	2017	2016
Sarine / Saane	28	43
Singine / Sense	7	6
Gruyère / Greyerz	20	23
Lac / See	13	13
Glâne / Glane	3	7
Broye / Broye	8	13
Veveyse / Vivisbach	10	6
Total	89	111

	2017	2016
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	1	2
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	3
Ministère public / Staatsanwaltschaft	4	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	0	7
Autres / Andere	22	31

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	8	25
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	39	31
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	54	63
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	11	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	28	29
Retirés / <i>Rückzug</i>	39	37
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	4	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	3	4
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	5
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	1
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
Total	190	225

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Appels / <i>Berufungen</i>	162	177
Récusation / <i>Ausstand</i>	7	0
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	0	4
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	12	19
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	1	0
Révision / <i>Revision</i>	6	15
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	1	4
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	0	5
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	1
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	1	0
Total	190	225

Chambre pénale / Strafkammer**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	69	57
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	330	330
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	340	318
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	59	69

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2017	2016
Sarine / Saane	6	2
Singine / Sense	0	0
Gruyère / Greyerz	0	2
Lac / See	2	1
Glâne / Glane	1	1
Broye / Broye	1	4
Veveyse / Vivisbach	1	0
Total	11	10

Juge de police / Polizeirichter

	2017	2016
Sarine / Saane	18	9
Singine / Sense	1	2
Gruyère / Greyerz	5	5
Lac / See	4	2
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	1	3
Veveyse / Vivisbach	1	2
Total	31	23

	2017	2016
Ministère public / Staatsanwaltschaft	183	196
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	38	34
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	3	4
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Autres / Andere	74	50

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	20	19
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	23	13
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	19	12
Rejetés / <i>Abweisung</i>	122	147
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	90	76
Retirés / <i>Rückzug</i>	8	6
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	14
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung(Ausstand)</i>	3	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	5	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	7	8
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	12	11
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	11	6
Total	340	318

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Recours / <i>Beschwerden</i>	223	228
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	15	10
Récusation / <i>Ausstand</i>	14	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	45	50
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	3	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	3	2
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	3	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	10
Séquestre / <i>Arrest</i>	17	-
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	340	318

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	19	10
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	19	10
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admis / Gutheissung	18	8
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1
Irrecevable / Nichteintreten	1	1
Total	19	10

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	18	10
Divers / Verschiedenes	1	0

2.1.3.4 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	135	88
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	284	278
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	243	231
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	176	135

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admission / Gutheissung	26	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	10	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Rejet / Abweisung	94	83
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	12	19
Retrait / Rückzug	13	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	7
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	33	38
Rayé du rôle / Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	12	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	15
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	6	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	4
Assistance judiciaire partiellement octroyée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise verweigert (ohne Anwalt)	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	0
Total	243	231

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neu- eingänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	56	110	166	92	74
Droits politiques / <i>Politische Rechte</i>	0	2	2	2	0
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	23	20	43	27	16
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	2	3	2	1
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	8	2	10	2	8
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	6	9	15	14	1
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	0	7	7	2	5
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	0	1	1	0	1
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	2	2	4	4	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	2	2	2	0
Protection des données / <i>Datenschutz</i>	2	0	2	2	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BG</i>	1	0	1	1	0
Récusation/ <i>Ausstand</i>	0	3	3	1	2
Preuve à futur / <i>Vorsorgliche Beweisführung</i>	1	0	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	40	45	22	23
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	20	20	20	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	0	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	30	59	89	47	42
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	0	1
Total	135	284	419	243	176

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	97	101
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	157	166
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	144	170
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	110	97

Mode de liquidation / Erledigungsart	2017	2016
Admission / Gutheissung	32	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	8	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	8
Rejet / Abweisung	32	53
Irrecevabilité / Nichteintreten	7	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	10	8
Retrait / Rückzug	19	25
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	1
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	26	34
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	1
Total	144	170

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	60	87	147	75	72
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	1	2	1	1
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	3	0	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	1	2	3	1	2
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	1	0
Energie / <i>Energie</i>	1	0	1	1	0
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	8	6	14	11	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	2	1	3	3	0
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	3	3	3	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	4	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	19	36	55	26	29
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	12	13	13	0
Total	97	157	254	144	110

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	83	72
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	205	232
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	211	221
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	77	83

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admission / Gutheissung	9	17
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	1
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	4
Rejet / Abweisung	70	59
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	49	52
Retrait / Rückzug	37	33
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	9
Transaction / ratification / Vergleich / Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	16	32
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	4
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	0	1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	6
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	1
Total	211	221

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	46	136	182	136	46
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	3	8	3	5
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	6	4	10	7	3
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	11	4	15	13	2
Animaux / <i>Tiere</i>	1	4	5	2	3
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	5	5	10	5	5
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	0	3	3	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>					
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	16	20	16	4
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	3	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	14	15	13	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	10	14	10	4
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	0	1
Total	83	205	288	211	77

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	139	139
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	166	203
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	122	165
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	44	38
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	226	241
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	160	187
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	66	54
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	79	139

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admission / Gutheissung	20	15
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	18	19
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	12
Rejet / Abweisung	78	106
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	19
Retrait / Rückzug	40	32
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	26	13
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	11	14
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	8	2
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	1	0
Total	226	241

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12/ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	99	116	215	170	45
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	16	21	37	16	21
Impôt anticipé / <i>Verrechnungssteuer</i>	0	1	1	1	0
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	2	1	3	2	1
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	0	1	1	0	1
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreisteuern</i>	0	1	1	0	1
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	1	2	1	1
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	6	5	11	10	1
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	1	0	1	1	0
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	0	1	1	0	1
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	2	5	7	6	1
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	2	2	4	2	2
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	0	2	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	4	4	8	6	2
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	5	2	7	6	1
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	139	166	305	226	79

I^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	300	308
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	302	285
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	370	293
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	232	300

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admission / Gutheissung	41	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	19	20
Rejet / Abweisung	186	164
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	20	15
Retrait / Rückzug	11	6
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	6	5
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	30	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	7
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	8	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	5
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	4	2
Total	370	293

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	69	81	150	85	65
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	79	77	156	81	75
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	90	39	129	100	29
Assurance militaire / <i>Militärversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	6	3	9	7	2
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	13	22	35	23	12
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	3	4	4	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	5	6	2	4
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	2	3	0	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	5	8	13	12	1
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	0	4	4	3	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	34	53	87	48	39
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	300	302	602	370	232

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2017	2016
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	232	219
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	305	277
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	321	264
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	216	232

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2017	2016
Admission / Gutheissung	18	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	12
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	34	28
Rejet / Abweisung	145	97
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	25	27
Retrait / Rückzug	12	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	7	14
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	6	8
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	21	12
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	6	5
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	8	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	7
Assistance judiciaire partiellement octroyée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise gewährt (mit Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	8	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	5	9
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	2	1
Total	321	264

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neueingänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	28	18	46	35	11
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	122	146	268	157	111
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	16	21	37	25	12
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	16	14	30	19	11
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	14	14	28	11	17
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	0	1
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	0	1	1	1	0
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	8	7	15	10	5
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	2	2	2	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	1	0	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	11	14	12	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	22	63	85	41	44
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	2	2	1	1
Total	232	305	537	321	216

2.1.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2017	2016
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	23	23
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	52	44
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	19	10
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	7
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	39
Chambre pénale / Strafkammer	30	52
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	32	30
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	11	9
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	17	6
Cour fiscale / Steuergerichtshof	21	24
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	35
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	26	22
Total	303	301

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2017	2016
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	5
Rejetés / Abweisung	15	9
Irrecevables / Nichteintreten	9	8
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	1

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2017	2016
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	4	6
Irrecevables / Nichteintreten	43	35
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	3	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	2	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	22
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	9	14
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	1
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	2

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	23	30
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	1

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	21	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	3	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	14
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	19	13
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	7	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	4	0

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2017	2016
Admis / <i>Gutheissung</i>	3	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	8
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	0
Total	304	280

2.2 Le Ministère public

2.2.1 Partie générale

2.2.1.1 Remarques générales

2017 s'inscrit dans la continuité des années précédentes.

En termes de chiffres, sa situation est très proche de l'année 2016, avec une légère augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 802 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2017 (+ 317 unités). Le recours à la détention avant jugement demeure toujours très élevé, alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement reste stable à environ 64%. Le Ministère public se félicite de ses excellents résultats, qui sont le fruit du rythme soutenu de travail et des efforts permanents que maintiennent l'ensemble des procureurs¹ et leurs collaborateurs.

2017 a aussi amené son lot de changement. Sur le plan légal, les nouvelles dispositions en matière d'expulsion et de contrôle de l'alcoolémie, entrées en vigueur au 1^{er} octobre 2016, ont nécessité des adaptations, alors que le Ministère public se préparait déjà à l'introduction du nouveau droit des sanctions, qui est effectif depuis le 1^{er} janvier 2018. Sur le plan informatique, la mise en place du transfert des dossiers par l'application TV3 apparaît comme une nouvelle étape qui conduira à la gestion électronique des dossiers. Enfin, sur le plan personnel, les procureurs et leurs collaborateurs ont été soumis à une large consultation interne, dont les résultats tracent aussi les contours du Ministère public de demain.

2.2.1.2 Les activités générales

2.2.1.2.1 En général

	2017	2016
Procédures enregistrées ² en	14'093	13'291
Procédures pendants au 31.12.	4'124	3'807
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	436	429

2.2.1.2.2 Procédures enregistrées et pendants

2.2.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2017	2016
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	13'853	13'028
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	12	5
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	1	1
Procédures du juge d'application des peines ⁴	227	257
Total	14'093	13'291

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁴ Ci-après JAP.

	2017	2016
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'821	11'895
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'272	1'396

	2017	2016
Procédures enregistrées en français	11'985 (85.04%)	11'116 (83.6%)
Procédures enregistrées en allemand	2'108 (14.96%)	2'175 (16.4%)

2.2.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2017	2016
en instruction (sous la compétence du procureur)	3'973	3'682
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	151	125
Total	4'124	3'807

2.2.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2017	2016
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	436 (dont 68 procédures suspendues)	429 (dont 53 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2017, de l'année :

2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
2	2	3	16	17	20	99	277	436

2.2.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.2.1.2.3.1 En général

	2017	2016
Ordonnances de non entrée en matière	1'739	1'659
dont les cas de levée de corps	133	111
Ordonnances de suspension	871	1'107
Ordonnances de classement	931	955
Ordonnances pénales	8'611	9'216
Actes d'accusation	345	366
Confiscations indépendantes	1	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	245	231
Décisions de dessaisissement	481	430
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	8	3
Décisions de renvoi à la police cantonale	197	244
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'225	3'716
Commissions rogatoires nationales	21	17
Commissions rogatoires internationales	104	95
Classements sans suite	97	98

2.2.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2017	2016
Ordonnances pénales définitives	8'182	8'789
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	429	427
Total	8'611	9'216

2.2.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2017	2016
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	169	205
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	92	96
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	9	5
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	8	5
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	67	54
	0	1
Total	345	366

2.2.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

Ordonnances du JAP	2017	2016
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	96	74
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	17	20
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	131	131
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	3
Autres ordonnances du JAP	1	3

2.2.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2017	2016
0 à 1 mois	22%	22.34%
1 à 2 mois	22.25%	26.83%
2 à 3 mois	20.14%	17.01%
3 à 6 mois	21.22%	19.54%
6 à 12 mois	9.59%	9.85%
12 à 18 mois	2.82%	2.52%
18 à 24 mois	0.82%	0.85%
24 à 36 mois	0.6%	0.69%
Plus de 36 mois	0.56%	0.37%

2.2.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁵ (nouveau)

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2017	2016
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	9	---
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	9	---
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	733	---
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	80	---
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	1'965	---
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	125	---
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	18	---
Autres infractions du code pénal	2'483	---
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'050	---
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'582	---
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'246	---
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'407	---
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁶	2'845	---

⁵ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁶ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

2.2.1.2.4 Détention provisoire

	2017	2016
Nombre de personnes en détention provisoire	265	272
Nombre de jours de détention	24'927	24'228

2.2.1.2.5 Recours

	2017	2016
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	24	17
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	5

2.2.1.2.6 Défenseurs

	2017	2016
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	283 100	226 108

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.2.1.2.7 Contrôle du procureur général

	2017	2016
Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs		
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1	2
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	16	19

2.2.1.3 Le personnel

2.2.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2017, le Ministère public compte 58.9 (EPT⁷) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.8 EPT) et les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT) ainsi qu'un (0.6 EPT) conseiller économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (4.8 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (4 EPT) et les apprentis (2 EPT). Au total, ce sont 79 personnes qui travaillent au Ministère public

⁷ Equivalent plein temps.

2.2.1.3.2 La Direction du Ministère public

En 2017, le Ministère public a invité l'ensemble de ses procureurs et de ses collaborateurs à répondre à une large consultation tendant à guider la Direction dans ses réflexions sur l'avenir du service. Quelque 85% des questionnaires lui ont été retournés. Sur le plan organisationnel, ils ont notamment révélé un avis quasi-unanime en défaveur de la constitution de « pools » de greffiers ou de secrétaires ; si cette idée est désormais abandonnée, il a néanmoins été décidé de mettre en place une équipe de « greffiers volants » pour des interventions ponctuelles dans des dossiers d'autres cellules. Les réponses aux questions relatives aux évolutions de carrière des collaborateurs ont confirmé l'intention de la direction de revendiquer la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention⁸. Le fonctionnement des services centralisés du Ministère public donne satisfaction ; le profil du prochain conseiller économique, appelé à remplacer l'actuel titulaire qui prendra sa retraite en 2018, a toutefois été adapté pour tenir compte des besoins nouveaux. La valorisation des compétences, notamment par l'organisation de mini-formations internes, sera encouragée, et les besoins de formation sur les techniques d'audition satisfaits. Sur le plan informatique, des mesures ont déjà été prises en faveur d'un meilleur respect des règles écologiques sur la place de travail, et les besoins seront repensés non seulement pour assurer le passage à la gestion électronique des dossiers mais aussi pour permettre de proposer le télétravail introduit à l'Etat de Fribourg depuis juillet 2017. Finalement, les réponses aux questions de communication interne et sécuritaire ont entraîné des adaptations déjà réalisées (séance commune greffiers-secrétaires, formation en matière de sécurité) ou en voie de l'être (augmentation du nombre des séances plénières, installation d'un portique de sécurité). Des séances de restitution quant à cette consultation ont été organisées en décembre 2017.

Toujours en 2017, le procureur général a institué des groupes de travail conduits par les procureurs spécialistes, qui ont été invités à s'entourer de collaborateurs de la Police cantonale et d'autres services collaborant de manière étroite avec le Ministère public. Ces groupes ont pour tâche de guider le précité dans la redéfinition, par l'amélioration des processus et du travail en réseau et par l'établissement ou la mise à jour de directives interne ainsi que des ordres de service de la Police cantonale, des axes de la politique de lutte contre la criminalité pour la période 2018 à 2022. Les rapports des groupes de travail sont attendus pour la fin février 2018.

Durant l'année écoulée, l'amélioration de la qualité du travail de l'interprète a été au cœur des préoccupations du Ministère public. D'une part, participant au concept de formation mis en place par les Ministères publics romands (Valais, Vaud, Fribourg, Neuchâtel, Jura et Berne francophone), il a formé quelque 110 interprètes qui ont ensuite été soumis à des examens écrit (connaissance de base en droit pénal, en procédure pénale et en matière d'organisation judiciaire) et oral (technique sur le travail de l'interprète). Avec la Police cantonale, il s'engage désormais à désigner en priorité les interprètes qui ont suivi la formation et réussi les examens. D'autre part, le Ministère public a mis sur pied une formation sur la technique d'interprétariat à l'attention de ses procureurs et de ses greffiers, et il a établi une marche à suivre interne réglant l'activité des interprètes et des traducteurs.

En matière de formation continue, le Ministère public a proposé en 2017 deux journées de formation à l'attention des procureurs et des collaborateurs, dont une demi-journée de formation en lien avec les activités de la Police de sûreté (procureurs et greffiers) et une autre demi-journée par la visite du Centre universitaire romand de médecine légale à Lausanne (collaborateurs administratifs). Par ailleurs, outre des séances de formation interne, des formations spécifiques ont aussi été organisées pour les greffiers et les collaborateurs administratifs : quatre collaboratrices ont ainsi suivi les cours de droit dispensés par le Centre de formation des aspirants de la Police cantonale fribourgeoise⁹, respectivement trois greffières la formation CAS en magistrature.

En 2017 le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2016 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 32 séances de direction. Au 31 décembre 2017, le Ministère public compte 29 directives (dont 19 publiées sur son site internet¹⁰) et 28 marches à suivre.

⁸ Cf. infra chiffre 1.1.1.5.

⁹ Centre interrégional de formation de police, ci-après CIFPol.

¹⁰ www.fr.ch/mp.

Le Procureur général est président de la Conférence des procureurs de Suisse¹¹, et membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police¹², du comité de pilotage du projet de modification de la loi fédérale sur l'ADN, du groupe de travail « cyber allianz » présidé par le procureur général de la Confédération, et du comité de pilotage HIJP (harmonisation des applications informatiques de l'ensemble de la chaîne pénale au niveau suisse). Sur le plan cantonal, il est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Enfin, il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol (droits de l'homme), il dispense des cours aux avocats-stagiaires, et il est intervenu comme conférencier à deux reprises : le 25 janvier 2017 à Lavey-les-Bains, sous l'égide de l'Institut suisse de police (ISP) et à l'attention des cadres des polices romandes, il s'est exprimé sur la procédure pénale, alors que le 2 février 2017 à Fribourg il a donné une conférence avec le Commandant de la Police cantonale dans le cadre d'une rencontre du club de l'expression.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est déléguée CPS et membre de la commission criminalité économique de la CPS. Elle est aussi membre du groupe de travail Electronic Monitoring de la CCDJP, du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité ainsi que du groupe de travail « dialogue santé-justice ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du CIFPol.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du comité de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹³, du Groupe de travail en matière de tags et graffitis, ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie) et la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise. Enfin, il intervient dans le cadre de la formation CAS en magistrature auprès de l'Ecole romande de la magistrature pénale, il fonctionne comme enseignant auprès du CIFPol et il participe également à ses procès fictifs.

En 2017, après plus de 8 ans d'activité, la greffière-chef Sophie Perrier a quitté le Ministère public pour rejoindre la Chancellerie d'Etat. Elle a été remplacée par Isabelle Chablais qui est entrée en fonction le 12 juin 2017.

Essentiellement en charge des ressources humaines du Ministère public, elle est membre de la direction, à laquelle participent aussi le greffier-chef Raphaël Brenta et le chef de chancellerie Mathieu Chappuis. Tous trois soutiennent le procureur général et les procureurs généraux adjoints par leurs tâches de gestion du personnel, d'administration générale et en matière d'uniformisation des pratiques. Raphaël Brenta est en outre membre du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP), et Mathieu Chappuis du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁴ ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

Egalement porte-parole du Ministère public en collaboration avec la greffière Murielle Decurtins nouvellement désignée à cette tâche, Raphaël Brenta a répondu aux sollicitations des médias, rédigé et diffusé neuf communiqués de presse, organisé 57 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes et dispensé une demi-journée d'information à cinq journalistes (titulaires ou stagiaires) de médias fribourgeois.

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public participe en outre aux travaux actuels de révision de la loi sur la protection des données.

Enfin, le Ministère public a organisé en 2017 la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons », avec la Police cantonale, journée à laquelle ont participé 40 enfants.

¹¹ Ci-après CPS.

¹² Ci-après CCDJP.

¹³ Ci-après CLP.

¹⁴ Ci-après BIAJ.

2.2.1.3.3 Les procureurs

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2017 les fonctions d'enseignant ou de conférencier :

- > auprès du CIFPol, comme enseignant : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès de l'Institut de pédagogie curative de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- > auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et Groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP et Commission transports), Catherine Christinaz (Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats) et Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP) ;
- > du Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- > de la Commission cantonale pour les questions d'aumônerie : Marc Bugnon (président) ;
- > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Frédéric Chassot et Patrick Genoud ;
- > de la Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- > du Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot.

2.2.1.3.4 Les collaborateurs

En 2017, le Ministère public a fait engager Candy Rappaz, Virginie Ducrest, Sonja Walter, Laurianne Sallin et Martine Aebischer. Ont en outre débuté un apprentissage d'employé de commerce Tiphania Alarcon et Colin Raemy. Finalement, le Ministère public a accueilli onze juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, deux étudiants en droit de l'Université pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et cinq aspirants CIFPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

2.2.1.3.5 Le service comptable

En 2017, le service comptable du Ministère public a accordé 2'055 (2'124 en 2016)¹⁵ paiements par acomptes, il a effectué 4'938 (5'034) rappels et 985 (1'047) rappels de solde, il a requis 365 (444) poursuites et il a traité 3'225 (3'716) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2017 à CHF 6'908'286.30 (CHF 6'963'621.40), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'100'000.00 (CHF 6'000'000.00). Un effort tout particulier a été consenti dans la

¹⁵ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2016 dans ce chapitre.

récupération. D'une part, le montant encaissé par les conversions d'amende 2017 s'est établi à CHF 1'818'725.15 (CHF 1'767'144.65) ; d'autre part, le service comptable a aussi poursuivi ses tâches de récupération auprès des assurances-maladies des frais médicaux liés à la détention pour parvenir à encaisser un montant de CHF 129'042.05 (CHF 46'811.95). Il a en outre comptabilisé durant l'année 2017 99'497 (106'647) écritures.

Finalement, depuis le printemps 2017, le Ministère public a simplifié avec la Police cantonale la facturation des prestations de ce dernier service. Si la Police cantonale continue de communiquer pour chaque rapport ses émoluments pour prise en considération dans les frais judiciaires, ceux-ci font l'objet d'une facturation globale en fin d'année.

2.2.1.4 Divers

L'informatique et la sécurité figurent au nombre des priorités actuelles du Ministère public.

En collaboration avec le Service informatique et des télécommunications¹⁶ et le BIAJ, il a poursuivi les préparatifs tendant au passage à la gestion électronique des dossiers, notamment par l'identification des besoins en outil informatique. Ses collaborateurs ont aussi pu se rendre au SITel pour se familiariser à l'environnement informatique de demain. Toujours sous l'égide du BIAJ, le Ministère public effectue depuis le printemps 2017 le transfert des données enregistrées dans son application Tribuna V3 à l'attention des Tribunaux lors de dessaisissement de dossiers. La prochaine étape consistera à assurer une reprise des données enregistrées par la Police cantonale, ce qui suppose préalablement qu'au moment d'abandonner son application actuelle Zéphyr et de la remplacer par un nouveau système la Police cantonale et le Ministère public veillent à une compatibilité parfaite entre les deux applications. Le Ministère public est aussi toujours partie prenante à la réalisation de passerelles entre son application et celle du nouveau Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation. Enfin, vu l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions au 1^{er} janvier 2018, il a adapté ses modèles d'ordonnance pénale et bénéficié pour ce faire de la réalisation des travaux de paramétrages par les collaboratrices du SITel affectées à l'établissement des modèles du pouvoir judiciaire.

Les défis sécuritaires actuels imposent au Ministère public de se doter d'un portique de sécurité, qui sera installé dans le courant du premier semestre 2018, non sans engendrer des travaux d'une certaine ampleur à la réception. Ces travaux sont accompagnés de la mise en place de casiers à l'attention du public et de la remise de badges d'identification aux visiteurs. Par ailleurs, l'ensemble des procureurs et collaborateurs ont été formés à l'usage du spray au poivre et sensibilisés aux questions de sécurité notamment lors des auditions.

2.2.1.5 Défis et perspectives 2018

Le Ministère public se réjouit que ses propositions de regroupement des services centralisés (notamment en matière d'informatique, de comptabilité et de ressources humaines) évoquées dans le précédent rapport aient été reprises par le Conseil de la magistrature dans son projet de vision et de plan directeur pour le pouvoir judiciaire. Comme exposé en inspection, le Ministère public estime toutefois que la communication avec les médias devrait aussi être incluse dans les services centralisés.

Egalement convaincu de la nécessité d'un regroupement géographique des autorités qui travaillent ensemble, le Ministère public appelle de ses vœux la poursuite des réflexions qui portent sur la création d'un bâtiment pénal qui inclurait la Police de sûreté, le Ministère public, le Tribunal des mesures de contrainte, le Tribunal pénal des mineurs et le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation.

Le Ministère public est favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il estime que cette reprise amènerait une meilleure efficacité dans la gestion de ces dossiers en cas d'opposition ou de recours. L'attribution de ces dossiers au Ministère public supposerait toutefois des adaptations légales (de la loi sur la justice

¹⁶ Ci-après SITel.

ainsi que de lois spéciales), une redéfinition des tâches des greffiers (voire de certains d'entre eux) et une dotation en personnel correspondant aux nouvelles tâches.

La mise en place du télétravail, désormais proposé à l'Etat de Fribourg, devra aussi voir le jour au Ministère public. Sa réalisation suppose cependant de mener à terme les réflexions actuelles sur les questions de confidentialité et de sécurité informatique.

Annexe

2.2.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	14'093
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12'821
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'272
Procédures enregistrées en français	11'985
Procédures enregistrées en allemand	2'108
Procédures enregistrées et ordinaires	13'853
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	12
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	1
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	227
Procédures pendantes	3'973
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	151
Ordonnances de non entrée en matière	1'739
Ordonnances de classement	931
Ordonnances de suspension	871
Confiscations indépendantes	1
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	489
Commissions rogatoires nationales	21
Commissions rogatoires internationales	104
Ordonnances pénales définitives	8'182
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	429
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'225
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	169
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	92
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	9
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	8
Acte d'accusation, procédure simplifiée	67
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	245
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0

Nombre de personnes en détention provisoire	265
Nombre de jours de détention	24'927
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	24
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	1
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	<u>16</u>

Fribourg, le 22 janvier 2018

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

2.2 Die Staatsanwaltschaft

2.2.1 Allgemeines

2.2.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2017 knüpft an die Entwicklung in den vorhergehenden Jahren an.

In Zahlen ist die Situation sehr ähnlich wie im Jahr 2016. Die Anzahl der registrierten Verfahren hat leicht (um 802 Einheiten) zugenommen und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2017 hängigen Verfahren (+ 317 Einheiten). Der Einsatz der Untersuchungshaft ist nach wie vor sehr hoch. Der Anteil der Verfahren, welche innerhalb von drei Monaten nach ihrer Registrierung abgeschlossen werden konnten, bleibt dagegen bei ungefähr 64% stabil. Die Staatsanwaltschaft begrüsst diese ausgezeichneten Ergebnisse, welche dem intensiven Arbeitsrhythmus und den stetigen Bemühungen der Gesamtheit der Staatsanwälte¹⁷ und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft zu verdanken sind.

Das Jahr 2017 brachte auch Veränderungen mit sich. Auf Gesetzesebene erforderten die neuen Bestimmungen über die Landesverweisung und die Atemalkoholkontrolle, welche am 1. Oktober 2016 in Kraft getreten sind, Anpassungen. Die Staatsanwaltschaft bereitete sich ausserdem auf die Einführung des neuen Sanktionenrechts vor, welches seit dem 1. Januar 2018 gilt. In Bezug auf die Informatik darf die Durchführung der Datenübertragung mittels der Anwendung TV3 als eine neue Etappe auf dem Weg zur elektronischen Verwaltung der Akten gewertet werden. Schliesslich wurden auf Personalebene die Staatsanwälte und ihre Mitarbeiter einer breiten internen Umfrage unterzogen, deren Ergebnisse das künftige Erscheinungsbild der Staatsanwaltschaft mitprägen werden.

2.2.1.2 Die Tätigkeiten

2.2.1.2.1 Im Allgemeinen

	2017	2016
eingetragene Verfahren ¹⁸	14'093	13'291
hängige Verfahren am 31.12.	4'124	3'807
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ¹⁹	436	429

¹⁷ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

¹⁸ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

¹⁹ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

2.2.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

2.2.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2017	2016
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'853	13'028
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	12	5
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	1	1
Verfahren des Strafvollzugsrichters	227	257
Total	14'093	13'291

	2017	2016
Verfahren gegen bekannte Täter	12'821	11'895
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'272	1'396

	2017	2016
französischsprachige Verfahren	11'985 (85.04%)	11'116 (83.6%)
deutschsprachige Verfahren	2'108 (14.96%)	2'175 (16.4%)

2.2.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2017	2016
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	3'973 151	3'682 125
Total	4'124	3'807

2.2.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2017	2016
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	436 (davon 68 suspendierte Verfahren)	429 (davon 53 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2017 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts,
nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
2	2	3	16	17	20	99	277	436

2.2.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.2.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2017	2016
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'739	1'659
davon Fälle von Leichenhebungen	133	111
Sistierungsverfügungen	871	1'107
Einstellungsverfügungen	931	955
Strafbefehle	8'611	9'216
Anklageschriften	345	366
selbständige Einziehungsverfahren	1	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	245	231
Unzuständigkeitsentscheide	481	430
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	8	3
Übermittlungen an die Kantonspolizei	197	244
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'225	3'716
Nationale Rechtshilfegesuche	21	17
Internationale Rechtshilfegesuche	104	95
Klassierungen ohne Folge	97	98

2.2.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2017	2016
rechtskräftige Strafbefehle	8'182	8'789
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	429	427
Total	8'611	9'216

2.2.1.2.3.3 Anklageschriften

	2017	2016
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169	205
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	92	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	9	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	8	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	67	54
	0	1
Total	345	366

2.2.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2017	2016
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	96	74
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	17	20
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	131	131
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	3
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	3

2.2.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2017	2016
0 bis 1 Monat	22%	22.34%
1 bis 2 Monate	22.25%	26.83%
2 bis 3 Monate	20.14%	17.01%
3 bis 6 Monate	21.22%	19.54%
6 bis 12 Monate	9.59%	9.85%
12 bis 18 Monate	2.82%	2.52%
18 bis 24 Monate	0.82%	0.85%
24 bis 36 Monate	0.6%	0.69%
mehr als 36 Monate	0.56%	0.37%

2.2.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²⁰ (neu)

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2017	2016
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	9	---
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	9	---
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	733	---
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	80	---
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	1'965	---
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	125	---
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	18	---
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	2'483	---
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	5'050	---
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'582	---
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'246	---
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'407	---

²⁰ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

	2017	2016
Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle		
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²¹	2'845	---

2.2.1.2.4 Untersuchungshaft

	2017	2016
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	265	272
Anzahl Hafttage	24'927	24'228

2.2.1.2.5 Beschwerden

	2017	2016
Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden		
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	24	17
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	5

2.2.1.2.6 Verteidiger

	2017	2016
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	283 100	226 108

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.2.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

	2017	2016
Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts		
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	1	2
Einsprachen gegen Strafbefehle	16	19

2.2.1.3 Das Personal

2.2.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2017 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 58.9 (VZÄ²²) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.8 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ) sowie ein Wirtschaftsberater (0.6 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (4.8 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 79 Personen.

²¹ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition

²² Vollzeitäquivalente.

2.2.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Im Jahre 2017 lud die Staatsanwaltschaft die Gesamtheit der Staatsanwälte und ihrer Mitarbeiter ein, an einer breiten Umfrage teilzunehmen, um die Direktion in ihren Überlegungen über die Zukunft des Amtes zu unterstützen. Ungefähr 85% der Fragebögen wurden ihr zurückgegeben. Hinsichtlich der künftigen Organisation lehnten praktisch alle die Errichtung von «Pools» von Gerichtsschreibern und administrativen Mitarbeitern ab. Diese Idee wird somit nicht mehr weiterverfolgt. Indessen wurde entschieden, bei den Gerichtsschreibern ein Team von «Springern» für den punktuellen Einsatz bei Dossiers von anderen Einheiten zu schaffen. Die Antworten auf die Fragen betreffend die berufliche Weiterentwicklung bestätigten die Absicht der Direktion zu verlangen, dass im Bereich der Übertretungen die bisher den Oberämtern zustehenden Kompetenzen der Staatsanwaltschaft übertragen werden²³. Die zentralen Dienste der Staatsanwaltschaft funktionieren zufriedenstellend. Nachdem der derzeitige Wirtschaftsberater 2018 in den Ruhestand treten wird, wurde das Anforderungsprofil für seinen Nachfolger angepasst, um so neuen Bedürfnissen Rechnung zu tragen. Namentlich auf dem Weg interner Weiterbildungen soll das Fachwissen gefördert und dem Wunsch nach einer Schulung hinsichtlich der Einvernahmetechnik entsprochen werden. Im Bereich der Informatik wurden bereits Massnahmen zur besseren Beachtung der ökologischen Regeln am Arbeitsplatz ergriffen. Die Bedürfnisse werden überdacht, nicht nur um die Umstellung auf die elektronische Verwaltung der Akten zu gewährleisten, sondern auch um die beim Staat Freiburg seit Juli 2017 eingeführte Telearbeit anbieten zu können. Die Antworten auf die Fragen betreffend die interne Kommunikation und Sicherheit haben schon Anpassungen nach sich gezogen, die entweder bereits realisiert wurden (gemeinsame Sitzung Gerichtsschreiber-administrative Mitarbeiter, Weiterbildung im Bereich Sicherheit) oder in Realisierung begriffen sind (Erhöhung der Anzahl Plenarsitzungen, Errichtung einer Sicherheitsschleuse). Im Dezember 2017 wurden Sitzungen organisiert, um die Resultate dieser Umfrage auszuwerten.

Im Jahre 2017 hat der Generalstaatsanwalt Arbeitsgruppen unter der Leitung von spezialisierten Staatsanwälten und unter Mitwirkung von Mitarbeitern der Kantonspolizei und anderen Dienststellen, welche eng mit der Staatsanwaltschaft zusammenarbeiten, eingesetzt. Diese Arbeitsgruppen haben die Aufgabe, die Staatsanwaltschaft durch die Verbesserung der Abläufe, der vernetzten Arbeit und das Erstellen oder die Aktualisierung der internen Richtlinien sowie der Dienstbefehle der Kantonspolizei bei der Neugestaltung der Politik zur Bekämpfung der Kriminalität für die Zeitspanne von 2018 bis 2022 zu unterstützen. Die Berichte der Arbeitsgruppen werden für Ende Februar 2018 erwartet.

Im vergangenen Jahr war die Verbesserung der Qualität der Arbeit der Dolmetscher ein grosses Anliegen für die Staatsanwaltschaft. Einerseits nimmt die Staatsanwaltschaft am Ausbildungskonzept der westschweizerischen Staatsanwaltschaften (Wallis, Waadt, Freiburg, Neuenburg, Jura und der französischsprachige Teil von Bern) teil und hat so rund 110 Dolmetscher ausgebildet. Diese mussten sich schriftlichen (Grundkenntnisse des Strafrechts, des Strafprozessrechts und der Gerichtsorganisation) und mündlichen Prüfungen (Technik der Arbeit eines Dolmetschers) unterziehen. Zusammen mit der Kantonspolizei verpflichtete sich die Staatsanwaltschaft, prioritär diejenigen Dolmetscher zu wählen, welche die Ausbildung absolviert und die Prüfung erfolgreich bestanden haben. Andererseits hat die Staatsanwaltschaft eine an die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber gerichtete Schulung über die Technik der Arbeit eines Dolmetschers organisiert und eine interne Anleitung zur Arbeitsweise erstellt, welche die Tätigkeit der Dolmetscher und Übersetzer regelt.

Die Staatsanwaltschaft hat den Staatsanwälten und ihren Mitarbeitern im Jahre 2017 zwei Weiterbildungstage angeboten, davon einen halben Tag Fortbildung im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Kriminalpolizei (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber) und einen halben Tag für den Besuch des Westschweizer Universitätszentrums für Rechtsmedizin in Lausanne (administrative Mitarbeiter). Ansonsten wurden, ausser den internen Weiterbildungen, spezifische Ausbildungen für Gerichtsschreiber und administrative Mitarbeiter organisiert: vier

²³ vgl. nachfolgend Ziffer 1.1.1.5.

Mitarbeiterinnen haben den Rechtsunterricht des Ausbildungszentrums der Aspiranten der Kantonspolizei Freiburg²⁴ besucht und drei Gerichtsschreiberinnen haben die Ausbildung «CAS en magistrature» abgeschlossen.

Im Jahre 2017 hat der Generalstaatsanwalt einen Rapport über das Jahr 2016 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 32 Direktionssitzungen einberufen. Am 31. Dezember 2017 verfügte die Staatsanwaltschaft über 29 Richtlinien (wovon 19 auf ihrer Internetseite veröffentlicht sind²⁵) und 28 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt ist Präsident der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz²⁶ und Mitglied der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren²⁷, des Lenkungsausschusses zum Entwurf der Änderung des DNA-Profil-Gesetzes, der Arbeitsgruppe «cyber allianz», präsiert durch den Bundesanwalt, und des Lenkungsausschusses HIS (Harmonisierung der Informatikanwendungen der gesamten Verfahrenskette der Strafverfolgung in der Schweiz). Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Er unterrichtet ausserdem an der IPAZ (Menschenrechte), gibt den Anwaltspraktikanten Kurse und ist zweimal als Redner aufgetreten: Am 25. Januar 2017 sprach er in Lavey-les-Bains unter der Schirmherrschaft des Schweizerischen Polizei-Instituts (SPI) zuhanden der Kader der westschweizerischen Polizeien über das Strafverfahren, und am 2. Februar 2017 hielt er in Freiburg gemeinsam mit dem Kommandanten der Kantonspolizei einen Vortrag im Rahmen einer Zusammenkunft des «club de l'expression».

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Delegierte der SSK und Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK. Sie ist auch Mitglied der Arbeitsgruppe Electronic Monitoring bei der KKJPD, des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Strafentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit sowie der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz». Schliesslich unterrichtet sie an der IPAZ.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Mitglied des Justizrates, des Vorstands der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen, der «Conférence latine des procureurs²⁸», der Arbeitsgruppe betreffend Tags und Graffitis sowie von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie) und der Kommission für Administrativmassnahmen im Strassenverkehr. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg. Schliesslich hält er Vorträge im Rahmen der Weiterbildung «CAS en magistrature» bei der «Ecole romande de la magistrature pénale», unterrichtet an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Im Jahre 2017 verliess die Chef-Gerichtsschreiberin Sophie Perrier, nach mehr als 8 Jahren Tätigkeit, die Staatsanwaltschaft, um bei der Staatskanzlei zu arbeiten. Sie wurde durch Isabelle Chablais ersetzt, welche am 12. Juni 2017 ihr Amt angetreten hat. Im Wesentlichen ist sie zuständig für das Personalwesen der Staatsanwaltschaft. Sie ist, wie auch der Chef-Gerichtsschreiber Raphaël Brenta und der Kanzleichef Mathieu Chappuis, Mitglied der Direktion. Alle drei unterstützen den Generalstaatsanwalt und die stellvertretenden Generalstaatsanwälte durch ihre Aufgaben im Bereich der Personalverwaltung, der allgemeinen Verwaltung und der Vereinheitlichung der Abläufe. Ausserdem ist Raphaël Brenta Mitglied des Vorstands der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) und Mathieu Chappuis des Informatikbüros der Gerichtsbehörden sowie der Immobilienkommission des Staates.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft hat Raphaël Brenta in Zusammenarbeit mit der Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins, welche neu für diese Aufgabe ernannt worden ist, die Anfragen der Medien beantwortet, neun Pressemitteilungen verfasst und verbreitet, 57 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen für die

²⁴ Interregionales Polizei-Ausbildungszentrum, nachstehend IPAZ.

²⁵ www.fr.ch/mp.

²⁶ Nachfolgend SSK.

²⁷ Nachfolgend KKJPD.

²⁸ Nachfolgend CLP.

Journalisten gewährt und während eines halben Tages fünf Journalisten (einschliesslich Praktikanten) der Freiburger Medien Informationen erteilt.

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2017 zusammen mit der Kantonspolizei den «Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs» organisiert, an welchem 40 Kinder teilgenommen haben.

2.2.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Die Staatsanwälte haben 2017 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > beim heilpädagogischen Institut der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- > bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts) : Jean-Luc Mooser ;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- > der Kommission der SSK und der CLP: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (COMASTUP und Transportkommission), Catherine Christinaz (Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und «Sicherheit der Magistratspersonen») und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- > der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > der kantonalen Kommission für Fragen der Anstaltsseelsorge: Marc Bugnon (Präsident);
- > der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Frédéric Chassot;
- > der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- > der Arbeitsgruppe « FMÜ Architekturboard »: Frédéric Chassot.

2.2.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2017 stellte die Staatsanwaltschaft Candy Rappaz, Virginie Ducrest, Sonja Walter, Laurianne Sallin und Martine Aebischer neu an. Überdies haben Tiphania Alarcon und Colin Raemy eine kaufmännische Lehre begonnen. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft elf Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg gewährte sie ein Praktikum von zwei Monaten im Rahmen ihrer Seminararbeit und fünf IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei wurden jeweils für ein eintägiges Praktikum empfangen.

2.2.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2017 2'055 (2016: 2'124)²⁹ Ratenzahlungen, versandte in 4'938 (5'034) Fällen Mahnungen, in 985 (1'047) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 365 (444) Betreibungen ein und behandelte 3'225 (3'716) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2017 CHF 6'908'286.30 (CHF 6'963'621.40), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'100'000.00 (CHF 6'000'000.00) vorsah. Besondere Anstrengungen wurden bei der Eintreibung unternommen. Einerseits konnten dank der Umwandlung von Bussen im Jahre 2017 CHF 1'818'725.15 (CHF 1'767'144.65) einkassiert werden; andererseits hat die Buchhaltungsabteilung von den Krankenkassen Krankheitskosten im Zusammenhang mit Inhaftierungen eingefordert und so CHF 129'042.05 (46'811.95) zurückerhalten. Überdies nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2017 insgesamt 99'497 (106'647) Buchungen vor.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft seit dem Frühjahr 2017 in Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei die Rechnungsstellung für Leistungen des letztgenannten Dienstes vereinfacht. Die Kantonspolizei teilt zwar weiterhin für jeden Rapport ihre Gebühren zur Berücksichtigung bei den Gerichtskosten mit, erstere werden jedoch am Jahresende pauschal fakturiert.

2.2.1.4 Diverses

Die Informatik und die Sicherheit gehören zu den aktuellen Prioritäten der Staatsanwaltschaft.

In Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation³⁰ und dem Informatikbüro der Gerichtsbehörden hat die Staatsanwaltschaft die Vorbereitungen zur Umstellung auf die elektronische Verwaltung der Akten fortgesetzt, namentlich durch das Erkennen der Bedürfnisse in der Informatik. Ihre Mitarbeiter konnten sich auch zum ITA begeben, um sich mit dem Informatikumfeld der Zukunft vertraut zu machen. Unter der Schirmherrschaft des Informatikbüros der Gerichtsbehörden führt die Staatsanwaltschaft seit dem Frühjahr 2017 bei Abtretungen von Strafdossiers an die Gerichte die Datenübertragung mittels der Anwendung Tribuna V3 durch. Ein nächster Schritt besteht darin, die Übernahme der durch die Kantonspolizei gespeicherten Daten zu gewährleisten, was voraussetzt, dass die Kantonspolizei und die Staatsanwaltschaft im Vorfeld dafür sorgen, dass im Zeitpunkt der Ablösung der aktuellen Anwendung des Systems Zephyr durch ein neues System die beiden Anwendungen vollkommen kompatibel sind. Die Staatsanwaltschaft ist auch stets daran interessiert, eine Verbindung zwischen der Anwendung ihres Systems und des Systems des neuen Amtes für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe zu verwirklichen. Schliesslich hat sie aufgrund des Inkrafttretens des neuen Sanktionenrechts am 1. Januar 2018 ihre Strafbefehlsmodelle angepasst und dabei von der Durchführung der Parametrisierungsarbeiten durch Mitarbeiterinnen der ITA, welche für die Erstellung der Modelle der Gerichtsbehörden zuständig sind, profitiert.

Die aktuellen sicherheitsbezogenen Herausforderungen zwingen die Staatsanwaltschaft, sich mit einer Sicherheitsschleuse auszustatten, welche im Laufe des ersten Semesters 2018 installiert werden wird; dadurch werden allerdings beim Empfang Arbeiten in gewissem Ausmass verursacht werden. Im Rahmen dieser Arbeiten ist vorgesehen, Schliessfächer für den Publikumsverkehr einzurichten; ausserdem sollen künftig Ansteckplaketten zur Identifizierung der Besucher abgegeben werden. Ausserdem wurde die Gesamtheit der Staatsanwälte und Mitarbeiter für den Einsatz von Pfefferspray ausgebildet und für Sicherheitsfragen sensibilisiert, namentlich während den Einvernahmen.

²⁹ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2016.

³⁰ Nachfolgend ITA.

2.2.1.5 Herausforderungen und Perspektiven 2018

Die Staatsanwaltschaft begrüsst, dass die im letztjährigen Bericht erwähnten Vorschläge hinsichtlich des Zusammenschlusses der zentralisierten Dienste (insbesondere im Bereich der Informatik, der Buchhaltung und der Personalabteilung) vom Justizrat in dessen Entwurf zur Vision und zum Leitplan für die Gerichtsbehörden übernommen worden sind. Wie anlässlich der Inspektion dargelegt, ist die Staatsanwaltschaft indessen der Ansicht, dass die Kommunikation mit den Medien ebenfalls in die zentralisierten Dienste einbezogen werden sollte.

Die Staatsanwaltschaft ist auch von der Notwendigkeit eines geographischen Zusammenschlusses der Behörden, welche zusammenarbeiten, überzeugt, und wünscht sich, dass die Überlegungen über den Bau eines Justizgebäudes, welches die Kriminalpolizei, die Staatsanwaltschaft, das Zwangsmassnahmengericht, das Jugendstrafgericht und das Amt für den Vollzug der strafrechtlichen Sanktionen und die Bewährungshilfe einschliesst, weiterverfolgt werden.

Die Staatsanwaltschaft befürwortet die Übernahme der Kompetenzen der Oberämter im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Meinung, dass diese Übernahme mehr Effizienz in der Verwaltung solcher Akten bei Einsprachen oder Beschwerden bringen würde. Die Zuteilung dieser Dossiers an die Staatsanwaltschaft würde indessen gesetzliche Anpassungen (des Justizgesetzes und von Spezialgesetzen), eine Neudefinition der Aufgaben der Gerichtsschreiber (zumindest von einzelnen unter ihnen) und eine den neuen Aufgaben entsprechende Personalerhöhung voraussetzen.

Die Telearbeit, nunmehr vom Staat Freiburg angeboten, müsste auch in der Staatsanwaltschaft eingeführt werden. Dies setzt allerdings voraus, dass die aktuellen Fragen betreffend die Vertraulichkeit und die Sicherheit der Informatik abschliessend geklärt werden.

Beilage

2.2.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	14'093
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12'821
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'272
Eingetragene französischsprachige Verfahren	11'985
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'108
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13'853
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	12
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	1
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	227
Hängige Verfahren	3'973
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	151
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'739
Einstellungsverfügungen	931
Sistierungsverfügungen	871
Selbständige Einziehungsverfahren	1
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	489
Nationale Rechtshilfeersuche	21
Internationale Rechtshilfeersuche	104
Rechtskräftige Strafbefehle	8'182
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	429
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'225
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	92
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	9
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	8
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	67
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	245
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	265
Anzahl Hafttage	24'927

Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	24
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	1
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	16

Freiburg, den 22. Januar 2018

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber

2.3 Les Tribunaux d'arrondissement

2.3.1 Partie générale

2.3.1.1 En général

En 2017, le nombre d'affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux a continué d'augmenter (+ 5% ; 2017 : 505; 2016 : 480 ; 2015 : 436 ; 2014 : 452 ; 2013: 356). Le nombre des affaires ressortant de la compétence des présidents qui avait légèrement fléchi lors du précédent exercice, est reparti à la hausse (+ 4% ; 2017 : 9120 ; 2016 : 8766 ; 2015 : 8847; 2014 : 9301, 2013: 8894).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant de la compétence des présidents augmentent à nouveau sans toutefois atteindre le chiffre record de 2012 (2017 : 391 ; 2016 : 375 ; 2015 : 402 ; 2014 : 363, 2013: 314, 2012 :423) tandis que celles de la compétence des tribunaux diminuent (2017 : 65 ; 2016 : 79 ; 2015 : 80 ; 2014 : 60, 2013: 58).

En matière de bail enfin, si le nombre des nouvelles affaires des présidents repart à la hausse (2017 : 325 ; 2016: 306 ; 2015: 349 ; 2014: 289, 2013: 294), celui des affaires ressortant de la compétence des tribunaux des baux baisse très nettement pour se retrouver à son plus bas niveau depuis 2008 (2017 : 59 ; 2016 : 94 ; 2015 : 108 ; 2014 : 83, 2013: 121).

Une hausse se fait sentir en matière pénale également puisque 1212 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton, ce qui représente une augmentation de 22% par rapport à l'exercice précédent (2016: 991).

Dans le district du Lac, l'augmentation du nombre de nouvelles affaires en français est patente. Elle s'observe tant en matière civile (63% des nouvelles affaires de la compétence du président sont en français), prud'homale (75% des nouvelles affaires du président et 80% des nouvelles affaires du tribunal sont en français) que de bail (72% des nouvelles affaires du président et 67% des nouvelles affaires du tribunal sont en français).

2.3.1.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression / *Strafrichter*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Tribunal pénal / <i>Strafgericht</i>	15	57	52	25	8	1	158
Juge de police / <i>Polizeirichter</i>	130	296	328	195	120	19	1088

Tribunal civil / *Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	30	64	69	76	89	49	377
Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	0	1	0	7	9	18	35

Président tribunal civil / *Präsident Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	34	237	121	25	9	3	429
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	49	159	146	55	25	4	438
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	22	53	48	61	25	10	219
Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	642	2193	346	36	3	0	3220

Juridiction des prud'hommes / *Arbeitsgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / <i>Präsident</i>	74	192	64	15	20	4	369
Tribunal / <i>Gericht</i>	2	8	11	15	35	17	88

Jurisdiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / Präsident	93	171	41	16	6	1	328
Tribunal / Gericht	4	14	16	20	18	11	83

Il ressort notamment de ce tableau que 94% des affaires du juge de police et 87% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2016 : 80% et 86%, 2015 : 81% et 82%, 2014 : 86% et 85%). En matière civile, 63% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 93% des mesures protectrices de l'union conjugale et 84% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2016 : 57%, 91%, 79%, 2015 : 64%, 91%, 92%, 2014 : 63%, 94%, 93%)

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 94% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 87% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2016: 80% und 86%; 2015: 81% und 82%, 2014: 86% und 85%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 63% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 93% der Eheschutzmassnahmen und 84% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2016: 57%, 91%, 79%; 2015: 64%, 91%, 92%, 2014: 63%, 94%, 93%).

2.3.1.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine

2.3.1.3.1 Composition et locaux

2.3.1.3.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Terrapon Pascal	Président du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes	1
Audergon François-Xavier	Président du Tribunal civil	1
Raemy Stéphane	Président du Tribunal civil	1
Schneuwly Laurent	Président du Tribunal civil et en plus de sa charge Président suppléant du Tribunal des prud'hommes	1
Rossi Carré Alexandra	Présidente du Tribunal civil et en plus de sa charge Présidente suppléante du Tribunal des baux	1
Gautschi Alain	Président du Tribunal civil, du Tribunal pénal et du Tribunal pénal économique	1
Sallin Jean-Marc	Président du Tribunal pénal	1
Chassot Benoît	Président du Tribunal pénal	1
Rodriguez José	Président du Tribunal pénal et du Tribunal des prud'hommes	1
Total équivalents plein-temps EPT		9

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Ackermann-Clerc Béatrice	Juge assesseur
Bapst Mary-Lise	Juge assesseur
Baraké Raymond	Juge assesseur
Berger Judith	Juge assesseur
Cudré-Mauroux Hélène	Juge assesseur
De Buman Caroline	Juge assesseur
Défago Colette	Juge assesseur
Dénervaud Caroline	Juge assesseur
Dey-Raemy Marianne	Juge assesseur
Droz Jean-Pierre	Juge assesseur
Duffour Pierre	Juge assesseur
Flury-Morard Yolande	Juge assesseur
Frehner Christine	Juge assesseur
Gisler Nicolas	Juge assesseur
Haller Sobritz Dominique	Juge assesseur
Hayoz Agnès	Juge assesseur
Hayoz Catherine	Juge assesseur et juge suppléante des baux à loyer

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Iliescu Renato	Juge assesseur
Jochem Anne	Juge assesseur
King-Perroulaz Christiane	Juge assesseur
Kuhn Jean-Marc	Juge assesseur
Lauper Bernard	Juge assesseur
Lepori Damiano	Juge assesseur
Moigno Barbara	Juge assesseur
Python Guy	Juge assesseur
Quartenoud Paul	Juge assesseur
Rar Samuel	Juge assesseur
Roch Sébastien	Juge assesseur
Schmutz-Schaller Anne-Colette	Juge assesseur
Schorderet Gilles	Juge assesseur
Singy Louis Charles	Juge assesseur
Steinauer Brigitte	Juge assesseur
Tissot Pierre-André	Juge assesseur
Tritten Sophie	Juge assesseur
Uldry José	Juge assesseur
Weidling Annegret	Juge assesseur
Brugger David	Juge des prud'hommes
Charrière Pierre-André	Juge des prud'hommes
Clément-Hayoz Chantal	Juge des prud'hommes
Dénervaud Patrick	Juge des prud'hommes
Fischer Marc	Juge des prud'hommes
Marti Jean-Jacques	Juge des prud'hommes
Rudaz Karin	Juge des prud'hommes
Brique Christian	Juge titulaire des baux à loyer
Wicht Pierre	Juge titulaire des baux à loyer
Aebischer Christian	Juge suppléant des baux à loyer
Casazza Roxane	Juge suppléante des baux à loyer
Wiman Caroline	Juge suppléante des baux à loyer

En 2017, le Tribunal plénier a été présidé par Benoît Chassot et la vice-présidence a été assurée par Laurent Schneuwly.

Elue Juge de paix de l'arrondissement de la Singine dès le 1er juillet 2017, la Présidente Caroline Gauch a démissionné avec effet au 30 juin 2017 de son poste de Présidente à 10% du Tribunal des Prud'hommes. Si elle a été remplacée par Seraina Rohner Stulz pour les affaires prud'homales en langue allemande, en revanche, elle ne l'a pas été pour celles, plus nombreuses, en langue française.

Le Président Pascal Terrapon a fait valoir son droit à la retraite pour le 31 décembre 2017. Le Tribunal lui exprime toute sa gratitude pour son dévouement et le travail accompli tout au long de ses 25 années et lui présente ses meilleurs vœux pour sa retraite.

Il n'y a pas eu de changement au sein des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine en 2017.

En 2018, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par Laurent Schneuwly et la vice-présidence par José Rodriguez.

En 2017, le juge assesseur Patrick Dénervaud a mis fin à sa fonction et celle des juges Christian Brique, Nicolas Gisler et Jean-Marc Kuhn s'est terminée au 31 décembre 2017. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice. Pour les remplacer ainsi que pour combler le nombre insuffisant d'assesseurs, le Grand Conseil a élu, durant l'année, les juges assesseurs Paul Quartenoud, Jean-Pierre Droz, Renato Iliescu, Dominique Haller Sobritz, Anne Jochem, Barbara Moigno, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Pierre Duffour, Damiano Lepori, José Uldry, Bernard Lauper, Samuel Rar, Louis Charles Singy et Sophie Tritten. Le Tribunal leur souhaite à tous la bienvenue et plein succès dans leur nouvelle fonction.

2.3.1.3.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	13.67
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	16.50

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des greffières.

Elue Présidente du Tribunal d'arrondissement de la Broye dès le 1er juillet 2017, Mme Virginie Sonney greffière à 50% de la Présidente Alexandra Rossi Carré et 50% du Président José Rodriguez a démissionné avec effet au 30 juin 2017. Mme Malory Fagone lui a succédé le 1er juillet 2017.

Elue Juge de paix de l'arrondissement de la Singine dès le 1er juillet 2017, Mme Caroline Gauch, greffière alémanique à 50% du Président Alain Gautschi, a démissionné avec effet au 30 juin 2017. M. Jonas Kühni lui a succédé dès le 1er juillet 2017.

Elue Juge au Tribunal des mesures de contrainte dès le 1er août 2017, Mme Delphine Maradan, greffière à 50% du Président Jean-Marc Sallin, a démissionné avec effet au 31 juillet 2017. Mme Mélanie Eggertswyler lui a succédé dès le 1er août 2017.

M. Patrick M'Baya, greffier du Président François-Xavier Audergon, a démissionné avec effet au 31 juillet 2017. Il a été remplacé par Mme Saskia Oberson.

Mme Nathalie Tschudi a été engagée à plein temps, du 1er mars au 31 octobre 2017, pour soutenir le Président Laurent Schneuwly dans la rédaction d'un dossier particulièrement complexe. Son contrat a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2017.

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des secrétaires.

Mme Charlotte Buergy qui assure le 40% du secrétariat du Président Jean-Marc Sallin bénéficie d'un congé maternité depuis le 25 décembre 2017. Elle sera remplacée dès le 8 janvier 2018 par Mme Leonora Curri. Le 60% du secrétariat est toujours géré par Mme Sophie Magnin.

Depuis le 1er janvier 2017, Mme Danièle Cretegny, secrétaire du Président Alain Gautschi, a, de manière définitive, un taux d'activité de 100%.

Au niveau du secrétariat civil, Mme Laure Peyraud, secrétaire du Président Laurent Schneuwly, a diminué son taux d'activité de 100 à 80%. Le 20% de différence a été attribué à Mme Charlotte Buergy qui est ainsi passé de 40 à 60%.

Mme Florence Vial, secrétaire à plein temps du Président Pascal Terrapon a démissionné avec effet au 30 septembre 2017. Elle a été remplacée par Mme Leonora Curri qui nous a été proposée par l'ORP.

Mme Séverine Lutzelschwab, qui assure le 50% du secrétariat du Président François-Xavier Audergon, bénéficie d'un congé maternité depuis le 3 octobre 2017. Pour pallier à cette absence, Mme Ines Garcia, qui assurait l'autre partie du 50% de ce secrétariat, a augmenté son taux d'activité à 100%.

Au sein du Service comptable, Mme Emilie Fleury, secrétaire comptable à 50%, bénéficie d'un congé maternité depuis le 23 décembre 2017.

Notre huissier, M. Jacques Oberson, a pris une retraite méritée le 28 février 2017 après 25 ans de bons et loyaux services. Le Tribunal lui adresse ses vifs remerciements pour son dévouement pendant ses si nombreuses années. Monsieur Jacques Oberson a été remplacé par M. Ivan Clément.

Le 1er mars 2017, M. Thomas Avanzi a été engagé en qualité d'adjoint administratif en remplacement de M. Norbert Rotzetter qui a fait valoir son droit à la retraite le 31 décembre 2016. Le Tribunal adresse à M. Norbert Rotzetter ses vifs remerciements pour son dévouement durant ses 20 ans de bons et loyaux services. M. Thomas Avanzi a occupé son poste à un taux de 50% pour les mois de mars et avril 2017 et, depuis le mois de mai 2017, il l'occupe à plein temps. La vacance de ce poste d'adjoint administratif a été assurée à plein temps par la Greffière-chef pendant les mois de janvier et février, puis à raison de 50% pendant les mois de mars et avril.

2.3.1.3.1.3 Locaux

Pour améliorer l'aspect sécuritaire du Tribunal, un sas a été installé à l'entrée du bâtiment. Les personnes désirant accéder aux salles d'audience doivent désormais s'annoncer à la Réception nous permettant ainsi de mieux gérer les entrées au sein du Tribunal. La vitre du guichet de la Réception a été renforcée et des films anti-agression ont été posés sur l'ensemble des vitres du rez-de-chaussé. En scindant une salle d'audience en deux, nous avons réussi à créer une salle de conférence que les Présidents peuvent utiliser pour leurs réunions et que nous mettons également à la disposition des parties pour la consultation des dossiers. En matière de taux d'occupation des locaux, nous avons atteint les limites, plus aucun n'étant libre.

2.3.1.3.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.3.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

En 2017, les affaires inscrites tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à celui des Présidents se sont élevées à 3'888, soit une augmentation de près de 6% par rapport à celles inscrites en 2016. La charge de travail de chacun des Présidents, déjà très importante ces dernières années, a ainsi sensiblement augmenté. En tenant compte du fait que le Président Pascal Terrapon consacre environ 30% de son rôle aux pures causes civiles, le solde (soit 70%) l'étant pour les causes prud'homales et les baux à loyer, les affaires inscrites au rôle de chacun des Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine pour l'année 2017 ont été en moyenne de 905 (3'888 : 4.30 EPT), soit une augmentation de près de 50 causes pour chacun d'eux. Pour la même période, le nombre des décisions rendues par le Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine et ses Présidents s'est élevé à 3'882, soit, d'une part, une augmentation de 7.15% par rapport à 2016 et, d'autre part, une moyenne de 903 prononcés par Magistrat (3'882 : 4.30 EPT), représentant ainsi 61 décisions supplémentaires par Magistrat. A la lecture de ces chiffres, on observe que, nonobstant leur très lourde charge, les Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine ont, par leur engagement soutenu, pu faire face à cet important et croissant volume de travail. Il n'est pas sans importance de préciser que, indépendamment du nombre imposant de nouvelles affaires, les Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine doivent faire face à un accroissement de la difficulté des causes qui relèvent tant du droit de la construction, du droit des sociétés que du droit bancaire. A l'instar de ce qui avait été indiqué dans les rapports précédents, la charge de travail par Magistrat est très importante de sorte que des jugements sont en attente d'être rédigés en des causes particulièrement complexes. Afin que le traitement de ces dossiers puisse se faire dans des délais acceptables pour une saine et bonne administration de la justice, un renfort de force rédactionnelle est

éminemment urgent et indispensable. L'octroi, en 2017, d'un poste de greffier, au bénéfice d'un contrat de durée déterminée de 8 mois à 100%, a démontré qu'il est désormais plus que nécessaire d'augmenter de manière pérenne les forces rédactionnelles. Aussi, l'engagement minimal d'un greffier ou d'une greffière supplémentaire à 100% s'impose sans délai. Il n'est à cet égard pas inutile de rappeler que, depuis plus de 25 ans, la section civile du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine n'a pas bénéficié de poste de magistrat supplémentaire malgré l'accroissement du volume des affaires.

La charge de travail des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine est demeurée élevée en 2017. Les dossiers de la compétence du Tribunal pénal ont augmenté alors que les affaires de la compétence du Juge de police sont plus ou moins stables.

2.3.1.3.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine se réfèrent aux statistiques remises en annexe. S'agissant de la charge globale tant des affaires inscrites au rôle qu'à celle liquidées, il y a lieu de se référer à ce qui est rapporté ci-devant.

Quant à la juridiction des prud'hommes, 184 dossiers de la compétence du Président ont été liquidés durant l'année 2017 (179 en 2016) et 37 dossiers (24 en 2016) de la compétence du Tribunal. Dans les dossiers liquidés par les Présidents, on dénombre 20 jugements, 47 conciliations, 74 autorisations de procéder délivrées, 2 propositions de jugement acceptées et 52 dossiers liquidés pour d'autres raisons (retrait de la requête, irrecevabilité, décisions d'assistance judiciaire).

Bien que le nombre de dossiers liquidés en 2017 soit supérieur à celui de 2016, l'augmentation des nouvelles affaires entrées (231 en 2017, 220 en 2016) et le non-remplacement de la Présidente Caroline Gauch pour les affaires prud'homales en langue française ont fait augmenter le stock des affaires en cours de 106 à 116 unités. Aussi, il est indispensable qu'il soit promptement procédé au remplacement de la Présidente Caroline Gauch.

La juridiction des baux a été saisie de 216 nouvelles affaires en 2017 (188 pour le Président et 28 pour le Tribunal). Le stock des affaires pendantes au 31 décembre 2017 a diminué de 9 unités passant ainsi de 78 affaires pendantes au 1er janvier 2017 (33 pour le Président et 45 pour le Tribunal) à 69 affaires pendantes au 31 décembre 2017 (35 pour le Président et 34 pour le Tribunal). Toutefois, cette juridiction reste surchargée, sachant que le rôle de ce Magistrat est composé, en sus des causes de bail, de 33% de causes prud'homales et de 33% de causes civiles ordinaires. De plus, depuis la démission de Monsieur le Président José Rodriguez, qui avait été nommé en cours d'année 2017, de la suppléance du Tribunal des baux pour la fin de l'année 2017, dite suppléance n'est assumée que par une seule Magistrate, soit la Présidente Alexandra Rossi Carré. Nous rappelons que le Président Pascal Terrapon bénéficie de 150% de greffe et que, cette année, ce pourcentage a été augmenté de 30% pendant une durée limitée en raison du nombre élevé d'affaires à traiter.

2.3.1.3.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

A titre liminaire, il sied de mettre en exergue le fait que les critères retenus pour établir les statistiques 2017 (statistiques électroniques) diffèrent de ceux retenus pour les statistiques 2016 (statistiques manuelles). Les chiffres doivent par conséquent être comparés avec prudence.

En 2017, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 84 nouveaux dossiers à juger. Il en a liquidé 97. Au 1er janvier 2018, il reste ainsi 16 dossiers à juger. Cela représente 113 personnes jugées (106 en français / 7 en allemand) sur l'année 2017 (68 personnes jugées en 2016).

En 2017, les Juges de police de la Sarine ont reçu 354 nouveaux dossiers. Ils en ont liquidé 365. Au 1er janvier 2018, il reste ainsi 134 dossiers à juger. Cela représente 352 personnes jugées (333 en français / 19 en allemand) sur l'année 2017 (361 personnes jugées en 2016).

2.3.1.3.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

2.3.1.3.3 Formation

Les formations suivies par la Présidente et les Présidents ont été annoncées sur les formulaires ad hoc.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

2.3.1.3.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Tribunal n'a aucune remarque particulière à formuler à ce sujet.

2.3.1.4 Tribunal d'arrondissement de la Singine

2.3.1.4.1 Composition et locaux

2.3.1.4.1.1 Composition du tribunal (uniquement les juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (Etat au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Dr Raemy Reinold	Président du tribunal	100
Rentsch Peter	Président du tribunal	100
Vaucher Mauron Pascale	Présidente du tribunal des baux	10
Rohner Stulz Seraina	Présidente du tribunal des prud'hommes	10
Total des équivalents plein temps EPT		220

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Aeberhard Robert	Tribunal pénal et tribunal civil
Aebischer Gabriel	Tribunal pénal et tribunal civil
Bürgisser Martha	Tribunal pénal et tribunal civil
Chappuis Waeber Dominique	Tribunal pénal, tribunal civil et tribunal des prud'hommes
Fasel Aldo	Tribunal pénal et tribunal civil
Grossrieder Monika	Tribunal pénal et tribunal civil
Jungo Guido	Tribunal pénal et tribunal civil
Portmann Marianne	Tribunal pénal et tribunal civil
Reidy Thomas	Tribunal pénal et tribunal civil
Schwaller Bruno	Tribunal pénal et tribunal civil
Sturny Myriam	Tribunal pénal et tribunal civil
Waeber-Hayoz Ruth	Tribunal pénal et tribunal civil
Schneider Erika	Tribunal des baux
Jungo Jean-Louis	Tribunal des baux
Schär Gilberte	Tribunal des baux
Loembe Verena	Tribunal des baux
Hubmann Ivo	Tribunal des baux
Genner Susanne	Tribunal des baux
Vonlanthen Norbert	Tribunal des prud'hommes
Marguet-Brügger Irène	Tribunal des prud'hommes
Rappo Pascal	Tribunal des prud'hommes
Ruffieux Anton	Tribunal des prud'hommes
Maurer Urs	Tribunal des prud'hommes

2.3.1.4.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique	405
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	350

Rien n'a changé en ce qui concerne les greffiers et greffières.

Les personnes exerçant en 2017 l'activité de stagiaire étaient Valentin Vonlanthen (1er octobre 2016 au 31 mars 2017), Patrick Noger (1er janvier 2017 au 30 juin 2017), Jennifer Schöpfer (1er avril 2017 au 30 septembre 2017), Silvan Mangold (1er juillet 2017 au 31 décembre 2017) et Raphael Casanova (1er octobre 2017 au 31 mars 2018). S'agissant des collaboratrices et collaborateurs de formation juridique, les stagiaires ont également été pris en compte.

2.3.1.4.1.3 Locaux

Aucun changement n'a eu lieu à cet égard en 2017.

2.3.1.4.2 Activité judiciaire

2.3.1.4.2.1 En général (charge de travail, etc.)

En 2017, c'est le président du tribunal Reinold Raemy, Dr en droit, qui à ce titre a été en charge des questions administratives (art. 21 LJ). Les présidents de tribunal ont continué à se partager les tâches selon des critères pratiques – étant précisé que Peter Rentsch a assumé avec Sereina Rohner Stulz la charge du tribunal des prud'hommes, et Reinold Raemy celle du tribunal des baux avec Pascale Vaucher Mauron; autrement dit, ils ne répartissent pas les activités en fonction de la nature des affaires, puisque chaque juge exerce en principe son office dans tous les domaines. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition de 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée lourde mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. Au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (pour les cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé 5 affaires en tout en qualité de président du tribunal civil, et 2 cas en tant que juge de police. En outre, il a réglé au Tribunal d'arrondissement de la Sarine un cas à titre de président du tribunal civil et a mis fin à la procédure dans une affaire du tribunal pénal économique. Pendant l'année sous rapport, Reinold Raemy n'a pas été mis à contribution en sa fonction suppléant du président du tribunal des mesures de contrainte.

Reinold Raemy fut absent pour raison de santé pendant 7 semaines en 2017. Il a été possible de compenser dans une certaine mesure son absence, ce grâce à la nomination de Pascale Vaucher Mauron en tant que présidente ad hoc du tribunal pour les mois de septembre à fin décembre 2017, et aussi vu la décharge de Peter Rentsch - en qualité de juge des prud'hommes - assumée par Seraina Rohner Stulz. Dans ce contexte, Seraina Rohner Stulz a repris encore de Peter Rentsch trois affaires relevant de la compétence du Tribunal des prud'hommes de la Sarine.

2.3.1.4.2.2 Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)

En 2017 ont été enregistrées au total 936 affaires civiles (2012: 937, 2013: 819, 2014: 899, 2015: 852, 2016: 915), dont 21 relevant du droit du bail à Morat. Il a été possible de clore 907 procédures (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861), 18 affaires du droit du bail ayant été réglées à Morat. Ce chiffre de 907 recouvre les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe, les affaires du tribunal des baux ont été réparties comme auparavant, selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Les dossiers sont traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il y a lieu d'ajouter ici qu'en l'an 2017, 70 jugements de divorce (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62) ont été rendus. Les listes de frais des affaires civiles ne sont pas établies séparément (2012: 71, 2013: 65, 2014: 40; 2015: 6, 2016: 0), mais les indemnités de partie et celles allouées aux défenseurs en matière d'assistance judiciaire sont fixées dans le jugement sur le fond. Il y a eu 29 auditions d'enfants (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016: 35) menées par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

Au sujet des données figurant dans la statistique, il est possible de fournir les explications complémentaires suivantes:

Les présidents du tribunal des prud'hommes ont réglé 23 affaires en tout, dont 11 en procédure de conciliation.

Il faut noter dans la statistique de la juridiction en matière de bail que, depuis le 1er janvier 2013, seul le tribunal qui a également traité le cas au fond recense administrativement les affaires en cette matière. Celles entrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois enregistrées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas - il y a encore actuellement à Morat une affaire pendante devant le tribunal des baux qui est également enregistrée administrativement à Tavel - il y aura des recoupements dans les statistiques Tribuna.

76 procédures de conciliation ont été menées, qui ont été réglées de la manière suivante: décisions selon art. 212 CPC: 7, transaction/réconciliation: 21, sans objet ou autres motifs: 11, autorisations d'introduire action: 32, proposition de décision acceptée: 1. Ces chiffres englobent aussi les procédures de conciliation en droit du travail, qui ne sont pas inscrites dans la statistique (président du tribunal civil, formulaire 2).

2.3.1.4.2.3 Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Au total, ce sont 83 affaires pénales qui ont été enregistrées (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86; 2015: 81, 2016: 104), 93 ont été réglées (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016: 86). Ont été prises en considération aussi dans ces chiffres une affaire traitée par le président du tribunal pénal (instance 60) ainsi que quatre décisions du juge de police (instance 50), qui concernaient des demandes de remise, la conversion d'amende en emprisonnement et une demande de réintégration. Ces affaires ne sont pas saisies dans la statistique. Aucune liste de frais n'a été établie séparément dans les affaires pénales (2012: 6, 2013: 9, 2014: 5, 2015: 1; 2016: 0), car les indemnités sont également fixées dans les jugements sur le fond, en matière pénale.

2.3.1.4.2.4 Relations avec les autorités, avocats et avocates, autres intéressé-e-s

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Conseil de la magistrature a inspecté le tribunal d'arrondissement en date du 11 septembre 2017.

2.3.1.4.3 Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffières et greffiers ont pris part à des sessions de formation continue.

2.3.1.4.4 Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Pas de remarques.

2.3.1.5 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

2.3.1.5.1 Composition et locaux

2.3.1.5.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bütikofer Repond Frédérique	Présidente	0.5
Dey Gremaud Claudia	Présidente	1
Perroud Sugnaux Camille	Présidente	0.5
Vallet Philippe	Président	1
Oberson Nicolas	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		3.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Barras Philippe	Assesneur
Brodard Jacqueline	Assesneur
Brülhart Maguy	Assesneur
Castella Michel	Assesneur
Descloux Emeric	Assesneur
Dupasquier Colette	Assesneur
Fragnière-Morard Nicole	Assesneur
Galley Josiane	Assesneur
Geinoz Joseph	Assesneur
Giller Stéphane	Assesneur
Morand Anne	Assesneur
Morand Patrice	Assesneur
Repond Jean-Pierre	Assesneur
Romanens Claudia	Assesneur
Clément Philippe	Assesneur prud'hommes employeurs
Magnin Daniel	Assesneur prud'hommes employés
Progin Yolande	Assesneur prud'hommes employeurs
Remy Annick	Assesneur prud'hommes employeurs
Remy Raymond	Assesneur prud'hommes employés
Rouiller Pierre	Assesneur prud'hommes employés
Delabays Marc	Assesneur baux propriétaires
Dumas Justine	Assesneur baux locataires
Magne André	Assesneur baux propriétaires
Martins Sandra	Assesneur baux locataires

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Perroud Noëlle	Assesseur baux propriétaires
Scazzari Valentina	Assesseur baux locataires

En 2017, Madame la Présidente Frédérique Bütikofer Repond a fonctionné en qualité de Présidente en charge des questions administratives et Monsieur le Président Philippe Vallet en qualité de Vice-Président. La présidence sera assumée pour l'année 2018 par Monsieur le Président Philippe Vallet et la vice-présidence par Madame la Présidente Camille Perroud Sugnaux.

2.3.1.5.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	4.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5.6

Pour l'année 2017, en termes d'EPT, il y a eu une augmentation de 0.5 EPT au sein du personnel avec formation juridique. Suite à une mise au concours, ce poste a été repourvu à l'interne. Nous relevons également la présence, depuis le 1^{er} décembre 2016 et pour toute l'année 2017, du Président Michel Morel, fonctionnant comme Juge ad hoc au taux de 30%, puis 40%, pour notre Autorité. Il était accompagné d'un greffier à temps plein.

Le Tribunal peut également compter sur le soutien de greffiers stagiaires qui travaillent en principe pour une période de 6 mois au sein de notre greffe. Ils sont en permanence au nombre de deux.

2.3.1.5.1.3 Locaux

Nous sommes satisfaits de nos locaux au niveau de leur fonctionnalité et de l'espace à disposition. Cependant, malgré des demandes réitérées, des problèmes au niveau du chauffage et du taux d'humidité demeurent et engendrent des désagréments, voire des soucis de santé, pour certains collaborateurs du Tribunal.

2.3.1.5.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.5.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Depuis de nombreuses années, la charge de travail est extrêmement soutenue pour l'ensemble du personnel du Tribunal. La situation s'est quelque peu améliorée grâce à la présence de Monsieur le Président ad hoc Michel Morel et de son greffier. Elle demeure toutefois préoccupante, dans la mesure où il est patent que le nombre de dossiers inscrits au rôle de chaque Président ira croissant très rapidement au cours de l'année 2018. La santé du personnel du Tribunal demeure ainsi une inquiétude constante en raison du stress chronique que le rythme de travail induit.

La présence de Monsieur le Président ad hoc Michel Morel, au cours de cette année 2017, a démontré que, pour assurer le respect des principes de procédure, tant civils que pénaux, tel le principe de célérité, et permettre aux magistrats en place d'avoir une charge de travail supportable, le Tribunal de la Gruyère doit se voir doter de postes de travail supplémentaires (magistrat, greffier, secrétaire). Sur la base de ce constat, un rapport daté du 5 octobre 2017 a été remis au Conseil de la magistrature, dans lequel les magistrats en place proposent l'augmentation des taux d'activité des Présidentes pénalistes à hauteur de 60% pour la Présidente Camille Perroud Sugnaux et à hauteur de 60% jusqu'à 80% pour la Présidente Frédérique Buetikofer Repond, au niveau civil la création d'un poste de président supplémentaire d'au moins 50%, ainsi que la création d'un poste de réceptionniste à temps plein au niveau du secrétariat. En outre, chaque augmentation de taux d'activité des Présidentes en place et la création d'un nouveau poste de président à temps partiel devront être accompagnées de son équivalent greffier et secrétaire.

2.3.1.5.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Pour ces autorités, nous constatons, dans notre district, une tendance claire à l'augmentation du nombre de causes nouvelles et de leur complexité.

En 2017, c'est principalement le Président ad hoc Michel Morel secondé par ses greffiers ad hoc qui s'est chargé de toutes les procédures de conciliation ouvertes entre le 1^{er} décembre 2016 et le 20 décembre 2017. Il s'est également occupé des procédures matrimoniales avec accord complet (divorces et MPUC). Cela a représenté une décharge non négligeable des Présidents civils en place et leur a permis de s'atteler à l'étude de volumineux dossiers en souffrance. En 2017, les Présidents civils et prud'hommes ont liquidé 171 procédures de conciliation (art. 197ss CPC). Il y a eu 60 conciliations, 56 autorisations de procéder délivrées, 7 propositions de jugement acceptées, 4 décisions définitives et exécutoires, ainsi que 44 dossiers liquidés à ce stade pour d'autres motifs.

Pour le surplus, cf. statistiques.

2.3.1.5.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Pour ces autorités, nous constatons également, dans notre district, une tendance claire à l'augmentation du nombre de causes nouvelles et de leur complexité. Les Présidentes pénalistes ont pu compter sur la présence du Président ad hoc Michel Morel et de son greffier ad hoc qui ont liquidé 131 procédures devant le Juge de police. Le Tribunal a également sollicité le soutien de la cellule itinérante, laquelle a liquidé 23 dossiers, 9 causes demeurant pendantes au 31 décembre 2017. Nous devons relever que les parties (parties plaignantes/prévenu(e)s) sont le plus souvent représentées par un avocat, ce qui a pour conséquence de prolonger non seulement les délais d'assignation, mais également la durée des audiences/séances.

Pour le surplus, cf. statistiques.

2.3.1.5.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

D'une manière générale, les rapports avec les avocats, ainsi que les autres autorités, sont bons.

2.3.1.5.3 Formation

Les magistrats du Tribunal de la Gruyère ont suivi les formations suivantes :

Bütikofer Repond Frédérique :

- > Congrès de la Société suisse de Droit pénal, à Genève
- > Congrès du Groupe Suisse de Criminologie, à Interlaken
- > Conférence D'un lac à l'autre - expulsion pénale, à Genève
- > Journée de formation proposée par l'ERMP, La Parole de l'enfant en justice, à Neuchâtel
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Dey Gremaud Claudia :

- > Journée de la LP, à Lausanne
- > PPE 2017, à Neuchâtel
- > 3^e Symposium en droit immobilier, à Fribourg
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Perroud Sugnaux Camille :

- > Congrès de la Société suisse de Droit pénal, à Genève
- > Conférence D'un lac à l'autre - expulsion pénale, à Genève
- > Journée de formation proposée par l'ERMP, La Parole de l'enfant en justice, à Neuchâtel
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Vallet Phillippe :

- > Journée de la LP, à Lausanne
- > L'enfant dans la procédure civile, à Fribourg
- > PPE 2017, à Neuchâtel
- > 3^e Symposium en droit immobilier, à Fribourg
- > Audience de conciliation, à Gersensee
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Oberson Nicolas :

- > Congrès de la Société suisse de droit pénal, à Genève
- > Audience de conciliation, à Gersensee
- > Congrès du Groupe suisse de criminologie, à Interlaken
- > Journée de l'OAF, à Fribourg.

2.3.1.5.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant.

2.3.1.6 Tribunal d'arrondissement du Lac

2.3.1.6.1 Composition et locaux

2.3.1.6.1.1 Composition du tribunal (uniquement les juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (Etat au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Markus Ducret	Président	1
Sandrine Schaller Walker	Présidente	0.6
Peter Stoller	Président du tribunal des prud'hommes	0.1
Total des équivalents plein temps EPT		1.7

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Brigitte Bauer	Assesseur-e- au tribunal civil
Nicole Chuard	Idem
Eric Delley	Idem
Miriam Deuble	Idem
Roger Folly	Idem
Andreas von Känel	Idem
Anne Klenewefers Lehner	Idem
Cilette Marchand	Idem
Frédéric Plancherel	Idem
Thomas Schick	Idem
Daniel Zinder	Idem
Nicole Piano	Idem
Susanne Genner	Assesseur-e au tribunal des baux
Ivo Hubmann	Idem
Jean-Louis Jungo	Idem
Gilberte Schär-Demont	Idem
Verena Loembe	Idem
Erika Schneider	Idem
Anne-Marie Coopt	Assesseur-e-s au tribunal des prud'hommes
Manfred Meyer	Idem
Christian Pillonel	Idem
Bruno Schwander	Idem
Eliane Weber	Idem
Philipp Wieland	Idem

2.3.1.6.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique	1.7
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	2.9

Pendant l'année objet du présent rapport, cinq stagiaires ont achevé avec succès ou débuté leur stage de 6 mois chacun. Il a été possible d'engager exceptionnellement, pour six mois aussi, une stagiaire pour la division de langue française.

2.3.1.6.1.3 Locaux

Il n'y a pas eu de modifications des locaux. Ils sont toujours suffisants et adaptés.

2.3.1.6.2 Activité judiciaire

2.3.1.6.2.1 En général (charge de travail, etc.)

Comme le montrent les statistiques, la charge a été lourde aussi durant l'année sous examen. L'augmentation constante des affaires en langue française constatée ces dernières années s'est poursuivie. Au cours de l'exercice sous rapport, elles ont représenté dans l'ensemble près de 40% (*année précédente 37%; 2010 33%; 2009 29%*). Mais ce qui préoccupe particulièrement, c'est la situation au sein du tribunal civil (60% des cas) et en matière pénale (env. 50%).

Le nombre disproportionné des cas en langue française peut s'expliquer par la composition de cette population qui augmente constamment. Il ne faut pas s'attendre à une détente sur ce point. Au contraire, au vu d'un grand projet de construction dans la commune Mont-Vully (Sugiez), il y a lieu de tableur sur une nouvelle hausse de la population francophone dans le district du Lac.

C'est pourquoi le personnel de la division francophone **doit** être étoffé sans délai. En une première étape, un poste permanent de stagiaire supplémentaire a été demandé. Malheureusement, ceci n'a pas encore été accordé, pour des raisons budgétaires.

2.3.1.6.2.2 Matière civile (président, tribunal, chambre des tutelles, tribunal des prud'hommes et tribunal des baux, poursuites et faillites)

Pendant l'année sous examen, le tribunal du lieu a réglé 74 procédures de conciliation. 49 cas ont été clos par transaction, décision ou proposition de jugement. Dans 25 affaires, des autorisations d'introduire action ont été accordées, étant précisé que dans 5 cas au moins, aucune action principale n'a été introduite.

30 séances de conciliation ont été menées dans des litiges de droit du travail. 18 cas ont été réglés par transaction, décision ou proposition de jugement. 12 autorisations d'ouvrir action ont été émises, dont 7 n'ont pas connu de suite.

En 2017, 805 affaires ont été enregistrées chez la présidente et le président du tribunal civil (*année précédente 776*), dont 507 en langue allemande et 298 (37%) en langue française. Sur 758 cas réglés, il a fallu reporter 215 dossiers (*année antérieure 180*) sur l'année suivante.

Au tribunal civil, 43 nouveaux cas (*année précédente 47*) ont été enregistrés, dont 26 en langue française (**60%**)! 50 affaires ayant été réglées, il reste un report de 55 cas, dont 28 en langue française (51%).

Le président et la présidente du tribunal des prud'hommes ont traité 32 nouveaux cas (*année précédente 33*), dont 24 en langue allemande. 30 affaires ont été réglées et 9 ont été reportées sur 2018.

Le tribunal des prud'hommes a connu 5 nouveaux cas (*année précédente 7*), dont 4 en allemand. 4 affaires seront à traiter en 2018.

Le président et la présidente du tribunal des baux ont eu à enregistrer 18 nouvelles affaires (*année antérieure 15*), dont la moitié respectivement en langue allemande et française. 17 cas ont été réglés, de sorte qu'il a fallu reporter 2 cas à l'année suivante.

Le tribunal des baux a traité 3 nouvelles affaires (*année précédente 7*), toutes étant en langue française. Après règlement de 4 cas, 6 sont encore pendants.

2.3.1.6.2.3 Matière pénale (juge de police, tribunal pénal)

Le juge et la juge de police ont enregistré 137 nouvelles affaires (*année précédente 120*), dont 24 transmissions directes. Sur ces nouvelles affaires, 71 (**52%**) ont été traitées en français. 125 ont été réglées et 56 ont été reportées à 2018.

Le tribunal pénal a eu s'occuper de 10 nouveaux cas (*année antérieure 16*), la moitié de ceux-ci en l'une des deux langues officielles. 12 cas ont été réglés durant l'année sous examen, 8 inculpés seront jugés en 2018.

2.3.1.6.2.4 Relations avec les autorités, avocats et avocates, autres intéressé-e-s

Pas de remarques.

2.3.1.6.3 Formation continue

La présidente et le président ont pris part à diverses sessions de formation continue en 2017.

2.3.1.6.4 Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Il a été constaté une forte augmentation des cas en matière pénale. Pour les années à venir, il faut s'attendre à ce que cette hausse se poursuive car **l'expulsion des étranger-ère-s** (art. 66 ss CP) ne peut être prononcée au moyen d'une ordonnance pénale. En de telles affaires, le juge pénal doit mener une procédure orale.

2.3.1.7 Tribunal d'arrondissement de la Glâne

2.3.1.7.1 Composition et locaux

2.3.1.7.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bovet Grégoire	Président	1
Menoud Jacques	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Fontaine Maja	Assesneur
Girard Christophe	Assesneur
Joye Muriel	Assesneur
Favre Guillaume	Assesneur
Philippe Pache	Assesneur
Astrid Oberson	Assesneur
Jean-François Bard	Assesneur
Marlène Cornu	Assesneur
Claudine Matthey	Assesneur
Astrid Bichsel-Zeindl	Assesneur
Heinz Krattinger	Assesneur
Vincent Brodard	Assesneur
Deillon Christian	Assesneur
Jaquier Sébastien	Assesneur
Terrapon Jacques	Assesneur
Bernard Ropraz	Assesneur
Lüthi Daniel	Assesneur
Jean-François Vuagniaux	Assesneur
André Magne	Assesneur
Marc Delabays	Assesneur
Noëlle Perroud	Assesneur
Sandra Martins	Assesneur
Justine Dumas	Assesneur

2.3.1.7.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.2
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 90 %, d'une greffière adjointe à 30 %, d'un greffier-stagiaire, d'une secrétaire à 90 %, d'une secrétaire-comptable à 60 % et d'une apprentie.

2.3.1.7.1.3 Locaux

Les locaux donnent entière satisfaction.

2.3.1.7.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.7.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail est élevée.

2.3.1.7.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Le Président du Tribunal civil a procédé à 52 tentatives de conciliation en 2017. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations	34
Délivrances d'une autorisation de procéder	10
Propositions de jugement acceptées	1
Autres	7

Le Président du Tribunal des prud'hommes a procédé à 17 tentatives de conciliation en 2017. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations	11
Délivrances d'une autorisation de procéder	4
Propositions de jugement acceptées	0
Autres	2

2.3.1.7.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Les affaires pénales peuvent être traitées dans des délais raisonnables. Pour le surplus, cf. statistiques.

2.3.1.7.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

2.3.1.7.3 Formation

Le Président a assisté aux formations suivantes :

- > Assemblée annuelle de la Société Suisse de droit pénal à Genève (conférences – 2 jours) ;
- > Journée CEDIDAC - poursuites et faillites – à Lausanne (1 jour) ;
- > Conférences sur l'expulsion pénale - Université de Genève (½ jour) ;
- > Symposium en droit de la famille (pensions et LPP) à Fribourg (1 jour) ;
- > Journée OAF à Fribourg (1 jour).

2.3.1.7.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant

2.3.1.8 Tribunal d'arrondissement de la Broye

2.3.1.8.1 Composition et locaux

2.3.1.8.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

En 2017, la Cellule itinérante a déchargé ponctuellement le Tribunal de la Broye, en liquidant une partie du reliquat d'anciennes affaires encore en cours. Durant l'année, 9 nouvelles affaires de notre Tribunal lui ont été confiées par le Conseil de la magistrature, soit 8 affaires en Juge de police et 1 dossier en mesures protectrices de l'union conjugale (sur récusation). Quant à Michel Morel, ancien Président du Tribunal de la Glâne, nommé Président suppléant ad hoc pour six mois dès décembre 2016 à un taux d'activité de 30%, il s'est vu prolonger ce mandat jusqu'à la fin décembre 2017, à l'exception du mois d'août 2017. Il a ainsi poursuivi son activité de Juge de police et de Juge conciliateur jusqu'à la fin de l'année, fonctionnant également en qualité de Président civil pour quelques causes de divorce sur requête commune avec accord complet. Que ces magistrats soient ici remerciés pour leur aide précieuse durant ces dernières années.

Il avait été salué dans le rapport annuel 2016 la création de deux postes ordinaires, soit ½ EPT de Président et ½ EPT de greffier, avec effet au 1er janvier 2017. Elue le 21 mars 2017 par le Grand Conseil, la nouvelle Présidente Virginie Sonney a débuté son activité le 1er juillet 2017, alors que Özgür Imrak a débuté la sienne le 1er février 2017 en qualité de greffier, partageant cette occupation avec le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (également à 50%). Cette dotation supplémentaire contribue à normaliser la situation du tribunal, confronté depuis plusieurs années à un volume de travail très élevé.

Il n'y a pas de modifications à signaler au sein des Assesseur(e)s.

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Jean-Benoît Meuwly	Président	1
Sonia Bulliard Grosset	Présidente	0.5
Virginie Sonney	Présidente (dès le 1er juillet 2017)	0.5
Christian Esseiva	Président	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		2.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Maurice Bourqui	Assesseur
Martine Corminboeuf	Assesseure
Gabriel Dougoud	Assesseur
Francis Duruz	Assesseur
Nicolas Emery	Assesseur
Micheline Guerry	Assesseure
Carine Haenni	Assesseure
Claude Jabornigg	Assesseur
Francis Marchand	Assesseur
Annelise Moser	Assesseure
Monique Pedroli	Assesseure
Claire-Lise Sudan	Assesseure

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

François Berchier	Assesseur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Frédéric Gross	Assesseur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Francis Michel	Assesseur (prud'hommes, représentant les employeurs)
Yvan Corminboeuf	Assesseur (prud'hommes, représentant les employés)
Hans Krebs	Assesseur (prud'hommes, représentant les employés)
Christian Müller	Assesseur (prud'hommes, représentant les employés)

2.3.1.8.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Cindy RIPPSTEIN, secrétaire à 50%, a donné sa démission après son congé maternité, désireuse de se consacrer entièrement à ses enfants. Durant ce congé, elle a été remplacée par M. Thuyanthan KUMARASAMI, jusqu'à la fin juin 2017, puis par Mme Samanta Boillat dès le 16 août 2017, après mise au concours du poste.

Trois greffier(e)s-stagiaires ont été engagé(e)s dans le cadre de leur formation d'avocat(e) : Valentine DELARZE jusqu'au 31 mars 2017, Valentin SAPIN, du 1^{er} avril au 1^{er} septembre 2017, et Mathieu SINGER, dès octobre 2017.

Depuis le 1^{er} février 2017, le greffe totalise 2,9 EPT de greffiers répartis sur quatre personnes, y compris le poste de greffier-chef (90%). Quant au secrétariat et à la comptabilité, ils représentent 2,8 EPT répartis sur 4 personnes, ainsi qu'une apprentie (Marion Fauguel).

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)

	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	2.9
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.8

2.3.1.8.1.3 Locaux

Avec l'arrivée d'une nouvelle Présidente et d'un nouveau greffier, les locaux du tribunal deviennent manifestement trop exigus et se pose sérieusement la question d'un agrandissement / déménagement dans un avenir assez proche. Monsieur le Conseiller d'Etat Directeur Maurice Ropraz ainsi que le Service des bâtiments de l'Etat en ont été informés. Dans l'attente qu'une solution se dessine concrètement, il a fallu augmenter les disponibilités du tribunal : la salle de délibération a été transformée en seconde salle d'audience, destinée aux conciliations et autres « petites » séances.

2.3.1.8.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.8.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Globalement, la charge du Tribunal, en léger recul par rapport à celle relevée dans les exercices annuels précédents, s'est maintenue à un niveau élevé : 1'167 affaires enregistrées en 2017, contre 1'264 en 2016 et 1'319 en 2015. Les dossiers ont été liquidés dans la même mesure que les années précédentes, grâce au travail soutenu de l'ensemble du tribunal et l'aide des Président(e) ad hoc Marlène Collaud et Michel Morel : 1'242 décisions rendues. Alors que, dans le domaine civil, on enregistre un nombre total de nouvelles causes en léger retrait par rapport aux années antérieures, le nombre d'affaires pénales enregistrées est resté dans la moyenne de ces dernières années.

Il convient de préciser que ces données statistiques 2017 prennent en compte les activités de la Juge itinérante Marlène Collaud et du Président ad hoc Michel Morel.

2.3.1.8.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Globalement

Le nombre total des affaires civiles introduites devant le Tribunal civil et son Président a été de 1'055 causes, contre 1'131 en 2016 et 1'224 en 2015.

Quant au nombre de décisions rendues, il a été de 1'124 (contre 1'176 en 2016 et 1'211 en 2015), dont 69 liquidations par le Président ad hoc Michel Morel (41 dossiers de conciliation, le solde concernant les causes de divorces avec accord complet et d'assistances judiciaires) et 4 par la Juge itinérante Marlène Collaud.

Cette statistique comprend toutes les affaires civiles traitées, également les affaires prud'homales, ainsi que celles concernant les baux à loyer et la LP. Les chiffres 1.1.1.2.2.4. à 1.1.1.2.2.7. détaillent la statistique en fonction des matières.

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 42 (contre 46 en 2016 et 71 en 2015)

Affaires liquidées : 58 (contre 55 en 2016 et 68 en 2015)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 449 (contre 461 en 2016 et 541 en 2015)

Affaires liquidées : 471 (contre 526 en 2016 et 530 en 2015)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de poursuites et faillites, ni prud'homales, ni de bail (expulsion).

S'agissant des procédures de conciliation, au nombre de 58, 16 ont fait l'objet d'une transaction, 9 d'une décision, 14 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, etc.) et 19 d'une autorisation de procéder. Ainsi, un tiers des affaires seulement s'est poursuivi au-delà de la procédure de conciliation.

Poursuites et faillites

Le nombre des affaires liées au contentieux LP se maintient à un niveau élevé, en marquant néanmoins un très léger recul par rapport aux deux dernières années, cette matière étant particulièrement fluctuante. En 2017, 520 affaires ont été enregistrées (contre 562 en 2016 et 537 en 2015). 550 affaires ont été liquidées en 2016 (contre 523 en 2016 et 542 en 2015).

Juridiction des Prud'hommes

Après avoir fortement augmenté en 2015, le nombre d'affaires enregistrées en 2017 a retrouvé un niveau moyen: 23 nouvelles affaires (19 devant le Président et 4 devant le Tribunal), contre 35 en 2016 et 50 en 2015. 25 causes ont été liquidées durant la même période, contre 35 en 2016 et 49 en 2015.

Suppléant du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2017 a été de 21 (contre 27 en 2016 et 25 en 2015). 20 causes ont également été liquidées (contre 27 en 2016 et 22 en 2015).

2.3.1.8.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2017, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 103 dossiers de la compétence du Juge de police (contre 128 en 2016 et 83 en 2015) et à 9 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 5 en 2016 et 12 en 2015), totalisant 112 affaires (contre 133 en 2016, 95 en 2015 et 122 en 2014), dans la moyenne des affaires enregistrées ces dernières années.

109 affaires pénales ont été liquidées (contre 83 en 2016 et 113 en 2015) relevant du Juge de police, dont 44 par le Président ad hoc Michel Morel et 28 par la Juge itinérante Marlène Collaud, et 9 relevant du Tribunal pénal (contre 7 en 2016 et 16 en 2015), dont 1 par la Juge itinérante Marlène Collaud.

2.3.1.8.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

2.3.1.8.3 Formation

La Présidente Bulliard Grosset a assisté à l'assemblée de la Société Suisse de Droit pénal et aux conférences données les 11 et 12 mai 2017 à Genève et a pris part aux journées de formation organisées les 23 et 24 novembre 2017 à Gerzensee par la fondation pour la formation continue des juges suisses sur la conciliation – trouver des solutions, favoriser l'acceptation. Elle a également suivi le symposium de droit de la famille organisé le 13 septembre 2017 par la Faculté de droit de l'université de Fribourg (1 jour).

Depuis son entrée en fonction, la Présidente Virginie Sonney a suivi le symposium de droit de la famille organisé le 13 septembre 2017 par la Faculté de droit de l'université de Fribourg (1 jour) et assisté le 3 novembre 2017 à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour). Dans le cadre du CAS en magistrature, elle a également pris part à deux modules (de 2 ½ jours chacun) de formation, sans compter les examens (1 jour).

Le Président Meuwly a assisté le 19 janvier 2017 à la journée de droit successoral organisée par l'Université de Fribourg (1 jour). Comme les années précédentes, il a donné le 4 mai 2017 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce », en particulier sur les modifications du droit des pensions alimentaires à compter du 1er janvier 2017 (1/2 jour). Il a également assisté à l'assemblée de la Société Suisse de Droit pénal et aux conférences données les 11 et 12 mai 2017 à Genève et a pris part, le 3 novembre 2017, à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour) ainsi qu'aux journées de formation organisées les 23 et 24 novembre 2017 à Gerzensee par la fondation pour la formation continue des juges suisses sur la conciliation – trouver des solutions, favoriser l'acceptation.

Les collaboratrices et collaborateurs du Tribunal ont suivi divers cours et séminaires spécialisés, au titre du perfectionnement professionnel.

2.3.1.8.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

2.3.1.9 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

2.3.1.9.1 Composition et locaux

2.3.1.9.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Pascal L'Homme	Président	1
Romain Lang	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
François Pilloud	Tribunal
Michel Savoy	Tribunal
Jeannick Cardinaux	Tribunal
Claudine Aebischer	Tribunal
Roland Dumoulin	Tribunal
Stéphane Broillet	Tribunal
Guy-Pierre Ducrot	Tribunal
Catherine Mossier	Tribunal
Caroline Perroud	Tribunal
Anita Genoud	Tribunal
Jean-Bernard Jaquet	Tribunal
Valérie Dewarrat	Tribunal
Pascal Emonet	Prud'hommes/employeurs
Fabienne Tâche	Prud'hommes/employés
Eric Maillard	Prud'hommes/employeurs
Laurent Gabriel	Prud'hommes/employés
Antonio-Elviro Soares	Prud'hommes/employés
Daniel Jamain	Prud'hommes/employeurs
André Magne	Baux/Propriétaires
Sandra Martin	Baux/locataires
Justine Dumas	Baux/locataires
Noëlle Perroud	Baux/propriétaires
Marc Delabays	Baux/propriétaires
Valentina Scazzari	Baux/locataires

2.3.1.9.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

2.3.1.9.1.3 Locaux

Ceux-ci sont exigus, en particulier le bureau des secrétaires et celui de la greffière-adjointe qui fait également office de bibliothèque et de salle de délibération. Il nous est par ailleurs impossible de former des stagiaires et des apprentis car nous manquons de place. Le Service de la Justice a été abordé par la commune de Châtel-St-Denis qui envisage la construction d'un nouveau bâtiment administratif, l'actuel étant voué à la démolition. D'emblée, le Tribunal de la Veveysse s'est montré intéressé et a communiqué au-dit service ses besoins en locaux au mois de mai 2017. Aucune information n'a été communiquée depuis lors.

2.3.1.9.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.9.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail augmente régulièrement mais, grâce à un personnel compétent et motivé, le Tribunal n'accuse pas de retard significatif dans le traitement des dossiers. Il n'est en revanche plus possible au Président d'apporter son aide aux autres tribunaux, à l'exception de quelques affaires du Tribunal de la Glâne dans lesquelles M. le Président Bovet avait été le mandataire de l'une des parties.

2.3.1.9.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.3.1.9.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.3.1.9.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Pas de remarque particulière à formuler. Les rapports sont globalement bons.

2.3.1.9.3 Formation

Symposium du droit de la famille (Président) - Droit de l'immobilier et de la famille (greffier) - Journée de formation OAF (greffiers).

2.3.1.9.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque particulière.

2.3.1.10 Tribunal pénal économique

2.3.1.10.1 Composition et locaux

2.3.1.10.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Alain Gautschi	Président du Tribunal pénal économique	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Eric Charrière	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Dominique Corminboeuf	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Joseph Denervaud	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Marie-Madeleine Descloux	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Marie-Christine Dorand	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Alexandre Dumas	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Stéphane Gmünder	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Jean-Daniel Grand	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique (atteint l'âge de la retraite)
Per (Armin) Imesch	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Laurent Jacot	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Bernard Loup	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Gisela Marty	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Nicole Moret	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Jean-Louis Progin	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique (démissionnaire)
Thierry Schmid	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Oswald Udry	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Daniel Unternährer	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Thierry Vial	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique
Andreas Zbinden	Juge-asseesseur du Tribunal pénal économique

Suite à la démission du Président suppléant, ce poste est toujours vacant depuis septembre 2015. Il a été requis à plusieurs reprises que ce poste soit repourvu par un/e magistrat/e disposant d'une formation adéquate en matière économique et financière et maîtrisant les deux langues officielles du canton de Fribourg, le Tribunal pénal économique étant un Tribunal cantonal de première instance qui juge tant les affaires en allemand qu'en français.

Suite à la saisine du Tribunal pénal économique le 28 août 2017 d'une affaire très volumineuse (plus de 80 classeurs fédéraux), hautement complexe, devant être traitée en priorité au vu d'une problématique liée au délai de prescription et ne permettant, par conséquent, plus de traiter les autres causes, ne disposant toujours pas d'un Président suppléant, le Président a requis par correspondance du 30 août 2017, d'entente avec le Président Michel Morel, que celui-ci soit nommé Président suppléant ad hoc du TPE pour trois affaires inscrites au rôle de ce Tribunal. Par décision du Conseil de la magistrature du 18 septembre 2017, M. Michel Morel a été désigné Président suppléant ad hoc du TPE.

2.3.1.10.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Mme Fabienne Cajoux, greffière, titulaire du brevet d'avocate, à 100% dès le 1^{er} juin 2001, à la disposition du Président depuis le 1^{er} septembre 2010.

Mme Caroline Gauch, titulaire du brevet d'avocate et docteur en droit, depuis le 1^{er} janvier 2012, à 50% auprès du Tribunal de la Sarine et du Tribunal pénal économique, pour les affaires en allemand. Mme Caroline Gauch a exercé également en qualité de Présidente du Tribunal des Prud'hommes à raison de 10%. Suite à son élection en qualité de Juge de paix de l'arrondissement de la Singine, elle a quitté ce poste au 30 juin 2017 et a été remplacée par M. Jonas Kühni dès le 1^{er} juillet 2017, à 50%. Ce dernier est en préparation des examens en vue de l'obtention du brevet d'avocat. A relever que M. Jonas Kühni n'exerce pas en qualité de Président du Tribunal des Prud'hommes pour les causes alémaniques.

Mme Danièle Creteigny, secrétaire, qui travaille au service du Tribunal pénal économique depuis le 1^{er} janvier 1999. Son taux d'activité a pu être augmenté de 80% à 100%, pour une durée déterminée jusqu'à fin 2016. A partir du 1^{er} janvier 2017, son taux d'activité a pu être augmenté à 100% de façon définitive.

Depuis le 1^{er} avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les causes alémaniques du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

2.3.1.10.1.3 Locaux

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, rte des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent aux activités et aux besoins du Tribunal pénal économique.

2.3.1.10.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.10.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Malgré l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique, la charge de travail a encore augmenté.

En 2017, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 séance en janvier 2017 concernant un prévenu
- > 1 séance en mars 2017 concernant trois prévenus
- > 1 séance en mai 2017 concernant deux prévenus

2.3.1.10.2.2 Affaires du Tribunal pénal économique

A ce jour, 13 affaires sont inscrites au rôle : une sera jugée en février/ mars 2018 concernant 6 prévenus (Président GAUTSCHI), une sera jugée fin mars 2018 concernant une prévenue (Président suppléant ad hoc MOREL), une sera jugée en avril 2018 concernant deux prévenus (Président suppléant ad hoc MOREL), une est fixée en décembre 2018 concernant un prévenu (Président GAUTSCHI). Par ailleurs, une affaire concernant un appartement partiellement séquestré est encore pendante (en attente du solde du paiement, soit encore deux versements). Les affaires alémaniques inscrites au rôle devraient être assignées durant le deuxième semestre 2018.

2.3.1.10.2.3 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Rien de particulier à relever.

2.3.1.10.3 Formation

Le soussigné a suivi 6 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter à Gerzensee, auprès de la Société suisse de droit pénal (SSDP) à Neuchâtel, auprès de la Faculté de droit Neuchâtel ainsi qu'un jour à Lucerne.

2.3.1.10.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.1.2. assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires allemandes du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du Tribunal pénal économique, 14 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont 7 en allemand), ainsi que 21 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 19 en allemand). Enfin, 50 jugements ont été rendus dans les causes alémaniques du Tribunal civil de la Sarine.

2.3 Bezirksgerichte

2.3.1 Allgemeiner Teil

2.3.1.1 Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten hat 2017 weiter zugenommen (+5%; 2017 : 505; 2016 : 480; 2015 : 436; 2014 : 452; 2013: 356). Nach der im Vorjahr verzeichneten leichten Abnahme, hat die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, wieder zugenommen (+4%; 2017 : 9120; 2016 : 8766; 2015 : 8847; 2014 : 9301, 2013: 8894).

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten ist weiter gestiegen, hat jedoch die im Jahr 2012 verzeichnete Rekordzahl nicht erreicht (2017 : 391; 2016 : 375 ; 2015 : 402 ; 2014 : 363, 2013: 314; 2012 : 423) während die Zahl der Angelegenheiten der Arbeitsgerichte rückläufig ist (2017 : 65; 2016 : 79; 2015 : 80; 2014 : 60; 2013: 58).

Während die Zahl der in der Zuständigkeit der Präsidenten liegenden neuen Angelegenheiten wieder angestiegen sind (2017 : 325; 2016 : 306; 2015 : 349; 2014 : 289; 2013: 294) hat die Zahl der neuen Angelegenheiten der Mietgerichte deutlich abgenommen und bewegt sich auf dem tiefsten Stand seit 2008 (2017 : 59; 2016 : 94 ; 2015 : 108 ; 2014 : 83; 2013: 121).

Auch in Strafsachen ist eine Zunahme zu spüren. 2017 haben die Strafgerichte 1212 Personen abgeurteilt, was im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 22 % ergibt (2016: 991).

Im Seebezirk ist eine deutliche Zunahme der Neueingänge in französischer Sprache zu beobachten, dies sowohl in Zivilsachen (63% der neuen Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Präsidenten fallen, sind französisch), als auch im Bereich des Arbeitsgerichts (75% der neuen Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Präsidenten fallen, und 80% der neuen Angelegenheiten des Gerichts sind französisch) und des Mietgerichts (72% der neuen Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit des Präsidenten fallen, und 67% der neuen Angelegenheiten des Gerichts sind französisch)

2.3.1.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

vgl. Tabellen Seite 119/120.

2.3.1.3 Bezirksgericht Saane

2.3.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.3.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Terrapon Pascal	Präsident des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts	1
Audergon François-Xavier	Präsident des Zivilgerichts	1
Raemy Stéphane	Präsident des Zivilgerichts	1
Schnewly Laurent	Präsident des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretender Präsident des Arbeitsgerichts	1
Rossi Carré Alexandra	Präsidentin des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretende Präsidentin des Mietgerichts	1
Gautschi Alain	Präsident des Zivilgerichts und des Wirtschaftstrafergerichts	1
Sallin Jean-Marc	Präsident des Strafergerichts	1
Chassot Benoît	Präsident des Strafergerichts	1
Rodriguez José	Präsident des Strafergerichts und des Arbeitsgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		9

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Ackermann-Clerc Béatrice	Richter/innen-Beisitzer/innen
Bapst Mary-Lise	Richter/innen-Beisitzer/innen
Baraké Raymond	Richter/innen-Beisitzer/innen
Berger Judith	Richter/innen-Beisitzer/innen
Cudré-Mauroux Hélène	Richter/innen-Beisitzer/innen
De Buman Caroline	Richter/innen-Beisitzer/innen
Défago Colette	Richter/innen-Beisitzer/innen
Dénervaud Caroline	Richter/innen-Beisitzer/innen
Dey-Raemy Marianne	Richter/innen-Beisitzer/innen
Droz Jean-Pierre	Richter/innen-Beisitzer/innen
Duffour Pierre	Richter/innen-Beisitzer/innen
Flury-Morard Yolande	Richter/innen-Beisitzer/innen
Frehner Christine	Richter/innen-Beisitzer/innen
Gisler Nicolas	Richter/innen-Beisitzer/innen
Haller Sobritz Dominique	Richter/innen-Beisitzer/innen
Hayoz Agnès	Richter/innen-Beisitzer/innen
Hayoz Catherine	Richter/innen-Beisitzer/innen und Ersatzrichter/innen des Mietgerichts
Iliescu Renato	Richter/innen-Beisitzer/innen

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Jochem Anne	Richterin-Beisitzerin
King-Perroulaz Christiane	Richterin-Beisitzerin
Kuhn Jean-Marc	Richter-Beisitzer
Lauper Bernard	Richter-Beisitzer
Lepori Damiano	Richter-Beisitzer
Moigno Barbara	Richterin-Beisitzerin
Python Guy	Richter-Beisitzer
Quartenoud Paul	Richter-Beisitzer
Rar Samuel	Richter-Beisitzer
Roch Sébastien	Richter-Beisitzer
Schmutz-Schaller Anne-Colette	Richterin-Beisitzerin
Schoreret Gilles	Richter-Beisitzer
Singy Louis Charles	Richter-Beisitzer
Steinauer Brigitte	Richterin-Beisitzerin
Tissot Pierre-André	Richter-Beisitzer
Tritten Sophie	Richterin-Beisitzerin
Uldry José	Richter-Beisitzer
Weidling Annegret	Richterin-Beisitzerin
Brugger David	Richter des Arbeitsgerichts
Charrière Pierre-André	Richter des Arbeitsgerichts
Clément-Hayoz Chantal	Richterin des Arbeitsgerichts
Dénervaud Patrick	Richter des Arbeitsgerichts
Fischer Marc	Richter des Arbeitsgerichts
Marti Jean-Jacques	Richter des Arbeitsgerichts
Rudaz Karin	Richterin des Arbeitsgerichts
Brique Christian	fest angestellter Richter des Mietgerichts
Wicht Pierre	fest angestellter Richter des Mietgerichts
Aebischer Christian	Ersatzrichter des Mietgerichts
Casazza Roxane	Ersatzrichterin des Mietgerichts
Wiman Caroline	Ersatzrichterin des Mietgerichts

2017 wurde das Gesamtgericht von Benoit Chassot präsiert; Vizepräsident war Laurent Schneuwly.

Präsidentin Caroline Gauch wurde zur Friedensrichterin des Sensebezirks gewählt und trat auf 30. Juni 2017 von ihrer Stelle als Präsidentin zu 10 % des Arbeitsgerichts zurück. Sie wurde für die arbeitsgerichtlichen Fälle auf Deutsch von Seraina Rohner Stulz ersetzt; für die zahlreicheren Fälle auf Französisch wurde noch keine Nachfolge gefunden.

Präsident Pascal Terrapon trat auf den 31. Dezember 2017 in den Ruhestand. Das Gericht drückte ihm seinen Dank für seinen Einsatz und die Arbeit während 25 Jahren aus und wünschte ihm für den Ruhestand alles Gute.

Bei den Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks gab es 2017 keine Änderungen.

2018 wird Laurent Schneuwly Präsident und José Rodriguez Vizepräsident sein.

2017 beendete Richter-Beisitzer Patrick Déneraud sein Amt, und die Amtszeit der Richter Christian Brique, Nicolas Gisler und Jean-Marc Kuhn endete am 31. Dezember 2017. Das Gericht entbietet ihnen seinen aufrichtigen Dank für ihre Arbeit im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit. Um sie zu ersetzen und die, ungenügende, Zahl von Beisitzer/innen zu erhöhen, wählte der Grosse Rat im Verlauf des Jahres die Richter/innen-Beisitzer/innen Paul Quartenoud, Jean-Pierre Droz, Renato Iliescu, Dominique Haller Sobritz, Anne Jochem, Barbara Moigno, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Pierre Duffour, Damiano Lepori, José Uldry, Bernard Lauper, Samuel Rar, Louis Charles Singy und Sophie Tritten. Das Gericht heisst ihn herzlich willkommen und wünscht ihm viel Erfolg in seiner neuen Tätigkeit.

2.3.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	13.67
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	16.50

Bei den Gerichtsschreiberinnen gab es folgende Änderungen:

Virginie Sonney, Gerichtsschreiberin zu 50 % der Präsidentin Alexandra Rossi Carré und zu 50 % des Präsidenten José Rodriguez, wurde auf den 1. Juli 2017 zur Präsidentin des Bezirksgerichts Broye gewählt und hat auf den 30. Juni 2017 gekündigt. Malory Fagone trat am 1. Juli 2017 ihre Nachfolge an.

Caroline Gauch, deutschsprachige Gerichtsschreiberin zu 50 % des Präsidenten Alain Gautschi, wurde auf den 1. Juli 2017 zur Friedensrichterin des Sensebezirks gewählt und hat auf den 30. Juni 2017 gekündigt. Jonas Kühni trat am 1. Juli 2017 ihre Nachfolge an.

Delphine Maradan, Gerichtsschreiberin zu 50 % des Präsidenten Jean-Marc Sallin, wurde auf den 1. August 2017 zur Richterin beim Zwangsmassnahmengericht gewählt und hat auf den 31. Juli 2017 gekündigt. Mélanie Eggertswyler trat am 1. August 2017 ihre Nachfolge an.

Patrick M'Baya, Gerichtsschreiber des Präsidenten François-Xavier Audergon, hat auf den 31. Juli 2017 gekündigt. Er wurde durch Saskia Oberson ersetzt.

Nathalie Tschudi wurde vom 1. März bis 31. Oktober 2017 vollzeitlich angestellt, um den Präsidenten Laurent Schneuwly beim Verfassen eines besonders komplizierten Dossiers zu unterstützen. Ihr Vertrag wurde bis 31. Dezember 2017 verlängert.

Bei den Sekretärinnen gab es folgende Änderungen:

Charlotte Buergy, die 40 % des Sekretariats des Präsidenten Jean-Marc Sallin sicherstellt, ist seit 25. Dezember 2017 im Mutterschaftsurlaub. Sie wird ab dem 8. Januar 2018 von Leonora Curri ersetzt. 60 % des Sekretariats werden weiterhin von Sophie Magnin sichergestellt.

Seit dem 1. Januar 2017 hat Danièle Cretegny, Sekretärin des Präsidenten Alain Gautschi definitiv einen Beschäftigungsgrad von 100 %.

Beim Sekretariat des Zivilgerichts hat Laure Peyraud, Sekretärin des Präsidenten Laurent Schneuwly, ihren Tätigkeitsgrad von 100 % auf 80 % verringert. Die verbleibenden 20 % wurden Charlotte Buergy zugeteilt; sie erhöhte so ihren Tätigkeitsgrad von 40 % auf 60 %.

Florence Vial, Sekretärin zu 100 % des Präsidenten Pascal Terrapon, kündigte auf den 30. September 2017. Sie wurde durch Leonora Curri, die uns vom RAV vorgeschlagen worden war, ersetzt.

Séverine Lutzelschwab, die 50 % des Sekretariats des Präsidenten François-Xavier Audergon sicherstellt, ist seit dem 3. Oktober 2017 im Mutterschaftsurlaub. Um diese Abwesenheit zu überbrücken, erhöhte Ines Garcia, welche die anderen 50 % dieses Sekretariats sicherstellte, ihren Tätigkeitsgrad auf 100 %.

Bei der Buchhaltung ist Emilie Fleury, Sekretärin-Buchhalterin zu 50 %, seit dem 23. Dezember 2017 im Mutterschaftsurlaub.

Unser Weibel Jacques Oberson ist am 28. Februar 2017 nach 25 Jahren guter und verlässlicher Dienste in den wohlverdienten Ruhestand getreten. Das Gericht dankt ihm aufrichtig für seine Treue über all die Jahre hinweg. Jacques Oberson wurde durch Ivan Clément ersetzt.

Am 1. März 2017 wurde Thomas Avanzi als Verwaltungsadjunkt angestellt; er ersetzt Norbert Rotzetter, der am 31. Dezember 2016 in den Ruhestand trat. Das Gericht dankt Norbert Rotzetter aufrichtig für seine Treue während der 20 Jahre guter und verlässlicher Dienste. Thomas Avanzi arbeitete in den Monaten März und April 2017 50 % und seit Mai 2017 Vollzeit. Die offene Stelle des Verwaltungsadjunkten wurde in den Monaten Januar und Februar von der Chefgerichtsschreiberin ausgefüllt; in den Monaten März und April arbeitete sie noch 50 % an dieser Stelle.

2.3.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Um die Sicherheit des Gerichts zu verbessern, wurde beim Eingang zum Gebäude eine Schleuse eingerichtet. Die Personen, die zu den Gerichtssälen wollen, müssen sich künftig beim Empfang melden, so dass wir die Zutritte zum Gericht besser handhaben können. Das Glas des Empfangsschalters wurde verstärkt, und an allen Scheiben des Erdgeschosses wurden angriffsabwehrende Filme angebracht. Mit der Zweiteilung eines Gerichtssaals konnten wir ein Sitzungszimmer, das die Präsidenten für Versammlungen nützen können und das wir auch den Parteien für die Akteneinsicht zur Verfügung stellen, schaffen. Beim Belegungsgrad der Räumlichkeiten stossen wir an Grenzen, da kein Raum mehr frei ist.

2.3.1.3.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.3.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2017 waren beim Zivilgericht des Saanebezirks und bei den Präsidenten 3888 Fälle eingetragen, was einer Zunahme um 6 % gegenüber 2016 entspricht. Die Arbeitslast aller Präsidenten, die schon in den vergangenen Jahren hoch war, hat so spürbar zugenommen. Wenn man berücksichtigt, dass Präsident Pascal Terrapon rund 30 % seines Sitzungsjournals nur für Zivilfälle einsetzt und dass der Rest (70 %) arbeitsrechtliche und mietrechtliche Fälle betrifft, waren 2017 pro Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks durchschnittlich 905 Fälle eingetragen (3888: 4,30 VZÄ), d. h. eine Zunahme um nahezu 50 Sachen für jeden von ihnen. In derselben Zeit haben das Zivilgericht des Saanebezirks und seine Präsidenten 3882 Entscheide gefällt, d. h. einerseits eine Zunahme um 7,15 % gegenüber 2016 und andererseits ein Durchschnitt von 903 Entscheiden pro Magistratsperson (3882: 4,30 VZÄ), das sind + 61 Entscheide pro Magistratsperson. Beim Lesen der Zahlen stellt man fest, dass die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks mit ihrem unermüdlichen Einsatz trotz der äusserst grossen Belastung diese Zunahme der Arbeitsmenge bewältigen konnten. Es muss doch darauf hingewiesen werden, dass die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks ungeachtet der beeindruckenden Zahl neuer Fälle mit einer zunehmenden Schwierigkeit der Fälle, die sowohl zum Baurecht, zum Gesellschaftsrecht als auch zum Bankenrecht gehören, konfrontiert werden. Wie in den vergangenen Jahren bereits erwähnt, ist die Arbeitslast pro Magistratsperson erheblich, so dass Urteile in besonders komplexen Fällen auf ihre Redaktion warten. Damit die Behandlung dieser Fälle in für eine gesunde und gute Rechtsprechung annehmbaren Fristen geschehen kann, ist eine redaktionelle Verstärkung aktuell, äusserst dringend und unabdingbar. Die Zuteilung eines Gerichtsschreibers mit einem auf 8 Monate zu 100 % befristeten Vertrag im Jahr 2017 zeigte, dass es derzeit mehr als nötig ist, die redaktionellen Kräfte dauerhaft zu verstärken. Die Anstellung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberin oder eines zusätzlichen Gerichtsschreibers zu 100 % ist dringend geboten. Es sei dazu darauf hingewiesen, dass die Zivilrechtliche Abteilung des Bezirksgerichts Saane trotz der Zunahme der Zahl der Fälle seit über 25 Jahren keine zusätzliche Magistratsperson mehr erhielt.

Die Arbeitslast der Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks blieb 2017 hoch. Die Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist, haben zugenommen, während die Zahl der Dossiers, die in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallen, mehr oder wenig gleich geblieben ist.

2.3.1.3.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks beziehen sich auf die beiliegende Statistik. Da es um die Gesamtlast sowohl der eingetragenen als auch der erledigten Fälle geht, ist es angezeigt, sich auf das zu beziehen, was weiter oben zusammengetragen wurde.

Bei der Arbeitsgerichtsbarkeit wurden während des Jahres 2017 184 Dossiers (179 im Jahr 2016), für die der Präsident zuständig war, und 37 Dossiers (24 im Jahr 2016), für die das Gericht zuständig war, erledigt. Bei den Dossiers, die von den Präsidenten erledigt wurden, zählt man 20 Urteile, 47 Vergleiche, 74 Klagebewilligungen, 2 angenommene Urteilstorschläge und 52 Dossiers, die aus anderen Gründen (Rückzug des Begehrens, Unzulässigkeit, Verfügung über unentgeltliche Rechtspflege) erledigt.

Obwohl die Zahl der erledigten Dossiers 2017 höher war als 2016, führte die Zunahme bei den neuen Fällen (231 im Jahr 2017, 220 im Jahr 2016) und die Tatsache, dass die Präsidentin Caroline Gauch für die arbeitsgerichtlichen Fälle in französischer Sprache nicht ersetzt wurde, dazu, dass die Zahl der laufenden Fälle von 106 auf 116 zunahm. Es ist deshalb unbedingt nötig, dass die Präsidentin Caroline Gauch bald ersetzt wird.

2017 gingen beim Mietgericht 216 neue Fälle ein (188 für den Präsidenten, 28 für das Gericht). Die Zahl der hängigen Fälle am 31. Dezember 2017 betrug 69 (35 für den Präsidenten und 34 für das Gericht) gegenüber 78 am 1. Januar 2017 (33 für den Präsidenten und 45 für das Gericht), was einer Abnahme um 9 Fälle entspricht. Diese Rechtsprechung ist aber überlastet, wenn man weiss, dass zur Rolle des Magistraten zusätzlich zu den Mietprozessen 33 % arbeitsgerichtliche Prozesse und 33 % ordentliche Zivilprozesse gehören. Ausserdem wird die Stellvertretung nach dem Rücktritt von Präsident José Rodriguez, der im Verlauf des Jahres 2017 ernannt wurde, von der Stellvertretung beim Mietgericht auf Ende 2017 von einer einzigen Magistratin, der Präsidentin Alexandra Rossi Carré wahrgenommen. Wir erinnern daran, dass der Präsident Pascal Terrapon über 150 % Gerichtsschreiberstellen verfügt und dass dieser Prozentsatz dieses Jahr befristet um 30 % erhöht wurde, weil zahlreiche Fälle behandelt werden mussten.

2.3.1.3.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Einleitend muss hervorgehoben werden, dass die gewählten Kriterien zur Erstellung der Statistik 2017 (elektronische Statistik) von den für die Statistik 2016 gewählten (von Hand erstellte Statistik) abweichen. Die Zahlen müssen deshalb mit Vorsicht verglichen werden.

2017 gingen beim Strafgericht des Saanebezirks 84 neue Dossiers zur Beurteilung ein. Das Gericht hat 97 erledigt. Am 1. Januar 2018 müssen also noch 16 Dossiers beurteilt werden. Das entspricht 113 verurteilten Personen (106 auf Französisch / 7 auf Deutsch) im Jahre 2017 (68 verurteilte Personen 2016).

2017 gingen bei den Polizeirichtern des Saanebezirks 354 neue Dossiers ein. Sie erledigten 365. Am 1. Januar 2018 müssen also noch 134 Dossiers beurteilt werden. Das entspricht 352 verurteilten Personen (333 auf Französisch / 19 auf Deutsch) im Jahre 2017 (361 verurteilte Personen 2016).

2.3.1.3.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Zum Verhältnis zu den Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

2.3.1.3.3 Weiterbildung

Die besuchten Weiterbildungen wurden auf den Ad-hoc-Formularen gemeldet.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

2.3.1.3.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Gericht hat keine besonderen Bemerkungen.

2.3.1.4 Bezirksgericht Sense

2.3.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.4.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (ausschliesslich Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2017)

Name/ Vorname	Funktion	VZÄ
Dr. Raemy Reinold	Gerichtspräsident	100
Rentsch Peter	Gerichtspräsident	100
Vaucher Mauron Pascale	Präsidentin Mietgericht	10
Rohner Stulz Seraina	Präsidentin Arbeitsgericht	10
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		220

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name/ Vorname	Funktion
Aeberhard Robert	Straf- und Zivilgericht
Aebischer Gabriel	Straf- und Zivilgericht
Bürgisser Martha	Straf- und Zivilgericht
Chappuis Waeber Dominique	Straf- und Zivil- und Arbeitsgericht
Fasel Aldo	Straf- und Zivilgericht
Grossrieder Monika	Straf- und Zivilgericht
Jungo Guido	Straf- und Zivilgericht
Portmann Marianne	Straf- und Zivilgericht
Reidy Thomas	Straf- und Zivilgericht
Schwaller Bruno	Straf- und Zivilgericht
Sturny Myriam	Straf- und Zivilgericht
Waeber-Hayoz Ruth	Straf- und Zivilgericht
Schneider Erika	Mietgericht
Jungo Jean-Louis	Mietgericht
Schär Gilberte	Mietgericht
Loembe Verena	Mietgericht
Hubmann Ivo	Mietgericht
Genner Susanne	Mietgericht
Vonlanthen Norbert	Arbeitsgericht
Marguet-Brügger Irène	Arbeitsgericht
Rappo Pascal	Arbeitsgericht
Ruffieux Anton	Arbeitsgericht
Maurer Urs	Arbeitsgericht

2.3.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	405
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	350

Bei den Gerichtsschreiber/innen hat sich nichts geändert.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2017 Valentin Vonlanthen (1. Oktober 2016 bis 31. März 2017), Patrick Noger (1. Januar 2017 bis 30. Juni 2017), Jennifer Schöpfer (1. April 2017 bis 30. September 2017), Silvan Mangold (1. Juli 2017 bis 31. Dezember 2017) und Raphael Casanova (1. Oktober 2017 bis 31. März 2018) inne. Bei den Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung wurden auch die Praktikanten/innen berücksichtigt.

2.3.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Diesbezüglich gab es im Jahr 2016 keine Änderungen.

2.3.1.4.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.4.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Gerichtspräsident Dr. Reinold Raemy führte 2017 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch zusammen mit Seraina Rohner Stulz das Arbeits- und Reinold Raemy zusammen mit Pascale Vaucher Mauron das Mietgericht betreuen – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat am Gericht des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) insgesamt 5 Fälle als Präsident Zivilgericht und 2 Fälle als Polizeirichter erledigt. Am Gericht des Saanebezirks hat Peter Rentsch einen Fall als Präsident Zivilgericht erledigt und in einem Wirtschaftsgerichtsfall das Verfahren eingestellt. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts nicht beigezogen.

Reinold Raemy war im Berichtsjahr während 7 Wochen aus medizinischen Gründen abwesend. Dank der Ernennung von Pascale Vaucher Mauron als Gerichtspräsidentin ad hoc für die Monate September 2017 bis Ende Dezember 2017 und der Entlastung von Peter Rentsch als Arbeitsrichter durch Seraina Rohner Stulz konnte der Ausfall von Reinold Raemy einigermaßen kompensiert werden. Seraina Rohner Stulz hat dabei zusätzlich von Peter Rentsch drei in die Zuständigkeit des Arbeitsgerichtes des Saanebezirks fallende Fälle übernommen.

2.3.1.4.2.2 Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Im Jahr 2017 gingen insgesamt 936 Zivilangelegenheiten ein (2012: 937, 2013: 819, 2014: 899, 2015: 852, 2016: 915), davon 21 Mietangelegenheiten in Murten. 907 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861), wobei 18 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 907 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tafers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2017 70 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62) gefällt wurden. Kostenlisten in Zivilsachen wurden nicht separat festgesetzt (2012: 71, 2013: 65, 2014: 40; 2015: 6, 2016: 0), sondern die Festsetzung der Parteienschädigungen und der Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände erfolgt im Sachentscheid. Es fanden 29 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016:35) statt, die von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 23 Angelegenheiten, wovon 11 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen.

Es wurden 76 Schlichtungsverhandlungen durchgeführt, wobei diese wie folgt erledigt wurden: Entscheide gemäss Art. 212 ZPO: 7, Vergleich/Versöhnung: 21, Gegenstandslos oder andere Gründe: 11, Klagebewilligungen: 32, Urteilstvorschlag angenommen: 1. Diese Zahlen umfassen auch die Schlichtungsverfahren im Arbeitsrecht, welche in der Statistik (Präsident Zivilgericht, Formular 2) nicht erfasst sind.

2.3.1.4.2.3 Strafsachen (Polizeirichter/in, Strafgericht)

Insgesamt gingen 83 Strafsachen ein (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86; 2015:81, 2016: 104), 93 Angelegenheiten wurden erledigt (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016:86). In diesen Zahlen ist auch eine eingegangene Angelegenheit berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurde sowie vier Entscheide des Polizeirichters (Instanz 50), welche Erlassgesuche, Umwandlung von Busse in Haft und ein Wiedereinsetzungsgesuch betreffen. Diese Angelegenheiten sind in der Statistik nicht erfasst. Es wurde keine Kostenliste in Strafsachen separat festgesetzt (2012: 6, 2013: 9, 2014: 5, 2015:1; 2016:0), da die Entschädigungen auch in den Strafverfahren im Sachentscheid festgesetzt werden.

2.3.1.4.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Der Justizrat inspizierte das Bezirksgericht am 11. September 2017.

2.3.1.4.3 Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiberinnen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil.

2.3.1.4.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen

2.3.1.5 Bezirksgericht Greyerz

2.3.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.5.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Bütikofer Repond Frédérique	Präsidentin	0.5
Dey Gremaud Claudia	Präsidentin	1
Perroud Sugnaux Camille	Präsidentin	0.5
Vallet Philippe	Präsident	1
Oberson Nicolas	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3.1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Barras Philippe	Beisitzer
Brodard Jacqueline	Beisitzerin
Brülhart Maguy	Beisitzerin
Castella Michel	Beisitzer
Descloux Emeric	Beisitzer
Dupasquier Colette	Beisitzerin
Fragnière-Morard Nicole	Beisitzerin
Galley Josiane	Beisitzerin
Geinoz Joseph	Beisitzer
Giller Stéphane	Beisitzer
Morand Anne	Beisitzerin
Morand Patrice	Beisitzer
Repond Jean-Pierre	Beisitzer
Romanens Claudia	Beisitzerin
Clément Philippe	Beisitzerin am Arbeitsgericht, Arbeitgeber
Magnin Daniel	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer
Progin Yolande	Beisitzerin am Arbeitsgericht, Arbeitgeber
Remy Annick	Beisitzerin am Arbeitsgericht, Arbeitgeber
Remy Raymond	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer
Rouiller Pierre	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmer
Delabays Marc	Beisitzer am Mietgericht, Eigentümer
Dumas Justine	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter
Magne André	Beisitzer am Mietgericht, Eigentümer
Martins Sandra	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Perroud Noëlle	Beisitzerin am Mietgericht, Eigentümer
Scazzari Valentina	Beisitzerin am Mietgericht, Mieter

2017 amtierte Präsidentin Frédérique Bütikofer Repond als Präsidentin für Verwaltungsangelegenheiten und Präsident Philippe Vallet als Vizepräsident. 2018 wird Philippe Vallet Präsident und Präsidentin Camille Perroud Vizepräsidentin sein.

2.3.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	4.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5.6

Im Jahr 2017 gab es bei den VZÄ eine Zunahme um 0,5 VZÄ beim Personal mit juristischer Ausbildung. Nachdem die Stelle ausgeschrieben worden war, wurde sie intern besetzt. Wir weisen auch darauf hin, dass Präsident Michel Morel seit 1. Dezember 2016 und für das ganze Jahr 2017 als Ad-hoc-Richter zu 30 %, dann zu 40 % für unsere Behörde tätig war. Er war von einem vollzeitlich angestellten Gerichtsschreiber begleitet.

Das Gericht wird zudem immer von Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt, die grundsätzlich für 6 Monate bei unserer Gerichtsschreiberei angestellt werden. Sie sind immer zu zweit.

2.3.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Wir sind zufrieden mit unseren Räumlichkeiten, was die Funktionalität und den zur Verfügung stehenden Platz angeht. Trotz wiederholten Vorstössen bleiben die Probleme bei der Heizung und beim Feuchtigkeitsgrad und verursachen weiterhin Unannehmlichkeiten und gesundheitliche Probleme bei einigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Gerichts.

2.3.1.5.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.5.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Seit vielen Jahren ist die Arbeitsbelastung des gesamten Gerichtspersonals äusserst hoch. Die Situation hat sich dank dem Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel und seinem Gerichtsschreiber etwas verbessert. Sie bleibt aber insofern besorgniserregend, als die Zahl der Fälle, die auf der Rolle jedes Präsidenten eingetragen sind, im Verlauf des Jahres 2018 offensichtlich sehr schnell zunehmen wird. Aufgrund des Stresses, der durch den Arbeitsrhythmus verursacht wird, bleibt die Gesundheit des Gerichtspersonals eine ständige Sorge.

Die Tätigkeit von Ad-hoc-Präsident Michel Morel im Verlauf des Jahres 2017 zeigte, dass Bezirksgericht Greyerz zusätzliche Stellen (Magistratsperson, Gerichtsschreiber, Sekretär) braucht, damit die zivil- und die strafrechtlichen Verfahrensgrundlagen wie das Beschleunigungsgebot eingehalten werden können und die Arbeitslast der amtierenden Magistratspersonen erträglich bleibt. Auf der Grundlage dieser Feststellung wurde dem Justizrat ein vom 5. Oktober 2017 datierter Bericht abgegeben; darin beantragen die amtierenden Magistratspersonen dass der Tätigkeitsgrad der Präsidentinnen des Strafgerichts auf 60 % für die Präsidentin Camille Perroud Sugnaux und auf 60 % bis 80 % für die Präsidentin Frédérique Buetikofer Repond erhöht würde und beim Zivilgericht die Stelle eines zusätzlichen Präsidenten zu mindestens 50 % und beim Sekretariat eine Vollzeitstelle am Empfang geschaffen werden. Ausserdem müssen gleichzeitig zu jeder Erhöhung des Beschäftigungsgrads der Präsidentinnen und zur Schaffung einer neuen Teilzeitstelle als Präsident die entsprechenden Stellen für Gerichtsschreiber und Sekretärinnen geschaffen werden.

2.3.1.5.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Bei diesen Behörden stellen wir in unserem Bezirk eine klare Tendenz zur Zunahme der Zahl der neuen Prozesse und deren Komplexität fest.

2017 hat sich hauptsächlich Ad-hoc-Präsident Michel Morel mit der Unterstützung seiner Gerichtsschreiber um alle Schlichtungsverfahren, die vom 1. Dezember 2016 bis 20. Dezember 2017 eröffnet wurden, gekümmert. Er hat auch die eherechtlichen Verfahren mit vollständiger Vereinbarung (Scheidungen und Eheschutzmassnahmen) erledigt. Das entsprach einer nicht zu vernachlässigenden Entlastung der amtierenden Präsidenten des Zivilgerichts und ermöglichte diesen, sich offenen, umfangreichen Dossiers zu widmen. 2017 haben die Präsidenten des Zivilgerichts und des Arbeitsgerichts 171 Schlichtungsverfahren (Art. 197 ff. ZPO) erledigt. Es gab 60 Schlichtungen, 56 Klagebewilligungen, 7 angenommene Urteilsvorschläge, 4 endgültige und vollstreckbare Entscheide und 44 Dossiers, die in diesem Stadium aus anderen Gründen erledigt wurden.

Alles Übrige s. Statistik.

2.3.1.5.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Bei diesen Behörden stellen wir auch in unserem Bezirk eine klare Tendenz zur Zunahme der Zahl der neuen Prozesse und deren Komplexität fest. Die Präsidentinnen des Strafgerichts konnten auf Ad-hoc-Präsident Michel Morel und seinen Ad-hoc-Gerichtsschreiber zählen; diese haben 131 Verfahren vor dem Polizeirichter erledigt. Das Gericht hat auch die Unterstützung der richtsunabhängigen Richter angefordert: Diese erledigte 23 Dossiers, 9 Prozesse waren am 31. Dezember 2017 hängig. Wir müssen hervorheben, dass die Parteien (klagende Parteien / Angeklagte) meistens von einem Rechtsanwalt vertreten werden, was nicht nur die Vorladungsfristen, sondern auch die Dauer der Verhandlungen / Sitzungen verlängert.

Alles Übrige s. Statistik.

2.3.1.5.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwälten und zu den übrigen Behörden gut.

2.3.1.5.3 Weiterbildung

Die Magistratspersonen des Bezirksgerichts Greyerz haben folgende Weiterbildungen besucht:

Bütikofer Repond Frédérique:

- > Kongress der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf
- > Kongress der Schweizerischen Arbeitsgruppe für Kriminologie in Interlaken
- > Vortrag D'un lac à l'autre - Strafrechtliche Landesverweisung, in Genf
- > Weiterbildungstag der ERMP, La Parole de l'enfant en justice, in Neuenburg
- > Tagung des FAV in Freiburg

Dey Gremaud Claudia:

- > Tagung zum SchKG in Lausanne
- > StWE 2017 in Neuenburg
- > 3. Symposium für Baurecht in Freiburg
- > Tagung des FAV in Freiburg

Perroud Sugnaux Camille:

- > Kongress der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf
- > Vortrag D'un lac à l'autre - Strafrechtliche Landesverweisung, in Genf
- > Weiterbildungstag der ERMP, La Parole de l'enfant en justice, in Neuenburg
- > Tagung des FAV in Freiburg

Vallet Phillipe:

- > Tagung zum SchKG in Lausanne
- > L'enfant dans la procédure civile in Freiburg
- > StWE 2017 in Neuenburg
- > 3. Symposium für Baurecht in Freiburg
- > Schlichtungsverhandlung in Gerzensee
- > Tagung des FAV in Freiburg

Oberson Nicolas:

- > Kongress der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf
- > Schlichtungsverhandlung in Gerzensee
- > Kongress der Schweizerischen Arbeitsgruppe für Kriminologie in Interlaken
- > Tagung des FAV in Freiburg

2.3.1.5.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.3.1.6 Bezirksgericht See

2.3.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.6.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (ausschliesslich Richter/innen, inkl. Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2017)

Name/ Vorname	Funktion	VZÄ
Markus Ducret	Präsident	1
Sandrine Schaller Walker	Präsidentin	0.6
Peter Stoller	Präsident Arbeitsgericht	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.7

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name/ Vorname	Funktion
Brigitte Bauer	Beisitzer/Innen beim Zivilgericht
Nicole Chuard	Idem
Eric Delley	Idem
Miriam Deuble	Idem
Roger Folly	Idem
Andreas von Känel	Idem
Anne Kleinewefers Lehner	Idem
Cilette Marchand	Idem
Frédéric Plancherel	Idem
Thomas Schick	Idem
Daniel Zinder	Idem
Nicole Piano	Idem
Susanne Genner	Beisitzer/Innen beim Mietgericht
Ivo Hubmann	Idem
Jean-Louis Jungo	Idem
Gilberte Schär-Demont	Idem
Verena Loembe	Idem
Erika Schneider	Idem
Anne-Marie Coopt	Beisitzer/Innen beim Arbeitsgericht
Manfred Meyer	Idem
Christian Pillonel	Idem
Bruno Schwander	Idem
Eliane Weber	Idem
Philipp Wieland	Idem

2.3.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.7
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.9

Im Berichtsjahr haben fünf Praktikantinnen ihr je 6-monatiges Praktikum beendet, absolviert oder begonnen. Ausnahmsweise konnte für sechs Monate auch eine Praktikantin für die französische Abteilung angestellt werden.

2.3.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten haben keine Veränderungen erfahren. Sie erweisen sich immer noch als genügend und angepasst.

2.3.1.6.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.6.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Wie sich aus den Statistiken ergibt, war die Geschäftslast auch im Berichtsjahr hoch. Die in den letzten Jahren festgestellte stetige Zunahme der Angelegenheiten in französischer Sprache hat sich fortgesetzt. Im Berichtsjahr betragen diese über das Ganze gesehen rund 40 % (*Vorjahr 37 %; 2010 33 %; 2009 29 %*). Anlass zu Besorgnis gibt aber insbesondere die Situation beim Zivilgericht (60 % der Fälle) und in Strafsachen (ca. 50 %).

Die überproportionale Anzahl Fälle in französischer Sprache kann mit der Zusammensetzung dieser Population und deren steter Zunahme erklärt werden. Eine Entspannung ist nicht zu erwarten. Im Gegenteil ist angesichts eines grossen Bauvorhabens in der Gemeinde Mont-Vully (Sugiez) mit einer weiteren Zunahme der französischsprachigen Bevölkerung im Seebezirk zu rechnen.

Aus diesen Gründen **muss** die französisch sprachige Abteilung umgehend personalmässig verstärkt werden. In einem ersten Schritt wurde eine permanente zusätzliche Praktikantenstelle angefordert. Eine Zusage erfolgte bis anhin leider aus Budgetgründen noch nicht.

2.3.1.6.2.2 Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Im Berichtsjahr konnten 74 Schlichtungsverfahren durch das hiesige Gericht erledigt werden. 49 Fälle konnten durch Vergleich, Entscheid oder Urteilsvorschlag beendet werden. In 25 Fällen wurden Klagebewilligungen ausgestellt, wobei in mindestens 5 Fällen keine Hauptklage eingereicht wurde.

In arbeitsrechtlichen Streitigkeiten wurden 30 Schlichtungsverhandlungen durchgeführt. 18 Fälle konnten durch Vergleich, Entscheid oder Urteilsvorschlag erledigt werden. Es wurden 12 Klagebewilligungen ausgestellt, wovon 7 nicht weitergezogen wurden.

Bei der Präsidentin und dem Präsidenten des Zivilgerichts waren im Jahre 2017 805 Eingänge (*Vorjahr 776*) zu verzeichnen, wovon 507 in deutscher und 298 (37%) in französischer Sprache. Bei 758 Erledigungen mussten 215 Dossiers (*Vorjahr 180*) auf das Folgejahr übertragen werden.

Beim Zivilgericht waren 43 Eingänge (*Vorjahr 47*) zu verzeichnen, wovon 26 in französischer Sprache (**60 %**)! Bei 50 Erledigungen bleibt ein Übertrag von 55 Fällen, wovon 28 in französischer Sprache (51 %).

Der Präsident und die Präsidentin des Arbeitsgerichts hatten sich mit 32 Neueingängen (*Vorjahr 33*), wovon deren 24 auf Deutsch zu befassen. 30 Fälle konnten erledigt werden und 9 mussten auf 2018 übertragen werden.

Beim Arbeitsgericht gingen 5 neue Fälle (*Vorjahr 7*) ein, wovon deren 4 auf Deutsch. 4 Angelegenheiten werden im 2018 zu erledigen sein.

Der Präsident und die Präsidentin des Mietgerichts hatten 18 Neueingänge (*Vorjahr 15*) zu registrieren, wobei hälftig auf Deutsch und Französisch. 17 Fälle wurden erledigt, so dass noch 2 Fälle auf das Folgejahr übertragen werden mussten.

Das Mietgericht hatte sich mit 3 neuen Fällen (*Vorjahr 7*) zu befassen, wovon alle auf Französisch. Nach 4 Erledigungen verbleiben 6 pendente Fälle.

2.3.1.6.2.3 Strafsachen (Polizeirichter/in, Strafgericht)

Der Polizeirichter und die Polizeirichterin hatten 137 Neueingänge (*Vorjahr 120*) zu verzeichnen, wovon 24 direkte Überweisungen. Von diesen Neueingängen waren 71 (**52 %**) auf Französisch zu behandeln. 125 Fälle wurden erledigt, 56 mussten auf 2018 übertragen werden.

Das Strafgericht hatte 10 neue Fälle (*Vorjahr 16*) zu behandeln, wobei diese hälftig auf die beiden Amtssprachen entfielen. 12 Fälle wurden im Berichtsjahr erledigt, 8 Beschuldigte werden im 2018 abgeurteilt werden.

2.3.1.6.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine Bemerkungen.

2.3.1.6.3 Weiterbildung

Die Präsidentin und die Präsidenten haben im Jahre 2017 an diversen Weiterbildungsveranstaltungen teilgenommen.

2.3.1.6.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Bei den Strafsachen war eine starke Zunahme der Fälle festzustellen. Für die kommenden Jahre ist mit einer weiteren Zunahme zu rechnen, da die **Ausweisung von Ausländerinnen und Ausländern** (Art. 66a ff. StGB) nicht mittels Strafbefehl verfügt werden kann. In solchen Fällen ist eine mündliche Verhandlung vor dem Strafrichter durchzuführen.

2.3.1.7 Bezirksgericht Glane

2.3.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.7.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Bovet Grégoire	Präsident	1
Menoud Jacques	Präsident des Arbeitsgerichts	0,1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1,1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Fontaine Maja	Beisitzerin
Girard Christophe	Beisitzer
Joye Muriel	Beisitzerin
Guillaume Favre	Beisitzer
Philippe Pache	Beisitzer
Astrid Oberson	Beisitzerin
Jean-François Bard	Beisitzer
Marlène Cornu	Beisitzerin
Claudine Matthey	Beisitzerin
Astrid Bichsel-Zeindl	Beisitzerin
Heinz Krattinger	Beisitzer
Vincent Brodard	Beisitzer
Deillon Christian	Beisitzer
Jaquier Sébastien	Beisitzer
Terrapon Jacques	Beisitzer
Bernard Ropraz	Beisitzer
Daniel Lüthi	Beisitzer
Jean-François Vuagniaux	Beisitzer
André Magne	Beisitzer
Marc Delabays	Beisitzer
Noëlle Perroud	Beisitzerin
Sandra Martins	Beisitzerin
Justine Dumas	Beisitzerin

2.3.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.2
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

Der Gerichtsschreiberei gehören ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %, eine Gerichtsschreiber-Adjunktin zu 30 %, ein Gerichtsschreiber-Praktikant, eine Sekretärin zu 90 %, eine Sekretärin-Buchhalterin zu 60 % und eine Lernende an.

2.3.1.7.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

2.3.1.7.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.7.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitsbelastung ist hoch.

2.3.1.7.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

2017 hat der Gerichtspräsident 52 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen	34
Klagebewilligungen	10
Angenommene Urteilsvorschläge	1
Andere	7

2017 hat der Arbeitsgerichtspräsident 17 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen	11
Klagebewilligungen	4
angenommene Urteilsvorschläge	0
Andere	2

2.3.1.7.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Die Strafsachen können innerhalb nützlicher Frist erledigt werden. Alles Übrige s. Statistik.

2.3.1.7.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwälten gut.

2.3.1.7.3 Weiterbildung

Der Präsident nahm an folgenden Weiterbildungen teil:

- > Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Genf (Vorträge – 2 Tage);
- > CEDIDAC-Tagung - Schuldbetreibung und Konkurs – in Lausanne (1 Tag);
- > Konferenz über die strafrechtliche Landesverweisung - Universität Genf (½ Tag);
- > Symposium in Familienrecht (Renten und BVG) in Freiburg (1 Tag);
- > FAV-Tagung in Freiburg (1 Tag).

2.3.1.7.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.3.1.8 Bezirksgericht Broye

2.3.1.8.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.8.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

2017 entlasteten die gerichtsunabhängigen Richter das Bezirksgericht Broye punktuell und erledigten einen Teil der verbliebenen offenen Angelegenheiten. Während des Jahres übertrug der Justizrat ihr 9 Angelegenheiten unseres Gerichts, nämlich 8 Angelegenheiten vor dem Polizeirichter und 1 Fall von Eheschutzmassnahmen (wegen Ausstand). Das Mandat von Michel Morel, alt Präsident des Bezirksgericht Glane, der ab Dezember 2016 als Ad-hoc-Vizepräsident mit einem Beschäftigungsgrad von 30 % ernannt wurde, wurde bis Dezember 2017 mit einer Pause im August 2017 verlängert. Er setzte seine Tätigkeit als Polizeirichter und Friedensrichter bis Ende des Jahres fort, amtiert auch als Präsident des Zivilgerichts für einige Fälle von Scheidung auf gemeinsames Begehren mit vollständiger Vereinbarung. Diesen Magistratspersonen sei an dieser Stelle für ihre wertvolle Hilfe in den vergangenen Jahren gedankt.

Im Jahresbericht 2016 wurde begrüsst, dass auf den 1. Januar 2017 zwei ordentliche Stellen geschaffen wurden, nämlich ½ VZÄ als Präsident und ein ½ VZÄ als Gerichtsschreiber. Die neue Präsidentin Virginie Sonney wurde am 21. März 2017 vom Grossen Rat gewählt und hat ihre Tätigkeit am 1. Juli 2017 aufgenommen. Özgür Imrak fing am 1. Februar 2017 als Gerichtsschreiberr an und übt diese Beschäftigung auch am Bezirksgericht Saane aus (ebenfalls zu 50 %). Diese zusätzliche Stellendotierung trägt dazu dabei, die Situation beim Gericht, das seit mehreren Jahren mit einem sehr hohen Arbeitsvolumen konfrontiert ist, zu normalisieren.

Bei den Beisitzerinnen und Beisitzern gibt es keine Änderungen zu verzeichnen.

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Jean-Benoît Meuwly	Präsident	1
Sonia Bulliard Grosset	Präsidentin	0.5
Virginie Sonney	Präsidentin (seit dem 1. Juli 2017)	0.5
Christian Esseiva	Präsident	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Maurice Bourqui	Beisitzer
Martine Corminbœuf	Beisitzerin
Gabriel Dougoud	Beisitzer
Francis Duruz	Beisitzer
Nicolas Emery	Beisitzer
Micheline Guerry	Beisitzerin
Carine Haenni	Beisitzerin
Claude Jabornigg	Beisitzerin
Francis Marchand	Beisitzer
Annelise Moser	Beisitzerin
Monique Pedroli	Beisitzerin

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Claire-Lise Sudan	Beisitzerin
François Berchier	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Frédéric Gross	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Francis Michel	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitgebervertreter
Yvan Corminbœuf	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter
Hans Krebs	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter
Christian Müller	Beisitzer am Arbeitsgericht, Arbeitnehmervertreter

2.3.1.8.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Cindy RIPPSTEIN, Sekretärin zu 50 %, kündigte nach ihrem Mutterschaftsurlaub, weil sie sich voll ihren Kindern widmen will. Während dieses Urlaubs wurde sie bis Ende Juni 2017 von Thuyanthan KUMARASAMI, dann ab 16. August 2017 nach Ausschreibung der Stelle von Samanta Boillat ersetzt.

Im Rahmen ihrer Anwaltsausbildung wurden drei Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten angestellt: Valentine DELARZE, bis 31. März 2017, Valentin SAPIN, vom 1. April bis 1. September 2017, und Mathieu SINGER, ab Oktober 2017.

Seit dem 1. Februar 2017 hat die Gerichtsschreiberei insgesamt 2,9 Gerichtsschreiber-VZÄ, die auf 4 Personen, darunter auch der Chefgerichtsschreiber (90 %), verteilt sind. Für das Sekretariat und die Buchhaltung stehen 4 Personen insgesamt 2,8 VZÄ zur Verfügung; dazu kommt eine Lernende (Marion Fauguel).

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)

VZÄTotal VZÄ der Mitarbeiter/innen mit **juristischer Ausbildung**

2.9

Total VZÄ der Mitarbeiter/innen **ohne juristische Ausbildung**

2.8

2.3.1.8.1.3 Räumlichkeiten

Mit der Ankunft einer neuen Präsidentin und eines neuen Gerichtsschreibers werden die Räumlichkeiten des Gerichts offensichtlich zu eng, und es stellt sich in naher Zukunft ernsthaft die Frage nach einer Erweiterung oder einem Umzug des Gerichts. Der Justizdirektor, Staatsrat Maurice Ropraz, und das Hochbauamt wurden informiert. Bis sich eine konkrete Lösung abzeichnet, man musste die verfügbaren Räume des Gerichts vermehren: der Beratungssaal wurde in einen zweiten Verhandlungssaal für Schlichtungen und andere «kleine» Sitzungen umgebaut.

2.3.1.8.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.8.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Insgesamt bleibt die Arbeitslast, die gegenüber den vergangenen Jahren leicht zurückgegangen ist, hoch: 2017 wurden 1167 **Fälle eingetragen**, gegenüber 1264 im Jahr 2016 und 1319 im Jahr 2015. Die Dossiers wurden im selben Takt wie in den vergangenen Jahren erledigt; das war dank der intensiven Arbeiten des ganzen Gerichts und der Hilfe der Ad-hoc-Präsidentin Marlène Collaud und des Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel möglich: 1242 **Entscheide wurden erlassen**. Während im **Zivilbereich** die Zahl der neuen Prozesse gegenüber den Vorjahren leicht zurückging, blieb die Zahl der eingetragenen **Strafsachen** im Durchschnitt der vorangegangenen Jahren.

Es sei noch darauf hingewiesen, dass in den statistischen Daten 2017 die Tätigkeit der richtsunabhängigen Richterin Marlène Collaud und des Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel berücksichtigt werden.

2.3.1.8.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Allgemein

Die Gesamtzahl der Zivilverfahren, die vor dem Zivilgericht und seinem Präsidenten eröffnet wurden, betrug 1055, gegenüber 1131 im Jahr 2016 und 1224 im Jahr 2015.

Es wurden 1124 Entscheide erlassen (gegenüber 1176 im Jahr 2016 und 1211 im Jahr 2015); davon wurden 69 vom Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel (41 Schlichtungsfälle, der Rest betrifft Scheidungsfälle mit vollständiger Vereinbarung und unentgeltliche Rechtspflege) und 4 von der gerichtsunabhängigen Richterin Marlène Collaud erledigt.

In dieser Statistik sind alle Zivilverfahren, auch die arbeitsgerichtlichen Fälle sowie diejenigen, welche die Mietverträge und das SchKG betreffen, enthalten. Unter den Ziffern 1.1.1.2.2.4 bis 1.1.1.2.2.7 wird die Statistik nach Bereichen aufgeschlüsselt.

Zivilgericht

Eingetragene Fälle: 42 (2016: 46 und 2015: 71).

Erledigte Fälle: 58 (2016: 55 und 2015: 68).

In dieser Statistik sind die mietrechtlichen Fälle nicht enthalten.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Fälle: 449 (2016: 461 und 2015: 541).

Erledigte Fälle: 471 (2016: 526 und 2015: 530).

In dieser Statistik sind die Fälle aus den Bereichen Schuldbetreibung und Konkurs, Arbeitsgericht sowie Miete (Ausweisung) nicht enthalten.

Von den 58 **Schlichtungsverfahren** führten 16 zu einem Ausgleich, 9 zu einem Entscheid, 14 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug usw.) und 19 zu einer Klagebewilligung. Das heisst, dass nur jeder dritte Fall nach dem Schlichtungsverfahren weitergeführt wurde.

Schuldbetreibung und Konkurs

Die Zahl der Fälle im Zusammenhang mit SchKG-Streitfällen bleibt auf hohem Niveau, nimmt jedoch gegenüber den Vorjahren leicht ab, wobei dieses Gebiet besonders hohe Schwankungen aufweist. 2017 wurden 520 Fälle eingetragen (gegenüber 562 im Jahr 2016 und 537 im Jahr 2015). 2017 wurden 550 Fälle erledigt (gegenüber 523 im Jahr 2016 und 542 im Jahr 2015).

Arbeitsgericht

Nach einer starken Zunahme im Jahr 2015 bewegte sich die Zahl der eingetragenen Fälle 2017 wieder auf durchschnittlichem Niveau: Es gab 23 neue Fälle (19 vor dem Präsidenten und 4 vor dem Gericht), gegenüber 35 im Jahr 2016 und 50 im Jahr 2015. 25 Prozesse wurden erledigt, gegenüber 35 im Jahr 2016 und 49 im Jahr 2015.

Stellvertreter des Präsidenten des Mietgerichts

2017 betrug die Zahl der Ausweisungsgesuche 21 (gegenüber 27 im Jahr 2016 und 25 im Jahr 2015). 20 Prozesse wurden erledigt (gegenüber 27 im Jahr 2016 und 22 im Jahr 2015).

2.3.1.8.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

2017 wurden 103 neue Strafsachen, für die der Polizeirichter und der Präsident des Strafgerichts (unentgeltliche Rechtspflege) zuständig sind (gegenüber 128 im Jahr 2016 und 83 im Jahr 2015), und 9 Dossiers, für die das Strafgericht zuständig ist (gegenüber 5 im Jahr 2016 und 12 im Jahr 2015), eingetragen, was insgesamt 112 Fälle ergibt (gegenüber 133 im Jahr 2016, 95 im Jahr 2015 und 122 im Jahr 2014); damit bewegt man sich im Durchschnitt der vergangenen Jahre.

109 Strafsachen, für die der Polizeirichter zuständig war, wurden erledigt (gegenüber 83 im Jahr 2016 und 113 im Jahr 2015), davon 44 vom Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel und 28 von der richterunabhängigen Richterin Marlène Collaud; daneben konnten 9 Verfahren, für die das Strafgericht zuständig ist, abgeschlossen werden (gegenüber 7 im Jahr 2016 und 16 im Jahr 2015), davon 1 von der richterunabhängigen Richterin Marlène Collaud.

2.3.1.8.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Nichts zu vermerken.

2.3.1.8.3 Weiterbildung

Die Präsidentin Bulliard Grosset nahm an der Versammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft und den Vorträgen, die am 11. und 12. Mai 2017 in Genf gegeben wurden, teil und besuchte die Weiterbildungstage, die am 23. und 24. November 2017 in Gerzensee von der Stiftung für die Weiterbildung der Schweizer Richter über die Schlichtung – Lösungen finden, die Akzeptanz fördern organisiert wurden. Sie nahm auch am Symposium über Familienrecht, das am 13. September 2017 von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg organisiert wurde, teil (1 Tag).

Seit ihrem Amtsantritt besuchte die Präsidentin Virginie Sonney das Symposium über Familienrecht, das am 13. September 2017 von der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg organisiert wurde, (1 Tag) und nahm am 3. November 2017 an der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbands teil (1 Tag). Im Rahmen des CAS in Judikative nahm sie auch an zwei Ausbildungsmodulen (je 2 ½ Tage) teil, dazu kamen die Prüfungen (1 Tag).

Präsident Meuwly nahm am 19. Januar 2017 an der Tagung über das Erbrecht, die von der Universität Freiburg organisiert wurde, teil (1 Tag). Wie in den vergangenen Jahren hielt Präsident Meuwly am 4. Mai 2017 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes bei verheirateten und bei unverheirateten Paaren», der von der Weiterbildungsstelle der Universität Freiburg im Rahmen des Tages zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» organisiert wurde. Insbesondere ging es um die Änderungen bei der Regelung der Unterhaltsbeiträge ab 1. Januar 2017 (½ Tag). Er nahm auch an der Versammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft und den Vorträgen, die am 11. und 12. Mai 2017 in Genf gehalten wurden, an der Weiterbildungstagung des Freiburger Anwaltsverbands am 3. November 2017 (1 Tag) und an den Weiterbildungstagen, die am 23. und 24. November 2017 in Gerzensee von der Stiftung für die Weiterbildung der Schweizer Richter über die Schlichtung – Lösungen finden, die Akzeptanz fördern organisiert wurden, teil.

Alle Mitarbeitenden des Gerichts besuchten im Rahmen der beruflichen Weiterbildung verschiedene Kurse und Fachseminare.

2.3.1.8.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu vermerken.

2.3.1.9 Bezirksgericht Vivisbach

2.3.1.9.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.9.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Pascal L'Homme	Präsident	1
Romain Lang	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
François Pilloud	Gericht
Michel Savoy	Gericht
Jeannick Cardinaux	Gericht
Claudine Aebischer	Gericht
Roland Dumoulin	Gericht
Stéphane Broillet	Gericht
Guy-Pierre Ducrot	Gericht
Catherine Mossier	Gericht
Caroline Perroud	Gericht
Anita Genoud	Gericht
Jean-Bernard Jaquet	Gericht
Valérie Dewarrat	Gericht
Pascal Emonet	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
Fabienne Tâche	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Eric Maillard	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
Laurent Gabriel	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Antonio-Elviro Soares	Arbeitsgericht/Arbeitnehmer
Daniel Jamain	Arbeitsgericht/Arbeitgeber
André Magne	Mietgericht/Eigentümer
Sandra Martin	Mietgericht/Mieter
Justine Dumas	Mietgericht/Mieter
Noëlle Perroud	Mietgericht/Eigentümer
Marc Delabays	Mietgericht/Eigentümer
Valentina Scazzari	Mietgericht/Mieter

2.3.1.9.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.5
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

2.3.1.9.1.3 Räumlichkeiten

Diese sind sehr klein, insbesondere das Büro der Sekretäre und das der Gerichtsschreiberin-Adjunktin, das auch als Bibliothek und Sitzungssaal genutzt wird. Es ist uns ausserdem nicht möglich, Praktikanten oder Lehrlinge auszubilden, da uns der Platz dazu fehlt. Das Amt für Justiz wurde von der Gemeinde Châtel-St-Denis kontaktiert; diese plant den Bau eines neuen Verwaltungsgebäudes, da das bestehende abgebrochen werden soll. Das Bezirksgericht Vivisbach zeigte sofort sein Interesse und teilte dem genannten Amt im Mai 2017 seinen Bedarf an Räumlichkeiten mit. Seither erhielt es keine neuen Mitteilungen.

2.3.1.9.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.9.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast wird regelmässig grösser, jedoch muss das Gericht dank eines kompetenten und motivierten Personals keine bedeutenden Verspätungen bei der Bearbeitung der Dossiers in Kauf nehmen. Es ist dem Präsidenten hingegen nicht mehr möglich, andere Gerichten zu unterstützen, mit Ausnahme einiger Angelegenheiten des Bezirksgerichts Glane, in welchen der Präsident Bovet Beauftragter einer der Parteien war.

2.3.1.9.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.3.1.9.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.3.1.9.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besondere Bemerkung zu formulieren. Die Verhältnisse sind insgesamt gut.

2.3.1.9.3 Weiterbildung

Symposium für Familienrecht (Präsident) - Bau- und Familienrecht (Gerichtsschreiber) - Weiterbildungstag des FAV (Gerichtsschreiber).

2.3.1.9.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine besondere Bemerkung.

2.3.1.10 Wirtschaftsstrafgericht

2.3.1.10.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.10.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Alain Gautschi	Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Eric Charrière	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Dominique Corminboeuf	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Joseph Denervaud	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Marie-Madeleine Descloux	Richterin-Beisitzerin beim Wirtschaftsstrafgericht
Marie-Christine Dorand	Richterin-Beisitzerin beim Wirtschaftsstrafgericht
Alexandre Dumas	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Stéphane Gmünder	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Jean-Daniel Grand	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht (erreicht das Pensionierungsalter)
Per (Armin) Imesch	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Laurent Jacot	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Bernard Loup	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Gisela Marty	Richterin-Beisitzerin beim Wirtschaftsstrafgericht
Nicole Moret	Richterin-Beisitzerin beim Wirtschaftsstrafgericht
Jean-Louis Progin	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht (Rücktritt)
Thierry Schmid	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Oswald Udry	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Daniel Unternährer	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Thierry Vial	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht
Andreas Zbinden	Richter-Beisitzer beim Wirtschaftsstrafgericht

Nach dem Rücktritt des stellvertretenden Präsidenten ist diese Stelle seit September 2015 offen. Wiederholt wurde verlangt, dass diese Stelle mit einer Magistratsperson, die eine angemessene Ausbildung in Wirtschaft und Finanzen besitzt und beide Amtssprachen des Kantons Freiburg beherrscht, besetzt werde, da das Wirtschaftsstrafgericht ein kantonales Gericht erster Instanz ist, das sowohl Fälle auf Deutsch als auch auf Französisch beurteilt.

Nachdem das Wirtschaftsstrafgericht am 28. August 2017 mit einem sehr umfangreichen (80 Bundesordner) und höchst komplexen Fall, der wegen der drohenden Verjährung vordringlich behandelt werden muss und weil deshalb die anderen Prozesse nicht mehr behandelt werden können und immer noch kein stellvertretender Präsident da ist, ersuchte der Präsident mit Schreiben vom 30. August 2017 mit dem Einverständnis des Präsidenten Michel Morel, dass dieser als stellvertretender Präsident ad hoc beim Wirtschaftsstrafgericht für drei Verfahren, die im Verzeichnis dieses Gerichts eingetragen sind, ernannt werde. Mit Entscheid des Justizrats vom 18. September 2017 wurde Michel Morel als stellvertretender Präsident ad hoc beim Wirtschaftsstrafgericht bezeichnet.

2.3.1.10.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.5
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin, Inhaberin des Anwaltspatents, zu 100 % seit dem 1. Juni 2001, zur Verfügung des Präsidenten seit dem 1. September 2010.

Caroline Gauch, Inhaberin des Anwaltspatents und Doktor der Rechtswissenschaften, seit dem 1. Januar 2012, zu 50 % beim Bezirksgericht Saane und beim Wirtschaftsstrafgericht, für die deutschsprachigen Fälle. Caroline Gauch wirkte zudem zu 10 % als Präsidentin des Arbeitsgerichts. Nach der Wahl zur Friedensrichterin des Sensebezirks gab sie diese Stelle auf den 30. Juni 2017 auf und wurde ab 1. Juli 2017 von Jonas Kühni, der zu 50 % arbeitet ersetzt. Dieser bereitet sich für die Anwaltsprüfungen vor. Es sei darauf hingewiesen, dass Jonas Kühni nicht als Präsident des Arbeitsgerichts für deutschsprachige Prozesse wirkt.

Danièle Creteigny, Sekretärin, arbeitet seit 1. Januar 1999 beim Wirtschaftsstrafgericht. Ihr Beschäftigungsgrad konnte von 80 % bis Ende 2016 auf 100 % erhöht werden. Am 1. Januar 2017 konnte ihr Tätigkeitsgrad definitiv auf 100 % festgelegt werden.

Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Prozesse des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

2.3.1.10.1.3 Räumlichkeiten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Es sei darauf hingewiesen, dass die Räumlichkeiten angemessen sind und der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen.

2.3.1.10.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.10.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Trotz des Einsatzes aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts hat die Arbeitslast weiter zugenommen.

2017 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Sitzung im Januar 2017 mit einem Beschuldigten
- > 1 Sitzung im März 2017 im drei Beschuldigten
- > 1 Sitzung im Mai 2017 mit zwei Beschuldigten

2.3.1.10.2.2 Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts

Bis heute sind 13 Fälle im Verzeichnis eingetragen: Ein Fall mit 6 Beschuldigten wird im Februar / März 2018 entschieden (Präsident GAUTSCHI), eine Angelegenheit mit einer Beschuldigten wird Ende März 2018 beurteilt (stellvertretender Präsident ad hoc MOREL), ein Fall mit zwei Beschuldigten wird im April 2018 entschieden (stellvertretender Präsident ad hoc MOREL) und ein Fall mit einem Beschuldigten ist auf Dezember 2018 terminiert (Präsident GAUTSCHI). Ausserdem ist noch ein Fall Angelegenheit, der eine teilweise beschlagnahmte Wohnung betrifft, hängig (bis zum Rest der Zahlung, d. h. noch zwei Überweisungen). Die deutschsprachigen Fälle, die im Verzeichnis eingetragen sind, dürften im 2. Halbjahr 2018 zugewiesen werden.

2.3.1.10.2.3 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Bemerkungen.

2.3.1.10.3 Weiterbildung

Der Unterzeichnende hat 6 Kurstage bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter in Gerzensee und bei der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (SKG) in Neuenburg, bei der Rechtswissenschaftlichen Fakultät Neuenburg und einen Tag in Luzern besucht.

2.3.1.10.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Fälle des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 14 Personen (davon 7 in deutscher Sprache) als Bezirksstrafgericht beurteilt und 21 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 19 in deutscher Sprache). Schliesslich ergingen 50 Urteile in deutschsprachigen Prozessen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

2.3.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.3.2.1 Affaires civiles / Zivilverfahren

2.3.2.1.1 Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2015/ davon bis 31.12.2015 eingereicht
Sarine / Saane	219 ¹⁾	188 ²⁾	252 ³⁾	47
Singine / Sense	44	40	43	3
Gruyère / Greyerz	90	91	134	37
Lac / See	43 ⁴⁾	50 ⁵⁾	55 ⁶⁾	8
Glâne / Glane	43	32	47	10
Broye / Broye	42	58	54	15
Veveyse / Vivisbach	24	22	50	20
Total	505	481	635	140

En 2016	480	453	603
En 2015	436	420	560
En 2014	452	415	532

(1) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch (2016: 3)

(2) dont 10 en allemand / davon 10 auf Deutsch (2016: 3)

(3) dont 4 en allemand / davon 4 auf Deutsch (2016: 7)

(4) dont 17 en français / davon 17 auf Französisch (2016: 22)

(5) dont 21 en français / davon 21 auf Französisch (2016: 10)

(6) dont 28 en français / davon 28 auf Französisch (2016 : 30)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	90	20	39	34	15	26	14	238
b) modification de jugements de divorce / <i>Änderung von Scheidungsurteilen</i>	56	14	22	10	7	18	4	131
c) séparation de corps / <i>Trennung</i>	1	0	0	0	0	0	1	2
d) divers / <i>Verschiedenes</i>	2	1	2	0	1	0	0	6
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	6	0	2	0	2	1	0	11
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	6	3	6	0	0	2	0	17
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	10	2	8	6	0	7	2	35
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	3	0	2	0	0	0	0	5
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
4. Autres / <i>Andere</i>	1	0	2	0	0	0	0	3
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze								
	12	0	8	0	7	4	1	32
Total général / Gesamttotal	188	40	91	50	32	58	22	481

2.3.2.1.2 Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Présidents de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2015/ davon bis 31.12.2015 eingereicht
Sarine / Saane	3669 ¹⁾	3697 ²⁾	720 ³⁾	29
Singine / Sense	826	814	220	6
Gruyère / Greyerz	1'699	1'716	336	13
Lac / See	805 ⁴⁾	758 ⁵⁾	215 ⁶⁾	1
Glâne / Glane	634	643	101	10
Broye / Broye	969	1'020	166	1
Veveyse / Vivisbach	518	508	91	7
Total	9'120	9'156	1'849	67

En 2016	8766	8625	1901
En 2015	8847	8864	1764
En 2014	9301	9119	1835

(1) dont 58 en allemand / davon 58 auf Deutsch (2016 : 37)

(2) dont 62 en allemand / davon 62 auf Deutsch (2016 :31)

(3) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch (2016 : 12)

(4) dont 507 en français / davon 507 auf Französisch (2016:293)

(5) dont 485 en français / davon 485 auf Französisch 2016: 289)

(6) dont 116 en français / davon 116 auf Französisch 2016: 79)

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	156	50	84	31	40	40	36	437
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	1	0	2	0	0	1	0	4
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC / ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	166	33	80	28	38	62	31	438
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	84	18	24	21	20	18	17	202
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	239	63	104	29	50	97	31	613
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	24	50	46	8	3	18	4	153
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	638	113	278	79	92	121	45	1366
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	2064	376	900	450	320	550	267	4'927
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1371	205	569	298	207	387	184	3221
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP / SchKG) / <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	3	0	0	0	0	1	0	4
c) Action en constatation négative (art. 85a LP / SchKG) / <i>Negative Feststellungsklage</i>	15	1	2	1	1	0	1	21
d) Ouverture de la faillite / <i>Konkureröffnung</i>	351	102	217	92	68	104	50	984
e) Suspension de la faillite faute d'actif / <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	100	15	47	10	11	17	10	210
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG) / <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	108	24	23	26	11	16	12	220
g) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP / SchKG) / <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des neuen Vermögens</i>	2	0	0	0	0	2	0	4
h) Clôture de la faillite / <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	83	23	23	18	18	15	9	189

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
i) Procédures concordataires / Nachlassverfahren	1	1	0	0	0	0	0	2
k) Divers / Verschiedenes	18	5	6	4	1	4	0	38
9. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	13	5	18	9	6	3	3	57
10. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	1	14	37	9	9	12	22	104
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC/ZPO) / Urteilsvollstreckung	12	1	2	3	3	3	0	24
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ZPO) / Schlichtungsverfahren	222	59	102	74	52	66	33	608
a) Transaction / Einigung	42	14	36	22	34	21	7	176
b) Autorisation de procéder / Klagebewilligung	89	27	28	25	10	13	17	209
c) Proposition de jugement acceptée / Urteilsvorschlag angeommen	5	1	7	1	1	2	0	17
d) Jugement / Urteil	36	7	2	8	2	9	2	66
e) Autres / andere	50	10	29	18	5	21	7	140
13. Divers / Verschiedenes	77	32	39	17	10	30	19	224
Total général / Gesamttotal	3'697	814	1'716	758	643	1'021	508	9'157

2.3.2.1.3 Juridiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 391 causes (2016: 375, 2015: 402, 2014: 363, 2013: 314, 2012: 423) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 391 Angelegenheiten eingereicht (2016: 375, 2015: 402, 2014: 363, 2013: 314, 2012: 423, 2011: 348), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2017 / per 01.01.2017 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2017 / per 31.12.2017 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	55 ¹⁾	202 ²⁾	20 ³⁾	36 ⁴⁾	128 ⁵⁾	73
Singine / Sense	3	23	3	7	9	7
Gruyère / Greyerz	18	81	7	23	51	18
Lac / See	7 ⁶⁾	32 ⁷⁾	3 ⁸⁾	9 ⁹⁾	18 ¹⁰⁾	9
Glâne / Glane	4	16	1	11	5	3
Broye / Broye	2	19	1	8	10	2
Veveyse / Vivisbach	3	18	0	7	12	2
Total	92	391	35	101	233	114

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch

(3) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(4) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(5) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch

(6) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

(7) dont 24 en français / davon 24 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(9) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

(10) dont 13 en français / davon 13 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 65 causes (2016: 79, 2015: 80, 2014 : 60, 2013: 58, 2012: 96) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 65 Angelegenheiten eingereicht (2016: 79, 2015: 80, 2014: 60, 2013: 58, 2012: 96), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2017 / per 01.01.2017 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2017 / per 31.12.2017 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	51 ¹⁾	29 ²⁾	16 ³⁾	13 ⁴⁾	8 ⁵⁾	43
Singine / Sense	6	2	2	1	1	4
Gruyère / Greyerz	32	20	16	11	3	22
Lac / See	6 ⁶⁾	5 ⁷⁾	4 ⁸⁾	2 ⁹⁾	1 ¹⁰⁾	4
Glâne / Glane	1	4	1	2	0	2
Broye / Broye	4	4	5	0	1	2
Veveyse / Vivisbach	3	1	1	0	0	3
Total	103	65	45	29	14	80

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 3 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(4) dont 0 en allemand / davon 1 auf Deutsch

(5) dont 0 en français / davon 4 auf Französisch

(6) dont 3 en français / davon 4 auf Französisch

(7) dont 4 en français / davon 3 auf Französisch

(8) dont 3 en français / davon 4 auf Französisch

(9) dont 0 en français / davon 4 auf Französisch

(10) dont 1 en français / davon 4 auf Französisch

2.3.2.1.4 Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 325 causes (2016: 306, 2015: 349, 2014 : 289, 2013: 294, 2012: 357) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 325 Angelegenheiten eingereicht (2016: 306, 2015: 349, 2014: 289, 2013: 294, 2012: 357), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2017 / per 01.01.2017 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2017 / per 31.12.2017 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	33	187	186	34
Singine et Lac / Sense und See	4 ¹⁾	32 ²⁾	31 ³⁾	5 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	21	106	111	16
Total	58	325	328	55

(1) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(2) dont 23 en français / davon 23 auf Französisch

(3) dont 24 en français / davon 24 auf Französisch

(4) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 59 causes (2016: 94, 2015: 108, 2014 : 83, 2013: 121, 2012: 85) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 59 Angelegenheiten eingereicht (2016: 94, 2015: 108, 2014: 83, 2013: 121, 2012: 85), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2017 / per 01.01.2017 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2017 / per 31.12.2017 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	45	28	39	34
Singine et Lac / Sense und See	11 ¹⁾	9 ²⁾	8 ³⁾	12 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	31	22	36	17
Total	87	59	83	63

(1) dont 9 en français / davon 9 auf Französisch

(2) dont 6 en français / davon 6 auf Französisch

(3) dont 5 en français / davon 3 auf Französisch

(4) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

2.3.2.1.5 Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	514	5	30	50
Singine / Sense	74	2	5	16
Gruyère / Greyerz	234	1	5	20
Lac / See	62	0	2	9
Glâne / Glane	67	1	7	9
Broye / Broye	61	0	24	25
Veveyse / Vivisbach	35	1	2	6
Total	1047	10	75	135

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von der Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	69	0	2	0
Singine / Sense	17	0	2	0
Gruyère / Greyerz	28	0	1	0
Lac / See	6	0	1	0
Glâne / Glane	9	1	1	0
Broye / Broye	11	0	2	0
Veveyse / Vivisbach	4	0	2	1
Total	144	1	11	1

2.3.2.2 Affaires pénales / Strafsachen

2.3.2.2.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 175 soit une augmentation de 35% par rapport à l'année précédente (2016 : 130, 2015 : 167, 2014 : 140 ; 2013 : 132, 2012:131). En Sarine uniquement, le nombre de personnes jugées par le tribunal pénal a augmenté de 66% par rapport à 2016. Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 129 personnes à une peine privative de liberté et 20 personnes à une peine pécuniaire. 44 peines ont été assorties du sursis et 58 du sursis partiel. 10 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 60 amendes. 1 personne a été acquittée. Il n'y a eu que 4 demandes d'indemnité par des personnes acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 175, d.h. eine Zunahme von 35% im Vergleich zum Vorjahr (2016 : 130, 2015: 167, 2014 : 140 ; 2013: 132, 2012:131). Im Saanebezirk hat die Zahl der durch das Strafgericht abgeurteilten Personen im Vergleich zu 2016 um 66 % zugenommen. Die Bezirksstrafgerichte haben 129 Personen zu Freiheitsstrafen und 20 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 44 Fällen wurde der bedingte und in 58 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 10 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 60 Fällen Bussen verhängt. 1 Person wurde freigesprochen. Es gab 4 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	113 ¹⁾	70	43	107	6	23	90
Singine / Sense	4	4	0	3	1	1	3
Gruyère / Greyerz	20	12	8	20	0	2	18
Lac / See	12 ²⁾	7	5	11	1	5	7
Glâne / Glane	7	5	2	7	0	1	6
Broye / Broye	9	5	4	9	0	5	4
Veveyse / Vivisbach	10	4	6	10	0	4	6
Total	175	107	68	167	8	41	134

(1) 7 procédures ont été conduites en allemand (2016: 4) / 7 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2016: 4)

(2) 4 procédures ont été conduites en français (2016: 8) / 4 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2016: 8)

Nombre d'infractions
Anzahl strafbarer Handlungen

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP/StGB)	49	3	12	3	2	0	0	69
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Assassinat / <i>Mord</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	1	0	1	0	0	2
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	25	1	4	0	0	0	0	30
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	2	0	0	0	0	2
Rixe/Agression / <i>Raufhandel/Angriff</i>	21	2	0	0	0	0	0	23
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	5	3	0	0	0	10
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 ^{ter} CP/StGB)	58	2	27	13	2	10	4	116
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	3	0	1	0	0	2	0	6
Vol / <i>Diebstahl</i>	16	1	10	3	0	3	2	35
Brigandage / <i>Raub</i>	8	0	2	3	0	0	0	13
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	18	1	6	4	1	3	1	34
Escroquerie / <i>Betrug</i>	6	0	2	0	1	0	0	9
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	0	0	0	2	0	0	0	2
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	2	0	2	0	0	0	0	3
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	2	0	3	0	0	0	1	6
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	1	1	0	2	0	6
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 ^{novies} CP/StGB)	6	2	3	1	0	0	0	12
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	22	1	12	3	1	3	1	43
Menaces / <i>Drohung</i>	9	1	2	1	0	0	0	13
Contrainte / <i>Nötigung</i>	1	0	3	1	1	0	0	6
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	11	0	5	1	0	3	1	21
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	2	0	0	0	0	3

Nombre d'infractions
Anzahl strafbarer Handlungen

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP/StGB)	4	0	6	3	6	2	3	24
Mise en danger du développement de mineurs / <i>Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen</i>	2	0	2	1	3	0	1	9
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / <i>Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre</i>	2	0	3	2	2	2	2	13
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	1	0	1	0	0	2
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 CP/StGB)	1	0	0	0	0	0	1	2
Violation d'une obligation d'entretien / <i>Vernachlässigung von Unterhaltspflichten</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP/StGB)	0	0	4	2	0	1	0	7
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	0	0	4	2	0	1	0	7
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre les communications publiques Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP/ StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 CP/StGB)	8	0	3	0	0	0	0	11
10. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP/StGB)	10	0	2	0	1	0	0	13
11. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP/StGB)	0	0	2	0	1	0	0	3
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale/ Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP/StGB)	6	1	1	0	0	1	0	9
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	0	0	1	0	0	1	0	2
Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	5	1	0	0	0	0	0	6
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption / Bestechung (Art. 322^{ter}-322^{octies} CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP/StGB)	37	0	6	4	10	14	4	75
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	4	0	0	2	1	0	1	8
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	6	0	1	0	3	0	0	10
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>)	1	0	0	0	2	0	0	3
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>)	5	0	0	0	0	0	0	5
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i>)	7	0	1	1	0	4	0	13
Divers / <i>Verschiedenes</i>	14	0	4	1	4	10	3	36
18. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG	103	3	12	5	4	9	9	145
19. Infractions à la LALEtr / Verstösse gegen das AGAuG	0	1	0	0	0	0	0	1
20. Infractions à la LArm / Verstösse gegen das WG	6	1	2	2	0	3	1	15
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	85	1	16	0	4	4	0	110
Total	395	15	108	36	31	47	23	655

2.3.2.2.2 Juges de police / Polizeirichter/innen

Nombre de personnes renvoyées : 1031 (2016: 857, 2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906).

Anzahl der überwiesenen Personen : 1031 (2016: 857, 2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778, 2012: 773, 2011: 906).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	352 ¹⁾	178	44	92
Singine / Sense	84	29	15	32
Gruyère / Greyerz	277	137	46	84
Lac / See	125 ²⁾	43	31	32
Glâne / Glane	39	6	5	17
Broye / Broye	109	53	7	36
Veveyse / Vivisbach	45	24	8	10
Total	1031	470	156	303

(1) 19 procédures ont été conduites en allemand / 19 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2016: 28).

(2) 61 procédures ont été conduites en français / 61 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2016: 54).

L'augmentation sensible du nombre de personnes renvoyées devant le juge de police par rapport au précédent exercice est dûe à l'augmentation du nombre de renvois en Gruyère (+ 155 par rapport à 2016) et en Broye (+35 par rapport à 2016). Dans les autres districts, les chiffres sont dans l'ensemble comparables à ceux de 2016.

Les juges de police ont condamné 93 personnes à des peines privatives de liberté (2016: 88), 59 personnes à un travail d'intérêt général et 175 personnes à une peine pécuniaire. 2 mesures ont été prononcées. 233 peines ont été assorties du sursis. Les juges de police ont infligé 323 amendes. 156 personnes ont été acquittées et 29 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die im Verhältnis zum Vorjahr festgestellte Zunahme der Zahl der überwiesenen Personen vor dem Polizeirichter ist auf die Zunahme im Greyerzbezirk (+155 im Vergleich zu 2016) und Broyebezirk (+35 im Vergleich zu 2016) zurückzuführen. In den übrigen Bezirken entsprechen die Zahlen insgesamt denjenigen vom Vorjahr.

Die Polizeirichter haben 93 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2016: 88), 59 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 175 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 2 Massnahmen angeordnet. In 233 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 323 Bussen verhängt. 156 Personen wurden freigesprochen, 29 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	115	14	60	15	4	34	8	250
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	40	5	15	5	1	9	2	77
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	9	2	5	1	0	0	2	19
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	11	3	11	2	1	3	0	31
Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Sexualdelikte</i>	4	0	3	0	0	4	0	11
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	7	0	5	0	0	3	0	15
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	1	0	1	0	0	0	1	3
Divers / <i>Verschiedenes</i>	43	4	20	7	2	15	3	94
Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	20	0	5	0	0	3	0	28
Art. 8 LACP / <i>EGStGB</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	20	0	5	0	0	3	0	28
Infractions / Strafbare Handlungen	215	37	181	43	8	59	30	573
à la loi sur la pêche / <i>gegen das Fischereigesetz</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
à la loi sur la chasse / <i>gegen das Jagdgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
au code forestier / <i>gegen das Waldgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / <i>gegen das Lebensmittelgesetz</i>	2	0	0	0	0	0	0	2
à la loi sur la police des étrangers / <i>gegen das Fremdenpolizeigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les étrangers / <i>gegen das Gesetz über Ausländerinnen und Ausländer</i>	25	0	23	2	6	4	7	67
à la loi sur la protection civile / <i>gegen das Zivilschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / <i>gegen das Tierschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	1	0	1
à la loi sur la protection des eaux / <i>gegen das Gewässerschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les transports publics / <i>gegen das Verkehrsgesetz</i>	7	0	4	0	0	1	0	12
à la loi sur les établissements publics et la danse / <i>gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
à la loi sur le chômage / <i>gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	1	1
à la loi sur la navigation intérieure / <i>gegen das Binnenschiffahrtsgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la circulation routière / <i>gegen das Strassenverkehrsgesetz</i>	60	28	99	34	2	33	12	268
à la loi sur les stupéfiants / <i>gegen das Betäubungsmittelgesetz</i>	60	2	23	0	0	12	4	101
Infractions à la LArm / <i>Verstösse gegen das WG</i>	9	0	4	1	0	2	3	19
Divers / <i>Verschiedenes</i>	50	7	26	6	0	6	3	98
Total	350	51	246	58	12	96	38	851

2.3.2.2.3 Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 6 (2016 : 4, 2015 : 3 ; 2014 : 2 ; 2013: 1 ; 2012: 4 ; 2011: 9). Le Tribunal a condamné 5 personnes à une peine privative de liberté. 3 peines ont été assorties du sursis et une personne a été acquittée.

Anzahl abgeurteilter Personen: 6 (2016 : 4, 2015 : 3; 2014 : 2 ; 2013: 1; 2012: 4; 2011: 9). Das Gericht hat 5 Personen zu einer Freiheitsstrafe verurteilt. Es wurden 3 bedingte Strafen ausgesprochen. Eine Person wurde freigesprochen.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2017, 1212 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton, ce qui représente une augmentation de près de 22% par rapport à l'exercice précédent (2016: 991, 2015: 952*, 2014: 834; 2013: 911, 2012: 908).

*Une malencontreuse erreur s'est glissée dans le rapport 2015 (p. 173). Le total des affaires ressortant des juges de police se montant à 782 et non à 372, le total des personnes ayant occupé les tribunaux pénaux était de 952 en 2015.

2017 wurden 1212 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt, was eine Zunahme von fast 22% im Vergleich zum Vorjahr ergibt (2016: 991, 2015: 952, 2014: 834; 2013: 911, 2012: 908).*

** Im Jahresbericht 2015 hat sich ein Fehler eingeschlichen (S. 173). Da das Total der Fälle der Polizeirichter 782 und nicht 372 beträgt, beläuft sich die Zahl der im Jahr 2015 von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilten Personen auf 952.*

	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Sarine / Saane	113	352		465
Singine / Sense	4	84		88
Gruyère / Greyerz	20	277		297
Lac / See	12	125		137
Glâne / Glane	7	39		46
Broye / Broye	9	109		118
Veveyse / Vivisbach	10	45		55
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht			6	6
Total	175	1031	6	1212

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstraf- gericht	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	1	157	1	159
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	4	29	0	33
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	129	93	5	227
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>		59	0	59
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	20	175	0	195
à l'amende / <i>zur Busse</i>	60	323	2	385
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	44	233	3	280
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	58	67	0	124
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	304	0	304

2.3.2.2.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	Total
Sarine / Saane	42	39		81
Singine / Sense	0	4		4
Gruyère / Greyerz	5	31		36
Lac / See	3	7		10
Glâne / Glane	4	2		6
Broye / Broye	4	12		16
Veveyse / Vivisbach	3	3		6
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			0	0
Total	61	98	0	159

2.3.2.2.5 Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement	34	0	0	0	1	0	1	0	36
<i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>									
Nombre de jours de détention depuis le renvoi	16281	4	3515	229	218	722	340	0	21309
<i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>									

2.4 Juge itinérante

2.4.1 Partie générale

2.4.1.1 Compétences

Fonction instituée lors de la révision de décembre 2014 de la loi sur la justice (art. 10a LJ), le juge itinérant est appelé à pallier les manques temporaires de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires de première instance (Tribunaux d'arrondissement, Justices de paix ou Ministère public).

Chaque autorité qui entend solliciter l'aide de la Juge itinérante doit remplir une fiche de demande d'attribution, qu'elle adresse à la magistrature ; cette dernière préavise la demande, puis la transmet au Tribunal cantonal. Le Conseil de la magistrature décide ensuite des attributions confiées.

La Juge itinérante est appuyée dans ses tâches par un greffier et une secrétaire.

2.4.1.1.1 Composition (juge, greffe et secrétariat)

2.4.1.1.1.1 Juge professionnel

Au 31.12.2017

Nom	Prénom	EPT
Collaud	Marlène	1

2.4.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Le Greffe est assumé par un seul greffier, employé au taux de 100%, à qui sont dévolues également certaines tâches confiées usuellement à un greffier-chef. Une secrétaire assure la tenue du secrétariat de la Cellule judiciaire itinérante ; elle rédige également les projets de décisions relatives aux mises à ban.

2.4.1.1.1.3 Locaux

Le personnel de la Cellule judiciaire itinérante occupe des locaux situés à Fribourg, Rue Frédéric-Chaillet 6, les jours où il n'est pas amené à se déplacer auprès d'une autorité pour siéger.

Les locaux sis à Fribourg permettent notamment à la CJI de recevoir les justiciables et les mandataires pour la consultation des dossiers qui lui sont confiés. Ils ne permettent cependant que difficilement de recevoir des justiciables pour une audition (p.ex. audition d'enfant), ce qui est peu arrangeant. Les audiences se déroulent toujours au siège de l'autorité requérante. Il est à relever qu'au vu du fort taux d'occupation des salles d'audience, la Juge itinérante ne dispose pas de jours fixes prévus pour ses audiences et rencontre ainsi des difficultés lors de l'assignation.

2.4.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La Juge itinérante exerce son activité pour diverses autorités judiciaires du canton, sur leur requête. Ainsi, pour l'année 2017, 42 dossiers ont été attribués à la Juge itinérante (Tribunal d'arrondissement de la Broye : 6 ; Tribunal d'arrondissement de la Glâne : 1 ; Tribunal d'arrondissement de la Gruyère : 12 ; Tribunal d'arrondissement de la Sarine : 18 ; Justice de paix de la Sarine : 5). S'y ajoutent les requêtes de mise à ban adressées à la Justice de paix de la Sarine, représentant un total de 22 demandes. Sont également à ajouter 20 dossiers n'ayant pas fait l'objet de fiches, dès lors qu'il s'agissait d'actes d'accusation complémentaires à un dossier transmis sur fiche ou de requêtes d'assistance judiciaire déposées après la saisine de la Juge itinérante. Le total des dossiers attribués à la Juge itinérante en 2017 s'élève ainsi à 84 dossiers.

Au cours de l'année 2017, la Juge itinérante a liquidé un total de 103 dossiers pour le compte des tribunaux d'arrondissement de la Broye (30), de la Gruyère (22), de la Sarine (20) et de la Glâne (2), ainsi que pour la Justice de paix de la Sarine (29).

2.4.1.1.2.2 Affaires civiles

La Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 50 dossiers civils : 29 l'ont été au bénéfice de la Justice de paix de la Sarine, dont 17 requêtes de mise à ban, et 1 pour le compte du Tribunal de la Broye. Dans le cadre d'une aide ponctuelle auprès du Tribunal de la Sarine, 20 dossiers ont été liquidés.

2.4.1.1.2.3 Affaires pénales

La Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 53 dossiers pénaux, répartis entre les Tribunaux de la Broye (29 dossiers : 28 dossiers de Juge de police et 1 de Tribunal pénal), de la Gruyère (22 dossiers de Juge de police) et de la Glâne (2 dossiers, dont un traité en Tribunal pénal, et le second en tant que Présidente du Tribunal).

2.4.1.1.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

De manière générale, le personnel de la Cellule judiciaire itinérante entretient de bons rapports avec l'ensemble des autorités, avocats et autres intervenants. Il est toutefois regrettable de constater que l'information sur la création et le fonctionnement de la CJI n'a vraisemblablement pas été suffisante, puisque plus d'une année après sa mise en œuvre, l'institution du juge itinérant suscite encore beaucoup d'interrogations de la part des membres du barreau et des autres intervenants sollicités.

2.4.1.1.3 Formation

La Juge itinérante et son greffier ont tous deux participé aux trois journées de formation suivantes :

- > La parole de l'enfant en justice, dispensée par l'ERMP, à Neuchâtel, le 26 octobre 2017 ;
- > La journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois, à Fribourg, le 3 novembre 2017 ;
- > Le Cours de perfectionnement de la Société suisse de droit pénal, à Neuchâtel, les 9-10 novembre 2017.

2.4.1.1.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant

2.4 Gerichtsunabhängige Richterin

2.4.1 Allgemeiner Teil

2.4.1.1 Kompetenzen

Diese neue Funktion wurde bei der Revision des Justizgesetzes (Art. 10a JG) im Dezember 2014 geschaffen. Die gerichtsunabhängige Richterin oder der gerichtsunabhängige Richter wird dazu aufgerufen, temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten bei den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden (Bezirksgerichte, Friedensgerichte oder Staatsanwaltschaft) zu überbrücken.

Jede Behörde, die beabsichtigt, die Hilfe der gerichtsunabhängigen Richterin in Anspruch zu nehmen, muss ein ausgefülltes Antragsformular für die Zuteilung an die Magistratsperson senden; diese nimmt Stellung zum Antrag und leitet ihn an das Kantonsgericht weiter. Der Justizrat entscheidet daraufhin über die Zuteilungen.

Die gerichtsunabhängige Richterin wird in ihren Aufgaben von einem Gerichtsschreiber und einer Sekretärin unterstützt.

2.4.1.1.1 Zusammensetzung (Richterin, Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

2.4.1.1.1.1 Berufsrichterin

Am 31.12.2017

Name	Vorname	VZÄ
Collaud	Marlène	1

2.4.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristische Ausbildung	1

Ein einziger Gerichtsschreiber hat die Gerichtsschreiberei inne; er ist zu 100 % angestellt und nimmt auch einige Aufgaben wahr, die sonst einer Chef-Gerichtsschreiberin oder einem Chef-Gerichtsschreiber übertragen werden. Eine Sekretärin stellt die Sekretariatsführung der gerichtsunabhängigen Einheit sicher; sie erstellt auch die Entscheidungsentwürfe für richterliche Verbote.

2.4.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Personal der gerichtsunabhängigen Einheit befindet sich an den Tagen, an denen es nicht an einer Sitzung bei einer anderen Behörde anwesend ist, in den Räumlichkeiten an der Rue Frédéric-Chaillet 6 in Freiburg.

Die Räumlichkeiten in Freiburg erlauben es der gerichtsunabhängigen Einheit namentlich, Rechtsuchende und Rechtsvertreter für die Einsicht in die ihr anvertrauten Dossiers zu empfangen. Rechtsuchende und Rechtsvertreter für eine Anhörung zu empfangen (z. B. die Anhörung von Kindern), ist hingegen schwieriger. Die Verhandlungen finden immer am Sitz der antragstellenden Behörde statt. Es ist darauf hinzuweisen, dass die gerichtsunabhängige Richterin durch die hohe Auslastung der Anhörungssäle keinen fixen Tag pro Woche für ihre Sitzungen hat und sich daher Probleme stellen, diese einzuberufen.

2.4.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.1.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die richtsunabhängige Richterin übt ihre Tätigkeit auf Antrag für verschiedene kantonale Gerichtsbehörden aus. Für das Jahr 2017 wurden der richtsunabhängigen Richterin 42 Fälle zugewiesen (Bezirksgericht Broye: 6; Bezirksgericht Glane: 1; Bezirksgericht Greyerz: 12; Bezirksgericht Saane: 18; Friedensgericht des Saanebezirks: 5). Dazu kommen 22 an das Friedensgericht des Saanebezirks gerichtete Gesuche für richterliche Verbote. Dazu kommen ebenfalls 20 Fälle ohne Antragsformular, da es sich um Anklageschriften handelt, die Fälle mit Antragsformular ergänzen oder um Gesuche um Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege, die nach der Anrufung der richtsunabhängigen Richterin eingereicht wurden. Die Gesamtzahl der Fälle, die der richtsunabhängigen Richterin zugewiesen wurden, beläuft sich 2017 auf 84 Fälle.

Während des Jahres 2017 hat die richtsunabhängige Richterin 103 Fälle erledigt: 30 für das Bezirksgericht Broye, 22 für das Bezirksgericht Greyerz, 20 für das Bezirksgericht Saane, 2 für das Bezirksgericht Glane sowie 29 für das Friedensgericht des Saanebezirks.

2.4.1.1.2.2 Zivilverfahren

Die richtsunabhängige Richterin hat 50 zivilrechtliche Fälle behandelt: 29 für das Friedensgericht des Saanebezirks (davon 17 Gesuche für richterliche Verbote) und 1 Fall für das Bezirksgericht Broye. Im Rahmen einer punktuellen Hilfestellung für das Bezirksgericht Saane wurden 20 Fälle erledigt.

2.4.1.1.2.3 Strafverfahren

Die richtsunabhängige Richterin hat 53 strafrechtliche Fälle behandelt, davon 29 für das Bezirksgericht Broye (28 Fälle des Polizeirichters und 1 des Strafgerichts), 22 für das Bezirksgericht Greyerz (22 Fälle des Polizeirichters) und 2 für das Bezirksgericht Glane (1 des Strafgerichts und 1 als Präsidentin des Gerichts).

2.4.1.1.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die richtsunabhängige Einheit unterhält grundsätzlich ein gutes Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten. Es ist jedoch bedauerlich, dass die Information über die Schaffung und den Betrieb der richtsunabhängigen Einheit wahrscheinlich nicht ausreichend war, denn ein Jahr nach der Umsetzung wirft die Institution bei der Anwaltschaft und anderen Beteiligten immer noch viele Fragen auf.

2.4.1.1.3 Weiterbildung

Die richtsunabhängige Richterin und ihr Gerichtsschreiber haben an den drei folgenden Weiterbildungstagen teilgenommen:

- > Die Anhörung des Kindes in der Justiz, angeboten vom westschweizerischen Institut der Strafverfolgungsbehörden (ERMP) in Neuenburg am 26. Oktober 2017;
- > Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbands in Freiburg am 3. November 2017;
- > Weiterbildung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Neuenburg am 9. und 10. November 2017.

2.4.1.1.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.5 Tribunal des mesures de contrainte

2.5.1 Partie générale

2.5.1.1 Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

2.5.1.2 Remarques générales

2.5.1.2.1 Juges

Au 31.12.2017

Nom	Prénom	EPT
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan-Bleicker	Delphine	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		1.5

L'année 2017 a été marquée par le départ à la retraite du Juge Michel Wuilleret. Ce Magistrat a œuvré au sein de la justice fribourgeoise durant plus de 25 ans, d'abord comme juge d'instruction, puis comme juge cantonal et finalement comme juge au Tribunal des mesures de contrainte. Le Tribunal le remercie de son engagement en faveur de la justice fribourgeoise et lui exprime toute sa gratitude pour le travail accompli pendant de si nombreuses années. Il a été remplacé par Delphine Maradan-Bleicker. Elle est entrée en fonction le 1^{er} août 2017.

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose actuellement de trois juges ordinaires, soit Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras et Delphine Maradan-Bleicker, chacun à un taux d'activité de 50 %, ainsi que de quatre juges suppléants, soit Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy, Présidents de première instance, et Peter Stoller, Greffier au Tribunal d'arrondissement.

Le Tribunal des mesures de contrainte juge sans greffier ou greffière (art. 73 al. 1 LJ).

2.5.1.2.1.1 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2017)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	0
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	0.8

La Cheffe de bureau est engagée à 50 %. Présente la première partie de la semaine, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal.

A la suite de demandes formulées régulièrement depuis 5 ans, un poste supplémentaire de secrétaire à 30 % a été accordé au Tribunal à partir du 1^{er} août 2017, d'abord en contrat de durée déterminée, puis, dès le 1^{er} janvier 2018, en contrat de durée indéterminée.

En outre, par le biais d'un « contrat sur le crédit des jeunes demandeurs d'emploi » de durée limitée, le Tribunal a une nouvelle fois pu s'attacher les services d'une jeune demandeuse d'emploi pour un taux d'activité de 60 %, soit tous les après-midis, plus un matin par semaine, pour la période allant du 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 août 2017. De plus, depuis le 16 août 2017, le Tribunal a pu s'assurer les services d'un stagiaire « pré-HEG » pour la durée d'une année.

Durant l'été 2017, le Tribunal a pu profiter de l'appui d'un étudiant en droit qui a effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. Le Tribunal a déjà eu recours à des stagiaires universitaires les années précédentes. L'étudiant rédige des projets d'ordonnances et prépare des procès-verbaux, assiste aux audiences, fait des recherches juridiques et effectue des tâches de secrétariat. Le Tribunal souhaite reconduire cette expérience très positive l'année prochaine.

2.5.1.2.2 Locaux

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille en outre le Conseil de la magistrature et six appartements privatifs. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires, la quatrième par le secrétariat/réception, ainsi que d'une cuisine/bibliothèque/salle de conférence/bureau du stagiaire pré-HEG. Les locaux sont peu fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité. Le stagiaire universitaire en est réduit à changer de place en fonction de l'absence des autres collaborateurs. Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Les mercredis, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à maintenant, le Tribunal de la Sarine, par ses huissiers, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Depuis cette année, le Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait également aux exigences de la Police (convoyeurs), garantit une certaine discrétion et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leur client dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique le déplacement systématique du juge et de la secrétaire, jusqu'au Tribunal de la Sarine, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps considérable. La proximité du Tribunal avec le Ministère public offre cependant l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre ces autorités.

2.5.1.3 Activité juridictionnelle

2.5.1.3.1 Remarques générales

Pour sa 7^e année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 897 nouvelles affaires (2011 : 574 ; 2012 : 735 ; 2013 : 797 ; 2014 : 777 ; 2015 : 759 ; 2016 : 915), en sus des 10 affaires pendantes au 31 décembre 2016. 7 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2017. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 900 affaires liquidées, 838 (2016 : 854) ont été traitées en français et 62 (2016 : 55) en allemand, soit 93 % en français et 7 % en allemand. 2 (2016 : 2) affaires ont été liquidées par les juges suppléants. Le Tribunal a tenu 129 audiences (2016 : 128).

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2012 et 2013, ce nombre s'est stabilisé en 2014 et 2015 pour connaître une nouvelle forte augmentation en 2016. En 2017 le nombre de nouvelles affaires s'est stabilisé à haut niveau. Toutefois, depuis la création du Tribunal en 2011, le nombre total des affaires enregistrées a augmenté de 56 %. La charge de travail a augmenté de manière considérable, alors que les taux d'activité des juges sont restés les mêmes. Vu l'augmentation constante du nombre d'affaires, mais vu également le nombre de tâches supplémentaires déjà attribuées au Tribunal et à venir (révision de la LEtr, de la LSCPT et de la CPP notamment), les Juges demanderont, pour l'exercice 2019, d'augmenter la dotation du Tribunal des mesures de contrainte, par l'élévation du taux d'activité des Juges. Compte tenu des délais légaux très courts (48 et 96 heures respectivement en matière pénale et administrative), les demandes de détention doivent être traitées très rapidement, ce qui oblige régulièrement les trois juges à consacrer une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction. Les permanences et la tenue d'audiences en fin de semaine exigent également de leur part mais aussi des secrétaires et des convoyeurs une disponibilité considérable. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Afin de combler le sous-effectif évident du secrétariat, l'engagement d'une secrétaire supplémentaire a été demandé dans le cadre de chaque budget ordinaire depuis 2012. Le Tribunal est extrêmement satisfait que le Conseil d'Etat a finalement donné suite à cette demande et accordé un 30 % supplémentaire au secrétariat du Tribunal. La dotation reste toutefois en sous-effectif. Depuis 7 ans, le Tribunal a eu recours à des stagiaires universitaires, à des stagiaires 3+1 et pré-HEG, système qui a atteint ses limites. Ainsi, un secrétariat occupé à 100 % est indispensable. Le Tribunal devra continuer, à tout le moins pour le moment, à faire appel à un stagiaire pré-HEG et à des stagiaires universitaires. L'élévation du taux d'activité des Juges et/ou la création d'un poste de greffier permettront de faire face à l'accroissement considérable des tâches constatées depuis 2011 et de remédier à la sous-dotation manifeste.

2.5.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Le nombre d'ordonnances en matière de détention a une nouvelle fois augmenté par rapport à l'année précédente (2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Après deux années avec des fortes augmentations, le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a diminué, mais reste important (2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144).

En 2017, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 33 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 2 recours ont été admis et un recours a été admis partiellement. 2 affaires ont été déferées au Tribunal fédéral. Un recours a été rejeté et l'autre a été déclaré irrecevable par le Tribunal fédéral.

2.5.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Après avoir augmenté en 2016, le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a de nouveau diminué en 2017 (2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Cette situation pourrait à nouveau changer avec l'ouverture du centre fédéral pour requérants d'asile à Chevrolles au 1^{er} janvier 2018. Parmi les autres mesures de contrainte administrative dont le Tribunal a été saisi, l'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2017, 2 décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. Les 2 recours ont été rejetés par le Tribunal cantonal.

2.5.1.4 Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal et traducteur pour la revue juridique online CPC-ZPO annoté.

La juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Présidente suppléante de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle représente également le Tribunal dans un groupe de travail relatif à la mise en œuvre des bracelets électroniques en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

La Juge Delphine Maradan-Bleicker représente le Tribunal auprès du groupe de travail Dialogue Justice-Santé.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année.

2.5 Zwangsmassnahmengericht

2.5.1 Allgemeiner Teil

2.5.1.1 Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

2.5.1.2 Allgemeine Bemerkungen

2.5.1.2.1 Richter/innen

Am 31.12.2017

Name	Vorname	VZÄ
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan-Bleicker	Delphine	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Das Jahr 2017 war gekennzeichnet durch den Rücktritt altershalber des Richters Michel Wuilleret. Dieser Richter war während mehr als 25 Jahren im Freiburger Justizwesen tätig, zuerst als Untersuchungsrichter, dann als Kantonsrichter und schliesslich als Zwangsmassnahmenrichter. Das Gericht spricht ihm seinen Dank aus für sein Engagement im Dienst der Freiburger Justiz und für die Arbeit, die er während vieler Jahre geleistet hat. Er wurde durch Delphine Maradan-Bleicker ersetzt. Sie hat ihr Amt am 1. August 2017 angetreten.

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zurzeit zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras und Delphine Maradan-Bleicker, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy, sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Das Zwangsmassnahmengericht entscheidet ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber (Art. 73 Abs. 1 JG).

2.5.1.2.1.1 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2017)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	0
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	0.8

Die Bürochefin ist zu 50 % angestellt. Sie ist während der ersten Wochenhälfte anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts.

Nachdem das Gericht während fünf Jahren regelmässig um personelle Verstärkung des Sekretariats ersucht hatte, wurde ihm ab 1. August 2017 eine zusätzliche Sekretariatsstelle von 30 % gewährt, zuerst in Form eines zeitlich beschränkten Arbeitsvertrages und ab 1. Januar 2018 zeitlich unbeschränkt.

Erneut konnte sich das Gericht dank eines zeitlich beschränkten Anstellungsvertrages über einen Kredit für junge Stellensuchende der Dienste einer jungen Stellensuchenden versichern; diese Person war vom 1. Juli 2016 bis zum 31. August 2017 zu 60 % angestellt und jeweils nachmittags sowie einen Vormittag pro Woche anwesend. Zudem verfügt das Zwangsmassnahmengericht seit dem 16. August 2017 für die Dauer eines Jahres über einen Praktikanten «pré-HEG».

Im Sommer 2017 konnte das Gericht von der Unterstützung eines Rechtsstudenten profitieren, der ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvierte. Das Gericht konnte in den vergangenen Jahren regelmässig von der Unterstützung von Rechtsstudenten als Praktikanten profitieren. Diese erarbeiten für das Gericht Verfügungsentwürfe, bereiten Protokolle vor, nehmen an Verhandlungen teil, nehmen rechtliche Abklärungen vor und erledigen Sekretariatsarbeiten. Das Zwangsmassnahmengericht beabsichtigt, diese sehr positive Erfahrung im kommenden Jahr zu wiederholen.

2.5.1.2.2 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Das Gericht verfügt über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen Richtern und ein vierter vom Sekretariat/Empfang belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek/Sitzungszimmer/Büro Praktikant «pré-HEG». Die Räumlichkeiten sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf. Der Rechtspraktikant ist gezwungen, seinen Arbeitsplatz je nach Anwesenheit der übrigen Mitarbeitenden zu wechseln. Insbesondere umfassen die Räumlichkeiten keinen Verhandlungssaal, welcher für das Funktionieren des Gerichts unabdingbar ist. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Gericht während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane bzw. dessen Weibel stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Seit diesem Jahr hat das Gericht auch die Möglichkeit, die Gerichtssäle des Kantonsgerichts zu nutzen, falls im Bezirksgericht der Saane ausnahmsweise kein Verhandlungssaal verfügbar ist. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge, gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich Richter und Sekretärin mehrmals pro Woche verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den beiden Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

2.5.1.3 Gerichtstätigkeit

2.5.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

In seinem siebten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2016 hängigen 10 Dossiers 897 neue Angelegenheiten einregistriert (2011: 574, 2012: 735, 2013: 797, 2014: 777, 2015: 759; 2016: 915). Davon waren am 31. Dezember 2017 noch 7 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 900 erledigten Angelegenheiten waren 838 (2016: 854) in französischer und 62 (2016: 55) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 93 % auf Französisch und 7 % auf Deutsch. Die Ersatzrichter haben 2 Angelegenheiten behandelt. Das Gericht hat 129 Verhandlungen durchgeführt (2016: 128).

Nach einer starken Zunahme der Angelegenheiten in den Jahren 2012 und 2013 hatte sich deren Anzahl in den Jahren 2014 und 2015 stabilisiert, um im Jahr 2016 stark zuzunehmen. Im Jahr 2017 hat sich die Anzahl neuer Angelegenheiten auf hohem Niveau stabilisiert. Allerdings hat sich die Anzahl einregistrierter Angelegenheiten seit der Schaffung des Gerichts im Jahr 2011 gesamthaft um 56 % erhöht. Die Arbeitslast hat somit stark zugenommen, während der Tätigkeitsgrad der Richterinnen und Richter unverändert geblieben ist. Aufgrund der stetigen Zunahme

der Angelegenheiten sowie auch der zusätzlichen Aufgaben, die dem Gericht übertragen wurden oder noch werden (insbes. Revision des AuG, des BÜPF und der StPO), werden die Richter für das Geschäftsjahr 2019 eine Erhöhung ihres Tätigkeitsgrads beantragen. Aufgrund der sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden in Straf- bzw. Administrativsachen) müssen die Haftgesuche sehr rasch behandelt werden, was die drei Richter regelmässig dazu zwingt, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion zu widmen. Aufgrund der Pikettdienste am Wochenende und aufgrund von Verhandlungen Ende Woche wird nicht nur von den drei ordentlichen Richtern, sondern auch vom Sekretariat und der Transportgruppe ein beträchtliches Mass an Verfügbarkeit verlangt. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Um die offensichtliche Unterbesetzung des Sekretariats zu beseitigen, hat das Gericht seit 2012 jedes Jahr im Rahmen der ordentlichen Budgets die Anstellung einer zusätzlichen Sekretärin beantragt. Das Gericht zeigt sich äusserst erfreut darüber, dass der Staatsrat diesem Begehren nun Folge gegeben und dem Sekretariat eine zusätzliche 30-%-Stelle bewilligt hat. Die personelle Dotierung bleibt aber ungenügend. Seit 7 Jahren greift das Gericht auf Universitätspraktikanten sowie Praktikanten « 3+1 » oder « pré-HEG » zurück, aber dieses System stösst an seine Grenzen. Ein zu 100 % besetztes Sekretariat ist unerlässlich. Das Gericht wird, zumindest in naher Zukunft, weiterhin einen Praktikanten «^opré-HEG» sowie Rechtspraktikanten anstellen müssen. Die Erhöhung des Beschäftigungsgrades der Richter und/oder die Schaffung einer Gerichtsschreiberstelle würden erlauben, die seit 2011 beträchtliche Zunahme der Anzahl Angelegenheiten zu bewältigen und der chronischen Unterdotierung Abhilfe zu schaffen.

2.5.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden hat im Vergleich zum Vorjahr erneut zugenommen (2017: 573; 2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Nach zwei Jahren starker Zunahme hat die Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, im Jahr 2017 abgenommen, bleibt aber hoch (2017: 245; 2016: 283; 2015: 234, 2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2017 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in 33 Fällen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. Zwei Beschwerden wurden vollständig und eine teilweise gutgeheissen. Zwei Angelegenheiten wurden an das Bundesgericht weitergezogen. Dieses trat auf eine Beschwerde nicht ein und wies die andere ab.

2.5.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nach einer Zunahme im Jahr 2016 hat die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle von verwaltungsrechtlicher Haft im Jahr 2017 wieder abgenommen (2017: 66; 2016: 83, 2015: 75, 2014: 90, 2013: 71; 2012: 61). Dies könnte sich mit der Eröffnung des Bundeszentrums für Asylsuchende in Giffers am 1. Januar 2018 erneut ändern. Unter den übrigen verwaltungsrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2017 ist gegen zwei ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht erhoben worden. Beide Beschwerden wurden abgewiesen.

2.5.1.4 Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht und Übersetzer für die juristische Online-Zeitschrift ZPO-CPC.

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Stellvertreterin des Präsidenten der Rekurskommission der Universität Freiburg. Weiter vertritt sie das Zwangsmassnahmengericht in einer Arbeitsgruppe zur Einführung der elektronischen Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft.

Die Richterin Delphine Maradan-Bleicker vertritt das Gericht in der Arbeitsgruppe « Dialogue Justice-Santé ».

Die drei Richter nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden.

2.5.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.5.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	4
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	897	915
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	900	909
ordonnance / <i>Verfügung</i>	900	907
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	2
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	10

2.5.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

2.5.2.2.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2017	2016
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	824	814
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	542	514
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	31	11
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	245	283
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	1	1
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	3	1
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	2	4
Cautionnement préventif / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	464	409
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	57	76
Rejet / <i>Abweisung</i>	41	29
Irrecevabilité manifeste / <i>offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	8	8
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	0	0
Liquidation par lettre / <i>Erladigung durch Brief</i>	0	1
Mesures de surveillance autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen genehmigt</i>	240	276
Mesures de surveillance pas autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt</i>	1	1
Mesures de surveillance partiellement autorisées /	0	3

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2017	2016
<i>Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt</i>		
Retrait / Rückzug	1	1
Mesures de surveillance devenues sans objet / <i>Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden</i>	3	2
Garantie de l'anonymat autorisée / <i>Zusicherung der Anonymität bewilligt</i>	1	1
Levée des scellés autorisée / <i>Entsiegelung bewilligt</i>	1	0
Levée des scellés partiellement autorisée / <i>Entsiegelung teilweise bewilligt</i>	2	1
Investigation secrète autorisée / <i>verdeckte Ermittlung genehmigt</i>	2	3
Investigation secrète sans objet / <i>verdeckte Ermittlung gegenstandslos geworden</i>	0	1
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / <i>Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert</i>	0	0

2.5.2.2.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	2
Recours introduits / <i>ingereichte Beschwerden</i>	33	31
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	33	33
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2017	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	2
Rejet / <i>Abweisung</i>	26	22
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	3	4
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	4

2.5.2.2.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2017	2016
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	76	95
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	66	83
Autres mesures de contrainte administratives / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen</i>	8	5
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	2	7
Réclamation / <i>Einsprache</i>	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	36	29
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	1	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	28	50
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	3	5
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	5	4
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	6
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
Réclamation partiellement admise / <i>Einsprache teilweise gutgeheissen</i>	0	0

2.5.2.2.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	2	0
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	2	1
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	0	0

2.5.2.2.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	4
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	1

	2017	2016
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise		
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	0
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	1	3

2.5.2.3 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 900 (2016: 909) affaires liquidées, 838 (2016: 854) ont été traitées en français et 62 (2016: 55) en allemand, soit 93 % (2016: 94 %) en français et 7 % (2016: 6 %) en allemand.

Von den 900 (2016: 909) erledigten Angelegenheiten wurden 838 (2016: 854) auf Französisch und 62 (2016: 55) auf Deutsch behandelt, das heisst 93 % (2016: 94 %) auf Französisch und 7 % (2016: 6 %) auf Deutsch.

2.6 Les Justices de paix

2.6.1 Partie générale

2.6.1.1 Justice de paix de la Sarine

2.6.1.1.1 Composition et locaux

2.6.1.1.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Gobet Gaël	Juge de paix (répondant administratif)	0.9
Imhof Mélanie	Juge de paix (vice-répondante administrative)	0.6
Queloz Delphine	Juge de paix	1.0
Suter Wanda	Juge de paix	0.7
Monnerat Violaine	Juge de paix	0.6
Total équivalents plein-temps EPT		3.8

La Justice de paix de la Sarine est composée de cinq cellules judiciaires pour un 380% de juge de paix.

Les juges de paix exercent leur fonction à 100% pour Delphine Queloz, à 90% pour Gaël Gobet, à 70% pour Wanda Suter, à 60% pour Mélanie Imhof et 60% pour Violaine Monnerat.

La répondance administrative pour 2018 sera assurée par Delphine Queloz et la vice-répondance par Mélanie Imhof.

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Ackermann Béatrice	Juge assesseure
Allemann Michel	Juge assesseur
Bapst Fabienne	Juge assesseure
Bertoni Andrea	Juge assesseur (fin de mandat au 30.06.2017)
Blanc-Audergon Véronique	Juge assesseure (fin de mandat au 30.06.2017)
Chocomeli Lucas	Juge assesseur
Felder Florian	Juge assesseur
Frölicher-Güggi Stefanie	Juge assesseure
Griesser Nathalie	Juge assesseure
Guillet Myriam	Juge assesseure
Gumy Christian	Juge assesseur
Jordan Marine	Juge assesseure
Marthe Roger	Juge assesseur
Mayer Aldana Danièle	Juge assesseure

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Merkle Madeleine	Juge assesseure
Nicolet Sonia	Juge assesseure
Piller-Trüssel Monica	Juge assesseure (fin de mandat au 31.12.2017)
Raemy Jacqueline	Juge assesseure
Roelli Claire	Juge assesseure
Seydoux Christian	Juge assesseur
Schäfer Marie	Juge assesseure (nomination au 13.09.2017)
Wattendorff Matthias	Juge assesseur
Turchet Yves	Juge assesseur

La Justice de paix dispose actuellement de 20 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

2.6.1.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	11
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	8.95

Durant l'année 2017, une greffière a souhaité réorienter sa carrière professionnelle. Elle a été remplacée par une nouvelle collaboratrice. Le poste de greffier-chef, occupé précédemment par une seule personne à 100%, a été attribué à deux greffières à l'interne, suite à la mise au concours. Elles exercent leur fonction de greffière-chef à raison de 50% chacune. Par ailleurs, elles continuent à exercer à un taux de 50% d'activité de greffe pour une Juge de paix.

Nous bénéficions également du soutien d'une greffière à 50% et d'une secrétaire à 40% engagées sur le crédit des invalides, de 2 apprenties (malheureusement pour des raisons de santé une apprentie a interrompu son apprentissage en date du 31 octobre 2017), d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale) et de 3 greffiers stagiaires.

A cela s'ajoute du personnel engagé avec un statut hors budget :

Contrats de durée déterminée	EPT
Greffier JDE (du 01.01 au 31.12.2017)	1.0
Greffier PET (du 18.07 au 17.10.2017) / (du 01.09 au 01.12.2017)	1.0
Secrétaire comptable JDE (du 01.01 au 31.08.2017) / (01.09 au 31.12.2017)	1.0
Secrétaire comptable PET / (du 01.09 au 01.12.2017)	1.0
Total	4.0

Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contrainte, l'ORP et le SPO.

Au niveau de la gestion du personnel, des changements ont dû être opérés. En effet, en vue d'une harmonisation des pratiques internes, le secrétariat a été réorganisé avec succès. Nous tenons à souligner que la transformation des contrats précaires en contrats de durée indéterminée a eu un effet très positif sur le personnel.

2.6.1.1.1.3 Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels. Nous avons subi des dégâts matériels en raison d'un sinistre (foudre) qui ont pu être rapidement réparés.

2.6.1.1.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Nous constatons une stabilité au niveau des nouvelles affaires, tout en précisant que la charge de travail continue d'être importante.

A toutes fins utiles, nous relevons que les juges de paix ont procédé, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017, à 1'538 auditions. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, les Juges de paix ont instruit 1'596 nouvelles procédures, mineurs et adultes confondus. Sur la même période, ils ont clos 2'431 affaires, toutes instances confondues. Il en ressort qu'au 31 décembre 2017, la Justice de paix comptabilise 3'380 dossiers adultes et mineurs en cours. Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la justice de paix. Nous constatons également que les dossiers se complexifient juridiquement et sont plus sensibles émotionnellement.

2.6.1.1.3 Formation

Deux Juges de paix ont débuté un CAS en magistrature en parallèle de leur fonction. Ils achèveront cette formation en 2018. Par ailleurs, des juges et des greffiers ont suivi une journée de formation sur les enfants exposés aux violences au sein du couple (journée LAVI). Les greffiers ont pu bénéficier de diverses formations en lien avec leur activité.

Nous relevons que les juges sont régulièrement sollicités pour exposer leur travail ou participer à des tables rondes.

2.6.1.1.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

2.6.1.1.4.1 Perspectives législatives

Nous apprécions travailler avec le droit actuel de la protection de l'enfant et de l'adulte. Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2017, le nouveau droit de l'entretien de l'enfant est entré en vigueur. Par l'intermédiaire de la Conférence des Juges de paix, une marche à suivre ainsi que des modèles ont été établis, en vue d'une pratique cantonale uniforme. Pour l'heure, il est prématuré de tirer un bilan, par manque de cas soumis.

2.6.1.1.4.2 Contrôle et approbation des comptes

Depuis la réorganisation des Justices de paix en 2008, nous accusons un important retard dans la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées. Cette situation n'est pas sans danger notamment au vu de la responsabilité de l'Etat. Nous avons consenti d'importants efforts pour combler ce retard en affectant régulièrement du personnel à notre service comptable. La réflexion de fond entamée en 2015 se poursuit. Les propositions faites par le secrétaire-comptable engagé l'année dernière ont pu être mises en œuvre. En concours avec le travail du secteur comptabilité, elles ont permis de juguler une bonne partie du retard pris ces dernières années. A la fin 2017, les comptes de l'année 2015 ont été approuvés en grande majorité pour les curateurs professionnels.

2.6.1.1.4.3 Spécificité du district de la Sarine

Nous soulignons que sur les 1968 requérants d'asile résidant dans le canton de Fribourg (cf. portail internet Etat de Fribourg, statistiques, état en juillet 2017), 1251 sont logés dans le district de la Sarine, ce qui représente près de 65% de tous les demandeurs. Cette population a une influence directe sur notre activité, tant au niveau de la protection des adultes que des mineurs. Les procédures sont en effet plus complexes en raison de la difficulté de la langue et de la diversité des cultures.

Nous relevons également que la répartition des familles suivies par le service AEMO (action éducative en milieu ouvert) se concentre en grande majorité sur le district de la Sarine : sur 257 familles suivies dans le canton en 2016, 98 l'ont été dans le district de la Sarine (près de 40%). De plus, sur les 63 jeunes en difficulté placés en urgence à Transit, 29 provenaient du district de la Sarine, soit près de la moitié (cf. rapport annuel 2016 de la Fondation Transit).

2.6.1.1.4.4 Informatique

Dans le cadre du plan directeur du Conseil de la magistrature et du plan gouvernemental du Conseil d'Etat, plusieurs membres de la Justice de paix ont participé à la présentation de la salle EUDE, à Givisiez. Les collaborateurs se réjouissent de disposer dès l'année prochaine de nouveaux matériels informatiques. Il sied toutefois de relever que dans les projets d'e-dossiers et d'e-justice, des forces de travail annexes devront être mis à disposition afin de mettre en place ces objectifs de digitalisation. Delphine Queloz a par ailleurs été nommée membre, représentante des Justices de paix, à la Commission informatique des Autorités judiciaires, commission qui a été mise sur pied au courant de cette année 2017.

2.6.1.1.4.5 Déplacements/place de parc

Les Juges de paix continuent de se déplacer toutes les semaines au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans les divers établissements hospitaliers du canton, dans d'autres institutions du canton ou au domicile des personnes concernées. Malgré leurs demandes réitérées, aucune solution de parcage n'a été apportée, en précisant que les Juges de paix n'utilisent pas leurs voitures pour se rendre au travail, mais uniquement pour se déplacer dans l'exercice de leur fonction. De plus, il sied de souligner que la requalification du quartier du Bourg a un impact significatif sur les possibilités de déplacements tant des Juges que des justiciables. Cette problématique a été portée à la connaissance des autorités compétentes.

2.6.1.2 Justice de paix de la Singine

2.6.1.2.1 Composition et locaux

2.6.1.2.1.1 Composition de la justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

La justice de paix dispose de deux juges de paix exerçant à titre principal (pour 1,5 poste à temps complet en tout), Béatrice Kaeser et Dr Caroline Gauch, cette dernière occupant depuis le 1er juillet 2017 le poste à 50% nouvellement créé. De plus, neuf assesseur-e-s exercent leur fonction à la justice de paix.

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom, prénom	Fonction	EPT
Kaeser Béatrice	Juge de paix	0.9
Dr Gauch Caroline	Juge de paix	0.6
Total des unités équivalents plein temps EPT		1.5

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2017)

Nom, prénom	Fonction
Aerschmann Gabrielle	Assesseure
Andrey Dominik	Assesseur
Riedo Yvo	Assesseur
Reidy Sylvia	Assesseure
Mäder Bernadette	Assesseure
Gauch Brigitte	Assesseure
Piller Marie-Therese	Assesseure
Tinguely Bruno	Assesseur
Raemy Rita	Assesseure

2.6.1.2.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT collaborateurs/trices de formation juridique	3.6
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	1.4

Le greffe se compose en principe de trois greffiers, qui travaillent chacun à temps partiel (à 90%, à 70% et à 50%), ainsi que d'un greffier-stagiaire (100%). Au 31 mars 2017, Bettina Friedli a donné son congé en tant que greffière et a été remplacée par Yannick Riedo, qui exerçait déjà en qualité de greffier extraordinaire auprès de la justice de paix. Johanna Mayer a également résilié son contrat de greffière avec effet au 31 juillet 2017, et elle a été remplacée par Gabriela Doleschal (50%).

Par ailleurs, Christian Jungen a aussi quitté la justice de paix en été 2017. Son poste à 90% n'a pas pu être repourvu immédiatement. A court terme, Martina Sturny a été engagée à 40% pour une durée déterminée, jusqu'à la fin 2017, à titre de greffière extraordinaire. Afin d'éviter de nouveaux changements de personnel, il a été renoncé à l'engagement d'un nouveau stagiaire et Petra Vondrasek, l'actuelle greffière-stagiaire, a été embauchée comme greffière extraordinaire à 60% jusqu'à fin 2018. Dès le 1er février 2018, le poste à 90% sera occupé par Julia Jaoui, greffière ordinaire.

Yannick Riedo a été nommé greffier-chef avec effet au 1er novembre 2017.

Le secrétariat du greffe est assuré par deux collaboratrices de longue date, Rosmarie Kröpfl et Susanne Schmutz, les deux travaillant à temps partiel (à 80% et à 50%).

2.6.1.2.1.3 Locaux

La justice de paix est installée depuis 2008 à la Préfecture de Tavel. Elle tient ses délibérations dans la salle du tribunal de la préfecture, que partagent le tribunal d'arrondissement et la justice de paix. Le nouveau juge récemment engagé a nécessité une place de travail supplémentaire et les locaux existants ont fait l'objet d'une extension. Les locaux sont fonctionnels, mais la place y est très réduite. Il manque également de l'espace aux archives, raison pour laquelle une solution doit être urgemment trouvée. Diverses questions se posent au vu de la nouvelle exploitation des places de parc, en ce qui concerne leur situation future. Un entretien a été recherché avec la commune.

2.6.1.2.2 Activité judiciaire (charge de travail globale, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Une fois de plus, la charge de travail a été extrêmement lourde en 2017. Les dossiers à traiter sont exigeants, complexes et requièrent beaucoup de temps. En particulier, les avis de mise en danger concernant les enfants et les personnes souffrant de maladies psychiques exigent beaucoup de doigté et de temps. A la suite des changements intervenus au sein du personnel du greffe et de la perte de savoir-faire qui y est liée, la situation s'est encore aggravée. De plus, l'une des deux secrétaires du tribunal a été absente pendant trois mois pour cause d'accident. En conséquence, il y a eu des heures supplémentaires et des vacances qui n'ont pas été prises. Ce n'est que grâce à l'énorme engagement - temps et efforts personnels - du reste des collaborateurs qu'il a été possible de maîtriser les affaires journalières.

Avec l'entrée en fonction au 1er juillet 2017 de la nouvelle juge Dr Caroline Gauch, la situation s'est un peu allégée.

La justice de paix entretient de bonnes relations avec toutes les autorités (Service des curatelles, Clinique de Marsens, Service de la jeunesse et de l'enfance, services sociaux, etc.), tout comme avec les avocats et notaires. L'excellente collaboration, notamment avec le Service de curatelles de la Haute, Moyenne et Basse-Singine, facilite grandement le travail de la justice de paix et contribue considérablement à l'allègement de sa charge.

2.6.1.2.3 Formation continue

Les deux juges de paix ainsi que les deux greffiers ordinaires ont été en mesure de suivre diverses formations continues durant l'année. Les sujets principaux abordés à ces occasions furent la conduite d'un entretien, les méthodes de conciliation et la protection de l'enfant.

2.6.1.2.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, changements dans l'informatique, etc.)

L'équipe de la justice de paix a été mise à très forte contribution en 2017. La charge de travail fut aussi lourde que l'année précédente. Les affaires urgentes et le travail quotidien ont été largement prioritaires, de sorte qu'il ne restait peu ou pratiquement plus de temps pour d'autres affaires. Toute absence pour cause de vacances, maladie, formation, etc., a été ressentie et fut à la limite du supportable. Les changements au sein du personnel du greffe ont rendu la situation encore plus aigüe. Grâce au grand engagement de toute l'équipe, au nouveau poste de juge de paix à 50% et à l'excellente collaboration avec les intéressés, surtout avec le Service de la jeunesse et de l'enfance et le Service des curatelles, il a été possible de régler les cas soigneusement et, pour la majorité d'entre eux, à temps. Dès février 2018, la justice de paix travaille à nouveau en plein effectif, ce qui contribuera certainement à décharger l'équipe.

2.6.1.3 Justice de paix de la Gruyère

2.6.1.3.1 Composition et locaux

2.6.1.3.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Brodard Jean-Joseph	Juge de paix	0.7
Margueron Gummy Sophie	Juge de paix	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Juge de paix	0.7
Total équivalents plein-temps EPT		2.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Barbey Mireille	Juge assesseure
Brodard Frédérique	Juge assesseure
Chiacchiari Helbling Liliana	Juge assesseure
Christen Bloch Marie-Antoinette	Juge assesseure
Décosterd Mike	Juge assesseur
Dunand Elisabeth	Juge assesseure
Genoud Noëlle	Juge assesseure
Glasson Véronique	Juge assesseure
Jaquet René	Juge assesseur
Maradan Philippe	Juge assesseur
Nordmann Maria-Elvira	Juge assesseure
Oberson François	Juge assesseur
Pache Pascale	Juge assesseure

Soulignons que la présence des assesseurs est plus ou moins importante, en fonction de leurs obligations professionnelles et personnelles respectives, et que pour notre autorité il est essentiel de pouvoir compter sur des personnes ayant des disponibilités minimales et une certaine flexibilité.

2.6.1.3.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	3.15

Relevons que, sur les 5 EPT de collaborateurs juristes, 2 EPT sont des greffiers-stagiaires, lesquels, une fois formés, apportent une aide significative dans la gestion du volume des affaires et sont nécessaires au bon respect des délais de traitement des dossiers.

2.6.1.3.1.3 Locaux

Depuis le mois de septembre 2014, la Justice de paix occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle. Ces locaux modernes, lumineux et fonctionnels sont appréciés de l'ensemble des collaborateurs. Il convient cependant de relever que la Justice de paix est d'ores et déjà à l'étroit dans ce nouvel espace ; certains collaborateurs doivent se déplacer d'un poste de travail à l'autre chaque jour, faute de place de travail fixe. Enfin, soulignons qu'avec la nomination prochaine d'un nouveau magistrat, la question des bureaux et des places de travail deviendra critique et l'espace sera insuffisant. De nouvelles solutions devront être rapidement recherchées (agrandissement des locaux, etc.).

2.6.1.3.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires. Les Juges de paix et la greffière-cheffe demeurent surchargés et cumulent les heures supplémentaires et les vacances non prises. L'élection prochaine d'un nouveau magistrat à 50% sera la bienvenue.

La Justice de paix est organisée en trois équipes, chacune composée d'un Juge, d'un greffier principal et d'une secrétaire principale. Les trois Juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque Juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances. Enfin, les dossiers sont répartis entre les trois Juges de paix par la greffière-cheffe.

En outre, cette année, la Justice de paix, à travers des mesures AI, a soutenu le retour d'un collaborateur ayant été arrêté l'an passé plusieurs mois. Grâce à l'investissement de chacun, cette mesure a été un succès et le collaborateur en question retrouvera son activité en 2018 à son taux d'activité ordinaire.

2.6.1.3.3 Formation

Le personnel de la Justice de paix de la Gruyère, en particulier les Juges de paix et greffiers, ont participé à plusieurs formations juridiques ayant trait aux domaines de la protection de l'adulte et de l'enfant.

En outre, Mesdames les Juges de paix Sophie Margueron Gumy et Marie-Laure Paschoud Page ont entrepris un CAS en Magistrature.

2.6.1.3.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

La priorité pour la Justice de paix de la Gruyère reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement.

Les efforts déjà entrepris se poursuivent également s'agissant d'optimiser les processus mis en place et d'harmoniser les pratiques. En outre, la Justice de paix poursuit son engagement afin d'améliorer la collaboration avec les différents intervenants amenés à œuvrer avec elle.

2.6.1.4 Justice de paix du Lac

2.6.1.4.1 Composition et locaux

2.6.1.4.1.1 Composition de la Justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (Etat au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Lerf-Vonlanthen Claudine	Juge de paix	1
Total des unités équivalents plein temps EPT		1

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Achermann Claudia	Assesseure
Aebi Nicole	Assesseure
Andrey Jean-Daniel	Assesseur
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Assesseure
De Kock Els	Assesseure
Egger Guido	Assesseur
Haefliger Jacqueline	Assesseure
Laubscher Brigitte	Assesseure
Reinhard Ryser Marianne	Assesseure
Simonet Olivier	Assesseur
Spring Sabine	Assesseure
Walser Beglinger Annakatharina	Assesseure

La justice de paix compte douze assesseur-e-s qui disposent tous d'une expérience de plusieurs années acquise en ces lieux et de qualifications répondant au profil d'exigences des membres des autorités de protection ainsi qu'aux critères de l'interdisciplinarité. En l'an 2017 encore, sur leur propre demande et décision, deux assesseures et un assesseur n'ont pris part ni aux audiences de tribunal, ni aux examens des comptes.

2.6.1.4.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique (sans juge)	1.5
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	2.2

En 2017 encore, le personnel de la justice de paix de l'arrondissement du Lac n'a connu aucune mutation au sein de son personnel. Par contre, Madame Sara Fiechter, greffière œuvrant à la justice de paix de l'arrondissement du Lac depuis 2008 a été désormais nommée au 1er septembre 2017 au poste de greffière-chef de dite justice de paix. Par cette nomination et nouvelle fonction, le Conseil d'Etat a satisfait à une requête émise depuis de nombreuses années par la justice de paix.

Les affaires sont réparties selon les deux langues officielles entre la greffière-chef et la greffière, les deux secrétaires du greffe et les deux employés de bureau. Tout le personnel a une fois de plus, en 2017, rempli les missions confiées avec beaucoup d'engagement et une grande compétence technique et sociale, à la plus grande satisfaction de la juge de paix.

2.6.1.4.1.3 Locaux

Depuis juillet 2017, la justice de paix se trouve dans les nouveaux locaux de la Route de Fribourg 69 à Morat. L'immeuble est situé dans la zone commerciale, à la périphérie de la commune, soit à quinze minutes à pied de la gare de Morat. En voiture, il est aisé de trouver et d'atteindre ce lieu. A l'occasion de la transformation de la surface commerciale, le propriétaire de l'immeuble et le Service cantonal des ponts et chaussées ont pris en compte les besoins de la justice de paix. Ainsi y a-t-il notamment suffisamment de place pour les archives, deux salles d'attentes sont disponibles et les deux employés de bureau n'ont plus à partager leur place de travail avec les assesseur-e-s qui disposent de leur côté de leur propre bureau. L'espace à disposition est optimal. Quitter la vieille ville n'a pas été chose facile, mais les avantages de locaux modernes et pratiques sur le nouveau site sont prépondérants.

2.6.1.4.2 Activité judiciaire (charge de travail globale, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Sur les douze assesseur-e-s, un tournus régulier a de nouveau eu lieu en 2017 entre neuf d'entre eux, pour les audiences de justice de paix et les examens des comptes ainsi que pour l'inventaire des affaires entrées des assesseur-e-s, moyennant prise en considération de la composition efficace de la cour.

Le greffe et le secrétariat sont desservis en permanence pendant les heures de bureau (lu-ve 08.00-12.00 h et 14.00-17.00 h). Il est répondu aux appels téléphoniques de 08.30-11.30 h et de 14.00-16.30 h.

Les relations avec les autres autorités et institutions sont bonnes et la collaboration toujours constructive.

La charge de travail est restée élevée en 2017, sans changement, et il a fallu faire des heures supplémentaires.

S'agissant de l'activité judiciaire et des procédures menées, renvoi est fait à la partie statistique du présent rapport annuel. En ce qui concerne l'activité judiciaire des justices de paix et des autorités de protection du canton de Fribourg, il faudrait par souci d'exhaustivité recourir encore à la statistique 2017 collectée par la Conférence suisse en matière de protection des mineurs et des adultes (organe de liaison entre les autorités cantonales de surveillance en matière de protection des mineurs et des adultes).

2.6.1.4.3 Formation continue

La juge de paix a pris part en 2017 à la "Journée de droit successoral" de l'Université de Fribourg. La greffière-chef et la greffière ont également suivi cette journée de formation et ont participé de surcroît à un colloque sur le droit de la protection des mineurs et des adultes.

2.6.1.4.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, changements dans l'informatique, etc.)

En sa qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière Sara Fiechter a encore une fois consacré en 2017 beaucoup de temps et d'énergie au développement et à l'amélioration du programme informatique Tribuna V3, ainsi qu'à la rédaction de projets de jugement. Il est à noter que les membres du groupe de travail Tribuna V3 ont grandement contribué, par leurs séances régulières, à la collaboration constructive des sept justices de paix du canton de Fribourg.

2.6.1.5 Justice de paix de la Glâne

2.6.1.5.1 Composition et locaux

2.6.1.5.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juge professionnel (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Butty Marc	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Nouveau pourcentage (anciennement 80%, jusqu'au 31.12.16)

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Charlotte Aeberhard	Juge assesseure
Claude-Alain Bürgi	Juge assesseur
Alexis Carrel	Juge assesseur
Marguerite Morand-Delabays	Juge assesseure
Mélanie Robyr Jaques	Juge assesseure
Bernard Sansonnens	Juge assesseur

Cette année 2017 a vu le départ de M. Michel Seydoux, ancien Tuteur officiel et Assesseeur de la Justice de paix. Qu'il soit remercié pour son engagement et sa loyauté au service des instances judiciaires et sociales de notre district.

2.6.1.5.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.2
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2

Depuis maintenant 2 ans, notre autorité cherche à augmenter, d'au moins 20%, l'un des deux postes de greffier (à 60 % chacun). Cela lui a jusqu'à présent été refusé, de même que pour 2018.

2.6.1.5.1.3 Locaux

Rue des Moines 58, 1680 Romont

La Justice de paix de la Glâne dispose depuis cette année de 2 salles supplémentaires (1 salle de conférence et 1 bureau) au rez-de-chaussée du bâtiment. Cela lui a permis de gagner de la place, pour ses séances notamment (audiences du juge unique, ouvertures de testament, inventaires successoraux et entretiens personnels). Les assesseurs ont désormais leur propre bureau, ce qui facilite également leur travail, notamment en période de contrôles des comptes. La Justice de paix dispose de la salle du tribunal tous les lundis (en fixe) ou à la demande.

Les horaires d'ouverture de la Justice de paix sont, du lundi au vendredi de 08h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30.

2.6.1.5.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

L'année 2017 a vu l'adaptation, au nouveau droit, des dernières mesures d'adulte (transformation des anciennes tutelles en curatelles d'accompagnement, de représentation, de gestion du patrimoine, de coopération et/ou de portée générale).

La Justice de paix de la Glâne s'est attaquée, en cette année 2017, aux comptes bancaires sans héritiers connus. Il s'agit d'une vingtaine de successions (34 comptes), vraisemblablement sans héritiers, reprises des anciens cercles de justice de paix (3), d'avant la fusion et professionnalisation ; d'où les premières et nombreuses publications faites dans la Feuille Officielle de notre canton : appels aux héritiers et autres sommations.

Un effort particulier a été mis cette année sur le contrôle des comptes, avec la mise en place, en parallèle, d'un nouveau processus d'approbation. L'arrivée d'une nouvelle assesseur, du domaine bancaire, de surcroît juriste, qui s'est par ailleurs vue confier la responsabilité des comptes, nous a permis de vérifier tous les portes-feuilles et placements à long terme, et de corriger certaines mauvaises pratiques (conformité à la nouvelle OGPCT). D'où un certain retard pris dans les décisions correspondantes (approbations et rémunérations), et une différence (légère baisse) dans nos statistiques. Devront encore être discutées et affinées les rémunérations des curateurs du Service officiel des curatelles de la Glâne (SOCGL).

Les statistiques jointes au présent rapport ne sont pas totalement fiables, des oublis ou l'introduction d'une fausse mesure pouvant toujours arriver, ni entièrement représentatives des activités de la justice de paix. N'y sont pas incluses les activités de conseil et de médiation, les opérations d'instruction qui, pour différentes raisons, n'ont débouché sur aucune mesure et/ou n'ont fait l'objet d'aucune décision formelle de classement, ainsi que l'établissement de certains documents (certificats et autres attestations). Quant aux chiffres, ils sont difficilement comparables, la manière de les inscrire pouvant être très différente d'une autorité à l'autre.

Au 31 décembre 2017, la Justice de paix de la Glâne comptait : 416 dossiers ou mesures d'adultes ; 153 mandats ou curatelles d'enfants (tutelles de mineurs, curatelles éducatives, en paternité et/ou alimentaires, et de surveillance des relations personnelles), sans compter les naissances hors mariage.

Dans le courant de l'année 2017, 26 dossiers de placements à des fins d'assistance (PAFA) ont été ouverts par la Justice de paix de la Glâne, la plupart prononcés en urgence par des médecins, pour 5 prolongations judiciaires ou recours (appel au juge).

De la compétence du seul juge de paix, les successions demeurent un poste important, malgré les modifications législatives apportées en ce domaine, avec plus de 138 actes et décisions rendues en 2017 : inventaires conservatoires et fiscaux, ouvertures de testament, répudiations, certificats d'héritiers, administrations d'office et bénéfiques d'inventaire.

2.6.1.5.3 Formation

Aucune formation n'a été suivie cette année par les collaborateurs/trices de la Justice de paix.

Une réunion de réseau a par contre été organisée entre la Justice de paix, le SOCGL et les 3 Services sociaux du district, pour une meilleure coordination et collaboration future.

L'inspection annuelle de la Justice de paix de la Glâne a été faite cette année par le Conseil de la magistrature.

2.6.1.5.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

L'année 2017 a vu l'introduction (au 01.02.17) et la mise en application, pour les collaborateurs/trices de la Justice de paix de la Glâne, d'un nouveau système de gestion du temps de travail et des activités, appelé GTA.

Les objectifs 2018 seront encore de gagner en temps et efficacité, par le biais de nouveaux processus.

2.6.1.6 Justice de paix de la Broye

2.6.1.6.1 Composition et locaux

2.6.1.6.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Sauteur Sylviane	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Bise Sylvie	Juge assesseure
Boffi Cristina	Juge assesseure
Corminboeuf Marie-Claire	Juge assesseure
Grandgirard Prisca	Juge assesseure, jusqu'au 31 juillet 2017
Pillonel Gérard	Juge assesseur
Renevey Jean-Bernard	Juge assesseur
Rimaz Benoît	Juge assesseur
Rodriguez Rose-Marie	Juge assesseure

2.6.1.6.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	2.6
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.3

Depuis le 1^{er} janvier 2017, toutes les personnes engagées auparavant par le biais d'un contrat de durée déterminée sont au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée.

Depuis le 1^{er} septembre 2017, la Justice de paix a enfin obtenu un poste de greffière-chef, la procédure de promotion ayant finalement abouti.

Malgré la surcharge de travail, les collaborateurs de la Justice de paix remplissent leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la Juge de paix, de façon professionnelle et avec toute l'humanité nécessitée par la difficulté des situations traitées. Qu'ils en soient ici remerciés.

2.6.1.6.1.3 Locaux

Les locaux, idéalement situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. L'espace à disposition est totalement utilisé. Comme relevé l'année dernière, la gestion des archives est problématique. Une solution à court terme doit impérativement être trouvée.

2.6.1.6.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La charge de travail demeure toujours globalement en augmentation, un parallèle devant être fait avec l'accroissement constant de la population résidente et la complexification des situations sociales et familiales. En témoignent les statistiques élaborées à l'intention tant de la COPMA que du Conseil de la magistrature. Dite augmentation a toutefois été difficilement supportable en 2017, la Justice de paix ne bénéficiant plus de soutien ponctuel durant une majeure partie de l'année. En effet, un JDE n'a pu être engagé qu'en octobre seulement. Il est à noter que chaque absence (vacances, maladie, formation) est toujours compliquée à absorber par les autres collaborateurs.

Les sollicitations régulières des administrés, en raison de leur incompréhension de la nouvelle procédure en lien avec les modifications législatives relatives à l'établissement de l'inventaire fiscal demeurent chronophages, dite procédure n'ayant malheureusement pas fait l'objet d'une information claire du public par l'Etat.

Concernant les mesures de protection de l'adulte ayant été transformées de par la loi au 1^{er} janvier 2013 en curatelle de portée générale, l'adaptation de celles-ci perdure afin d'être en conformité avec l'art. 14 du titre final Code civil.

Les assesseurs œuvrent activement au bon fonctionnement de la Justice de paix et siègent toujours selon leurs compétences, en conformité avec la législation, même si cela complique et alourdit la planification des séances, eu égard aux disponibilités limitées de certains assesseurs. A partir du 1^{er} janvier 2018, la Justice de paix dispose d'un assesseur supplémentaire.

La Justice de paix travaille en étroite collaboration avec les deux services officiels de curatelles du district ainsi qu'avec les curateurs privés, ces derniers nécessitant toutefois un accompagnement plus soutenu sous la forme de conseils notamment.

La Justice de paix entretient de bonnes relations avec les services de l'Etat, les institutions et établissements en lien avec la protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que la santé, les autorités, les avocats et les notaires.

2.6.1.6.3 Formation

La Juge de paix et les greffier/greffières ont participé, ensemble ou de manière individuelle, à diverses journées d'étude et de formation (*Séminaire de formation continue: médiation familiale (UNIFR) – Symposium en droit de la famille (UNIFR) – Séminaire de formation continue: l'enfant dans la procédure civile (UNIFR) - Journée organisée par le Service de l'action sociale (secteur LAVI) et la Commission cantonale contre la violence conjugale*).

2.6.1.6.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Concernant l'informatique, Mme Ding, membre du groupe de travail Tribuna V3, a à nouveau consacré plusieurs journées au développement et à l'amélioration du programme du même nom.

Pour le bon fonctionnement de la Justice de paix, les greffiers et greffières consacrent régulièrement du temps à l'analyse des différentes procédures de consultation soumises à l'autorité.

La Justice de paix, seule entité à côtoyer au quotidien les assesseurs, regrette une fois de plus que son avis requis dans le cadre de la nomination d'un nouvel assesseur ne soit pas communiqué au Grand Conseil.

2.6.1.7 Justice de paix de la Veveyse

2.6.1.7.1 Composition et locaux

2.6.1.7.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Périsset Gantner Sylviane	Juge de paix et Présidente de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte	0.75
Total équivalents plein-temps EPT		0.75

Juges-asseesseurs (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Chaperon Anne-Lise	Juge assesseure
Colliard Véronique	Juge assesseure
Cottet Simon	Juge assesseur
Ducrot Charles	Juge assesseur
Genoud Marie-Claude	Juge assesseure
Maillard Séverine	Juge assesseure
Mesot Roland	Juge assesseur
Michel Christine	Juge assesseure
Paillard Nicole	Juge assesseure
Pilloud Amélie	Juge assesseure
Vial Jean-Daniel	Juge assesseur
Werro Maryline	Juge assesseure

Comme déjà annoncé dans le rapport 2016 et suite au départ de Patrick Vauthey, Christine Michel a été engagée en remplacement de ce dernier pour assurer le contrôle des comptes annuels ainsi que pour la participation aux audiences. En date du 17 mai 2017, Séverine Maillard a également été nommée Juge assesseure suite au départ de Valérie Dewarrat au 31 janvier 2017. Pour cette raison, le contrôle des comptes annuels a été effectué par 2 binômes au lieu de 3, composés de Marie-Claude Genoud, Maryline Werro, Anne-Lise Chaperon et Christine Michel. Ces dernières ont pu bénéficier de l'aide précieuse de notre secrétaire, Stéphanie Camba, laquelle s'est occupée du contrôle préliminaire des dossiers (vérification de toutes les pièces justificatives dans les dossiers, contrôle de l'ordre desdites pièces, tenu d'un listing pour le dépôt des comptes, rédaction de courriers de rappels aux curateurs pour l'envoi tardif des comptes etc.) Ceci a permis à la Justice de paix d'effectuer un contrôle efficace et de terminer celui-ci dans les meilleurs délais. Il manque toujours un assesseur spécialisé en psychologie.

2.6.1.7.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	1.8 EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	0.8

Greffe

Depuis le 1er janvier 2017, Laurianne Sallin et Sophie Terreaux se sont partagées le poste de greffier à raison de 50% chacune. Dès septembre 2017, un poste de greffier-chef a été attribué à chaque Justice de paix. C'est Sophie Terreaux qui s'est vue attribuer ce poste à 50%, dans la mesure où elle effectuait déjà un certain nombre de tâches administratives au sein du greffe depuis 2013. Ceci a eu pour conséquence une réorganisation des tâches et responsabilités au sein du greffe, avec notamment l'élaboration de nouveaux projets de cahiers des charges. Laurianne Sallin a quitté la Justice de paix au 30 novembre 2017, ayant souhaité réorienter sa carrière professionnelle. Dès lors, le poste fixe de greffier à 50% a été mis au concours et c'est Marine Delaloye, ancienne greffière-stagiaire auprès de la Justice de paix, qui occupera cette fonction dès le 1er janvier 2018. Nous continuons d'accueillir tous les six mois un greffier-stagiaire employé à 100%, ce qui représente une aide précieuse pour la rédaction des diverses décisions du greffe.

Secrétariat

Depuis avril 2017, Stéphanie Camba s'est vue attribuer un 60% en CDI, le contrat de Stéphanie Morand ayant été résilié au terme du délai de protection. Nathalie Beaud a continué à assurer le remplacement des 20% restant jusqu'au 31 août 2017. Dès le 1er septembre 2017, une nouvelle secrétaire, Elisa Gremaud, a été engagée à 20% en CDI, assurant principalement des tâches relatives au domaine des successions. A partir du 1er janvier 2018, la répartition du 0.8 EPT de secrétariat va être modifiée en raison d'une formation que va entreprendre Stéphanie Camba dans le domaine des assurances sociales, de sorte qu'Elisa Gremaud effectuera un 30% (au lieu d'un 20%) et Stéphanie Camba un 50 % (au lieu d'un 60%).

2.6.1.7.1.3 Locaux

Nous sommes toujours très satisfaits de l'espace que nous occupons actuellement qui est adéquat et fonctionnel. En outre, nous avons été informés par le Préfet du district de la Veveyse qu'un projet d'aménagement de nouvelles places de parking serait actuellement à l'étude à proximité du Château. Nous sommes tout à fait favorables à ce projet mais n'avons à ce jour pas de précisions concernant le nombre de places attribuées aux collaborateurs de la Justice de paix.

2.6.1.7.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Au 31 décembre 2017, nous constatons une augmentation des nouvelles affaires (environ 3% par rapport à l'année précédente). Même si les affaires sont toujours en augmentation, il est à relever que la courbe de croissance tend à se réguler. Nous précisons que la Justice de paix de la Veveyse a enregistré 447 nouveaux dossiers. Elle a liquidé 438 dossiers durant l'année et comptabilisait 327 affaires pendantes au 1^{er} janvier 2017. Au 31 décembre 2017, la Justice de paix de la Veveyse compte 266 dossiers de protection d'adultes et 84 dossiers de mineurs en cours, dont 4 tutelles de mineurs. Enfin, concernant le domaine des successions, la Justice de paix comptabilise encore 9 mandats d'administration d'office. Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités, les avocats, les curateurs que les 3 autres services qui occupent le Château.

2.6.1.7.3 Formation

- > 11 et 15 mai : formation expert RH dans le cadre de l'entrée en GTA au 1er juin 2017 (Sophie Terreaux)
- > 8 juin : séminaire du droit des personnes âgées Senior Law (Sophie Terreaux)
- > 13 septembre : symposium en droit de la famille (Sylviane Périsset Gantner et Laurianne Sallin)

2.6.1.7.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Néant.

2.6 Friedensgerichte

2.6.1 Allgemeiner Teil

2.6.1.1 Friedensgericht des Saanebezirks

2.6.1.1.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.1.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Gobet Gaël	Friedensrichter (administrativer Vorsitzender)	0.9
Imhof Mélanie	Friedensrichterin (administrative Vizevorsitzende)	0.6
Queloz Delphine	Friedensrichterin	1.0
Suter Wanda	Friedensrichterin	0.7
Monnerat Violaine	Friedensrichterin	0.6

Total Vollzeitäquivalente VZÄ **3.8**

Das Friedensgericht des Saanebezirks setzt sich aus 5 Einheiten zusammen, verteilt auf 380 % Friedensrichterstellen.

Die Friedensrichter/innen haben folgende Stellenprozente: Delphine Queloz 100 %, Gaël Gobet 90 %, Wanda Suter 70 %, Mélanie Imhof 60 % und Violaine Monnerat 60 %.

2018 wird Delphine Queloz die administrative Vorsitzende und Mélanie Imhof die administrative Vizevorsitzende sein.

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Ackermann Béatrice	Richterin-Beisitzerin
Allemann Michel	Richter-Beisitzer
Bapst Fabienne	Richterin-Beisitzerin
Bertoni Andrea	Richter-Beisitzer (Ende des Mandats am 30.06.2017)
Blanc-Audergon Véronique	Richterin-Beisitzerin (Ende des Mandats am 30.06.2017)
Chocomeli Lucas	Richter-Beisitzer
Felder Florian	Richter-Beisitzer
Frölicher-Güggi Stefanie	Richterin-Beisitzerin
Griesser Nathalie	Richterin-Beisitzerin
Guillet Myriam	Richterin-Beisitzerin
Gumy Christian	Richter-Beisitzer
Jordan Marine	Richterin-Beisitzerin

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Marthe Roger	Richter-Beisitzer
Mayer Aldana Danièle	Richterin-Beisitzerin
Merkle Madeleine	Richterin-Beisitzerin
Nicolet Sonia	Richterin-Beisitzerin
Piller-Trüssel Monica	Richterin-Beisitzerin (Ende des Mandats am 31.12.2017)
Raemy Jacqueline	Richterin-Beisitzerin
Roelli Claire	Richterin-Beisitzerin
Seydoux Christian	Richter-Beisitzer
Schäfer Marie	Richterin-Beisitzerin (Ernennung am 13.09.2017)
Wattendorff Matthias	Richter-Beisitzer
Turchet Yves	Richter-Beisitzer

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 20 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

2.6.1.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	11
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristischer Ausbildung	8.95

2017 hat sich eine Gerichtsschreiberin entschieden, sich beruflich neu zu orientieren. Sie wurde durch eine neue Mitarbeiterin ersetzt. Die Stelle des Chefgerichtsschreibers, die zuvor durch eine Person, die 100 % arbeitete, besetzt war, wurde nach einer Ausschreibung intern zwei Gerichtsschreiberinnen übertragen. Sie üben beide die Funktion der Chefgerichtsschreiberin zu je 50 % aus. Zudem sind beide weiterhin zu 50 % als Gerichtsschreiberinnen für eine Friedensrichterin tätig.

Wir werden ausserdem von einer Gerichtsschreiberin zu 50 %, einer Sekretärin zu 40 %, die über den Invalidenkredit angestellt wurden, 2 Lernenden (leider musste eine Lernende aus gesundheitlichen Gründen ihre Lehre am 31. Oktober 2017 unterbrechen), einem KBM-Praktikanten (kaufmännische Berufsmatura) und 3 Gerichtsschreiberpraktikanten unterstützt.

Dazu kommt Personal, das einen ungesicherten Status ausserhalb des festen Budgets hat.

Befristete Verträge	VZÄ
Gerichtsschreiber JAS (vom 01.01. bis 31.12.2017)	1.0
Gerichtsschreiber PvB (vom 18.07. bis 17.10.2017) / (vom 01.09. bis 31.12.2017)	1.0
Sekretär/in-Buchhalter/in JAS (vom 01.01. bis 31.08.2017) / (vom 01.09. bis 31.12.2017)	1.0
Sekretär/in-Buchhalter/in PvB (vom 01.09. bis 01.12.2017)	1.0
Total	4.0

Wie in den vorhergehenden Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengengericht, dem RAV und dem POA.

Auf der Ebene der personellen Geschäftsführung mussten Veränderungen vorgenommen werden. Im Hinblick auf eine Vereinheitlichung der Praxis wurde das Sekretariat erfolgreich umstrukturiert. Wir möchten unterstreichen, dass die Umwandlung von befristeten Verträgen in unbefristete Verträge eine sehr positive Auswirkung auf das Personal hatte.

2.6.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Räumlichkeiten. Wir hatten infolge eines Schadenfalls durch Blitzschlag materielle Schäden zu verzeichnen, die rasch behebbbar waren.

2.6.1.1.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Wir stellen fest, dass die Zahl der neuen Fälle stabil blieb, wobei darauf hingewiesen wird, dass die Arbeitsbelastung weiterhin sehr hoch ist.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichter/innen von 1. Januar bis 31. Dezember 2017 1538 Anhörungen durchführten. Vom 1. Januar bis 31. Dezember 2017 instruierten die Friedensrichter/innen 1596 neue Verfahren für Minderjährige und Erwachsene. Im gleichen Zeitraum schlossen sie 2431 Fälle ab, alle Instanzen berücksichtigt. Am 31. Dezember 2017 zählte das Friedensgericht 3380 laufende Massnahmen für Erwachsene und für Minderjährige. Wir unterhalten sowohl zu den Behörden als auch zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten gute Beziehungen. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtssuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von berufsmässigen Vertreter/innen unterstützen lassen. Wir stellen zudem fest, dass die Fälle juristisch komplexer und emotional schwieriger werden.

2.6.1.1.3 Weiterbildung

Eine Friedensrichterin und ein Friedensrichter absolvieren parallel zu ihrer Funktion den Zertifikatslehrgang Judikative. Sie werden diese Ausbildung 2018 abschliessen. Ausserdem haben die Richter/innen und die Gerichtsschreiber/innen einen Ausbildungstag zum Thema Kinder als Mitbetroffene von Gewalt in Paarbeziehungen (Opferhilfe-Tagung) besucht. Die Gerichtsschreiber/innen konnten verschiedene Weiterbildungen im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit in Anspruch nehmen.

Wir weisen darauf hin, dass die Richter/innen regelmässig gebeten werden, ihre Arbeit zu erklären oder an Diskussionsrunden teilzunehmen.

2.6.1.1.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

2.6.1.1.4.1 Aussichten in der Gesetzgebung

Wir schätzen es, mit dem neuen Kindes- und Erwachsenenschutzrecht zu arbeiten. Zudem ist das neue Kindesunterhaltsrecht am 1. Januar 2017 in Kraft getreten. Über die Konferenz der Friedensrichter wurden Vorgehen erarbeitet und Muster erstellt, um eine einheitliche kantonale Praxis sicherzustellen. Gegenwärtig ist es mangels vorgelegter Fälle zu früh, Bilanz zu ziehen.

2.6.1.1.4.2 Prüfung und Genehmigung der Rechnung

Seit der Reorganisation der Friedensgerichte im Jahr 2008 beklagen wir einen beträchtlichen Rückstand bei der Überprüfung und der Genehmigung der Rechnungen der betroffenen Personen. Diese Situation birgt eine gewisse Gefahr, namentlich was die Verantwortung des Staats angeht. Wir haben grosse Anstrengungen zur Behebung des Rückstands unternommen, indem wir der Buchhaltungsabteilung regelmässig Personal zugewiesen haben. Die grundsätzliche Überlegung, die 2015 begonnen wurde, wird fortgesetzt. Die vom Sekretär-Buchhalter, der letztes Jahr neu eingestellt wurde, vorgebrachten Vorschläge konnten umgesetzt werden. Unter Mitwirkung des Sektors Buchhaltung konnte der Rückstand der vergangenen Jahre aufgeholt werden. Ende 2017 wurde der Rechnungsabschluss 2015 durch eine grosse Mehrheit der Berufsbeistände genehmigt.

2.6.1.1.4.3 Besonderheit des Saanebezirks

Wir unterstreichen, dass von den 1968 Asylsuchenden, die sich im Kanton Freiburg aufhalten (s. Internetportal Staat Freiburg, Statistiken, Stand Juli 2017), 1251 im Saanebezirk untergebracht sind, was fast 65 % aller Asylsuchenden entspricht. Diese Bevölkerung hat einen direkten Einfluss auf unsere Arbeit, sowohl beim Erwachsenen- als auch beim Kinderschutz. Die Verfahren sind aufgrund sprachlicher Schwierigkeiten und kultureller Unterschiede komplexer.

Wir weisen ausserdem darauf hin, dass sich die Familien, die von der Dienststelle SPFB (sozialpädagogische Familienbegleitung) begleitet werden, grossmehrheitlich auf den Saanebezirk konzentrieren: von 257 Familien, die 2016 im Kanton begleitet wurden, entfallen 98 auf den Saanebezirk (fast 40 %). Ausserdem stammen 29 von 63 Jugendlichen mit Schwierigkeiten, die notfallmässig bei Transit platziert wurden, aus dem Saanebezirk; das ist fast die Hälfte (s. Jahresbericht 2016 der Stiftung Transit).

2.6.1.1.4.4 Informatik

Im Rahmen des Leitplans des Justizrats und des Legislaturplans des Staatsrats haben mehrere Mitglieder des Friedensgerichts an der Präsentation des Saals EUDE in Givisiez teilgenommen. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter freuen sich, ab nächstem Jahr über neue Hardware zu verfügen. Es ist dennoch darauf hinzuweisen, dass bei den Projekten E-Dossier und E-Justice zusätzliche Arbeitskräfte nötig sind, um die Ziele der Digitalisierung zu erreichen. Delphine Queloz wurde zudem kürzlich als Vertreterin der Friedensgerichte in die Informatikkommission für die Gerichtsbehörden, die im Jahr 2017 gegründet wurde, berufen.

2.6.1.1.4.5 Fahrten/Parkplätze

Die Friedensrichter/innen gehen weiterhin wöchentlich ins Spitalpflegezentrum Marsens, in die verschiedenen Spitäler des Kantons, in weitere Einrichtungen des Kantons und zu den betroffenen Personen nach Hause. Trotz wiederholter Gesuche konnte für das Parkieren keine Lösung gefunden werden, wobei hinzugefügt sei, dass die Friedensrichter/innen ihr Fahrzeug nicht für den Arbeitsweg, sondern für dienstliche Fahrten brauchen. Zudem ist zu erwähnen, dass die Umnutzung des Burgquartiers einen wesentlichen Einfluss auf die Fortbewegungsmöglichkeiten der Richter/innen und der Rechtsuchenden hat. Diese Problematik wurde den zuständigen Behörden zur Kenntnis gebracht.

2.6.1.2 Friedensgericht des Sensebezirks

2.6.1.2.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.2.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Das Friedensgericht verfügt über zwei hauptamtliche Friedensrichterinnen (zu insgesamt 150 Stellenprozenten), Béatrice Kaeser sowie Dr. Caroline Gauch, welche per 1. Juli 2017 die neugeschaffene 50%-Stelle antrat. Weiter sind neun nebenamtliche Beisitzerinnen und Beisitzer am Friedensgericht tätig.

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Kaeser Béatrice	Friedensrichterin	0.9
Dr. Gauch Caroline	Friedensrichterin	0.6
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion
Aerschmann Gabrielle	Beisitzerin
Andrey Dominik	Beisitzer
Riedo Yvo	Beisitzer
Reidy Sylvia	Beisitzerin
Mäder Bernadette	Beisitzerin
Gauch Brigitte	Beisitzerin
Piller Marie-Therese	Beisitzerin
Tinguely Bruno	Beisitzer
Raemy Rita	Beisitzerin

2.6.1.2.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3.6
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.4

Die Gerichtsschreiberei besteht grundsätzlich aus drei Gerichtsschreibern, welche jeweils Teilzeit arbeiten (zu 90%, zu 70% und zu 50%), sowie einem Gerichtsschreiberpraktikanten (100%). Per 31. März 2017 kündigte Bettina Friedli ihre Gerichtsschreiberstelle und als Ersatz konnte Yannick Riedo, welcher bereits als ausserordentlicher Gerichtsschreiber am Friedensgericht tätig war, gewonnen werden. Per 31. Juli 2017 kündigte ebenfalls Johanna Mayer-Ladner ihre Stelle als Gerichtsschreiberin, welche durch Gabriela Doleschal (50%) ersetzt wurde.

Im Sommer 2017 verliess des Weiteren Christian Jungen das Friedensgericht. Seine 90%-Stelle konnte nicht sofort bekleidet werden. Kurzfristig konnte Martina Sturny als ausserordentliche Gerichtsschreiberin zu 40% befristet bis Ende 2017 angestellt werden. Um weitere Personalwechsel zu vermeiden wurde auf die Anstellung eines neuen Praktikanten verzichtet und die bisherige Gerichtsschreiberpraktikantin Petra Vondrasek wurde bis Ende Januar 2018 als ausserordentliche Gerichtsschreiberin zu 60% angestellt. Ab dem 1. Februar 2018 wird die 90%-Stelle durch Julia Jaoui als ordentliche Gerichtsschreiberin besetzt.

Per 1. November 2017 wurde Yannick Riedo zum Chefgerichtsschreiber ernannt.

Das Gerichtssekretariat wird geführt von zwei langjährigen Mitarbeiterinnen, Rosmarie Kröpfli und Susanne Schmutz, beide arbeiten im Teilzeitpensum (zu 80% resp. zu 50%).

2.6.1.2.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht befindet sich seit 2008 im Amthaus Tafers. Es führt seine Verhandlungen im Gerichtssaal des Amthauses, den sich das Bezirksgericht und das Friedensgericht teilen. Durch die neu geschaffene Richterstelle wurde ein zusätzlicher Arbeitsplatz benötigt und die bestehenden Räumlichkeiten wurden erweitert. Die Räumlichkeiten sind funktional, die Platzverhältnisse jedoch sehr eng. Ebenso fehlt es an Platz im Archiv, weswegen diesbezüglich dringend eine Lösung gefunden werden muss. Aufgrund der neuen Parkplatzbewirtschaftung stellen sich diverse Fragen betreffend die künftige Parkplatzsituation. Das Gespräch mit der Gemeinde wurde gesucht.

2.6.1.2.2 Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast war im Jahr 2017 wiederum ausserordentlich hoch. Die zu behandelnden Dossiers sind anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Insbesondere Gefährdungsmeldungen betreffend Kinder und psychisch Kranke verlangen viel Fingerspitzengefühl und Aufwand. Durch den Personalwechsel in der Gerichtsschreiberei und dem damit verbundenen Verlust des Know-hows verschärfte sich die Situation entsprechend. Zusätzlich fiel unfallbedingt eine der beiden Gerichtssekretärinnen für drei Monate aus. Überstunden und nicht bezogene Ferien waren die Folge. Nur dank dem enormen zeitlichen und persönlichen Einsatz der übrigen Mitarbeiter war das Tagesgeschäft zu bewältigen.

Mit dem Stellenantritt der neuen Richterin Dr. Caroline Gauch am 1. Juli 2017 konnte die Situation etwas entlastet werden.

Das Friedensgericht unterhält ein gutes Verhältnis zu allen Behörden (Berufsbeistandschaften, Klinik Marsens, Jugendamt, Sozialdiensten etc.) sowie zu den Rechtsanwälten und Notaren. Die ausgezeichnete Zusammenarbeit insbesondere mit den Berufsbeistandschaften des Sense-Unter-, Mittel- und Oberlandes erleichtern die Arbeit des Friedensgerichts wesentlich und tragen massgeblich zur Entlastung bei.

2.6.1.2.3 Weiterbildung

Beide Friedensrichterinnen sowie beide ordentliche Gerichtsschreiber konnten während des Jahres verschiedene Weiterbildungen besuchen. Im Zentrum standen dabei die Themen Gesprächsführung, Schlichtungsmethoden und Kinderschutz.

2.6.1.2.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Jahr 2017 hat das Team des Friedensgerichts ausserordentlich gefordert. Die Arbeitslast blieb wie im Vorjahr unverändert hoch. Dringende Angelegenheiten und das Tagesgeschäft bestimmten weitgehend die Prioritäten, so dass wenig bis kein Raum blieb für andere Angelegenheiten. Jede Abwesenheit wegen Ferien, Krankheit, Ausbildung etc. machte sich bemerkbar und war kaum tragbar. Insbesondere die personellen Wechsel in der Gerichtsschreiberei verschärften die Situation entsprechend. Dank dem grossem Einsatz des gesamten Teams, der neu geschaffenen Friedensrichterstelle zu 50% und der exzellenten Zusammenarbeit mit den Involvierten, vor allem mit dem Jugendamt und den Berufsbeistandschaften, konnten die Fälle sorgfältig und grösstenteils zeitgerecht erledigt werden. Ab Februar 2018 arbeitet das Friedensgericht wieder in Vollbesetzung, was sicherlich zur Entlastung des Teams beitragen wird.

2.6.1.3 Friedensgericht des Greyerzbezirks

2.6.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.3.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Brodard Jean-Joseph	Friedensrichter	0.7
Margueron Gummy Sophie	Friedensrichterin	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Friedensrichterin	0.7
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Barbey Mireille	Richterin-Beisitzerin
Brodard Frédérique	Richterin-Beisitzerin
Chiacchiari Helbling Liliana	Richterin-Beisitzerin
Christen Bloch Marie-Antoinette	Richterin-Beisitzerin
Décosterd Mike	Richter-Beisitzer
Dunand Elisabeth	Richterin-Beisitzerin
Genoud Noëlle	Richterin-Beisitzerin
Glasson Véronique	Richterin-Beisitzerin
Jaquet René	Richter-Beisitzer
Maradan Philippe	Richter-Beisitzer
Nordmann Maria-Elvira	Richterin-Beisitzerin
Oberson François	Richter-Beisitzer
Pache Pascale	Richterin-Beisitzerin

Wir unterstreichen, dass die Anwesenheit der Beisitzer/innen von den jeweiligen beruflichen und persönlichen Verpflichtungen abhängt und dass für unsere Behörde wichtig ist, dass wir darauf zählen können, dass sie eine Mindestverfügbarkeit und eine gewisse Flexibilität haben.

2.6.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	5
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristische Ausbildung	3.15

Zu erwähnen ist, dass von den 5 VZÄ der juristischen Mitarbeitenden 2 VZÄ Gerichtsschreiberpraktikant/innen sind. Sobald sie ausgebildet sind, leisten sie eine bedeutende Unterstützung in der Verwaltung der zu bearbeitenden Angelegenheiten und werden benötigt, um die Fristen bei der Bearbeitung der Dossiers einzuhalten.

2.6.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Seit September 2014 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10 in Bulle. Die modernen, hellen und praktischen Räumlichkeiten werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Man muss aber darauf hinweisen, dass der Platz für das Friedensgericht am neuen Ort schon wieder knapp ist; einige Mitarbeiter müssen täglich den Arbeitsplatz wechseln, weil es zu wenige feste Arbeitsplätze gibt. Abschliessend ist auf die bevorstehende Ernennung einer neuen Magistratsperson hinzuweisen, wodurch die Frage der Büros und der Arbeitsplätze kritisch wird und die Platzverhältnisse unzureichend. Neue Lösungen müssen schnell gesucht werden (Erweiterung der Räumlichkeiten usw.).

2.6.1.3.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Das Friedensgericht Greyerz arbeitet immer zeitoptimal, und jede Absenz macht sich sofort bemerkbar, so dass das anwesende Personal zu zahlreichen Überstunden gezwungen wird. Die Friedensrichter und die Chefgerichtsschreiberin sind immer noch überbelastet, und es häufen sich Überstunden und nicht bezogene Ferientage an. Wir begrüssen daher die bevorstehende Wahl einer neuen Magistratsperson zu 50 %.

Das Friedensgericht besteht aus drei Gruppen, wovon jede aus einem Richter, einem Gerichtsschreiber und einer Hauptsekretärin besteht. Die drei Richter/innen und das Personal sind so anwesend, dass die Räumlichkeiten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jede Richterin und jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für ihre bzw. seine Sitzungen. Schliesslich werden die Dossiers von der Chefgerichtsschreiberin auf die drei Friedensrichter/innen verteilt.

Ausserdem hat das Friedensgericht durch Massnahmen der IV die Rückkehr eines Mitarbeiters unterstützt, der seine Tätigkeit letztes Jahr für mehrere Monate unterbrochen hatte. Dank des Einsatzes von allen Beteiligten war diese Massnahme erfolgreich, und der betroffene Mitarbeiter kann seine Tätigkeit 2018 wieder zum gewohnten Beschäftigungsgrad aufnehmen.

2.6.1.3.3 Weiterbildung

Das Personal des Friedensgerichts des Greyerzbezirks, insbesondere die Friedensrichter/innen und die Gerichtsschreiber/innen, nahmen an mehreren juristischen Ausbildungen über das Kindes- und Erwachsenenschutzrecht teil.

Die beiden Friedensrichterinnen Sophie Margueron Gumy und Marie-Laure Paschoud Page haben ausserdem den Zertifikatslehrgang Judikative begonnen.

2.6.1.3.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

In erster Linie will das Friedensgericht des Greyerzbezirks seine Aufgaben bestmöglich, möglichst schnell und in einem guten Arbeitsklima erledigen. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt den Mitarbeitenden für ihr Engagement ganz besonders.

Die bereits unternommenen Anstrengungen bei der Verbesserung der geschaffenen Verfahren und die Vereinheitlichung der Praxis werden weitergeführt. Ausserdem setzt sich das Friedensgericht weiterhin dafür ein, die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Akteuren, mit denen es zusammenarbeitet, auszubauen.

2.6.1.4 Friedensgericht des Seebezirks

2.6.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.4.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Lerf-Vonlanthen Claudine	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion
Achermann Claudia	Beisitzerin
Aebi Nicole	Beisitzerin
Andrey Jean-Daniel	Beisitzer
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Beisitzerin
De Kock Els	Beisitzerin
Egger Guido	Beisitzer
Haefliger Jacqueline	Beisitzerin
Laubscher Brigitte	Beisitzerin
Reinhard Ryser Marianne	Beisitzerin
Simonet Olivier	Beisitzer
Spring Sabine	Beisitzerin
Walser Beglinger Annakatharina	Beisitzerin

Das Friedensgericht zählt zwölf Beisitzerinnen und Beisitzer, welche alle über mehrjährige Erfahrung auf dem Friedensgericht und über Qualifikationen verfügen, die dem Anforderungsprofil der Mitglieder der Schutzbehörden und den Kriterien der Interdisziplinarität entsprechen. Zwei Beisitzerinnen und ein Beisitzer haben auch im Jahr 2017 auf eigenen Wunsch und Entscheid weder an Gerichtsverhandlungen teilgenommen noch Rechnungsprüfungen vorgenommen.

2.6.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung (ohne Richterin)	1.5
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.2

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2017 wiederum kein personeller Wechsel erfolgt. Hingegen ist die seit 2008 auf dem Friedensgericht des Seebezirks tätige Gerichtsschreiberin Frau Sara Fiechter auf den 1. September 2017 neu als Chefgerichtsschreiberin auf dem Friedensgericht des Seebezirks angestellt worden. Der Staatsrat hat mit dieser neuen Funktion eine seit vielen Jahren erhobene Forderung des Friedensgerichts auf Ernennung von Frau Sara Fiechter zur Chefgerichtsschreiberin erfüllt.

Die Angelegenheiten werden nach den zwei Amtssprachen unter der Chefgerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiberin, den zwei Gerichtssekretärinnen und den zwei Büroangestellten aufgeteilt. Das ganze Personal hat auch im Jahre 2017 wiederum mit sehr viel Engagement sowie hoher Fach- und Sozialkompetenz die anfallenden Aufgaben zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin erfüllt.

2.6.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Seit Juli 2017 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Freiburgstrasse 69 in Murten. Die Liegenschaft ist in der Gewerbezone an der Peripherie der Gemeinde Murten, fünfzehn Gehminuten vom Bahnhof Murten entfernt. Mit dem Auto ist der Standort gut erreichbar und leicht zu finden. Der Grundeigentümer und das kantonale Hochbauamt haben beim Umbau der Gewerbefläche auf die Bedürfnisse des Friedensgerichts Rücksicht genommen. So bietet unter anderem das Archiv genügend Platz, es sind zwei Wartesäle vorhanden, und die zwei Büroangestellten müssen ihren Arbeitsplatz nicht mehr mit den Beisitzern und Beisitzerinnen teilen, welche ihrerseits über ein eigenes Büro verfügen. Die Platzverhältnisse sind optimal. Der Wegzug aus der Altstadt ist nicht leicht gefallen, aber die Vorteile der modernen und praktischen Räumlichkeiten am neuen Standort überwiegen.

2.6.1.4.2 Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Von den zwölf Beisitzerinnen und Beisitzern wurden auch im Jahre 2017 wiederum neun in einem regelmässigen Turnus für die Gerichtsverhandlungen und die Prüfung der Jahresabschlüsse und Eingangsinventare der Beiständinnen und Beistände aufgeboden, dies unter Beachtung der fachgerechten Zusammensetzung des Spruchkörpers.

Die Gerichtsschreiberei bzw. das Sekretariat ist während den Bürozeiten permanent besetzt (Mo-Fr 08.00-12.00 Uhr und 14.00-17.00 Uhr). Die Telefonanrufe werden jeweils von 08.30-11.30 Uhr und von 14.00-16.30 Uhr entgegen genommen.

Das Verhältnis zu anderen Behörden und Institutionen ist gut und die Zusammenarbeit stets konstruktiv.

Im Jahre 2017 blieb die Arbeitslast unverändert hoch, und es mussten Überstunden geleistet werden.

Betreffend Rechtsprechung und geführte Verfahren wird auf den statistischen Teil des vorliegenden Jahresberichts verwiesen. Betreffend Rechtsprechung der Friedensgerichte bzw. der Schutzbehörden des Kantons Freiburg sollte der Vollständigkeit halber die von der schweizerischen Konferenz der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden (Verbindungsorgan zwischen den kantonalen Aufsichtsbehörden im zivilrechtlichen Kindes- und Erwachsenenschutz) demnächst erhobene Statistik 2017 beigezogen werden.

2.6.1.4.3 Weiterbildung

Die Friedensrichterin hat im Jahre 2017 an der Fachtagung ‚Journée de droit successoral‘ der Universität Freiburg teilgenommen. Die Chefgerichtsschreiberin und die Gerichtsschreiberin haben diese Fachtagung ebenfalls besucht und im Weiteren an einer Fachtagung im Kindes- und Erwachsenenschutzrecht teilgenommen.

2.6.1.4.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Die Chefgerichtsschreiberin hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 auch im Jahre 2017 wiederum viel Energie und Zeit in die Weiterentwicklung bzw. Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert. Zu bemerken ist, dass die Mitglieder der Arbeitsgruppe Tribuna V3 durch die regelmässig stattfindenden Sitzungen viel zur konstruktiven Zusammenarbeit der sieben Friedensgerichte des Kantons Freiburg beitragen.

2.6.1.5 Friedensgericht des Glanebezirks

2.6.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.5.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Butty Marc	Friedensrichter	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Neuer Beschäftigungsgrad (zuvor 80 %, bis am 31.12.16)

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Charlotte Aeberhard	Richterin-Beisitzerin
Claude-Alain Bürgi	Richter-Beisitzer
Alexis Carrel	Richter-Beisitzer
Marguerite Morand-Delabays	Richterin-Beisitzerin
Mélanie Robyr Jaques	Richterin-Beisitzerin
Bernard Sansonnens	Richter-Beisitzer

Im Jahr 2017 trat Michel Seydoux, ehemaliger Amtsvormund und Beisitzer des Friedensgerichts, zurück. Ihm sei gedankt für seinen Einsatz und seine Loyalität im Dienst der Gerichtsbehörden und des Sozialdiensts unseres Bezirks.

2.6.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	1.2
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristische Ausbildung	2

Seit zwei Jahren versucht unsere Behörde, eine der zwei Stellen der Gerichtsschreiber/innen (beide 60 %) um mindestens 20 % zu erhöhen. Bislang wurde dies abgelehnt; dies ist auch für das Jahr 2018 der Fall.

2.6.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Das Friedensgericht des Glanebezirks verfügt seit diesem Jahr über 2 zusätzliche Räume (1 Konferenzsaal und 1 Büro) im Erdgeschoss des Gebäudes. Dadurch gewinnt es Platz, namentlich für die Sitzungen (Anhörungen vor dem Einzelrichter, Testamentseröffnungen, Erbschaftsinventare und persönliche Gespräche). Die Beisitzer/innen haben nun ihr eigenes Büro, was ihre Arbeit namentlich zur Zeit der Rechnungsprüfung erleichtert.

Das Friedensgericht verfügt jeweils am Montag (fester Tag) über den Gerichtssaal oder auf Verlangen.

Die Öffnungszeiten des Friedensgerichts sind von Montag bis Freitag von 08.00 - 11.30 Uhr und von 14.00 - 16.30 Uhr.

2.6.1.5.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Im Jahr 2017 wurden die letzten Massnahmen für Erwachsene an das neue Gesetz angepasst (Umwandlung der ehemaligen Vormundschaften in Begleit-, Vertretungs- und Mitwirkungsbeistandschaften sowie in umfassende Beistandschaften und in Beistandschaften zur Vermögensverwaltung).

Das Friedensgericht des Glanebezirks hat im Jahr 2017 die Bankkonten ohne bekannte Erben in Angriff genommen. Es handelt sich um ca. zwanzig Nachlässe (34 Konten), bei denen es wahrscheinlich keine Erben gibt und die vor der Zusammenlegung und der Professionalisierung von den ehemaligen Friedensgerichtskreisen (3) übernommen wurden. Sie wurden schon ein- oder mehrmals als Erbenruf und weitere Aufforderungen im Amtsblatt des Kantons veröffentlicht.

Dieses Jahr wurden in der Kontrolle des Rechnungswesens mit der parallelen Umsetzung eines neuen Genehmigungsprozesses besondere Anstrengungen unternommen. Eine neue Beisitzerin ist hinzugekommen. Sie kommt aus dem Bankbereich, ist ausserdem Juristin und zeichnet nun verantwortlich für die Jahresrechnung; dadurch konnten wir alle Geschäftsbereiche und langfristigen Verbindlichkeiten überprüfen und einige schlechte Praktiken beheben (in Einklang mit der neuen VBVV). Daher verzögerten sich die entsprechenden Entscheidungen (Genehmigungen und Entschädigungen) und es zeigte sich eine Differenz (leichter Rückgang) in unseren Statistiken. Die Entschädigungen der Beistände der öffentlichen Berufsbeistandschaft des Glanebezirks müssen noch erörtert und angepasst werden.

Die Statistiken, die diesem Bericht beiliegen, sind nicht immer ganz verlässlich, da sich jederzeit Versäumnisse oder die Einführung einer falschen Massnahme einschleichen können; sie sind auch nicht immer ganz repräsentativ für die Tätigkeiten des Friedensgerichts. Nicht enthalten sind die Beratungs- und Schlichtungstätigkeit, die einleitenden Vorgänge, die aus verschiedenen Gründen zu keiner Massnahme geführt haben oder für die es keine formelle Einstellungsverfügung gibt, und das Ausstellen von einigen Dokumenten (Zeugnisse und weitere Atteste). Die Zahlen sind nur schwer vergleichbar, da die Art, wie sie eingetragen werden, von Behörde zu Behörde sehr unterschiedlich sein kann.

Am 31. Dezember 2017 zählte das Friedensgericht des Glanebezirks: 416 Beistandschaftsmassnahmen für Erwachsene; 153 Mandate und Beistandschaften für Kinder (Vormundschaften für Minderjährige, Erziehungsbeistandschaften, Vertretung des Kindes bei der Feststellung der Vaterschaft und/oder Geltendmachung der Unterhaltsansprüche, und Beaufsichtigung des Besuchsrechts) ohne aussereheliche Geburten.

Im Verlauf des Jahres 2017 wurden vom Friedensgericht des Glanebezirks 26 Fälle von fürsorgerischer Unterbringung (FU) eröffnet, die meistens notfallmässig von den Ärzten ausgesprochen wurden; in 5 Fällen gab es eine Fristerstreckung oder eine Beschwerde (Anruf des Richters).

Für die Abwicklung aller Nachlässe ist der Friedensrichter allein zuständig und dieser Bereich bleibt 2017 mit 138 Entscheiden für Todesfälle im Bezirk bedeutend, obwohl Gesetzesänderungen in diesem Bereich vorgenommen wurden. Diese betreffen Steuer- und Sicherungsinventare, Testamentseröffnungen, ausgeschlagene Erbschaften, Erbbescheinigungen, öffentliche Inventare und Pfandverwertungen.

2.6.1.5.3 Weiterbildung

Dieses Jahr haben die Mitarbeitenden des Friedensgerichts keine Weiterbildung absolviert.

Hingegen wurde eine Sitzung des Netzwerks des Friedensgerichts, der öffentlichen Berufsbeistandschaft und der drei Sozialdienste organisiert, um die zukünftige Zusammenarbeit zu verbessern.

Die jährliche Inspektion des Friedensgerichts des Glanebezirks wurde dieses Jahr vom Justizrat durchgeführt.

2.6.1.5.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

2017 wurde für die Mitarbeitenden des Friedensgerichts des Glanebezirks ein neues System zur Verwaltung der Arbeitszeiten und der Tätigkeit (VAT) eingeführt.

Die Ziele für das Jahr 2018 bestehen darin, mit Hilfe der neuen Prozesse noch mehr Zeit zu sparen und effizienter zu sein.

2.6.1.6 Friedensgericht des Broyebezirks

2.6.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.6.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Sauteur Sylviane	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Bise Sylvie	Richterin-Beisitzerin
Boffi Cristina	Richterin-Beisitzerin
Corminboeuf Marie-Claire	Richterin-Beisitzerin
Grandgirard Prisca	Richterin-Beisitzerin (bis am 31.12.2017)
Pillonel Gérard	Richter-Beisitzer
Renevey Jean-Bernard	Richter-Beisitzer
Rimaz Benoît	Richter-Beisitzer
Rodriguez Rose-Marie	Richterin-Beisitzerin

2.6.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	2.6
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristische Ausbildung	2.3

Seit dem 1. Januar 2017 sind alle Personen, die zuvor durch einen befristeten Vertrag angestellt waren, einem unbefristeten Vertrag unterstellt.

Am 1. September 2017 bekam das Friedensgericht endlich die Stelle einer Chef-Gerichtsschreiberin bewilligt, die durch das Beförderungsverfahren bewirkt wurde.

Trotz der Arbeitsbelastung haben die Mitarbeitenden des Friedensgerichts ihr Pflichtenheft professionell und mit der durch die schwierigen Situationen erforderlichen Menschlichkeit zur vollen Zufriedenheit der Friedensrichterin erfüllt. Ihnen allen sei dafür herzlich gedankt.

2.6.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten in der Nähe des Bahnhofs sind gut erreichbar, haben Parkplätze in der Umgebung und bieten die nötige Diskretion für den Zugang. Der verfügbare Platz wird gänzlich genutzt. Wie letztes Jahr festgestellt, ist die Verwaltung des Archivs problematisch. Dafür muss unbedingt demnächst eine Lösung gefunden werden.

2.6.1.6.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast steigt insgesamt weiterhin, was auch mit dem konstanten Wohnbevölkerungswachstum und den komplexer werdenden sozialen und familiären Situationen zusammenhängt. Davon zeugen die Statistiken, die sowohl für die KOKES als auch für den Justizrat erstellt wurden. Dieser Anstieg war allerdings im Jahr 2017 schwer tragbar, da das Friedensgericht den grössten Teil des Jahres nicht mehr periodisch unterstützt wird. Denn nur im August konnte ein JAS angestellt werden. Es muss festgehalten werden, dass jegliche Absenz (Ferien, Krankheit, Weiterbildung) nur schwer durch die anderen Mitarbeitenden gedeckt werden kann.

Die regelmässigen Anfragen zu Verständnisfragen von Bürgerinnen und Bürgern zum neuen Verfahren der Gesetzesänderungen im Zusammenhang mit der Erstellung des Steuerinventars sind aufwändig. Zu diesem Verfahren ist durch den Staat leider noch keine klare Mitteilung an die Öffentlichkeit erfolgt.

Von den Erwachsenenschutzmassnahmen, die durch das Gesetz vom 1. Januar 2013 in umfassende Beistandschaften abgeändert wurden, müssen einige noch angepasst werden, um mit Artikel 14 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuches übereinzustimmen.

Die Beisitzer und Beisitzerinnen tragen aktiv zur guten Funktionsweise des Friedensgerichts bei und tagen immer entsprechend ihren Kompetenzen und im Einklang mit der Gesetzgebung, auch wenn dies im Hinblick auf die beschränkten Verfügbarkeiten gewisser Beisitzerinnen und Beisitzer die Planung der Sitzungen erschwert. Ab 1. Januar 2018 verfügt das Friedensgericht über einen neuen Beisitzer.

Das Friedensgericht arbeitet mit den zwei öffentlichen Berufsbeistandschaften des Bezirks und den privaten Beiständen, die eine intensivere Begleitung durch Ratschläge benötigen, eng zusammen.

Das Friedensgericht pflegt gute Beziehungen mit den Dienststellen des Staates, den Anstalten und Einrichtungen, die im Bereich des Kindes- und des Erwachsenenschutzes und der Gesundheit tätig sind, den Behörden, den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten sowie den Notarinnen und Notaren.

2.6.1.6.3 Weiterbildung

Das Friedensgericht und die Gerichtsschreiber/innen nahmen gemeinsam und einzeln an verschiedenen Studien- und Weiterbildungstagen teil (*Weiterbildung: Familienmeditation (UNIFR) – Symposium Familienrecht (UNIFR) – Weiterbildung: Das Kind im Zivilprozess (UNIFR) – Weiterbildungstag des Kantonalen Sozialamts (Opferberatungsstelle) und der Kantonalen Kommission gegen Gewalt in Paarbeziehungen.*

2.6.1.6.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

In der Informatik setzte sich Frau Ding weiterhin während mehrerer Tage aktiv als Mitglied bei der AG Tribuna V3 für die Entwicklung und die Verbesserung dieses Programms ein.

Um den guten Betrieb des Friedensgerichts zu gewährleisten, analysieren die Gerichtsschreiber/innen regelmässig die verschiedenen Konsultationsverfahren zur Übermittlung an die Behörden.

Das Friedensgericht, die einzige Einheit, die regelmässig mit Beisitzer/innen verkehrt, bedauert es einmal mehr, dass seine erforderliche Stellungnahme zur Nominierung einer neuen Beisitzerin oder eines neuen Beisitzers dem Grossen Rat nicht mitgeteilt wird.

2.6.1.7 Friedensgericht des Vivisbachbezirks

2.6.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.6.1.7.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Périsset Gantner Sylviane	Friedensrichterin und Präsidentin der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde	0,75
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		0,75

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2017)

Name / Vorname	Funktion
Chaperon Anne-Lise	Richterin-Beisitzerin
Colliard Véronique	Richterin-Beisitzerin
Cottet Simon	Richter-Beisitzer
Ducrot Charles	Richter-Beisitzer
Genoud Marie-Claude	Richterin-Beisitzerin
Maillard Séverine	Richterin-Beisitzerin
Mesot Roland	Richter-Beisitzer
Michel Christine	Richterin-Beisitzerin
Paillard Nicole	Richterin-Beisitzerin
Pilloud Amélie	Richterin-Beisitzerin
Vial Jean-Daniel	Richter-Beisitzer
Werro Maryline	Richterin-Beisitzerin

Wie schon im letzten Bericht angekündigt, wurde Patrick Vauthey nach seinem Weggang durch Christine Michel ersetzt; sie stellt die Prüfung der Jahresrechnung sicher und nimmt an den Anhörungen teil. Ebenso wurde Séverine Maillard am 17. Mai 2017, nach dem Weggang von Valérie Dewarrat am 31. Januar 2017, zur Richterin-Beisitzerin ernannt. Deshalb erfolgt die Prüfung der Jahresrechnung durch zwei Kontrolleurpaare anstatt durch drei. Die Kontrolleurpaare setzen sich aus Marie-Claude Genoud, Maryline Werro, Anne-Lise Chaperon und Christine Michel zusammen. Sie erhalten die wertvolle Unterstützung unserer Sekretärin, Stéphanie Camba, die sich vorab um die Prüfung der Dossiers kümmert (Überprüfung aller Belege in den Dossiers und ihrer Reihenfolge, Aufstellung der Steuerabrechnungen, Verfassen von Erinnerungen an Beistände für die verspätete Versendung von Rechnungen usw.). Dadurch kann das Friedensgericht eine effiziente und zeitgerechte Prüfung sicherstellen. Es fehlt noch immer eine Beisitzerin oder ein Beisitzer, die oder der in Psychologie spezialisiert ist.

2.6.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Total Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeitenden mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeitenden ohne juristische Ausbildung	0.8

Gerichtsschreiberei

Seit 1. Januar 2017 teilen sich Laurianne Sallin und Sophie Terreaux die Stelle der Gerichtsschreiberin zu je 50 %. Ab September 2017 wurde jedem Friedensgericht eine Chefgerichtsschreiberstelle zugewiesen. Die 50 %-Stelle der Chefgerichtsschreiberin wurde Sophie Terreaux zugewiesen, da sie sich schon seit 2013 um einige administrative Aufgaben der Gerichtsschreiberei kümmerte. Das hat eine Reorganisation der Aufgaben und Verantwortlichkeiten in der Gerichtsschreiberei zur Folge, insbesondere was die Ausarbeitung von neuen Projekten und die Pflichtenhefte betrifft. Laurianne Sallin verliess das Friedensgericht am 30. November 2017, da sie sich beruflich neu orientieren will. Die feste 50 %-Stelle als Gerichtsschreiber/in wurde ausgeschrieben und Marine Delaloye, ehemalige Gerichtsschreiberpraktikantin beim Friedensgericht, trat die Stelle am 1. Januar 2018 an. Wir werden weiterhin alle sechs Monate eine Gerichtsschreiberpraktikantin oder einen Gerichtsschreiberpraktikanten zu 100 % anstellen, was für das Verfassen von verschiedenen Entscheiden der Gerichtsschreiberei eine wertvolle Hilfe bedeutet.

Sekretariat

Im April 2017 erhielt Stéphanie Camba einen unbefristeten 60 %-Vertrag, die Kündigung des Vertrags von Stéphanie Morand erfolgte per Ende der Schutzfrist. Nathalie Beaud stellte bis 31. August 2017 weiterhin die Vertretung von 20 % sicher. Seit dem 1. September 2017 ist eine neue Sekretärin, Elisa Gremaud, zu 20 % unbefristet angestellt; sie übernimmt hauptsächlich Aufgaben im Zusammenhang mit dem Erbrecht. Ab dem 1. Januar 2018 wird die Verteilung der 0.8 VZÄ des Sekretariats geändert, da Stéphanie Camba eine Weiterbildung im Bereich Sozialversicherungen absolvieren wird. Daher wird Elisa Gremaud zu 30 % angestellt (statt 20 %) und Stéphanie Camba zu 50 % (statt 60 %).

2.6.1.7.1.3 Räumlichkeiten

Mit den Räumlichkeiten sind wir immer noch sehr zufrieden; sie sind funktional und komfortabel. Zudem wurden wir vom Oberamtmann des Vivisbachbezirks informiert, dass zurzeit ein Projekt zur Schaffung von neuen Parkplätzen in der Nähe des Schlosses geprüft wird. Wir unterstützen dieses Projekt durchaus, aber wir haben bisher noch keine genauen Angaben, wie viele Parkplätze den Mitarbeitenden des Friedensgerichts zugesprochen werden.

2.6.1.7.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Am 31. Dezember 2017 stellen wir eine Zunahme der neuen Fälle fest (rund 3 % gegenüber dem Vorjahr). Auch wenn wir eine ständige Zunahme der neuen Fälle feststellen, ist darauf hinzuweisen, dass der Aufwärtstrend nun Anzeichen einer Regulierung zeigt. Wir halten fest, dass das Friedensgericht des Vivisbachbezirks 447 neue Dossiers eingetragen hat. 438 Dossiers wurden während des Jahres erledigt, und 327 hängige Fälle wurden am 1. Januar 2017 verbucht. Am 31. Dezember 2017 zählte das Friedensgericht des Vivisbachbezirks 266 laufende Massnahmen für Erwachsene und 84 für Minderjährige, darunter 4 Vormundschaften für Minderjährige. Im Bereich Nachlass verbuchte das Friedensgericht ausserdem 9 Erbschaftsverwaltungsmandate. Wir unterhalten sowohl zu den Behörden als auch zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und Beiständen sowie den drei weiteren Ämtern, die sich im Schloss befinden, gute Beziehungen.

2.6.1.7.3 Weiterbildung

- > 11. und 15. Mai: Weiterbildung für HR-Experten im Rahmen der Einführung des neuen VAT am 1. Juni 2017 (Sophie Terreaux)
- > 8. Juni: Weiterbildungstag über die Rechte von älteren Personen, Senior Law (Sophie Terreaux)
- > 13. September: Symposium über Familienrecht (Sylviane Périsset Gantner und Laurianne Sallin)

2.6.1.7.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Änderungen bei der Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.6.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.6.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers</i> (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers</i> (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 01.01.2016 / <i>Am 01.01.2016 hängige Angelegenheiten</i>	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / <i>Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide</i> (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	2773	2431	2923	5548
Singine / Sense	692	700	699	2067
Gruyère / Greyerz	1567	1482	1197	3059
Lac / See	875	809	1000	1269
Glâne / Glane	541	515	619	1151
Broye / Broye	939	985	729	1549
Veveyse / Vivisbach	447	438	327	882
Total	7834	7360	7494	15525

2.6.2.2 Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416, 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416, 417 ZGB)</i>	66	9	109	25	30	31	66	336
2. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	19	0	26	2	9	13	5	74
3. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	2096	593	1035	419	360	462	271	5236
4. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	1669	123	507	418	101	293	99	3210
5. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	2017	423	985	392	295	457	238	4807
6. Décision sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / <i>Entscheidung betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)</i>	0	0	1	101	0	0	1	103
<hr/>								
Placement à des fins d'assistance Fürsorgerische Unterbringung	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Décision sur recours de l'APEA (levée et maintien) (art. 3 al. 2 LPEA) / <i>Entscheidung auf Antrag der Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (Aufhebung und Vollstreckung) (Art. 3 Abs. 2 KESG)</i>	8	14	6	2	2	5	2	39

2.6.2.3 Protection des mineurs / Kindesschutz

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)	4	0	0	0	0	0	0	4
2. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindes-zuteilung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)	21	0	4	1	2	4	1	33
3. Ratification d'une convention d'accueil (art. 316 CC) / Genehmigung einer Vereinbarung über die Aufnahme eines Pflegekindes (Art. 316 ZGB)	2	0	1	0	1	0	0	4
4. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)	12	2	25	1	3	2	6	51
5. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)	421	97	309	101	75	99	63	1165
6. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / Festlegung der Entschädigung der Beiständin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)	59	1	33	1	9	7	18	128
7. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)	558	146	317	86	100	160	92	1459
8. Décision sur le placement et la préservation des biens (art.318, 325 et 408 CC) / Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 318, 325 und 408 GB)	2	1	2	1	0	0	0	6
9. Mesures provisionnelles (art. 445 CC) / Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)	71	1	101	3	25	21	8	230

2.6.2.4 Activités judiciaires / Richterliche Tätigkeit

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / <i>Siegelungen</i> (Art. 24 EGZGB)	26	6	3	1	0	0	0	36
2. Prise d'inventaire conservatoire et en cas d'absence (art. 551 ss CC, 24 LACC et 546 ss CC, 23 LACC) / <i>Inventare als Sicherungsmassregel und bei Abwesenheit</i> (Art. 551 ff. ZGB, 24 EGZGB und 546 ff. ZGB, 23 EGZGB)	0	4	3	0	2	8	0	17
3. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC, 26 LACC) / <i>Öffentliches Inventar</i> (Art. 581 ff. ZGB, 26 EGZGB)	13	2	0	3	1	0	1	20
4. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / <i>Anspruchentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme</i> (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
5. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen</i> (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)	122	59	84	73	19	46	25	428
6. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbescheinigungen</i> (Art. 559 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB - allgemeine Klausel)	435	180	254	199	96	154	77	1395
7. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft</i> (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	93	78	177	11	14	75	25	473
8. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / <i>Entgegennahme eines mündlichen Testaments</i> (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / <i>Sicherstellung bei Verschollenheit</i> (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben</i> (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen</i> (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)	1	0	0	0	0	0	0	1

Juge de paix / Friedensrichter	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
12. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzeinweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)</i>	64	25	52	30	15	26	16	228
16. Mise à ban (art. 65 LACC, 258 CPC) / <i>Gerichtliches Verbot (Art. 65 EGZGB, 258 ZPO)</i>	30	6	27	14	8	22	22	129
17. Décision d'irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	32	1	25	12	5	93	25	193
18. Divers / <i>Verschiedenes</i>	126	3	221	175	56	116	70	767
19. Octroi/refus de l'assistance judiciaire et fixation de la liste de frais (art. 117 CPC) / <i>Anspruch/Abweisung der unentgeltlichen Rechtspflege und Festlegung der Kostenliste (Art. 117 ZPO)</i>	140	14	73	41	10	30	22	330
Justice de paix / Friedensgericht	326	30	203	54	54	98	59	824
Divers / <i>verschiedenes</i>								

2.7 Tribunal pénal des mineurs

2.7.1 Partie générale

2.7.1.1 Personnel

2.7.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Juge	0.8
Lehmann Arthur	Juge	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		2.3

Conformément à l'art. 21 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010, M. Pierre-Laurent Dougoud a, en 2017, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

M. Arthur Lehmann a bénéficié d'un congé d'une année, du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2017. M. Julien Aubry a été nommé Juge des mineurs ad hoc pour cette période.

Juges-asseesseurs et Juges-asseesseurs-suppléants (au 31.12.2017)

Nom/prénom	Fonction
Pauchard Claude	Juge-asseesseur
Hämmerli Irène	Juge-asseesseure
Cotting Morf Gisèle	Juge-asseesseure
Rey Claude	Juge-asseesseur
Bauer Brigitte	Juge-asseesseure-suppléante
Bugnon Mario	Juge-asseesseur-suppléant
Rime Nicolas	Juge-asseesseur-suppléant
Gobet Sylvie	Juge-asseesseure-suppléante

M. Claude Rey, Juge-asseesseur, a pris sa retraite le 31 décembre 2017. Sa successeur, Mme Claudine Perroud, est entrée en fonction le 1^{er} janvier 2018.

2.7.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2017	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	3
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5

2.7.1.1.2.1 Greffiers

Mme Inès Bruggisser, greffière-chef, a continué à assumer cette fonction à 80%, à savoir à 40% en qualité de greffière et à 40% en qualité de greffière-chef. Elle a été en congé-maternité du 29 août 2017 au 19 décembre 2017.

Mme Laure Christ est entrée en fonction, en qualité de greffière, à 50%, le 1^{er} mars 2017. Mme Laure Christ a été en incapacité de travail partielle durant les mois de juin 2017 à juillet 2017. Suite à l'incapacité de travail de Mme Inès Bruggisser du 1^{er} au 28 août 2017, Mme Laure Christ a assumé le poste de greffière-chef, à raison de 40%, en plus d'un 10% de greffière. A partir du mois de septembre 2017, Mme Laure Christ a exercé la charge de greffière-chef, à 40%, en sus de son engagement de greffière, à 50%.

Mme Inès Bruggisser, à 60%, et Mme Laure Christ, à 90%, sont désormais toutes deux greffières-chef, à 20%, respectivement à 40%, en sus de leurs activités de greffières à 40%, respectivement à 50%. Le partage du poste de greffière-chef a été possible suite à la réattribution d'un EPT de 0.2.

En raison d'une incapacité de travail, Mme Brigitte Magnin, greffière à 80%, a exercé ses activités à un taux réduit, respectivement a dû provisoirement y mettre un terme, entre les mois de janvier 2017 et avril 2017.

Mme Christine Bürgisser Gaiardo a poursuivi son engagement à 70%.

M. David Kaelin, à un taux moyen de 40%, respectivement Mme Elodie Surchat, à 20%, ont été engagés comme greffiers dès le 1^{er} mars 2017, respectivement le 1^{er} août 2017, pour effectuer les remplacements des taux manquants.

2.7.1.1.2.2 Intervenantes en protection de l'enfant (IPE)

Le taux d'activité de Mme Antoaneta Zadory demeure à 80%, de même que Mme Corina Zurkinden poursuit son engagement à 70%.

2.7.1.1.2.3 Cheffes de bureau

Mme Françoise Magne, cheffe de bureau, à 100%, a quitté le Tribunal des mineurs le 31 mai 2017. Sa remplaçante, Mme Nicole Fornerod, a travaillé deux semaines, en juillet 2017. Suite à sa démission, le Tribunal des mineurs a engagé Mme Chloé Zainal, qui est entrée en fonction le 1^{er} octobre 2017.

Vu l'absence prolongée d'une cheffe de bureau, les greffières-chef, Mme Inès Bruggisser, puis Mme Laure Christ, ont assumé les responsabilités administratives qui lui incombait.

2.7.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Marianne Marchon, secrétaire à 50%, a pris sa retraite le 31 janvier 2017. Mme Monique Walther, secrétaire de longue date au Tribunal des mineurs, a augmenté son taux d'activité de 40% à 90%, à partir du 1^{er} février 2017. Mme Noémie Aerne demeure à 60% et Mme Ursula Aeby à 100%.

Afin de soutenir le secrétariat, en l'absence d'une cheffe de bureau, Mme Vanessa Martins, a travaillé du 19 juillet 2017 au 10 octobre 2017, à 100%, en qualité d'employée d'administration.

2.7.1.1.2.5 Stagiaires

Mme Melany Madrid et Mme Laura Vargas Diaz ont terminé leurs stages de greffières respectifs les 28 février 2017 et 31 mai 2017. M. Maël Bonvin a effectué un stage de greffier du 1^{er} mars 2017 au 31 août 2017, alors que M. Anthony Cressier a été engagé à ce titre du 1^{er} juin 2017 au 30 novembre 2017. Mme Margot Ouddane et M. Flavien Morard ont débuté leurs stages de greffiers le 1^{er} septembre 2017, respectivement le 1^{er} décembre 2017.

Mme Joanna Bowman, stagiaire 3+1, a quitté le Tribunal des mineurs en juillet 2017, après avoir achevé sa formation avec succès. M. Ludovic Laguna est entré en fonction le 17 juillet 2017, en qualité de stagiaire 3+1.

Mme Soraya Kaniama a effectué un stage universitaire de six semaines.

2.7.1.2 Commentaires de la statistique

En 2017, le Tribunal des mineurs a inscrit 1832 affaires au rôle (1773 en 2016), lesquelles ont concerné 1024 mineurs (1138 en 2016). Ces chiffres représentent, entre 2016 et 2017, une diminution des mineurs concernés de 114 unités (-11.1%). Si le nombre de mineurs concernés en 2017 est inférieur à celui de 2016, il est quasi identique à celui de 2015 (1028). En revanche, on constate une augmentation du nombre de dossiers de 59 unités (+3.3%), hausse qui s'inscrit dans la tendance constatée depuis 2013, avec un pic entre 2015 et 2016 (+16.7%).

Pour rappel, une affaire inscrite au rôle correspond à un rapport de dénonciation pour un mineur, lequel rapport contient une ou plusieurs infractions.

2.7.1.3 Remarques générales

Mesures

Durant l'année 2017, 24 mineurs ont été placés dans des institutions, dont 11 l'ont été provisoirement et 4 de manière stationnaire. 9 mineurs ont été placés, dans le cadre de l'exécution d'une mesure, par un Juge des mineurs. A l'instar de 2016, 2017 a confirmé la quasi impossibilité de mise en œuvre des décisions prononçant des placements fermés. Le seul établissement concordataire à disposition depuis la fermeture, en 2016, du Foyer d'éducation de Prêles/BE, soit le Centre éducatif fermé de Pramont, à Granges/VS, offrant 24 places, a en effet présenté une liste d'attente quasi constante d'au moins 10 jeunes romands. Les Juges des mineurs ont donc été contraints d'opter pour des solutions mettant en œuvre des mesures ambulatoires, ou de prononcer des peines, les unes comme les autres n'étant pas à même d'assurer un encadrement et un suivi comparables, ces derniers étant, dans certaines situations, indispensables.

En ce qui concerne les mineures, il n'existe toujours aucune institution offrant la possibilité de placement en milieu fermé en application de l'art. 15 al. 2 DPMIn. Le projet Time Up, prévoyant la création de 4 places pour l'ensemble de la Suisse Romande et du Tessin, se concrétisera au plus tôt en 2019.

En termes de placement en milieu ouvert, les difficultés sont également présentes compte tenu du taux d'occupation élevé des institutions concernées et des délais parfois conséquents qui en résultent.

Peines

Durant l'année 2017, le Tribunal des mineurs a prononcé et fait exécuter 550 journées (4400 heures) de prestations personnelles concernant 233 mineurs, auxquelles se sont ajoutés des programmes de sensibilisation (REPER) relatif à la consommation de drogues pour 163 mineurs.

En comparaison à l'année passée, les condamnations à une prestation personnelle ont augmenté de 9%. D'une manière générale, les difficultés inhérentes à l'exécution des prestations personnelles constatées en 2016 se sont confirmées en 2017. En effet, les absences et autres comportements inadéquats des mineurs astreints à ces prestations personnelles mettent parfois la patience et le dévouement des bénévoles des institutions d'intérêt public chargées de l'exécution à rude épreuve. Le canton de Fribourg ne dispose en outre pas d'outil législatif permettant aux Juges des mineurs de prendre des mesures disciplinaires punissant les indisciplines graves ou la soustraction systématique à la sanction, comme cela est le cas dans le canton de Vaud par exemple.

S'agissant des peines privatives de liberté, 879 jours de détention provisoire (+156% par rapport à 2016) et 280 jours de détention (exécution de peine) (+19% par rapport à 2016) ont été exécutés en 2017, principalement auprès de l'Etablissement de détention pour mineurs « Aux Léchaies », à Palézieux. A relever que les 18 places qu'offre

actuellement dit établissement concordataire pour les mineurs (18 autres étant dévolues aux jeunes majeurs depuis 2016), se sont révélées, à nouveau, en certaines occasions, insuffisantes.

Expertises en cas de doute sur la santé physique ou psychique ou en cas de placement en établissement fermé (art. 9 al. 3 DPMIn)

A l'instar de 2016, des difficultés ont été constatées pour mandater, dans les délais brefs que requièrent de telles mesures, des experts au bénéfice de la formation idoine en pédopsychiatrie forensique.

Modifications législatives

Aucune modification législative n'a eu lieu en 2017, tant pour la Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs que pour la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs.

Remarque finale

L'augmentation de la charge de travail depuis 2015 (+20% de cas) ainsi que les difficultés et problématiques évoquées ci-dessus ont requis, une nouvelle fois, un investissement total de la part de l'ensemble des collaborateurs du Tribunal des mineurs, lequel a pu, cette année encore, assumer ses attributions dans le respect des préceptes et principes régissant la mise en œuvre du droit pénal des mineurs. Il apparaît toutefois au regard des constatations susmentionnées, couplées à une charge administrative grandissante, que malgré les constantes réflexions et recherches de prises en charge adaptées des mineurs délinquants, tant au niveau des peines que des mesures, la qualité du travail accompli par le Tribunal des mineurs pourrait dans un avenir proche se heurter aux limites des ressources humaines actuellement à disposition.

2.7 Jugendstrafgericht

2.7.1 Allgemeiner Teil

2.7.1.1 Personal

2.7.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Richterin	0.8
Lehmann Arthur	Richter	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.3

Gemäss Art. 21 des Justizgesetzes, welches seit dem 31. Mai 2010 in Kraft ist, führte Herr Pierre-Laurent Dougoud im Jahre 2017 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten.

Herr Arthur Lehmann nahm sich zwischen dem 1. Februar 2016 und dem 31. Januar 2017 eine einjährige Auszeit und wurde in dieser Zeitspanne von Herrn Julien Aubry, Jugendrichter ad hoc, vertreten.

Beisitzer/innen und Ersatzbeisitzer/innen- nebenberuflich (am 31.12.2017)

Name/Vorname	Funktion
Pauchard Claude	Beisitzer
Hämmerli Irène	Beisitzerin
Cotting Morf Gisèle	Beisitzerin
Rey Claude	Beisitzer
Bauer Brigitte	Ersatzbeisitzerin
Bugnon Mario	Ersatzbeisitzer
Rime Nicolas	Ersatzbeisitzer
Gobet Sylvie	Ersatzbeisitzerin

Herr Claude Rey, Ersatzbeisitzer, ist am 31. Dezember 2017 in den Ruhestand getreten. Seine Nachfolgerin, Frau Claudine Perroud, hat am 1. Januar 2018 ihr Amt angetreten.

2.7.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2017	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5

2.7.1.1.2.1 Gerichtsschreiber

Frau Inès Bruggisser amtierte weiterhin als Chefgerichtsschreiberin zu 80%. 40% dieses Pensums galten Gerichtsschreibertätigkeiten. Zwischen dem 29. August 2017 und dem 19. Dezember 2017 war Frau Inès Bruggisser im Mutterschaftsurlaub.

Frau Laure Christ hat ihre Stelle als Gerichtsschreiberin zu 50% am 1. März 2017 angetreten. Während den Monaten Juni bis Juli 2017 war Frau Laure Christ teilweise arbeitsunfähig. In Folge der Arbeitsunfähigkeit von Frau Inès Bruggisser vom 1. August 2017 bis 28. August 2017 hat Frau Laure Christ die Funktion der Chefgerichtsschreiberin übernommen (zu 40%). Ab September 2017 arbeitete Frau Laure Christ zu 40% als Chefgerichtsschreiberin und 50% als Gerichtsschreiberin.

Inzwischen teilen sich Frau Inès Bruggisser (60%) und Frau Laure Christ (90%) die Stelle als Chefgerichtsschreiberin (100%) zusätzlich zu ihrer Arbeit als Gerichtsschreiberin. Die Aufteilung der Chefgerichtsschreiberstelle (100%) wurde durch die Aufstockung um 0.2 VZÄ ermöglicht.

Infolge Arbeitsunfähigkeit reduzierte, respektive stellte Frau Brigitte Magnin, Gerichtsschreiberin zu 80%, ihre Tätigkeit zwischen Januar 2017 und April 2017 ein.

Das Arbeitspensum von Frau Christine Bürgisser Gaiardo betrug im Berichtsjahr weiterhin 70%.

Aufgrund der Ausfälle wurden Herr David Kaelin ab dem 1. März 2017 als Gerichtsschreiber zu 40% und Frau Elodie Surchat ab dem 1. August 2017 als Gerichtsschreiberin zu 20% eingestellt.

2.7.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Die Arbeitspensen von Frau Antoaneta Zadory und Frau Corina Zurkinden betragen nach wie vor 80% resp. 70%.

2.7.1.1.2.3 Bürocheffinnen

Frau Françoise Magne, Bürocheffin zu 100%, kündigte ihr Arbeitsverhältnis per 31. Mai 2017. Nachdem ihre Nachfolgerin, Frau Nicole Fornerod, im Juli 2017 bereits nach 1 Woche gekündigt hatte, wurde Frau Chloé Zainal eingestellt, welche ihre Stelle am 1. Oktober 2017 angetreten hat.

In der Zeit, in welcher die Stelle nicht besetzt war, haben die Chefgerichtsschreiberinnen, Frau Inès Bruggisser sowie später auch Frau Laure Christ, die Verantwortung der administrativen Tätigkeiten übernommen.

2.7.1.1.2.4 Sekretärinnen

Frau Marianne Marchon, Sekretärin zu 50%, ist per 31. Januar 2017 in den Ruhestand getreten. Das Arbeitspensum von Frau Monique Walther, langjährige Mitarbeiterin beim Jugendgericht, beträgt neu seit dem 1. Februar 2017 90% (+50%). Die Arbeitspensen von Frau Noémie Aerne und Frau Ursula Aeby betragen im Berichtsjahr nach wie vor 60% respektive 100%.

Frau Vanessa Martins, Verwaltungsangestellte, unterstützte zwischen dem 19. Juli 2017 und dem 10. Oktober 2017 das Sekretariat.

2.7.1.1.2.5 Praktikant/innen

Frau Melany Madrid und Frau Laura Vargas Diaz haben ihr Praktikum am 28. Februar 2017 respektive am 31. Mai 2017 beendet. Herr Maël Bonvin absolvierte sein Praktikum vom 1. März 2017 bis 31. August 2017 sowie Herr Anthony Cressier vom 1. Juni 2017 bis 30. November 2017. Frau Margot Ouddane und Herr Flavien Morard haben ihr Praktikum am 1. September 2017 respektive am 1. Dezember 2017 begonnen.

Im Juli 2017 verliess Frau Joanna Bowman, Praktikantin 3+1, nach erfolgreichem Abschluss ihrer Ausbildung, das Jugendgericht. An ihre Stelle trat am 17. Juli 2017 Herr Ludovic Laguna.

Im Rahmen ihres Rechtsstudiums absolvierte Frau Soraya Kaniama ein sechswöchiges Praktikum.

2.7.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahre 2017 wurden beim Jugendgericht 1832 Angelegenheiten anhängig gemacht (2016: 1773), welche 1024 Minderjährige betrafen (2016: 1138). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Abnahme um 114 Minderjährige (-11.1%) dar. Hat die Anzahl betroffener Minderjähriger im Jahre 2017 gegenüber 2016 abgenommen, ist sie doch beinahe identisch mit der im Jahre 2015 verzeichneten (1028). Die im Jahre 2017 ausgewiesene Zunahme der Fälle (+59; +3.3%) geht mit dem bereits im 2013 festgestellten Anstieg der Jugendkriminalität einher. Zwischen 2015 und 2016 wurde ein Höchststand von + 16.7% festgestellt.

Zum besseren Verständnis: eine anhängig gemachte Angelegenheit entspricht einem Anzeigerapport und einem Minderjährigen. Der Rapport betrifft eine oder mehrere strafbare Handlungen.

2.7.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Im Jahre 2017 wurden 24 Minderjährige in Einrichtungen platziert, wovon 11 vorsorglich und 4 zur stationären Beobachtung untergebracht wurden. Bei 9 Minderjährigen wurde eine von der urteilenden Behörde angeordnete Platzierung vollzogen. Wie dies bereits im Jahre 2016 der Fall war, hat auch 2017 aufgezeigt, dass die Umsetzung von geschlossenen Platzierungen schwierig, ja fast unmöglich ist. Seit der Schliessung des Erziehungsheims Prêles /BE im Jahre 2016, steht als einzige Konkordatsanstalt nur mehr die Erziehungsanstalt Pramont in Granges/VS mit 24 Plätzen zur Verfügung. Im Jahre 2016 befanden sich auf der Warteliste besagter Anstalt jeweils mindestens 10 Minderjährige aus der Westschweiz, weshalb die Jugendrichter vermehrt ambulante Massnahmen oder Strafen angeordnet haben. Diese bieten hingegen keine vergleichbare Form, um auf die Jugendlichen adäquat einwirken und sie begleiten zu können.

Für minderjährige Mädchen gibt es nach wie vor keine Einrichtung, die die Möglichkeit einer geschlossenen Platzierung gemäss Art. 15 Abs. 2 JStG anbietet. Das Projekt Time Up, welches für die Westschweiz und das Tessin 4 Plätze im geschlossenen Rahmen vorsieht, wird frühestens im Jahre 2019 konkrete Formen annehmen.

Auch bei den offenen Platzierungen wurden aufgrund der hohen Auslastung der jeweiligen Einrichtungen und der damit verbundenen langen Wartezeit Schwierigkeiten festgestellt.

Strafen

Im Verlauf des Jahres 2017 wurden vom Jugendgericht für 233 Minderjährige 550 Tage (4400 Stunden) persönliche Leistungen ausgesprochen und vollzogen. Hinzu kamen für 163 Minderjährige Sensibilisierungsprogramme betreffend Drogenkonsum (REPER).

Im Vergleich zum Vorjahr haben die Verurteilungen zu persönlichen Leistungen um 9% zugenommen. Generell kann festgehalten werden, dass die mit dem Vollzug der persönlichen Leistungen einhergehenden Schwierigkeiten sich auch im Berichtsjahr bestätigt haben. In der Tat wurden die mit dem Vollzug erwähnter Strafen betrauten Personen (Freiwillige von Werken im öffentlichen Interesse, soziale Einrichtungen) durch die Absenzen und das unzureichende Verhalten der Minderjährigen auf die Probe gestellt. Der Kanton Freiburg verfügt über keine Rechtsgrundlage, welche es den Jugendrichtern ermöglichen würde, grobe Verstösse und systematisches Umgehen der Strafe mit einer Disziplinar-massnahme zu ahnden, wie es beispielsweise der Kanton Waadt vorsieht.

Was die Freiheitsstrafen anbelangt so wurden im Jahre 2017 879 Tage Untersuchungshaft (+156% im Vergleich zum Vorjahr) und 280 Tage Haft (Vollzug der Strafe) (+19% im Vergleich zum Vorjahr) vollzogen. Der Vollzug fand vor allem in der Jugendstrafanstalt „Aux Léchaires“ in Palézieux statt. An dieser Stelle wird hervorgehoben, dass sich die 18 Plätze für Minderjährige, welche erwähnte Konkordatsanstalt zur Verfügung stellt (mit weiteren 18 Plätzen für junge Erwachsene seit 2016), in einigen Fällen erneut als ungenügend erwiesen haben.

Begutachtung in Fällen, in denen die physische oder psychische Gesundheit angezweifelt wird oder bei Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung (Art. 9 Abs. 3 JStG)

Wie bereits im Jahre 2016, stiessen die Jugendrichter auch im Berichtsjahr auf die Schwierigkeit, in kurzer Zeit einen Experten für forensische Psychiatrie für Kinder und Jugendliche mit einem Mandat betrauen zu können.

Gesetzesänderungen

Im Jahre 2017 wurden keine Gesetzesänderungen betreffend das Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht und die Schweizerische Jugendstrafprozessordnung vorgenommen.

Schlussbemerkung

Die konsequente Zunahme der Arbeitsbelastung seit 2015 (+20% mehr Fälle) sowie die oben erläuterten Schwierigkeiten und aufgeworfenen Fragen erforderten abermals ein uneingeschränktes Engagement seitens aller Mitarbeiter des Jugendgerichts. Auch in diesem Jahr ist es dem Jugendgericht gelungen, seine Aufgaben in Übereinstimmung mit den Grundsätzen des Jugendstrafrechts wahrzunehmen. Angesichts obiger Feststellungen sowie dem zunehmenden administrativen Aufwand rechtfertigt sich jedoch die Bemerkung, dass trotz konstanter Anstrengung, die minderjährigen Delinquenten sowohl im Bereich von Strafen als auch von Massnahmen angemessen zu betreuen, mit den derzeit zur Verfügung stehenden Personalressourcen in naher Zukunft die Qualität der Arbeit womöglich nicht beibehalten werden kann.

2.7.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.7.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2017	2016
Entrées / Neueingänge	1832	1774
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	1024	1139
Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht		
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	324	290
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1505	1487
Filles/ Mädchen	385	371
Garçons / Knaben	1444	1406
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	247	224
soit le en %/ d.h. in %	13.5%	12.6%
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache	1582	1553
soit le en %/ d.h. in %	86.5%	87.5%
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	432	328
Sarine-Campagne / Saane-Land	422	327
Singine / Sense	132	105
Gruyère / Greyerz	255	281
Lac / See	156	173
Broye / Broye	201	181
Glâne / Glane	63	85
Veveyse / Vivisbach	36	52
Autres cantons / Andere Kantone	116	143
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	19	98
Total	1832	1773

2.7.2.2 Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2017	2016
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	167	170

2.7.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2017	2016
Détention provisoire / Untersuchungshaft	24	12
Observation / Beobachtung	4	3
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	16	24
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	20	11

2.7.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2017 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2017 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2017	2016
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	110	85
Classement / Einstellung	45	50
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	55	68
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	72	77
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMIn) <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	12	14
Suspension / Sistierung	15	17
Dessaisissements / Abtretungen	115	122
Ordonnances pénales / Strafbefehle	1199	984
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	6	4
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	872	729
Total	2495	2150

2.7.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2017) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2017)

	2017	2016
Nombre d'affaires déléguées par les juges / <i>Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten:</i>	90	65
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	158	94
Processus ayant conduit à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben:</i>	63	53
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	89	66
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben:</i>	25	9
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	12	8
Processus en cours au 31 décembre 2017 / <i>per 31. Dezember 2017 hängige Verfahren:</i>	47	42
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	79	47

2.7.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2017	2016
Nombre des réunions du Tribunal / <i>Anzahl Tagungen des Gerichts</i>	7	3
Nombre de mineurs jugés / <i>Anzahl verurteilte Minderjährige</i>	6	4

2.7.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

2.7.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2017	2016
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	0	0
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	0	0
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	49	54
objet dangereux / <i>gefährlicher Gegenstand</i>	0	0
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	0	3
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	67	43
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	2	5
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	0	4
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	4	4
Rixe / <i>Raufhandel</i>	15	14
Agression / <i>Angriff</i>	23	15
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	0	0

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen

	2017	2016
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	40	5
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	0	2
Vol / Diebstahl	161	177
<i>simple / einfacher</i>	157	175
<i>en bande / bandenmässiger</i>	2	1
<i>par métier / gewerbsmässiger</i>	2	1
<i>au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen</i>	0	0
Tentative de vol / Diebstahlversuch	1	0
<i>simple/ einfacher</i>	1	0
<i>en bande / bandenmässiger</i>	0	1
<i>par métier/ gewerbsmässiger</i>	0	0
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	0	0
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	31	8
Brigandage / Raub	7	11
<i>avec arme / bewaffnet</i>	1	0
<i>en bande / bandenmässiger</i>	0	0
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	169	205
Escroquerie / Betrug	1	10
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	1	1
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	0	0
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	3	8
Extorsion / Erpressung	0	1
<i>avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr</i>	0	0
Extorsion – tentative / Erpressung – Versuch	3	0
Recel / Hehlerei	10	8

**Contre l'honneur et le domaine secret ou privé /
gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich**

	2017	2016
Diffamation / Üble Nachrede	5	7
Calomnie / Verleumdung	4	13
Injure / Beschimpfung	37	63
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	3	10
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	2	10

Contre la liberté / gegen die Freiheit

	2017	2016
Menaces / <i>Drohung</i>	29	40
Contrainte / <i>Nötigung</i>	10	6
dont tentative / <i>Versuch</i>	1	0
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	1	0
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	79	109
tentative / <i>Versuch</i>	0	0

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität

	2017	2016
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	10	18
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	0	2
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	8	6
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	3
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	0	0
Pornographie / <i>Pornographie</i>	6	9
Désagrèments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	3	0
Inceste / <i>Inzest</i>	0	0

**Créant un danger collectif /
*Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen***

	2017	2016
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	4	7
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
complicité / <i>Gehilfenschaft</i>	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	2	4
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	1	0
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht

	2017	2016
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	2	0
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	3	0
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung

	2017	2016
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	2	5
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	9	9

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden

	2017	2016
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	0	0
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	1	3
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	0	1
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	0	1
Emeute / <i>Aufruhr</i>	0	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	0	0
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	0	0
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	5	0

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt

	2017	2016
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	15	17
Empêchement d'accomplir un acte officiel / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	46	67
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	0	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege

	2017	2016
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	1	3
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	4	3
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	0	0
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	1	0
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	0	0

2.7.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / Betäubungsmittel

	2017	2016
Crimes et délits / <i>Verbrechen und Vergehen</i>	94	117
Contraventions / <i>Übertretungen</i>	512	555
Cas bénins / <i>Leichter Fall</i>	5	11
Total	611	683

Sur la circulation routière / Strassenverkehr

	2017	2016
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	32	52
dont tentative / <i>Versuch</i>	0	1
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	59	44
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahruntfähigem Zustand</i>	22	21
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	6	6
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	153	170
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	37	54
sur les armes / <i>Waffen</i>	64	54
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	459	392
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	0	6
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschiffahrt</i>	1	4
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	0	0
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	0	0
sur les autres lois fédérales / <i>andere Bundesgesetze</i>	7	3

Lois cantonales / kantonale Gesetze

	2017	2016
sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	11	2
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	0	0
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	110	119
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	0	0
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	31	60

2.7.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide**2.7.2.8.1 Jugements / Urteile**

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2017	2016
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	0	0
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	1	0
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	0	
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	4	0
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	0	1
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>	0	
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	0	0
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	0	1
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	0	0

Peines / Strafen

	2017	2016
Réprimande / <i>Verweis</i>	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	0	0
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	1	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	0	0
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	0	0
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	0	0
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	0	0
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	0	2
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	3	0
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	3	1
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	0	0

Cumuls / Verbindung

	2017	2016
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	0	0
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	28	1
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	0	0
Exemption de peine / <i>Strafbefreiung</i>	0	0
Acquittement / <i>Freispruch</i>	24	3

2.7.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2017	2016
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	19	22
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	0	0
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	2	1
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	2	0
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	0	0
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	1	0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	2	2
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	2	1
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	3	2

Conversions / *Umwandlungen*

	2017	2016
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	0	4
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	5	10
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	1	0
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>		0
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	2	3

2.7.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2017	2016
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	7	0
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	0	4
Maintien en maison d'éducation	0	
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	0	
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	1
Accompagnement / Begleitung	4	4

Peines / Strafen

	2017	2016
Réprimande / Verweis	108	191
Amende avec sursis / Bedingte Busse	13	11
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	3	3
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	134	159
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	249	96
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	60	36
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	30	41
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	37	15
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	142	120
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	0	0
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	11	11
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	2	2
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	6	7

Cumuls / Verbindung

	2017	2016
Peine + peine / Strafe + Strafe	30	26
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	17	14
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	0

2.8 Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

2.8.1 Préfectures

2.8.1.1 Partie générale

2.8.1.1.1 Préfecture de la Sarine

2.8.1.1.1.1 Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

2.8.1.1.1.2 Statistiques et généralités

Même si l'on enregistre une diminution par rapport à l'année 2016, le volume des affaires pénales reste important. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2017, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plainte uniquement) ont été au nombre de 228 ; sur ce dernier chiffre, 153 affaires (67.1 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, appropriation illégitime, abus de confiance au préjudice des proches, filouterie d'auberge, dommages à la propriété, violation de domicile, atteinte à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dans la plupart des cas, le dossier est transmis à la suite d'une enquête préliminaire menée par la police avec audition des parties, voire de personnes appelées à donner des renseignements ; dans les affaires simples d'atteinte à l'honneur, le Procureur général transmet directement la plainte au Préfet sans mesures d'instruction.

Dénonciations

Le nombre total de 7'025 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'568 OP ordinaires ;
- > 4'553 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 537 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 238 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 129 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière ; de nombreuses enquêtes, voire des commissions rogatoires cantonales ou internationales, ont été ouvertes afin de déterminer les auteurs de ces infractions. Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur les constructions.

En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment).

Concernant les violations de mises à ban, ces dénonciations entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche ainsi qu'une correspondance nourrie entre la Préfecture et les propriétaires privés.

Sur l'ensemble de ces affaires, 27 dossiers (0.38 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée ; sur ce nombre, environ la moitié des procédures aboutissent à un retrait d'opposition.

Enfin, comme à l'accoutumée, les dossiers classés (erreurs dans le rapport de dénonciation, prescription, peines subies) ont été soumis au Procureur général pour visa en juin et en décembre ; ils représentent une dizaine de classeurs fédéraux.

2.8.1.1.1.3 Divers

Le 18 septembre 2017, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

2.8.1.1.2 Préfecture de la Singine

2.8.1.1.2.1 Personnel et organisation

La responsabilité première en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombe Madame la lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu. Par délégation de l'adjointe administrative, Madame Karin Peissard, les plaintes et dénonciations pénales entrées en continu en 2017 ont été traitées par Madame Lydia Jeckelmann, employée administrative, et par Madame Sonja Gerber, juriste.

2.8.1.1.2.2 Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. Le nombre des cas enregistrés (1647) a augmenté de plus de 10% par rapport à l'année précédente. Ceci concerne essentiellement les rubriques "Infractions LCR (interdiction de parage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété, etc.) et "non-paiement des amendes d'ordre". Par contre, la rubrique "accident de la circulation" a légèrement baissé.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parage, dépassement, surcharge, conduite en état d'ébriété,
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la
7	police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation réussie ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au MP
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin par le préfet pour élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial,
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans auberge / non-respect des hres d'ouverture / boissons servies sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12.
18	Ordonnance de classement / décision de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

- > Nombre de dossiers sous statut "ouvert": 29
- > Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement": 1
- > Nombre de dossiers sous statut "régulé": 1617

Statistique 2017

Code	Nombre de cas enregistrés	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	82	17'720.00	2'910.00	767.00
2	608	268'320.00	38'820.00	7'739.00
3	248	23'932.00	6'120.00	3'072.00
4	4	1'083.90	170.00	52.00
5	579	85'830.00	15'980.00	6'738.00
6	35	3'250.00	980.00	429.00
7	13	6'350.00	730.00	117.00
8	21	-	-	-
9	18	-	-	-
10	2	-	-	-
11	19	-	-	-
12	1	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	3	400.00	100.00	52.00
16	3	600.00	120.00	39.00
17	7	-	-	-
18	0	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1647	407'485.90	65'930.00	19'005.00

Les codes 10 et 11, 14 et 18 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

La lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre des plaintes pénales a augmenté de près de 50% par rapport à l'année précédente, autrement dit 46 en 2017 contre 31 en 2016. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus compliquées. Sur demande du/de la prévenu/-e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre des dénonciations enregistrées a augmenté de 9%, soit une hausse de 130. Au total, 1'575 ordonnances pénales ont été rendues. Dont 6 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

L'envoi et l'encaissement des ordonnances pénales aux conducteur-trice-s domicilié-e-s à l'étranger deviennent manifestement plus difficiles et laborieux. La plupart des excès de vitesse ont été mesurés au poste de radar sur l'A12 à Fillistorf, commune de Bösingen, et concernent très souvent des conducteurs domiciliés à l'étranger. Adresses imprécises, départs, envois sans succès dans des régions en guerre, excès de vitesse commis par des membres des troupes de l'ONU, etc., rendent le travail plus difficile et exigent souvent des avis de recherche dans Ripol.

Autre constat qui perdure, toujours plus nombreuses sont les personnes à demander un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons. Rares sont les demandes adressées chez nous pour une réduction de peine ou conversion de l'amende en travail d'intérêt général.

2.8.1.1.2.3 Divers

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration, qui fut agréable et excellente.

2.8.1.1.3 Préfecture de la Gruyère

2.8.1.1.3.1 Personnel et organisation

La responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de préfet est responsable du domaine des plaintes. La gestion administrative des plaintes et des dénonciations pénales enregistrées est assurée de manière autonome par le personnel en charge de ces secteurs.

2.8.1.1.3.2 Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre total de plaintes enregistrées pour notre district est stable. Toutefois, le nombre de plaintes déposées par des personnes de nationalité étrangère est en constante augmentation. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Pour 2017, elles sont au nombre de 17 et celles retirées avant l'audience au nombre de 7. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte.

Le nombre de personnes prévenues et plaignantes ne se présentant pas, sans excuse, à une audience de conciliation, est relativement important. Il est de 15 pour l'année 2017.

Tableau comparatif	2017	2016
Tentatives de conciliation	87	80
Ayant abouti	42	43
Ayant échoué, transmises au ministère public	45	37
En suspens	20	14

Dénonciations pénales

Le nombre global de dénonciations pénales enregistré a diminué par rapport à 2016. La majorité des dénonciations concernent des violations de mise à ban (2016/1272 – 2017/1180). Les procédures relatives aux violations de mise à ban soulèvent de nombreuses contestations et entraînent un travail administratif important de vérification et de recherche, sans compter que l'Etat n'est pas gagnant au vu du montant de l'amende.

Les infractions liées à la loi sur la circulation routière (LCR), y compris les accidents, sont en baisse (2016/1051 – 2017/947). En Gruyère, le Préfet ordonne des mesures d'enquête surtout en matière d'aménagement du territoire (2016/11 – 2017/12) et de la loi scolaire (2016/35 – 2017/29). Ces infractions, ainsi que celles liées à la loi sur les établissements publics (2016/14 – 2017/11) sont relativement stables.

Tableau comparatif	2017	2016
Ordonnances pénales	2231	2432
définitives	2207	2382
frappées d'opposition	24	50
Ordonnances de classement	94	97

Sur l'ensemble des affaires, le nombre de dossiers transmis au Juge de police, en vue d'un débat contradictoire, suite à une opposition, a diminué de moitié.

Les affaires classées concernent essentiellement des dénonciations liées aux violations de mise à ban, pour lesquelles l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié, ou qu'il y a eu, ultérieurement, un retrait de la dénonciation.

Aucun cas de conversion d'amende en travail d'intérêt général (TIG) n'a été enregistré en 2017.

21 demandes de publication au Journal des recherches de la Police cantonale ont été annoncées à l'Info Centre, pour être inscrites dans le système RIPOL, suite à la disparition des prévenus.

Le nombre de dossiers transmis au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP), en vue de l'exécution de la peine privative de liberté de substitution, en application de l'art. 106 al. 2 CP, a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (2016/172 – 2017/244).

2.8.1.1.3.3 Divers

La Préfecture de la Gruyère relève l'excellente qualité de la collaboration avec le Ministère public, la Police et les Tribunaux.

2.8.1.1.4 Préfecture du Lac

2.8.1.1.4.1 Personnel et organisation

Jusqu'à fin août 2017, les affaires pénales ont été traitées par le lieutenant de préfet Reto Hauser et elles ont été reprises depuis lors par Mélanie Corminboeuf, nouvellement nommée lieutenant de préfet. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par notre nouvelle juriste, Helena Kottmann, alors que les ordonnances pénales le sont par le secrétariat.

Un stagiaire officie depuis le 1er septembre 2016 dans le secteur administratif de la préfecture. Il s'agit de Romain Christinaz pour la période du 1er septembre 2017 à fin juillet 2018. Il est spécialement chargé des tâches administratives en rapport avec les ordonnances pénales. Mais à des fins de formation, il suit de temps en temps les délibérations en matière de conciliation.

2.8.1.1.4.2 Statistiques et généralités

Plaintes pénales

Les plaintes pénales sont traitées par Mélanie Corminboeuf, lieutenant de préfet, qui mène également les audiences de conciliation (voir à ce sujet chif. 1).

Au total, 37 plaintes pénales ont été enregistrées (année précédente 36). 3 d'entre elles ont été directement adressées à la Préfecture qui les a transmises au Ministère public pour ouverture d'une procédure. Sur ces 3 affaires, 1 dossier est revenu à la Préfecture pour exécution d'audiences de conciliation et deux n'ont pas encore été retournés à la Préfecture. 1 dossier a été renvoyé au Ministère public pour des raisons de compétence: il s'agissait d'un cas de menace, violation de domicile et tentative de meurtre.

Les 34 plaintes déterminantes ont eu pour suite la fixation d'une audience de conciliation (année précédente 28). 30 audiences de conciliation ont été menées. 1 dossier n'a pas nécessité de conciliation car la plainte a été préalablement retirée. 3 dossiers sont pendants à la préfecture, dont 1 où l'audience de conciliation est déjà fixée pour l'année 2018, un autre qui a été provisoirement suspendu pour cause de maladie (immobilité) de l'auteur de la plainte, et un enfin qui sera probablement renvoyé au Ministère public car l'accusé se trouve à l'étranger et l'auteur de la plainte doit encore confirmer qu'elle renonce à la conciliation.

Sur les 30 audiences de conciliation, 18 cas ont connu une issue positive (retrait de la plainte) et 12 un résultat négatif (transmission au Ministère public). Le nombre de conciliations réussies a augmenté en comparaison de l'année antérieure (60% contre 9 cas ou 42.85% l'année précédente). Les résultats diffèrent d'année en année et ne peuvent être influencés que de manière très limitée. Il revient aux parties elles-mêmes de savoir si elles veulent une conciliation ou non.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une telle séance, mais au plus tard dans un délai d'un mois à dater de la réception du mandat par le Ministère public. Il arrive fréquemment que les dates fixées doivent être reportées, et c'est généralement le cas lorsque des avocats sont impliqués. Les plaintes déposées directement à la préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des audiences de conciliation. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparait sans représentant.

Tableau comparatif des plaintes	2014	2015	2016	2017
Tentatives de conciliation	44	57	28	33
- Conciliations réussies	28	25	9	18
- Transmises au Ministère public	14	24	12	12
- Dossiers pendants	2	3	7	3

Dénonciations pénales

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales a connu à nouveau en 2017 une augmentation massive, à maintenant 3656 (= + 9,25% contre 3346 en 2016 et même + 18% contre 3098 en 2015). Au total, 62 oppositions à des ordonnances pénales ont été formulées (= 1.69%); le pourcentage des oppositions est donc resté presque le même (1.55% en 2016, 2.07 en 2015).

Le nombre des dénonciations pénales pour absences injustifiées dans l'enseignement scolaire obligatoire est resté à peu près le même avec 13 dénonciations (en comparaison: 12 en 2016, 14 en 2013 et 16 en 2012). Seules les années 2015 et 2014 ont enregistré moins de dénonciations (7) à ce sujet. Le nombre de dénonciations pour omission de s'annoncer comme nouvel habitant au lieu de domicile est à peu près identique à celui des années précédentes (3 en 2017, 2 en 2016 et 2 en 2015).

Durant l'année sous rapport, 3 demandes (4 en 2016, 5 en 2015) de transformation d'une amende en travaux d'intérêt général ont été transmises au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons.

616 dossiers (490 en 2016, 463 en 2015) ont été adressés au service précité en raison d'amendes impayées, ce qui représente une hausse assez importante (+ 25.7%).

- > 280 personnes ont fait l'objet d'un avis de recherche dans Ripol (182 l'année d'avant, 149 en 2015).
- > 144 dossiers ont été classés en 2017 par voie de décision.
- > 136 dossiers ont été classés sans suite car il manquait une adresse.

Tableau comparatif des ordonnances pénales	2013	2014	2015	2016	2017
Ordonnances pénales	2860	2586	3098	3346	3656
- Définitives	2824	2539	3034	3294	3594
- Oppositions	36	47	64	52	62

2.8.1.1.5 Préfecture de la Glâne

2.8.1.1.5.1 Personnel et organisation

La Préfecture dispose d'un personnel motivé et compétent lui permettant de répondre aux nombreuses sollicitations et attentes de la population qui va souvent bien au-delà des tâches usuelles d'une préfecture. Les conseils et réponses rendent service, sécurisent la population et/ou évitent souvent de longues procédures ou erreurs d'appréciation. Elle joue également parfaitement son rôle d'ambassadeur de l'Etat dans les régions et donne ainsi une image positive de l'administration.

Une des forces de notre préfecture est que chaque employé est capable d'assumer l'ensemble des tâches principales, ce qui permet en tout temps d'assurer un travail de qualité avec célérité.

Madame Sarah Devaud, lieutenant de préfet, a donné sa démission pour le 30 septembre. En effet, elle ambitionnait depuis quelques temps l'ouverture d'un bureau de conseils, en particulier de droit administratif. Durant les sept ans passés à la préfecture de la Glâne, Madame Devaud a apporté ses connaissances et ses compétences. Elle s'est engagée dans de nombreux projets, tant au niveau du canton qu'au niveau de la région.

Madame Devaud a été remplacée au 1er décembre par Monsieur Valentin Bard. Ce dernier habite Romont. Il est juriste et passera son brevet d'avocat en 2018, raison pour laquelle, dans un premier temps, son activité est limitée à 60 %. Pour combler ce manque, une juriste à 40 % a été engagée.

2.8.1.1.5.2 Statistiques et généralités

L'année 2017 a connu un accroissement des affaires en matière pénale avec une augmentation globale de 9.4%. Le nombre d'affaires transmis par le Ministère public a augmenté, de 40 en 2016 à 52 en 2017, et les dénonciations ont été plus importantes, passant de 365 en 2016 à 391 en 2017.

Plaintes

Madame Sarah Devaud, Lieutenant de préfet, s'est occupée des plaintes et des séances de conciliation jusqu'à fin septembre 2017 et ensuite, j'ai repris cette tâche. Cette dernière sera dévolue à Monsieur Valentin Bard dans le courant de l'année 2018.

Le nombre de plaintes a progressé de 30% par rapport à 2016 et les tentatives de conciliation ont abouti dans 67.3% des cas.

Les motifs les plus fréquemment invoqués pour les plaintes sont les violations de domicile (1/5 des cas), la majorité des cas était en lien avec le phénomène Urbex (visite des lieux abandonnés, sans activité). Viennent ensuite les voies de fait, parfois accompagnées de menaces ou d'injures, puis les obligations d'entretien.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai de quatre à cinq semaines dès réception de la plainte. Cependant, s'agissant des plaintes déposées par le Service de l'action sociale, il a été convenu de regrouper les plaintes afin d'en traiter au minimum 3 en une matinée, ceci afin d'éviter que le représentant du Service ne se déplace pour rien. Force est de constater en effet que les prévenus ne se présentent pas forcément en séance de conciliation dans ce genre de plaintes.

Dénonciations

L'augmentation des affaires (+ 26) provient de l'accroissement des dénonciations pour excès de vitesse, les rapports étant passé de 119 en 2016 à 160 en 2017 pour ce motif. Les dénonciations liées à des accidents de la circulation sont restées stables (+ 1) alors que celles pour des infractions diverses à la LCR (véhicules non conformes, ceinture, téléphone portable, etc.) ont progressé de 20 unités. Par contre, les infractions en relation avec le contrôle de l'habitant et les établissements publics ont diminué.

Trois ordonnances pénales font l'objet d'une opposition auprès du Juge de police. Par ailleurs, un recours à l'encontre d'une ordonnance de classement a été déposé auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. Ces quatre affaires sont actuellement pendantes.

2.8.1.1.5.3 Divers

L'année 2017 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

Cette organisation répond parfaitement aux besoins et donne entière satisfaction. Je ne suis pas certain que tout changement garantisse une telle célérité et une telle efficacité.

2.8.1.1.6 Préfecture de la Broye

2.8.1.1.6.1 Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Nicolas Kilchoer, la Préfecture de la Broye emploie cinq personnes (4,5 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

2.8.1.1.6.2 Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une légère diminution de son activité juridictionnelle en matière pénale (919 dossiers contre 924 en 2016). Celle-ci reste toutefois dans la moyenne des années précédentes. Il est particulièrement réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière définitive.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en légère augmentation avec la satisfaction de régler définitivement une bonne partie de ces dossiers (45 %).

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en diminution, il reste dans la moyenne des années précédentes. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (2 %).

2.8.1.1.6.3 Divers

Il y a lieu de souligner la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

2.8.1.1.7 Préfecture de la Veveyse

2.8.1.1.7.1 Personnel et organisation

2017 a été une année de changement et de transition à la Préfecture de la Veveyse. En effet, un nouveau préfet (1^{er} janvier) et une nouvelle lieutenant de préfet (1^{er} mai) ont pris leurs fonctions. Au-delà des inévitables difficultés liées à la découverte du mandat et au manque d'expérience, cette situation a présenté l'avantage de mettre en place des procédures et des méthodes de travail propres, sur des bases conjointement décidées.

Au niveau de l'administration, aucun changement n'est à signaler, les deux collaboratrices administratives représentant 1,5 EPT.

Afin de pallier la charge importante de travail en lien avec de nombreux dossiers, dont certains datent de plusieurs années, le préfet a obtenu de la DIAF l'engagement en CDD de juillet à décembre d'une juriste stagiaire. A noter que son contrat a été reconduit pour les six premiers mois de 2018.

Certaines ordonnances pénales sont rédigées par les collaboratrices administratives, d'autres par la juriste ou la lieutenant de préfet. Elles sont ensuite relues et signées par le préfet ou sa lieutenant.

Quant aux séances de conciliation, elles sont dirigées par le préfet ou la lieutenant de préfet, selon les disponibilités ou le degré de connaissance des personnes concernées. Le procès-verbal est tenu par la juriste stagiaire.

2.8.1.1.7.2 Statistiques et généralités

De manière générale, les statistiques montrent une relative stabilité par rapport aux chiffres de l'an dernier.

Il en va ainsi du nombre de tentatives de conciliation (31), dont seules cinq ont échoué, ce qui correspond à un taux de conciliations abouties de quelque 80% !

Les relations avec nos partenaires dans certaines affaires ont toujours été excellentes, qu'il s'agisse du Ministère public, du Tribunal d'arrondissement, de la Justice de paix ou de la police cantonale.

Plaintes

Comme mentionné ci-dessus, les chiffres sont stables, avec une trentaine de tentatives de conciliation. Quelques-unes ont concerné une violation des obligations d'entretien. Bien que la plupart des personnes se soient présentées en audience, avec souvent une convention à la clé, la tâche de récupération des sommes avancées s'avère particulièrement ardue pour le Service de l'action sociale.

Les autres infractions les plus courantes ont été les suivantes : lésions corporelles simples, injures, diffamation, calomnie et violation de domicile.

Les personnes citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois environ, dès réception de la plainte. Elles se présentent souvent seules, une minorité étant accompagnée d'un mandataire (avocat, assistant social). La présence d'une interprète a été sollicitée à trois reprises.

Les dossiers sont ensuite transmis sans délais au Ministère public.

Tableau comparatif	2017	2016
Tentatives de conciliation	32	36
Ayant abouti	25	12
Ayant échoué, transmises au ministère public	5	16
En suspens	1	5
Transmises d'office au Ministère public	1	3

Dénonciations

Dans le domaine des dénonciations, la Préfecture de la Veveyse a aussi constaté une certaine stabilité dans les chiffres.

Celles relatives à la loi sur la circulation routière (LCR) représentent clairement la majorité des dénonciations reçues : 424/572.

Viennent ensuite les dénonciations pour violation de mise à ban (61), puis les travaux entrepris sans autorisation ou en violation des conditions du permis de construire (34), la fermeture tardive des établissements publics (5), contrôle des habitants (1).

Le nombre de cas en lien avec les absences scolaires illégitimes est de 20 pour 2017 (11 en 2016). Comme à l'accoutumée, la majorité des situations concernent vraisemblablement des départs en vacances prématurés ou des retours de vacances tardifs.

Une fois l'ordonnance pénale envoyée, vient la question de l'encaissement. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmis au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important : 76, 83 en 2016.

Tableau comparatif	2017	2016
Ordonnances pénales	572	523
définitives	558	505
frappées d'opposition	12	13
transmises d'office au Ministère public	2	5

2.8.1.1.7.3 Divers

Vous trouverez en annexe le tableau des statistiques 2017 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens si nécessaire à votre disposition pour fournir les compléments d'information qui feraient défaut.

2.8.1 Oberämter

2.8.1.1 Allgemeiner Teil

2.8.1.1.1 Oberamt des Saanebezirks

2.8.1.1.1.1 Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafsektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; neben dem Vizeoberamtmann, der von einer Sekretärin zu 60 % unterstützt wird, gibt es zwei Vollzeitmitarbeiter und eine Person, die vom Amt für den Arbeitsmarkt vermittelt wurde (100 %).

2.8.1.1.1.2 Statistik und Allgemeines

Auch wenn man gegenüber 2016 einen leichten Rückgang der Zahl der Straffälle feststellt, bleibt diese Zahl erheblich. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2017 wurden 228 Fälle von der Staatsanwaltschaft für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 153 Fälle (67,1 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tätlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, unrechtmässige Aneignung, Vertrauensmissbrauch zum Nachteil Angehöriger, Zechprellerei, Beschädigung von Eigentum, Hausfriedensbruch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

In den meisten Fällen wird das Dossier überwiesen, nachdem die Polizei ermittelt und die Beteiligten angehört hat. Gelegentlich werden weitere Personen um Auskunft gebeten; in einfachen Ehrverletzungsfällen überweist der Generalstaatsanwalt die Klage direkt und ohne Untersuchungsmassnahmen an den Oberamtmann.

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 7025 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- > 1568 ordentliche StB;
- > 4553 StB für Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 537 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 238 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 129 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen StB betrifft den Strassenverkehr. Zahlreiche Untersuchungen und internationale Rechtshilfekommissionen wurden eröffnet respektive eingesetzt, um die Urheber dieser Vergehen zu ermitteln. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Baugesetz.

Bei der Verletzung der Schulpflichten bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden.

Die Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots bringen einen beträchtlichen administrativen Aufwand der Überprüfung und Nachforschung und eine rege Korrespondenz zwischen Oberamt und Privateigentümern mit sich.

Von all diesen Fällen wurden 27 Dossiers (0,38 %) dem Polizeirichter nach einer Einsprache der verurteilten Person zu einem Streitgespräch übermittelt; ungefähr die Hälfte dieser Verfahren endet mit einem Rückzug der Einsprache. Schliesslich wurden die erledigten Dossiers (fehlerhafter Verzeigungsrapport, Verjährung, Freiheitsstrafe vollzogen), im Juni und im Dezember wie gewohnt dem Generalstaatsanwalt zur Beglaubigung vorgelegt. Dabei handelt es sich um rund 10 Bundesordner.

2.8.1.1.1.3 Verschiedenes

Am 18. September 2017 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

2.8.1.1.2 Oberamt des Sensebezirks

2.8.1.1.2.1 Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt bei Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträge und Strafanzeigen erfolgte im 2017 in Vertretung von Verwaltungsadjunktin Frau Karin Peissard durch die Verwaltungsangestellte Frau Lydia Jeckelmann und die Juristin Frau Sonja Gerber.

2.8.1.1.2.2 Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die Anzahl Registrierungen (1647) hat zum Vorjahr um mehr als 10% zugenommen. Dies betrifft hauptsächlich die Rubriken «SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Überholen, Überladen, FIAZ usw.)» und «Nichtbezahlen der Ordnungsbussen». Hingegen hat die Rubrik «Verkehrsunfall» etwas abgenommen.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Uebertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Uebertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit,
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentscheid
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

- > Anzahl Dossiers mit Status «Offen»: 29
- > Anzahl Dossiers mit Status «In Bearbeitung»: 1
- > Anzahl Dossiers mit Status «Erledigt»: 1617

Statistik 2017

Code	Anzahl Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	82	17'720.00	2'910.00	767.00
2	608	268'320.00	38'820.00	7'739.00
3	248	23'932.00	6'120.00	3'072.00
4	4	1'083.90	170.00	52.00
5	579	85'830.00	15'980.00	6'738.00
6	35	3'250.00	980.00	429.00
7	13	6'350.00	730.00	117.00
8	21	-	-	-
9	18	-	-	-
10	2	-	-	-
11	19	-	-	-
12	1	-	-	-
13	0	-	-	-
14	4	-	-	-
15	3	400.00	100.00	52.00
16	3	600.00	120.00	39.00
17	7	-	-	-
18	0	-	-	-
19	0	-	-	-
20	0	-	-	-
Total	1647	407'485.90	65'930.00	19'005.00

Statistikcode 10, 11, 14 und 18 werden in der offiziellen Jahresstatistik, die dem Justizrat ebenfalls zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu ist die Verantwortliche für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafanträge hat gegenüber dem Vorjahr um fast 50% zugenommen, d.h. 46 im 2017 gegenüber 31 im 2016. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends komplizierter werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen haben im Vergleich zum Vorjahr um 9% zugenommen, d. h. eine Zunahme von 130 Anzeigen. Insgesamt wurden 1'575 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 6 mittels Einsprache angefochten.

Die Zustellung und das Inkasso der Strafbefehle für im Ausland wohnhafte Lenkerinnen und Lenker sind schwierig und zeitaufwändig. Die meisten Geschwindigkeitsübertretungen werden bei der Radarstelle auf der A12 in Fillistorf, Gemeinde Bösinggen, gemessen und betreffen sehr oft im Ausland wohnhafte Lenker. Ungenaue Adressen, Wegzüge, erfolglose Zustellungen in Kriegsgebieten, Geschwindigkeitsübertretungen durch Mitglieder von NATO-Truppen usw. erschweren die Arbeit und erfordern oft eine Ausschreibung im Ripol.

Es wird weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf CHF 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt. Nur selten werden bei uns Anträge um Bussenreduktion oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

2.8.1.1.2.3 Verschiedenes

Ein grosser Dank geht an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

2.8.1.1.3 Oberamt des Greyerzbezirks

2.8.1.1.3.1 Personal und Organisation

Für die Strafanzeigen ist der Oberamtmann verantwortlich und für die Klagen der Vizeoberamtmann. Die Verwaltung der eingegangenen Klagen und Strafanzeigen wird vom Personal, das für diese Sektoren zuständig ist, selbständig sichergestellt.

2.8.1.1.3.2 Statistik und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingetragenen Klagen in unserem Bezirk ist stabil. Die Anzahl der von Personen ausländischer Staatsangehörigkeit eingereichten Klagen nimmt allerdings ständig zu. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Im Jahr 2017 waren dies 17 Fälle; 7 wurden vor der Verhandlung zurückgezogen. Falls kein besonderes Problem vorliegt, werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen.

Die Zahl der beschuldigten und der klagenden Personen, die einer Schlichtungsverhandlung unentschuldigt fernbleiben, ist relativ hoch. Im Jahr 2017 beträgt sie 15.

Vergleichstabelle	2017	2016
Schlichtungsversuche	87	80
Erfolgreich	42	43
Gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	45	37
Hängig	20	14

Strafanzeigen

Die Gesamtzahl der eingereichten Strafanzeigen hat im Vergleich zum Jahr 2016 abgenommen. Die meisten Strafanzeigen betreffen Verstösse im Zusammenhang mit richterlichen Verboten (2016/1272 – 2017/1180). Die Verfahren wegen Verletzung eines richterlichen Verbots werden häufig angefochten und haben eine bedeutende administrative Arbeit der Überprüfung und Nachforschung zur Folge, ganz abgesehen davon, dass der Staat angesichts des Betrags der Busse nichts verdient.

Die Zahl der Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (SVG), einschliesslich Unfälle, ging zurück. Im Greyerzbezirk ordnet der Oberamtmann vor allem bei der Raumplanung (2016/11 – 2017/12) und beim Schulgesetz (2016/35 – 2017/29) Untersuchungsmassnahmen an. Die Zahl dieser strafbaren Handlungen und diejenige der Widerhandlungen gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten (2016/14 – 2017/11) bleiben relativ stabil.

Vergleichstabelle	2017	2016
Strafverfahren	2231	2432
endgültig	2207	2382
mit Einsprache belegt	24	50
Einstellungsverfügungen	94	97

Die Zahl der Fälle, die dem Polizeirichter nach einer Einsprache zu einem Streitgespräch übermittelt werden, hat um die Hälfte abgenommen.

Die eingestellten Verfahren betreffen im Wesentlichen Verzeigungen im Zusammenhang mit Übertretungen von richterlichen Verboten, bei denen der Täter nicht identifiziert werden konnte oder die Strafanzeige später zurückgezogen wurde.

2017 wurde keine Busse in gemeinnützige Arbeit (GA) umgewandelt.

21 Aufträge zur Veröffentlichung im Polizeijournal wurden dem Info-Center nach dem Verschwinden von Beschuldigten angekündigt, damit sie im RIPOL-System aufgenommen werden.

Die Zahl der Fälle, die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse (ASMVG) zum Vollzug einer Ersatzfreiheitsstrafe gemäss Artikel 106 Abs. 2 StGB überwiesen wurden, stieg gegenüber dem Vorjahr leicht an (2016/172 – 2017/244).

2.8.1.1.3.3 Verschiedenes

Das Oberamt des Greyerzbezirks weist auf die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, der Polizei und den Gerichtsbehörden hin.

2.8.1.1.4 Oberamt des Seebezirks

2.8.1.1.4.1 Personal und Organisation

Die Strafsachen wurden bis Ende August 2017 vom Vize-Oberamtmann Reto Hauser behandelt und werden seitdem von der neu ernannten Vize-Oberamtfrau Mélanie Corminboeuf übernommen. Bei den Strafklagen bzw.

Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von unserer neuen Juristin, Helena Kottmann, geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

Seit dem 1. September 2016 ist ein Praktikant im Verwaltungsbereich am Oberamt tätig. Vom 1. September 2017 bis Ende Juli 2018 ist dies Romain Christinaz. Er ist insbesondere mit administrativen Aufgaben im Zusammenhang mit den Strafbefehlen betraut. Zu Ausbildungszwecken wohnt er auch ab und zu den Versöhnungsverhandlungen bei.

2.8.1.1.4.2 Statistiken und Allgemeines

Strafanträge

Die Strafklagen werden von der Vize-Oberamtfrau Mélanie Corminboeuf behandelt, welche auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt (siehe dazu Ziff. 1).

Es sind insgesamt 37 Strafklagen eingegangen (Vorjahr 36). 3 davon sind direkt dem Oberamt zugegangen und vom Oberamt zur Eröffnung eines Verfahrens der Staatsanwaltschaft übermittelt worden. Von diesen ist 1 Dossier zurück an das Oberamt zur Durchführung der Versöhnungsverhandlung übermittelt worden und zwei sind bisher noch nicht wieder dem Oberamt zugestellt worden. 1 Dossier ist zuständigkeitshalber der Staatsanwaltschaft zurückgeschickt worden: es handelte sich um Drohung, Hausfriedensbruch und Tötungsversuch.

Die massgebenden 34 Klagen hatten die Ansetzung einer Versöhnungsverhandlung zur Folge (Vorjahr 28). 30 Versöhnungsverhandlungen sind durchgeführt worden. 1 Dossier benötigte keine Versöhnung, da die Klage vorher zurückgezogen wurde. 3 Dossiers sind beim Oberamt hängig, wovon für 1 Dossier die Versöhnungsverhandlung bereits für das Jahr 2018 angesetzt ist, eines wegen Krankheit (Unmobilität) der Klägerin vorläufig suspendiert ist und eines wahrscheinlich zurück an die Staatsanwaltschaft übermittelt wird, da der Beklagte sich im Ausland befindet und die Klägerin schriftlich noch bestätigen muss, dass sie auf die Versöhnung verzichtet.

In den 30 Versöhnungsverhandlungen kamen 18 Fälle zu einem positiven (Rückzug der Klage) und 12 zu einem negativen (Weiterleitung an die Staatsanwaltschaft) Ergebnis. Die Anzahl der gelungenen Versöhnungen ist gegenüber dem Vorjahr gestiegen (60% gegenüber 9 Fällen oder 42.85 % im Vorjahr). Die Ergebnisse sind von Jahr zu Jahr verschieden und sind nur sehr beschränkt beeinflussbar. Es hängt von den Parteien selber ab, ob sie gewillt sind, sich zu versöhnen oder nicht.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang des Auftrages durch die Staatsanwaltschaft, zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen. Es kommt oft vor, dass die angesetzten Termine verschoben werden müssen, meistens dann, wenn Rechtsanwälte involviert sind. Direkt beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft zur Verfahrenseröffnung weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis nachvollzogen, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

Vergleichstabelle Klagen	2014	2015	2016	2017
Versöhnungsversuche	44	57	28	33
- Versöhnungen gelungen	28	25	9	18
- Der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	14	24	12	12
- Hängige Dossiers	2	3	7	3

Strafanzeigen

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle im Jahre 2017 erneut massiv zugenommen auf nun 3656 Strafbefehle (= + 9.25 % gegenüber 3346 Strafbefehlen im Jahr 2016 und sogar + 18 % gegenüber 3098 Strafbefehlen im Jahre 2015). Insgesamt wurden 62 Einsprachen gegen Strafbefehle erhoben (= 1.69 %); der prozentuale Anteil der Einsprachen ist damit fast gleich geblieben (1.55% im 2016, 2.07 % im 2015).

Die Anzahl Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht ist mit 13 Anzeigen ungefähr gleich geblieben (im Vergleich: 12 Anzeigen im Jahr 2016, 14 Anzeigen im Jahr 2013, 16 Anzeigen im Jahr 2012). Nur in den Jahren 2015 und 2014 gab es diesbezüglich weniger Anzeigen (7). Auch die Anzahl Anzeigen wegen unterlassener Anmeldung am Wohndomizil ist ungefähr identisch wie in den früheren Jahren (3 im Jahr 2017, 2 im Jahr 2016, 2 im Jahr 2015).

Im Berichtsjahr sind dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse 3 Gesuche zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden (4 im Jahr 2016, 5 im Jahr 2015).

616 Dossiers mussten dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse wegen nicht bezahlter Busse zugestellt werden (490 im Jahr 2016, 463 im Jahr 2015), was eine ziemlich grosse Erhöhung darstellt (+ 25.7%).

- > 280 Personen wurden im Ripol ausgeschrieben (182 im Vorjahr, 149 im Jahr 2015).
- > 144 Dossiers wurden im Jahr 2017 mittels Verfügung eingestellt.
- > 136 Dossiers mussten ohne Folge klassiert werden, da eine Adresse fehlte.

Vergleichstabelle Strafbefehle	2013	2014	2015	2016	2017
Strafbefehle	2860	2586	3098	3346	3656
- Definitive	2824	2539	3034	3294	3594
- Einsprachen	36	47	64	52	62

2.8.1.1.5 Oberamt des Glanebezirks

2.8.1.1.5.1 Personal und Organisation

Das Oberamt verfügt über motiviertes und kompetentes Personal, dank dem es den zahlreichen Anliegen und Erwartungen der Bevölkerung entsprechen kann; diese gehen oft über die üblichen Aufgaben eines Oberamts hinaus. Die Ratschläge und Antworten helfen, geben der Bevölkerung ein Gefühl von Sicherheit und/oder verhindern oft lange Verfahren und Beurteilungsfehler. Das Oberamt erfüllt auch seine Rolle als Botschafter des Staates in den Regionen perfekt und gibt so ein positives Bild von der Verwaltung.

Eine der Stärken unseres Oberamtes liegt darin, dass alle Angestellten alle Hauptaufgaben erfüllen können, wodurch eine qualitativ hochstehende Arbeit in kurzer Zeit sichergestellt wird.

Sarah Devaud, Vizeoberamtfrau, trat am 30. September zurück. Sie strebte seit längerem die Eröffnung einer Beratungsstelle insbesondere für Verwaltungsrecht an. Während der vergangenen sieben Jahre hat Sarah Devaud ihre Kenntnisse und Fähigkeiten im Oberamt des Glanebezirks eingesetzt. Sie hat sich in vielen Projekten sowohl auf regionaler als auch auf kantonaler Ebene eingesetzt.

Sarah Devaud wurde am 1. Dezember durch Valentin Bard ersetzt. Er lebt in Romont, ist Jurist und wird die Anwaltsprüfung im Jahr 2018 ablegen; daher wird er zu Beginn nur zu 60 % angestellt. Um die Lücke zu füllen, wurde eine Juristin zu 40 % angestellt.

2.8.1.1.5.2 Statistik und Allgemeines

Im Jahr 2017 nahm das Volumen der Strafrechtssachen gesamthaft um 9,4 % zu. Die Zahl der Fälle, die von der Staatsanwaltschaft überwiesen wurden, stieg von 40 im Jahr 2016 auf 52 im Jahr 2017, und die Zahl der Strafanzeigen nahm von 365 im Jahr 2016 auf 391 im Jahr 2017 zu.

Klagen

Sarah Devaud, Vizeoberamtfrau, kümmerte sich bis Ende September 2017 um die Klagen und die dazugehörigen Schlichtungssitzungen, danach habe ich diese Aufgabe übernommen. Im Laufe des Jahres 2018 wird Valentin Bard sie übernehmen.

Die Zahl der eingegangenen Klagen nahm gegenüber 2016 um 30 % zu, und die Schlichtungsversuche waren in 67,3 % der Fälle erfolgreich.

Die häufigsten Klagegründe sind Hausfriedensbruch (1/5 der Fälle), die Mehrheit der Fälle in Zusammenhang mit Urbex (Erkunden von verlassenen Räumlichkeiten ungenutzter Einrichtungen). Danach kommen Tätlichkeiten, manchmal zusammen mit Drohungen und Beschimpfungen, gefolgt von Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

Grundsätzlich werden die vorgeladenen Parteien innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen. Bei Klagen, die vom Kantonalen Sozialamt eingereicht wurden, wurde hingegen vereinbart, dass die Klagen so zusammengelegt werden, dass an einem Vormittag mindestens 3 behandelt werden können und der Vertreter des Amtes nicht umsonst erscheinen muss. Denn es ist festzustellen, dass die Beschuldigten bei dieser Art der Klagen nicht unbedingt zur Schlichtungsverhandlung erscheinen.

Verzeigungen

Für die Zunahme der Zahl der Fälle (+ 26) sind vor allem die häufigeren Verzeigungen aufgrund von Geschwindigkeitsüberschreitungen verantwortlich; im Vergleich zu 2016 ist 2017 die Zahl dieser Verzeigungen von 119 auf 160 gestiegen. Die Zahl der Verzeigungen bei Verkehrsunfällen ist stabil geblieben (+ 1), während sich diejenige weiterer Widerhandlungen gegen das SVG (nicht konforme Fahrzeuge, Sicherheitsgurte, Mobiltelefone usw.) um 20 erhöht hat. Die Zahl der Vergehen gegen das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten nahm jedoch ab.

Gegen drei Strafbefehle wurde beim Polizeirichter Einsprache erhoben. Ausserdem wurde ein Rechtsbehelf gegen eine Einstellungsverfügung bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingelegt. Diese vier Fälle sind derzeit hängig.

2.8.1.1.5.3 Verschiedenes

Das Jahr 2017 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es ist kein Rückstand zu verzeichnen, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

Diese Organisation entspricht vollkommen den Bedürfnissen und gibt zu keinerlei Beanstandung Anlass. Ich bin nicht sicher, dass Änderungen eine solche Effizienz garantieren würden.

2.8.1.1.6 Oberamt des Broyebezirks

2.8.1.1.6.1 Personal und Organisation

Das Oberamt des Broyebezirks beschäftigt unter der Verantwortung von Oberamtmann Nicolas Kilchoer fünf Personen (4,5 VZÄ) und einen Lernenden. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

2.8.1.1.6.2 Statistik und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Abnahme seiner richterlichen Tätigkeit im Strafrecht (919 Fälle im Vergleich zu 924 im Jahr 2016). Diese Tätigkeit bleibt jedoch im Mittel der vergangenen Jahre. Es ist besonders erfreulich, festzustellen, wie eine einfach und rasch arbeitende Rechtsprechung die meisten Klagen und Verzeigungen, die dem Oberamt überwiesen wurden, endgültig erledigen konnte.

Klagen

Die Zahl der Fälle, die zur Schlichtung an den Oberamtmann überwiesen werden, nimmt leicht zu. Wir nehmen mit Befriedigung zur Kenntnis, dass manch einer dieser Fälle definitiv erledigt werden kann (45 %).

Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen nimmt zwar ab, bleibt aber im Mittel der vergangenen Jahre. Es gilt zu erwähnen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei zu betonen ist, dass gegen den Strafbefehl in den wenigsten Fällen Einsprache erhoben wird (2 %).

2.8.1.1.6.3 Verschiedenes

Die gute Qualität der Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen ist schliesslich noch anzumerken.

2.8.1.1.7 Oberamt des Vivisbachbezirks

2.8.1.1.7.1 Personal und Organisation

Das Jahr 2017 war für das Oberamt des Vivisbachbezirks ein Jahr der Veränderung und des Übergangs. Denn ein neuer Oberamtmann (1. Januar) und eine neue Vizeoberamtfräule (1. Mai) haben ihr Amt aufgenommen. Über die unvermeidlichen Schwierigkeiten, jemanden für das Amt zu finden und über die fehlende Erfahrung hinaus stellt diese Situation den Vorteil dar, eigene Arbeitsverfahren umzusetzen, über die wir gemeinsam entschieden haben.

In der Verwaltung sind keine Änderungen zu verzeichnen, die beiden Verwaltungssachbearbeiterinnen teilen sich 1,5 VZÄ.

Um die hohe Arbeitsbelastung im Zusammenhang mit Fällen, von denen einige schon ein paar Jahre alt sind, zu mildern, wurde von der ILFD die befristete Anstellung einer juristischen Praktikantin von Juli bis Dezember bewilligt. Hierzu ist anzumerken, dass ihr Vertrag für die ersten sechs Monate des Jahres 2018 verlängert wurde.

Einige Strafbefehle werden von Verwaltungssachbearbeiterinnen verfasst, andere von der Juristin oder der Vizeoberamtfräule. Danach werden sie vom Oberamtmann oder von der Vizeoberamtfräule überprüft und unterschrieben.

Die Schlichtungsverhandlungen werden je nach Verfügbarkeit oder Kenntnissen der betroffenen Person vom Oberamtmann oder der Vizeoberamtfräule geleitet. Das Protokoll wird von der juristischen Praktikantin geführt.

2.8.1.1.7.2 Statistik und Allgemeines

Die Statistik weist grundsätzlich im Vergleich mit den Zahlen des Vorjahrs eine gewisse Stabilität aus.

Dies gilt auch für die Zahl der Schlichtungsversuche (31), von denen nur fünf gescheitert sind, was einer Erfolgsquote von ungefähr 80 % entspricht.

Die Beziehungen mit unseren Partnern, die uns in einigen Fällen unterstützen, waren immer ausgezeichnet, ob es sich nun um die Staatsanwaltschaft, das Bezirksgericht, das Friedensgericht oder die Kantonspolizei handelt.

Klagen

Wie oben erwähnt, bleiben die Zahlen mit etwa dreissig Schlichtungsversuchen stabil. Manche betrafen eine Vernachlässigung von Unterhaltspflichten. Obwohl die meisten Personen zur Verhandlung erscheinen und eine Vereinbarung erreicht wird, erweist sich die Einziehung der geleisteten Vorschüsse für das Kantonale Sozialamt als besonders schwierig.

Die folgenden Straftaten traten des Weiteren häufig auf: einfache Körperverletzung, Beschimpfungen, üble Nachrede, Verleumdung und Hausfriedensbruch.

Die vorgeladenen Personen werden innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen. Sie erscheinen oft alleine, die meisten werden nicht von einem Bevollmächtigten (Rechtsanwältin bzw. Rechtsanwalt, Sozialarbeiter/in) begleitet. Um die Anwesenheit einer Dolmetscherin wurde dreimal ersucht.

Die Fälle werden danach umgehend an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet.

Vergleichstabelle	2017	2016
Schlichtungsversuche	32	36
Erfolgreich	25	12
Gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	5	16
Hängig	1	5
Von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	1	3

Verzeigungen

Auch bei den Verzeigungen stellte das Oberamt des Vivisbachbezirks eine gewisse Stabilität bei den Zahlen fest.

Die Verzeigungen wegen Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (SVG) stellten eindeutig den grössten Teil dar: 424/572.

Danach kommen Übertretungen eines richterlichen Verbots (61), Arbeiten, die ohne Bewilligung unternommen werden oder die Baubewilligung verletzen (34), die späte Schliessung der öffentlichen Gaststätten (5), Einwohnerkontrolle (1).

Die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule beträgt 20 im Jahr 2017 (11 im Jahr 2016). Wie gewohnt betreffen die meisten Fälle wahrscheinlich ein vorzeitiges Abreisen in die Ferien oder eine verzögerte Rückkehr.

Wenn der Strafbefehl versendet ist, stellt sich die Frage der Einkassierung. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, bleibt erheblich: 76 (2016 waren es 83).

Vergleichstabelle	2017	2016
Strafverfahren	572	523
endgültig	558	505
mit Einsprache belegt	12	13
von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	2	5

2.8.1.1.7.3 Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken des Strafrechts 2017. Ich stehe Ihnen gern zur Verfügung für zusätzliche Informationen.

2.8.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets / Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

Plaintes et dénonciations / <i>Strafanträge und Strafanzeigen</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Tentatives de conciliation / <i>Schlichtungsversuche</i>	228	46	107	33	52	69	31	566
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	153	21	42	18	35	26	25	320
ayant échoué, transmises au Ministère public <i>gescheitert, der Staatsanwaltschaft</i> <i>übermittelt</i>	75	18	45	12	14	32	5	201
en suspens / <i>hängig</i>	0	7	20	3	3	11	1	45
2. Transmises d'office au Ministère public / <i>von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft</i> <i>übermittelt</i>	26	0	17	1	1	0	3	48
3. Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	7025	1575	2231	3656	391	861	570	16309
définitive / <i>endgültige</i>	6998	1569	2207	3594	387	842	558	16155
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben,</i> <i>Akten dem Richter übermittelt</i>	27	6	24	62	4	19	12	154
Total	7279	1621	2355	3690	444	930	604	16923

2.8.2 Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

2.8.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	8
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	12	17
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	8	16
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	4	8
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	3	8
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	1	--
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	13	9

2.8.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2017	2016
Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	3	10
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	--	2
Autres / <i>andere</i>	4	4
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	1	--
Blâme / <i>Verweis</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	7
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	1
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	2
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	2	1

2.8.2.3 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	1	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.8.2.4 Commentaires / Kommentare

2.8.2.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'affaires liquidées a été inférieur en 2017 suite à la démission de l'ancien vice-président. Avec l'élection d'une nouvelle vice-présidente et la désignation d'une deuxième secrétaire-juriste, le nombre d'affaires liquidées devrait à nouveau retrouver les niveaux des années précédentes.

Im Vergleich zum Vorjahr wurden im Jahr 2017 weniger Angelegenheiten erledigt, dies aufgrund des Rücktritts des Vize-Präsidenten. Mit der Wahl einer neuen Vize-Präsidentin und der Ernennung einer zweiten juristischen Sekretärin sollte sich die Anzahl erledigter Angelegenheiten jedoch wieder dem Vorjahresniveau angleichen.

2.8.2.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Durant la période déterminante, la commission a connu deux changements majeurs : la démission de son vice-président, Monsieur Michel Wuilleret, qui a fait valoir son droit à la retraite. Madame Géraldine Pontelli-Barras a été élue en tant que nouvelle vice-présidente avec entrée en fonction le 1^{er} août 2017. Par ailleurs, une deuxième secrétaire-juriste a été désignée en la personne de Madame Stéphanie Colella.

Im massgeblichen Zeitraum kam es zu zwei bedeutenden Wechsel innerhalb der Kommission: Herr Michel Wuilleret trat infolge Ruhestand als Vizepräsident zurück. Frau Géraldine Pontelli-Barras wurde als seine Nachfolgerin gewählt und trat ihr Amt als neue Vize-Präsidentin per 1. August 2017 an. Zudem wurde eine zweite juristische Sekretärin in der Person von Frau Stéphanie Colella ernannt.

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Markus Julmy	Président / <i>Präsident</i>
Géraldine Pontelli-Barras	Vice-présidente / <i>Vize-Präsidentin</i>
Ambroise Bulambo	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Barbara Hallensleben	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Michel Heinzmann	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Sophie Marchon Modolo	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Sarah Riedo	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Isabelle Théron	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Marina Achermann-Eggelhöfer	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Sascha Bischof	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Lucas Chocomeli	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Eric Davoine	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Sébastien Schief	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Laure Zbinden	Assesseure suppléante / <i>Ersatzbeisitzerin</i>
Stéphanie Colella	Secrétaire juriste / <i>Juristische Sekretärin</i>
Elias Moussa	Secrétaire juriste / <i>Juristischer Sekretär</i>

2.8.3 Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

2.8.3.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	--
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	3	1
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	1	1
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	1	1
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	2	--

2.8.3.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Améliorations foncières agricoles / landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	1	1
Remaniement parcellaire forestier / Waldzusammenlegungen	--	--
Terrains à bâtir / Baulandumlegungen	--	--

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2017	2016
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	--	1
Retrait de recours / Rückzug	1	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--

2.8.3.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.8.3.4 Commentaires / Kommentare

2.8.3.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Néant. *Keine.*

2.8.3.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Jacques Menoud	Président / Präsident
Thomas Meyer	Vice-président / Vize-Präsident
Felix Bärtschi	Assesseur / Beisitzer
Yvan Chassot	Assesseur / Beisitzer
Emery Nicolas	Assesseur / Beisitzer
Jacques Genoud	Assesseur / Beisitzer
René Hirsiger	Assesseur / Beisitzer
Sylvie Mabillard	Assesseure / Beisitzerin
Joseph Rhône	Assesseur / Beisitzer
Dominique Schaller	Assesseur / Beisitzer

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

2.8.4 Commission de recours en matière de premier relevé / Rekurskommission für die Ersterhebung

2.8.4.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	3	--
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	1	3
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	--	--
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	--	--
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	--	--
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	4	3

2.8.4.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2017	2016
Abornement / <i>Vermarkung</i>	--	--
Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	--
Admission / <i>Zulassung</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--

2.8.4.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.8.4.4 Commentaires / Kommentare

2.8.4.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Pas de remarques. *Keine Bemerkungen.*

2.8.4.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Pas de remarques. *Keine Bemerkungen.*

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Kurt Schwab	Président / Präsident
Danièle Mooser-Dougoud	Vice-présidente / Vize-Präsidentin
Yvan Chassot	Assesseur / Beisitzer
Daniel Kaeser	Assesseur / Beisitzer
René Sonney	Assesseur / Beisitzer
Dieter Stauffacher	Assesseur / Beisitzer
Giacinto Zucchinetti	Assesseur / Beisitzer

Les deux membres Dieter Stauffacher et Marguerite Giner seront remplacés prochainement.

Die beiden abtretenden Mitglieder Dieter Stauffacher und Marguerite Giner werden demnächst ersetzt werden.

2.8.5 Commission d'expropriation / Enteignungskommission

2.8.5.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	11
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	8	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	--	10
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	1	1
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	2	--
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	4	8
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	10	9

2.8.5.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

	2017	2016
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>		
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>		
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	1
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	--
Admission / <i>Zulassung</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	1	--
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	1	4

2.8.5.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	1
Admission / Gutheissung	--	
Rejet / Abweisung	1	
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	
Retrait / Rückzug	--	
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	

2.8.5.4 Commentaires / Kommentare

2.8.5.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Les affaires simples (expropriation formelle et demandes d'indemnité ensuite d'une dérogation aux règles de construction (147 LATeC)) sont traitées avec célérité alors que les demandes d'indemnité pour expropriation matérielle exigent beaucoup plus de temps pour être instruite en raison de l'application des règles du code de procédure civile (double échange d'écriture).

La Commission a rejeté une demande d'indemnité pour expropriation matérielle considérant que la suppression d'une zone artisanale dans le cadre de la révision d'un PAL constituait un non-classement et ne donnant pas droit à indemnité et non un déclassement. Cette décision fait l'objet du recours pendant au Tribunal cantonal.

Trois demandes d'indemnité pour dérogation accordée à un propriétaire privé (147 LATeC) ont été retirées après les informations données par le Président de la Commission d'expropriation sur les exigences légales d'une telle demande.

Le Président a concilié une fois les parties avec succès. Il a déclaré irrecevable deux requêtes demandant qu'il somme la collectivité publique d'ouvrir une procédure d'expropriation à leur encontre. Une de ces requêtes fait l'objet d'un recours au tribunal cantonal.

Einfache Angelegenheiten (formelle Enteignung und Entschädigungsgesuche infolge Abweichungen von den Bauvorschriften (Art. 147 RPBG) werden zügig bearbeitet, während Entschädigungsgesuche infolge materieller Enteignung auf Grund der Anwendung zivilprozessualer Vorschriften (doppelter Schriftenwechsel) sehr viel mehr Zeit beanspruchen.

Die Kommission hat ein Entschädigungsgesuch wegen materieller Enteignung abgewiesen, da sie der Meinung ist, dass die Aufhebung einer Gewerbezone im Rahmen einer Ortsplanrevision eine nicht entschädigungsberechtigte Nichteinzonung darstellt, und nicht eine Auszonung. Gegen diesen Entscheid wurde Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht.

Drei Entschädigungsgesuche infolge Abweichungen, welche einer Privatperson gewährt worden waren (Art. 147 RPBG), wurden zurückgezogen, nachdem der Präsident der Enteignungskommission auf die gesetzlichen Anforderungen für ein solches Gesuch hinwiesen hatte.

In einem Fall hat der Präsident die Parteien erfolgreich versöhnt. Er ist auf zwei Gesuche nicht eingetreten, welche von ihm verlangt, er habe die Behörde aufzufordern, gegen die Gesuchsteller ein Enteignungsverfahren einzuleiten. Gegen einen dieser Entscheide wurde Beschwerde beim Kantonsgericht eingereicht.

2.8.5.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
José Kaelin	Président / <i>Präsident</i>
Danielle Julmy	Vice-présidente / <i>Vize-Präsidentin</i>
Loup Bernard	Vice-président / <i>Vize-Präsident</i>
Yves Bosson	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Gérald Cantin	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Pascal Chassot	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Olivier Chenevart	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jacqueline Giroud	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
German Imoberdorf	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jean-Marc Sallin	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Patrik Schaller	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Noël Schneider	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Walter Schoop	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Edgar Schorderet	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Dieter Stauffacher	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jacques Stephan	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Elodie Surchat	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Victorine Alice van Zanten	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Ingo Schafer	Secrétaire / <i>Sekretär</i>
Marie-Laure Schneuwly-Karth	Secrétaire / <i>Sekretär</i>

Le Vice-président de la Commission d'expropriation Bernard Loup a démissionné pour la fin de l'année 2017. Un nouveau Vice-président a été nommé en la personne de M. Pierre-Henri Gapany.

Un nouvel assesseur a été nommé en la personne de M. Andreas Freiburghaus.

Bernard Loup, Vize-Präsident der Enteignungskommission, hat per Ende 2017 demissioniert. Zum neuen Vize-Präsidenten wurde Herr Pierre-Henri Gapany ernannt.

Herr Andreas Freiburghaus wurde zum neuen Beisitzer ernannt.

2.8.6 Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtskommission über das Grundbuch

2.8.6.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	--	4
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	3	2
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	3	6
Décision de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>	1	4
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	2	2
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	--	--

2.8.6.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2017	2016
Pouvoir de contrôle du conservateur / <i>Kontrollbefugnis des Grundbuchverwalters</i>	--	2
Production de documents / <i>Einreichen von Unterlagen</i>	--	1
Inscriptions et annotations de saisie / <i>Eintragungen und Vormerkungen von Pfändungen</i>	--	1
Registre des créanciers / <i>Gläubigerregister</i>	--	1
Changement d'un mot-clé de l'inscription dans le registre foncier / <i>Änderung eines Stichworts im Grundbuch</i>	1	--
Usufruit / <i>Nutzniessung</i>	--	1
Mention de blocage et inscription du transfert de propriété à la suite d'une vente aux enchères forcées / <i>Anmerkung einer Grundbuchsperre und Eintragung des Eigentumsübergangs infolge Zwangsversteigerung</i>	1	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Décisions de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	2
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	2

2.8.6.3 Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.8.6.4 Commentaires / Kommentare

2.8.6.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 3 recours (2 en 2016). Elle a rendu 3 décisions: 1 recours a été rejeté et fait actuellement l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, 2 recours ont été rayés du rôle, l'un suite à un retrait, le second car il est devenu sans objet. Aucune affaire n'est reportée en 2018.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 3 Beschwerden anhängig gemacht (2 im Jahr 2016). Es wurden 3 Entscheide gefällt: Eine Beschwerde wurde abgewiesen; das Verfahren ist im Moment beim Kantonsgericht hängig. 2 Beschwerden wurden abgeschrieben, davon die eine aufgrund eines Rückzugs und die andere wegen Gegenstandslosigkeit. Es wurde kein Fall in das Jahr 2018 übertragen.

2.8.6.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Bettina Hürlimann-Kaup	Présidente / Präsidentin
Pierre-Henri Gapany	Vice-Président / Vizepräsident
Catherine Overney	Membre / Mitglied
Jérôme Delabays	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Alexandra Jungo	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Séverine Zehnder	Secrétaire-juriste / Sekretärin

En 2017, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Jungo, professeure à l'Université, M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, et M. Ludovic-Jean Egger, notaire, ont fonctionné comme membres suppléants. Ce dernier a cependant présenté sa démission ce printemps et n'a pour l'heure pas été remplacé.

La fonction de secrétaire-juriste de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal.

2017 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Jungo, Professorin an der Universität Freiburg, Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, sowie Herr Ludovic-Jean Egger, Notar, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an. Letzterer hat allerdings im Frühling seinen Rücktritt erklärt; er wurde bis jetzt noch nicht ersetzt.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht, geführt.

2.8.7 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

2.8.7.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	2017	2016
pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	4	--
nouvelles affaires / <i>neue Angelegenheiten</i>	2	5
pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	3	4
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	2017	2016
par arrêt de cour / <i>durch Gerichtshofentscheid</i>	--	--
par décision présidentielle / <i>durch Präsidialverfügung</i>	3	1
par arrêt présidentiel / <i>durch Präsidialentscheid</i>	--	--

2.8.7.2 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	--	2
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	--	--
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	--	2
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	--	--

2.8.7.3 Mode de liquidation / Erledigungsart

Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	2017	2016
admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	1
retrait / <i>Rückzug</i>	--	--
nouvelle décision / <i>neuer Entscheid</i>	--	--
accord / <i>Einigung</i>	--	--
transaction / <i>Vergleich</i>	3	--

Assurance-accidents / Unfallversicherung	2017	2016
admission / Gutheissung	--	--
admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
rejet / Abweisung	--	--
irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
retrait / Rückzug	--	--
nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
accord / Einigung	--	--

2.8.7.4 Commentaires / Bemerkungen

2.8.7.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Bemerkungen zur Statistik

Le Tribunal arbitral a enregistré deux nouvelles affaires en 2017 qui ont de suite été suspendues en raison de dossiers similaires pendants dans d'autres cantons et qui ont pu être liquidées par convention encore en 2017, avec un dossier datant de 2016. La cause qui a été renvoyée par le Tribunal fédéral en 2016 n'a pas encore été jugée, en raison des difficultés en lien avec la commission d'un expert.

Das Schiedsgericht verzeichnete 2017 zwei neue Angelegenheiten, die umgehend suspendiert wurden, da zwei gleichartige Dossiers in anderen Kantonen hängig waren; sie konnten noch im Jahr 2017 durch eine Vereinbarung erledigt werden, zusammen mit einem Dossier aus dem Jahr 2016. Im Fall, der 2016 vom Bundesgericht zurückgewiesen wurde, konnte noch kein Entscheid gefällt werden, da sich bei der Bestellung eines Sachverständigen Schwierigkeiten ergeben.

2.8.7.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition du Tribunal, commentaires) / Interne Organisation des Gerichts (Angaben zur Zusammensetzung des Gerichts, Bemerkungen)

La Présidente a réussi en cours d'année à trouver, hors greffe du Tribunal cantonal, une greffière expérimentée. Elle se réjouit en effet désormais de pouvoir compter sur la collaboration de Me Valérie Humbert.

Der Präsidentin ist es im Laufe des Jahres gelungen, ausserhalb der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts eine erfahrene Gerichtsschreiberin zu finden. Sie freut sich, nunmehr auf die Zusammenarbeit mit Rechtsanwältin Valérie Humbert zählen zu können.

2.8.8 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

2.8.8.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	--
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	1	2
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	1	2
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	1	2
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	--

2.8.8.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2017	2016
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Délivrance d'une autorisation de procéder / Erteilen einer Klagebewilligung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	1
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Conciliation / Versöhnung	--	--

2.8.8.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2017	2016
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.8.8.4 Commentaires / Kommentare

2.8.8.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Une seule cause a été introduite en 2017. Elle a été liquidée par transaction judiciaire.

Nur ein Fall wurde im 2017 eingereicht. Dieser wurde durch einen Vergleich gelöst.

2.8.8.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Christian Esseiva	Président / Präsident
Anastasia Zacharatos	Suppléante du Président / Stellvertretende Präsidentin
Viviane Collaud	Assesseure (employeurs) / Beisitzerin (Arbeitgeber)
Reto Julmy	Assesseur (employeurs) / Beisitzer (Arbeitgeber)
Daniel Bürdel	Assesseur suppl. (employeurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber)
Jean-Daniel Wicht	Assesseur suppl. (employeurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber)
René Nicolet	Assesseur (travailleurs) / Beisitzer (Arbeitnehmer)
Chantal Hayoz Clément	Assesseure (travailleurs) / Beisitzerin (Arbeitnehmer)
Luftey Kaya	Assesseur suppl. (travailleurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitnehmer)
Nicole Schmutz Larequi	Assesseure (organisation féminine) / Beisitzerin (Frauenorganisation)
Isabelle Brunner Wicht	Assesseure suppl. (org. féminine) / Ersatzbeisitzerin (Frauenorg.)
Anouchka Chardonnens	Secrétaire / Sekretärin

En 2017, la composition de la Commission a subi des changements. Ainsi, dans sa séance du 8 février 2017, le Grand Conseil a élu René Nicolet en qualité d'assesseur (représentant les travailleurs). L'assesseur (représentant les employeurs) Jean-Jacques Marti a démissionné avec effet au 30 juin 2017. Il a été remplacé par l'assesseur (représentant les employeurs) Reto Julmy, élu le 13 septembre 2017.

Im 2017 hat sich die Zusammensetzung der Kommission geändert. So wählte der Grosse Rat am 8. Februar 2017 René Nicolet zum Beisitzer, Vertreter der Arbeitnehmer. Der Beisitzer, der die Arbeitgeber vertritt, Jean-Jacques Marti ist per 30. Juni 2017 zurückgetreten. Er wurde durch den Beisitzer, Vertreter für die Arbeitgeber, Reto Julmy ersetzt, der am 13. September 2017 gewählt wurde.

2.8.9 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine / Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

2.8.9.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	52	79
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	449	369
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	372	425
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	63	--

2.8.9.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Loyer initial / Anfangsmietzins	30	47
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	80	48
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	81	66
Frais accessoires / Nebenkosten	7	16
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	45	81
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	28	10
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	0	5
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	35	48
Défaut / Mietzinshinterlegung	38	35
Autres raisons / andere Gründe	28	29
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2017	2016
Décisions de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission	1	1
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	177	104
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	62	91
Autres raisons / andere Gründe	---	--

2.8.9.2.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

En 2017, la Commission a traité 372 dossiers (contre 425 dossiers en 2016), en 21 séances par la Présidente et 11 séances par le Vice-Président, pour un taux moyen de conciliation de 89,1%.

Les contestations d'augmentation de loyer et les requêtes de baisse de loyer sont les motifs les plus nombreux.

Les contestations du loyer initial ont baissé d'un tiers environ.

2017 behandelte die Kommission 372 Dossiers (gegenüber 425 Dossiers im Jahr 2016) in 21 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 11 Sitzungen, die vom Vizepräsidenten geleitet wurden; der Schlichtungsgrad betrug 89,1 %.

Die Anfechtungen von Mieterhöhungen und Gesuche um Mietzinssenkungen bilden die häufigsten Gründe.

Die Zahl der Anfechtungen der Anfangsmiete sank um ungefähr einen Drittel.

2.8.9.2.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Jacqueline Passaplan	Présidente / <i>Präsidentin</i>
Yann Hofmann	Suppléant du Président / <i>Stellvertretender Präsident</i>
Valentin Aebischer	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Jean-Marc Boechat	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Laure Christ	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Amalia Echegoyen	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Christine Maillard	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
François Chenuaux	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Jean-Marc Maradan	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Olivier Ragonesi	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Richard Wolf	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>

Pas de remarque particulière. *Keine besonderen Bemerkungen.*

2.8.10 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

2.8.10.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	2	30
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	86	89
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	83	117
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	5	2

2.8.10.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2017	2016
Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	1	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	13	9
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	11	25
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	6	9
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	6	10
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	12	7
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	13	27
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	14	13
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	7	5
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	11
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2017	2016
Décisions de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>	42	75
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	5	4
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	36	33
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	5

2.8.10.3 Commentaires / Kommentare

2.8.10.3.1 *Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik*

Das Jahr 2017 war geprägt von eher wenig Gesuchen, gemessen am Mehrjahresdurchschnitt. Einzig der auf den 2. Juni 2017 gesenkte und seither unveränderte Referenzzinssatz von 1,5% hatte ca. 10 zusätzliche Anfragen/Anträge zur Folge. Die Anzahl übriger Gesuche lag am unteren Rand der gewohnten Bandbreite. Dies ermöglichte es unserer Kommission, inkl. Sekretariat, den Aufwand mit den bestehenden Ressourcen und ohne wesentliche Überstunden zu bewältigen. Prognosen für das kommende Jahr zu stellen, ist einmal mehr sehr schwierig, da sich die Situation oft sehr schnell ändern kann.

L'année 2017 a été marquée par un nombre plutôt faible de demandes, si l'on se réfère à la moyenne de plusieurs années. A lui seul, le taux d'intérêt de référence fixé au 2 juin 2017, et qui n'a pas changé depuis (1.5%), a occasionné environ 10 questions/demandes supplémentaires. Le nombre des autres demandes est demeuré au niveau inférieur de la fourchette habituelle. Ceci a permis à notre commission, secrétariat compris, de maîtriser la charge de travail avec les ressources existantes et sans de notables heures supplémentaires. Une fois encore, faire des prévisions pour l'année à venir s'avère très difficile car la situation peut souvent changer très rapidement.

2.8.10.3.2 *Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)*

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Marius Schneuwly	Président / <i>Präsident</i>
Sarah Reitze	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Susanne Heinger	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Beatrix Franziska Vogl Ott	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Gabriella Weber Morf	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Hanspeter Bellorini	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Marianne Isler-Raemy	Assesseure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Edgar Jenny	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Cornelia Boschung	Secrétaire / <i>Sekretärin</i>

Im vergangenen Jahr hatte unsere Kommission keine Mutationen zu verzeichnen. Die anfallenden Gesuche wurden zu ca. 70% durch den Präsidenten und zu ca. 30% durch die Vizepräsidentin bearbeitet. Sie werden durch das Sekretariat (20%-Stelle) und sechs Beisitzende unterstützt. Dank der grossen Flexibilität aller, konnte der übers Jahr unterschiedliche Arbeitsanfall immer sehr zeitnah und mit guter Qualität erledigt werden, wie dies auch anlässlich der Inspektion durch den Justizrat bestätigt wurde.

L'an passé, notre commission n'a pas connu de mutations. Les demandes enregistrées ont été traitées à env. 70% par le président et à env. 30% par la vice-présidente. Tous deux ont été soutenus par le secrétariat (poste à 20%) et six assesseur-e-s. Grâce au précieux engagement de tous, il a été possible de régler tout au long de l'année, toujours dans des délais très brefs et avec grande qualité, une charge de travail diverse, comme cela a d'ailleurs été confirmé à l'occasion de l'inspection par le Conseil de la magistrature.

2.8.11 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glâne-, Broye- und Vivisbachbezirks

2.8.11.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2017	2016
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	87	99
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	357	294
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	342	306
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	102	87

2.8.11.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2017	2016
Loyer initial / Anfangsmietzins	17	27
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	28	20
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	58	31
Frais accessoires / Nebenkosten	20	28
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	59	48
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	31	37
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	30	10
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	38	34
Défaut / Mietzinshinterlegung	37	37
Autres raisons / andere Gründe	24	34

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2017	2016
Décisions de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	15	17
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	2	9
Autres raisons / andere Gründe	--	--

2.8.11.3 Commentaires / Kommentare

2.8.11.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Nous avons pu constater, en 2017, une augmentation sensible du nombre de cas (+20%) qui est principalement due à une augmentation importante du nombre de demandes de baisse de loyer, le taux hypothécaire de référence étant passé de 1.75% à 1.5% en juin 2017. On peut également constater une augmentation du nombre de contestations de résiliations ordinaires de bail et de demandes en prolongation de bail. De manière générale, le nombre d'affaires introduites en 2017 de 357 est très élevé.

Wir haben im Jahr 2017 einen deutlichen Anstieg der Fälle (+ 20 %) festgestellt, der hauptsächlich auf die erhebliche Zunahme der Zahl der Gesuche um Mietzinssenkung zurückzuführen ist, da der hypothekarische Referenzzinssatz im Juni 2017 von 1.75 % auf 1.5 % gesunken ist. Eine Zunahme der Anfechtungen von ausserordentlichen Kündigungen und Erstreckungen des Mietverhältnisses lässt sich ebenfalls feststellen. Die Zahl der im Jahr 2017 eröffneten Fälle ist grundsätzlich sehr hoch.

2.8.11.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

En début d'année 2017, Madame Oriane Perroud, secrétaire de la Commission de conciliation depuis 2012, a donné son congé suite à sa maternité. Elle a été remplacée par Madame Sylvie Perroud, secrétaire auprès de la Justice de Paix de l'arrondissement de la Glâne, toujours à un taux de 30%. La Commission continue de siéger tous les vendredis matins, soit à Bulle, soit à Romont. Si nécessaire, des audiences ont lieu le mardi matin.

Zu Beginn des Jahres 2017 hat Oriane Perroud, Kommissionssekretärin seit 2012, ihre Stelle nach ihrem Mutterschaftsurlaub gekündigt. Sie wurde durch Sylvie Perroud, die immer noch zu 30 % als Sekretärin des Friedensgerichts des Glanebezirks arbeitet, ersetzt. Die Kommission tagt weiterhin jeden Freitagmorgen entweder in Bulle oder in Romont. Gegebenenfalls finden am Dienstagmorgen Anhörungen statt.

Composition de la Commission (au 31.12.17) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.17)

Prénom/nom	Fonction
Jean-Christophe Obeson	Président / Präsident
Séverine Zehnder	Suppléante du Président / Stellvertretende Präsidentin
Cristina Beaud	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
Simon Chatagny	Assesseur (locataires) / Beisitzer (Mietervertreter)
Florian Demierre	Assesseur (locataires) / Beisitzer (Mietervertreter)
Delia Gonzales	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
Franziska Waser	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
Alain Charrière	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Josiane-Marie Galley	Assesseure (propriétaires) / Beisitzerin (Eigentümerversreterin)
Xavier Guanter	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Andéol Jordan	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Daniel Massardi	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)

Exception faite du secrétariat, il n'y a pas eu de changement dans la composition de la Commission de conciliation.
Abgesehen vom Sekretariat gab es keine Änderungen in der Zusammensetzung der Schlichtungskommission.